

Nouveaux témoignages sur les exactions des troupes russes en Tchétchénie

NOS ENVOYÉS SPÉCIAUX à Grozny, capitale de la Tchétchénie, et à Samachk, ont recueilli de nombreux témoignages sur les massacres et les tortures dont se rendent coupables les troupes russes. Quatre mois après le début de leur intervention militaire, le 11 décembre 1994, celles-ci ne reculent en effet devant aucune exaction. Alors qu'elles contrôlent les villes – largement rasées – de la plaine de cette petite République indépendante du Caucase, les forces du Kremlin se sont acharnées contre le village de Samachk, assiégé depuis deux mois : pillages, meurtres et destructions systématiques ont suivi l'entrée des soldats du Kremlin dans Samachk, le samedi 8 avril.

Ailleurs en Tchétchénie, et notamment dans la capitale, Grozny, les témoignages se multiplient sur l'ampleur de la répression russe. Après avoir envoyé des dizaines de milliers de soldats sur place et littéralement anéanti la plupart des localités importantes – Argoun, Chali, Goudermes – les Russes se livrent à une politique d'intimidation permanente de la population civile.

Si la poursuite de cette guerre, toujours considérée comme une « affaire intérieure » russe, commence à peser sur les relations entre la Russie et ses partenaires, les principaux dirigeants occidentaux ont toujours insisté sur le fait de rendre le 9 mai à Moscou.

Lire page 2

Bergman et la passion du théâtre

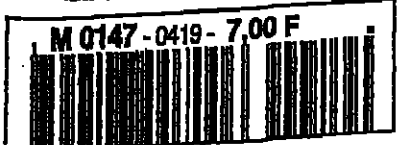


INGMAR BERGMAN

IL Y A DIX ANS, Ingmar Bergman a renoncé au cinéma. Mais il n'a pas renoncé au théâtre, sa seule passion, là où « tout commence et tout finit ». Cette année, sur les dix pièces au programme du Théâtre Royal de Stockholm, trois sont mises en scène par Bergman, dont *Le Misanthrope*, de Molière, qui est, avec Strindberg, son auteur préféré. Inspiré par Ariane Mnouchkine, il signe une mise en scène paradoxale qui relève presque d'Alceste à un rôle de figurant et fait de Céliane le personnage principal. La pièce porte l'image de marque du Suédois, son obsession de la maîtrise, qui fait exploser le talent des comédiens, liés, comme lui, « corps et âme au théâtre ».

Lire page 27

Allemagne, 3 DM ; Autriche, 9 S ; Belgique, 25 B ; Canada, 2,25 \$ CAD ; Danemark, 14 DKK ; Espagne, 220 Ptas ; France, 1 F ; Grèce, 320 Dr ; Irlande, 140 F ; Italie, 270 L ; Japon, 320 Yen ; Pays-Bas, 48 F ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1 £ ; Suède, 200 Kr ; Suisse, 2,00 Sfr ; Tunisie, 1 Din ; USA, 0,70 \$; USA, 2,00 \$.



Edouard Balladur accuse Jacques Chirac de mettre en danger la croissance

Dans un entretien au « Monde », il redoute que la « démagogie » n'aggrave le climat social

LE MONDE publie une série d'entretiens avec les candidats à l'élection présidentielle. Dans celui que nous a accordé Edouard Balladur, le premier ministre estime que le débat qui l'oppose à Jacques Chirac, à la veille du premier tour de l'élection présidentielle, porte plus « sur la méthode et sur la conception de la politique », que sur la nature des réformes à mettre en œuvre. Pour montrer ce qui distingue leurs deux projets, il estime que le « meilleur exemple » est « celui de l'acceptation ou du refus de la démagogie ». M. Balladur se défend d'être opposé, par principe, à un coup de pouce en faveur du SMIC. De même, il admet qu'à l'avenir, une fois les déficits comblés, il sera nécessaire d'engager une réflexion sur le mode de financement de la protection sociale. Mais il met implicitement en cause le maire de Paris, en estimant qu'il multiplie les « promesses démagogiques ». Si celles-ci étaient mises en œuvre, prévient-il, elles feraient « disparaître la croissance retrouvée ». M. Balladur craint que la tentation de la « facilité » n'entraîne une aggravation du climat social.



INCROYABLE! ET ÇA FAIT PLUS DE 30 ANS QUE SE CONNAÎT L'EXISTENCE DE CE RÉCIFI.

Détailant les réformes qu'il préconise, celle du premier cycle universitaire ou encore celle de la « seconde chance », pour « permettre à chacun de reconstruire sa vie », M. Balladur critique par ailleurs le contrat initiatrice employé préconisé par M. Chirac. Il juge que ce nouveau dispositif serait

« très coûteux » et aurait pour effet d'interdire le retour sur le marché du travail de nombreux chômeurs de moins d'un an.

Mettant en avant l'action contre le racisme mené par son gouvernement, M. Balladur se défend de toutes complaisances avec l'extrême droite. Assurant être l'objet

d'« une campagne insidieuse et insistante », il explique que ses « actes » parlent pour lui et qu'il n'a pas de « leçons à recevoir ».

Edouard Balladur sera, mercredi 19 avril, à 18 h 30, l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde ».

Lire page 8

Le cadeau du président bosniaque aux juifs de Sarajevo

SARAJEVO

de notre correspondant
La Haggadah de Sarajevo vient d'entamer une nouvelle vie entre les mains des juifs bosniaques. Ce manuscrit enluminé, écrit en Catalogne au XIV^e siècle, entre 1320 et 1350, relate l'exode des juifs d'Égypte à l'époque des pharaons. D'une valeur inestimable – des experts évoquent le chiffre de 7 millions de dollars –, la Haggadah a déjà vécu d'innombrables aventures, et plusieurs disparitions. Son premier voyage remonte à 1492, lorsque les juifs séfardes, fuyant l'Espagne, emmènent la Haggadah dans leur exode. Le livre réapparaît en Italie en 1609, peut-être à Venise. Il est confié à un marchand, Rodrigo, qui part vers les Balkans. La Haggadah se promène alors le long de la côte dalmate. Un séfarde nommé Cohen, en possession du précieux livre à la fin du XIX^e siècle, entame alors un voyage à travers la Bosnie, puis arrive à Sarajevo. Il vend en 1894 la Haggadah au musée de la ville pour 25 couronnes autrichiennes. Le manuscrit juif repose ensuite un demi-siècle dans les caves du musée jusqu'à l'arrivée, en 1941, d'un officier nazi, missionné par Hitler pour mettre la main sur la Haggadah. Le conservateur Dervis Kokrut parvient à

convaincre l'officier qu'il a remis le livre à un autre nazi, le jour précédent. Le mensonge sauve la Haggadah, qui est emportée par un étudiant musulman dans les monts Igman, à l'ouest de Sarajevo. Le manuscrit attend tranquillement la fin de la guerre, « caché dans une grange », disent certains, « enterré sous un pommier », affirme une légende. La Haggadah obtient un nouveau répit durant le régime titoïste, au cours duquel elle ne sera montrée publiquement qu'à deux occasions.

En avril 1992, la guerre éclate en Bosnie-Herzégovine. Début juin, le Musée national est bombardé par les Serbes, et la Haggadah disparaît de nouveau. Les juifs craignent que le livre n'ait brûlé. Il semblerait qu'un professeur d'université, accompagné de trois combattants, soit parvenu à le retrouver dans une cave du musée. Depuis près de trois ans, le gouvernement bosniaque avait refusé de confirmer s'il détenait ou non le précieux manuscrit. Le rumeur disait que la Haggadah, si elle avait survécu à l'incendie, avait été vendue par l'armée en échange d'armes et de munitions.

Il y a quelques jours, la Haggadah a réapparu, à l'occasion de la Pâque juive. Le président bosniaque, Alija Izetbegovic, l'a sortie des

coffres de la Banque nationale et l'a solennellement remise à la communauté juive de Sarajevo. La cérémonie fut brève : les juifs bosniaques étaient véritablement émus. « La Haggadah est un trésor unique, raconte une femme. Un livre qui a permis à des familles de prier au cours des siècles. » Le manuscrit n'a toutefois pas achevé sa vie aventureuse. Ivan Ceresnjak, le président des juifs de Sarajevo, a assuré que la Haggadah avait été placée en un lieu sûr et secret, au cas où les bombardements s'intensifieraient sur la ville. Plus tard, peut-être, le livre partirait-il vers les États-Unis, afin d'être restauré. A moins que le conservateur du Musée national de Sarajevo ne s'y oppose.

Furieux de se voir enlever l'un des plus beaux joyaux de son musée, Enver Imamovic, qui affirme avoir risqué sa vie pour sauver le manuscrit des flammes, a démissionné, lundi 17 avril, pour protester contre la décision de son gouvernement de le remettre à la communauté juive. Le conservateur du Musée national craint en effet que la Haggadah ne parte une nouvelle fois pour un long voyage.

Rémy Ourdan

L'irrésistible retour du parti gaulliste

RETOUR à la case départ : si l'élection présidentielle avait eu lieu en mars 1993, Jacques Chirac en aurait été le favori. Les deux années qui se sont écoulées depuis lors semblent aujourd'hui effacées. La candidature d'Edouard Balladur, greffée sur sa gestion du pays pendant une cohabitation sans véritable « cohabitant », a fait long feu. Le premier ministre se bat aujourd'hui pour être présent au second tour, ce que les sondages d'intentions de vote ne lui garantissent pas. A gauche, l'intermédiaire Rocard-Tapié a été lui aussi annulé et, faute de miracle – le thaumaturge Jacques Delors ayant déclaré forfait –, le candidat issu du mitterrandisme, Lionel Jospin, peut compter tout juste sur la modeste reconstitution du vote socialiste aux élections législatives d'il y a deux ans (entre 19 % et 20 %).

Une fois de plus, alors même qu'ils paraissent plus contestés que jamais, les partis démontrent leur vitalité et, au total, leur légitimité. Ce ne sont pas – ou pas seulement – des « appareils » posés sur une réalité sociale qui leur serait étrangère, mais bien des

courants de pensée organisés, dans lesquels la grande majorité des Français se reconnaissent. Le choix des candidats avait fourni la démonstration de leur pertinence : Jacques Chirac est le « patron » du RPR comme Robert Hue celui du Parti communiste ; Dominique Voynet s'est imposée chez les écologistes parce qu'elle avait su conquérir la majorité au sein des Verts.

Lionel Jospin l'a emporté par le choix des militants socialistes, contre les « cadres », a-t-on dit, mais sans que sa victoire puisse être interprétée comme une révolte de la « base ». Les différents chefs de courant se sont d'ailleurs ralliés, de plus ou moins bonne grâce, mais sans tarder, à la tendance qui s'était dégagée dans le parti. Le PS, décrit comme un « champ de ruines » par Michel Rocard, reste la maison commune des socialistes, dont la clé commande les recompositions futures. Le président de Radical, Jean-François Hory, a mesuré à ses dépens la persistance des rapports de forces, à gauche, dès lors que l'enjeu interdit les escapades fri-

voles, autorisées, au contraire, pour des élections européennes. Philippe de Villiers devra sans doute faire le même constat à droite.

La leçon la plus impressionnante est celle qu'administre le RPR, qui se prépare aujourd'hui, vingt et un ans après avoir perdu la présidence de la République, à la reconquête. Divisé lors du débat sur le traité de Maastricht, en 1992, perturbé par la popularité d'Edouard Balladur à la tête du gouvernement, ayant vu Charles Pasqua rejoindre le premier ministre, tandis que Philippe Séguin animait la campagne de Jacques Chirac, placé sous la direction d'un homme, Alain Juppé, qui a donné le sentiment – faux – d'attendre son heure, le parti gaulliste pouvait sembler désespéré. Or il paraît aujourd'hui plus vigoureux que jamais et fort, principalement, de ce fameux appareil et de ses militants dont on aurait cru que le poids dans une compétition de cette nature était diminué, voire « contre-productif » au regard des mouvements de l'opinion et du lien direct que les médias imposeraient entre les

citoyens et leurs dirigeants. Il serait sans doute injuste d'attribuer au seul RPR tout le mérite de la situation, telle qu'elle se présente à cinq jours du premier tour. La patience et l'acharnement de Jacques Chirac lui ont permis d'accéder à la position qu'il occupe aujourd'hui, mais il est clair qu'il n'y serait pas parvenu dans le parti qu'il s'est employé à construire et à préserver depuis vingt ans. La synthèse chiraquienne et la synthèse RPR fonctionnent de pair. Dès 1990, le maire de Paris, sommé de choisir entre un néogaullisme populaire, que défendait Charles Pasqua et Philippe Séguin, et la continuité gestionnaire incarnée par Alain Juppé et par Edouard Balladur, avait fait en sorte de ne pas trancher. Au moment même où M. Pasqua l'invitait à « remonter sur son cheval » – manière de faire entendre qu'il était désarçonné –, le président du RPR parvenait à maintenir les conditions d'une réussite future.

Patrick Jarreau

Lire page 16

Marc Vienot appelé à remplacer Pierre Suard à la présidence d'Alcatel

LE CONSEIL d'administration d'Alcatel-Alsthom, réuni mardi 18 avril, devait remplacer son président Pierre Suard par Marc Vienot, PDG de la Société Générale. M. Suard est mis en examen pour des affaires de surfacturation d'équipements vendus à France Telecom et il lui est interdit de diriger son groupe. Cette nomination provisoire d'un banquier proche devrait permettre d'attendre quelques semaines afin de trouver un remplaçant à l'extérieur du deuxième groupe industriel français.

Les treize administrateurs cherchent une personnalité qui ait une envergure internationale, conformément à la structure d'Alcatel qui exporte les deux tiers de ses produits. Sa tâche prioritaire sera de restaurer la confiance avec France Telecom, qui reste le client de base, et de remobiliser des salariés et des cadres perturbés par les affaires du PDG.

Lire pages 16 et 18

Greenpeace et la prolifération nucléaire

Le mouvement Greenpeace accuse les États-Unis et sept pays européens de contrevenir aux principes du traité de non-prolifération nucléaire, au moment où s'ouvre la conférence de New York.

p. 3

La Bosnie dans le débat présidentiel

La plupart des candidats à l'élection présidentielle se sont exprimés sur l'éventuel retrait des « casques bleus » français de Bosnie, le premier ministre ayant indiqué, mardi 18 avril, que ce problème « est posé ». A Sarajevo, la Forpronu tente de restaurer la trêve entre les belligérants.

p. 3

Multiples entraves administratives envers les étrangers

Près de deux ans après l'adoption des lois Pasqua sur la nationalité et sur les conditions de séjour des étrangers, les entraves administratives se multiplient à l'égard des immigrés.

p. 11

Dominique Voynet, grandeur nature

Porte-parole des Verts depuis 1992, la candidate écologiste à l'élection présidentielle a supplanté ses rivaux en s'alignant à des militants venus de l'extrême gauche. Elle rêve d'une refondation de « toute la vraie gauche ».

p. 15

Les éditoriaux du « Monde »

Les aveux de M. McNamara ; La chute d'un PDG

p. 16

COMBATS Des affrontements sporadiques se sont poursuivis, lundi 17 avril, en Tchétchénie. Même dans la capitale Grozny, théoriquement contrôlée par les

forces du Kremlin, un soldat russe a été abattu, lundi, en plein jour. Après avoir essuyé un échec la semaine dernière, l'armée russe s'apprête à lancer un nouvel assaut

contre le village de Bamout, à 50 kilomètres au sud-ouest de Grozny, la dernière place forte indépendante. ● DEPUIS LE DÉBUT de leur intervention militaire, il y a

quatre mois, les Russes se livrent à des tortures quasi systématiques sur les Tchétchènes, tous considérés comme des suspects en puissance. ● À L'APPROCHE de la ve-

nue à Moscou, le 9 mai, du président Clinton pour les commémorations de la fin de la seconde guerre, les relations russo-américaines sont de plus en plus fragiles.

A Samachki, village martyr de Tchétchénie, les rescapés témoignent

La destruction de cette localité illustre la politique de la terre brûlée menée par l'armée russe. Les troupes spéciales de Moscou se sont livrées à un véritable massacre

SAMACHKI (Tchétchénie)

de notre envoyé spécial

« Mort à la Tchétchénie » : avant de mettre le feu à la grande école de Samachki, les forces russes ont laissé cette signature à la craie, barant le tableau noir de ce qui était une salle de classe. Lors des quarante-huit heures passées dans ce village, les soldats russes ont aussi brûlé, l'une après l'autre, les maisons des alentours. Parfois avec ceux qui s'y cachaient, racontent des survivants.

Six jours après le départ des soldats, ce dimanche 16 avril, une centaine de tombes fraîches ont déjà été creusées dans le cimetière. Mais d'autres corps ont été provisoirement enterrés dans les jardins. D'autres encore seraient toujours gisants dans la forêt voisine, touchés par les roquettes des hélicoptères, alors qu'ils fuyaient, le samedi 8 avril, l'entrée des forces russes.

Il n'est pas facile de savoir combien il y a eu de morts ni ce qui s'est passé à Samachki. Après avoir interdit l'accès au village, les militaires russes affirmant aujourd'hui qu'ils y ont été accueillis par « une résistance acharnée », qu'il leur a fallu « se battre pour chaque maison ». Mais tous les Tchétchènes interrogés ont une version exactement inverse. « Les Russes, qui nous assiégeaient depuis deux mois, sont entrés dès qu'ils ont vu que nos combattants étaient partis », disent-ils. Cette femme jure qu'il n'y avait aucun « combattant » parmi les hommes tués à Samachki. La famille Ajghajev, par exemple, n'a guère « pu... s'acharner à combattre ». Il n'y avait plus dans leur maison qu'un tas de briques calcinées. C'est de là qu'on a sorti ce qui restait de l'innocence. « Une poignée d'ossements », dit une voisine. Saïd Hassan, lui, a été fauché par une rafale, ajoute-t-elle.

Le scénario décrit par les rescapés est le suivant : des chars, suivis de soldats, entrent dans Samachki par trois côtés et commencent à tirer. Des soldats s'engouffrent dans les cours et jettent parfois des larmes, de petites grenades (à en juger par les impacts), à travers les fenêtres des caves. C'est dans celles-ci, pleines de sacs qui ont souvent amené les écoliers, que se pressaient ceux qui n'avaient pas abandonné le village. La veille du funeste samedi 8 avril, ils y avaient déjà enduré une journée et demie de bombardements. Les militaires

russes démentent, mais ces bombardements sont confirmés par des journalistes occidentaux, alors postés sur une hauteur voisine.

PILLAGES

Quand tout « danger de résistance » est écarté commence le pillage. Des camions sont chargés de tout objet de valeur : tapis, réfrigérateurs, vêtements... Ce travail fini, on met le feu. Et on jette, au besoin, dans les flammes les corps de ceux qui, enfants, femmes ou vieillards, ne peuvent décemment passer pour des combattants. « Sous les yeux de leurs parents », racontent certains rescapés. Un détail confirme les témoignages sur les pillages. Une grande quantité de maisons ont manifestement brûlé de l'intérieur. Leurs toits sont parfois intacts, mais l'on ne trouve aucune carcasse de réfrigérateur ou de télévision.

Dans les rues centrales, comme dans celles qui leur sont perpendiculaires, les murs sont souvent intacts, même là où se trouve le seul char russe calciné visible à Samachki. Ces détails rendent crédibles ceux qui affirment qu'il n'y a pas eu de résistance sérieuse et vont jusqu'à dire que les Russes ont brûlé eux-mêmes ce char pour faire croire qu'ils ont été attaqués.



Quelques témoignages laissent imaginer que certains des commandants de l'opération ont pensé que leurs hommes sont allés trop loin, qu'ils devaient « se couvrir ». Tel officier donnera l'ordre de soigner les brûlés d'un vieillard et de sa femme extraits d'une cave, en s'emportant pour savoir « qui a fait ça ». Ces remords n'ont pas empêché de nouvelles exac-



tions lors du départ des soldats, comme l'incendie de l'école. Terrés pendant deux jours dans les caves, sauf quand ils étaient forcés d'en sortir, les rescapés de Samachki n'ont généralement guère eu le loisir d'étudier le comportement de leurs bourreaux. Ils « ont fini par tirer sur tout ce qui bouge du haut de l'école ou de leurs chars », selon un témoin. Mais ils parlent d'hommes

aux uniformes disparates, parfois masqués, parfois portant un bandeau autour de la tête; de soldats surexcités, tatoués, drogués, se « piquant » et se prélassant entre deux « actions » en écoutant de la musique.

Officiellement, Samachki est la première « opération » menée par les seules forces du ministère russe de l'intérieur. Comme l'armée, ces forces se sont mises à engager sous contrat des volontaires pour la Tchétchénie. Ces unités chargées de « nettoyer » les localités tchétchènes ressemblaient à celles chargées d'emmener les prisonniers aux fameux « camps de filtration ».

A Samachki, près de deux cents hommes « de quinze à soixante-dix ans » ont été arrêtés durant « l'opération ». La moitié environ auraient été relâchés six jours plus tard. Certains ont été hospitalisés. D'autres viennent au carrefour qui sert depuis une semaine de point de ralliement pour les réfugiés de Samachki, à la sortie du village voisin de Sernovodsk. L'un d'entre eux a les yeux pochés et marche avec peine. Ce qu'il dit confirme d'autres récits. Les traitements réservés dans les wagons du camp de Mozdok ne semblent pas s'être améliorés depuis le passage des dé-

légués du CICR. En plus des coups de crosse et de bâtons, il y aurait, selon ces anciens détenus, une « innovation » : des chiens seraient lâchés aux trousses des prisonniers, qui doivent, de plus, parcourir une certaine distance à genoux, les yeux bandés et les mains attachées dans le dos.

Ces prisonniers libérés n'osent pas encore retourner à Samachki. Ils redoutent le poste russe entre Sernovodsk et leur village. Et ils ne témoignent qu'à voix basse, cachés derrière un abri de bus. Parmi eux, « il y a des agents du FSK », le service secret russe, disent-ils. Ce sont ces agents qui auraient dit aux militaires russes, avant la tragédie, que Samachki abritait 264 combattants. Les militaires avaient alors exigé des anciens du village qu'ils leur remettent 264 fusils. Alors que les anciens se demandaient encore comment rassembler, ou acheter, ces armes qu'ils n'avaient pas, les bombardements ont commencé. Les rescapés de Samachki maudissent Boris Eltsine, Djokhar Douaev, le monde entier, qui les ignore. Mais ils en veulent d'abord à ces « traîtres ». L'un d'eux dit sombrement : « C'est d'eux qu'on s'occupera d'abord ».

Sophie Stihlhab

Humiliés, battus, torturés : les habitants de Grozny racontent leur vie « ordinaire »

GROZNY

de notre envoyé spécial

Il y a les massacres « à chaud » et la répression à froid. Dans les territoires « contrôlés » par les forces russes, la répression s'abat, souvent aveugle et insensée, mais toujours mesquine et humiliante. Il y a les petits « contrôles » quotidiens sur les routes, les fouilles des personnes et les insultes. Il y a les descentes dans les maisons, les vols, les matraquages. Et, parfois, l'arrestation, la torture, l'exécution sommaire.

Trois Tchétchènes de Grozny ont encore le courage de témoigner, à visage découvert. Abdoulaev Bagaev, quarante-sept ans, ex-cameraman à la télévision de Grozny, transféré au service de presse du président indépendantiste Djokhar Douaev, fuyait les combats dans la capitale. C'était le 26 janvier. Au poste de contrôle russe à la sortie de la ville, le cauchemar a commencé. Il a été arrêté et enfilé à l'arrière d'un camion. « J'ai cru qu'on allait nous fusiller : les militaires se partageaient nos affaires devant nous. On m'a tout pris, l'argent, les vêtements... Une fois le camion plein de « suspects », il s'est renversé. Les prisonniers ont été transférés en hélicoptère à Mozdok, la base de l'armée russe. En entrant et sortant de l'appareil, des soldats alignés nous ont battus à coups de crosse ».

A Mozdok, les « suspects » ont été mis dans des wagons spéciaux de détention, baptisés le « camp de filtration ». « Ce n'était que des cris, des gémissements, tout le monde était brisé », se souvient-il. « Les soldats nous donnaient des coups. Je ne sais pas combien d'entre nous n'ont pas survécu, peut-être

trois », dit Abdoulaev. Les interrogatoires ont commencé : « On me demandait : où est Douaev ? ». Un des enquêteurs était un ancien indicateur du KGB de son quartier. « Il m'a félicité et m'a aidé à sortir ». En rentrant, « j'ai été de nouveau arrêté », poursuit-il : « Un soldat a dit : on va le fusiller. Un autre : on va l'interroger d'abord. Un troisième : amenons-le au chef ». Le chef l'a laissé partir « mais quand je lui ai demandé d'être accompagné pour ne plus être arrêté, il m'a dit : je ne peux pas vous donner une voiture, mais je peux vous fusiller ». Abdoulaev ne sait plus quoi faire : « Le seul droit que nous avons, c'est celui de mourir. Ceux qui ne pensaient pas à prendre les armes, le feront à la première occasion ».

Aslambek Magomadov, vingt-quatre ans, avait « le nez de Sophia Loren », plaisantent ses copains. Aujourd'hui, le nez de celui qui fut meneur à la télévision de Grozny, est tordu comme celui d'un boxeur. Il a aussi une cicatrice sur le front, visiblement laissée par le canon de fusil et la marque d'une balle à la jambe. Il raconte : « C'était le 7 février, les soldats ont frappé à la porte. J'étais chez moi avec ma femme et un copain. Ils ont dit qu'ils voulaient interroger les femmes ». Aslambek a compris ce que cela voulait dire. Il a exigé d'y aller aussi. « Tu veux aller à l'interrogatoire ? On y va ! », lui ont dit les soldats.

Ils l'ont fait monter seul à l'étage du dessus, vide, car détruit par les bombes. « L'un me tenait en joue, les deux autres me battaient. Puis ils m'ont tiré une balle dans la jambe ». Il soulève le bas de son pantalon : il y a un trou rouge près du tibia. « Après, ils m'ont sorti en disant : on va le fusiller ». Un

soldat l'a amené vers les garages. « Il a armé son fusil, m'a dit de marcher : je me suis retourné, je lui ai dit : si tu me fusilles, tu me fusilles en face ». Le soldat a tiré par terre, l'a laissé partir sans papiers d'identité, sans chaussures, avec la balle dans la jambe. Au coin de la rue, on l'attendait.

JARDIN D'ENFANTS

De l'autre côté des immeubles, je suis tombé sur un groupe d'OMON, les forces spéciales du ministère russe de l'intérieur. « Ils m'ont emmené au QG, le chirurgien m'a soigné et leur chef m'a renvoyé », toujours sans papiers. Il a passé la nuit dans une maison brûlée, puis s'est rendu au premier poste de Croix-Rouge. Quelques jours plus tard, les « spetsnaz », les forces de choc, ont débarqué. « On leur avait dit qu'on soignait des militaires de Douaev. A la Kommandantur [le QG des forces russes] ils voulaient que je signe un papier contre la Croix-Rouge ».

Un sac sur la tête, Aslambek a été transféré au camp de filtration de Grozny. « Ils m'ont tabassé avec tout, la crosse, les canons des fusils », dit-il en esquissant un geste vers son front. « On était à huit par cellule avec deux fils pour tout le monde. On pouvait boire deux fois par jour et presque rien manger. Ils nous battaient. Moi plus que les autres car j'étais blessé par balle, et ils disaient que j'étais un combattant de Douaev ». Finalement, « c'est un agent du FSK [ex-KGB] qui a fait une enquête correcte et j'ai été relâché ». Son voisin a eu moins de chance. « Il a été fusillé dans la cour, en bas de l'immeuble », le jour même, dit Aslambek. Il montre la tombe.

« L'officier m'a dit : il y a 90% de chances

qu'il y ait un Tchétchène en moins » : Hogahmed Medjgov, dix-sept ans, raconte son passage au « jardin d'enfants », le 21 mars. Le jardin est un bâtiment voisin de la Kommandantur russe à Grozny, transformé en centre d'interrogatoire. Des soldats russes l'ont amené après une « bavure ». En chassant le « Moudjahid », ils venaient de tuer son ami, Alvi Dandaev, quinze ans. « On m'a emmené en cellule, ils étaient tous un peu ivres. L'un d'eux m'a dit : Qu'est-ce que tu vas passer si je trouve une balle dans ta poche ? J'ai dit : Tu n'en trouveras pas sauf si tu en mets une ». Un officier lui a donné des coups. « Il m'a attaché les mains dans le dos. Il a demandé à un soldat d'amener du fil électrique. Il m'a attaché le pouce et le petit doigt avec le fil. Il m'a mis un tapis sur la tête. Puis il m'a envoyé des décharges électriques avec un générateur à main. Il disait : où tu as mis ton arme ? Où sont vos soldats ? Où sont les Moudjahids ? ». Hogahmed a été saisi par l'intervention d'un voisin qui se trouvait chez le commandant.

Tout le monde pense que c'est un miracle. A Grozny, les Tchétchènes ne connaissent personne qui soit passé par le « jardin d'enfants » et qui en soit ressorti. Depuis la fin des combats, il y a beaucoup de « disparus ». Près d'un « centre de filtration » de Mozdok, on entend parfois une rafale. Dans le camp, « moins on en sait, mieux on dort », dit un officier russe. Un soldat, qui travaille à côté du « centre » ne parle pas non plus, mais lorsqu'il entend tirer, il fait un geste plus explicite : il met son doigt sur la gorge...

Jean-Baptiste Naudet

Entre Washington et Moscou, la fin des illusions

WASHINGTON

de notre correspondant

L'ambassadeur russe à Washington, Iouli Vorontsov, parle délicatement de « la fin de la phase romantique de la lune de miel ». Pour l'administration américaine, c'est, plus prosaïquement, la fin des illusions. Après trois ans d'enthousiasme pour la démocratie naissante sur les ruines du sovietisme, les États-Unis, dégrisés, se demandent si le temps n'est pas venu d'une relation plus réaliste et moins accommodante.

A trois semaines du sommet Clinton-Eltsine, les 10 et 11 mai à Moscou, la plupart des dossiers en discussion sont bloqués. Sur la question de la fourniture de technologie nucléaire russe à l'Iran, l'impasse est totale ; sur la Tchétchénie, non seulement la Russie a ignoré les mises en garde américaines successives, certes assez molles, mais son armée met les bouchées doubles à l'approche du

8 mai. Mieux : le ministre de la défense russe, le général Gratchev, avertit maintenant que son pays attendra la fin de la crise tchétchène pour appliquer l'accord sur la réduction des armements conventionnels en Europe (CFE). Sur l'élargissement de l'OTAN, les choses sont plutôt mal engagées. Blocage aussi, selon le Pentagone, sur les discussions à propos du traité ABM portant sur la limitation des systèmes antimissiles, et blocage, enfin, sur la ratification de l'accord de réduction des armes stratégiques Start II. Quant à la Bosnie, les Russes font désormais pratiquement cavalier seul au sein du groupe de contact.

Parti à Moscou la semaine dernière pour préparer le sommet, le secrétaire d'Etat adjoint Strobe Talbott est revenu les mains vides. « Les préparatifs se passent mal », reconnaît-on officiellement au département d'Etat. Strobe Talbott avait été précédé à Moscou

par le secrétaire à la défense William Perry qui, lui, avait franchement et publiquement essuyé une fin de non-recevoir sur la question des réacteurs nucléaires iraniens et sur l'élargissement de l'OTAN. Avant de partir cette semaine rencontrer à Londres son homologue russe Gueorgui Mamedov, le sous-secrétaire d'Etat américain Lynn Davis a fait part de son pessimisme sur les chances de trouver une solution au problème du contrat nucléaire iranien avant le sommet. S'il fut un temps où, rituellement, Moscou faisait un geste de bonne volonté, aussi factice fut-il, avant la visite d'un président américain, ces temps-là sont bien révolus.

Le département d'Etat a haussé le ton la semaine dernière, par la voix de son nouveau porte-parole Nick Burns, un expert des affaires russes : le conflit tchétchène, a-t-il déclaré, « a un effet corrosif sur le développement des institutions dé-

mocratiques russes, et il a un effet négatif sur les relations russo-américaines. Nous sommes profondément troublés par les informations sur la poursuite de bombardements à grande échelle dans le sud de la Tchétchénie ». Warren Christopher lui-même a changé de ton. Le 29 mars, à l'Indiana University, il a ainsi exposé une ligne plus sobre des relations russo-américaines. « Notre approche est de coopérer lorsque nos intérêts coïncident, et de gérer nos divergences constructivement et franchement lorsqu'ils ne coïncident pas ». L'intervention en Tchétchénie, a-t-il dit, est « une erreur tragique ». Quant à l'Iran, la Russie « maudira le jour » où elle aura fourni à « cet Etat terroriste », à sa porte, la possibilité de produire des armes nucléaires.

L'administration américaine en est réduite à naviguer à vue, s'efforçant de trouver une logique dans la confusion moscovite. Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller

du président Carter et grand connaisseur de la Russie, voit actuellement à Moscou « une sorte de combinaison instable d'autoritarisme, de pluralisme et d'anarchie. Eltsine lui-même est assez peu fiable et très instable. De temps en temps il se comporte très bien ; d'autres fois, il est complètement saoul. Cela ne favorise pas la stabilité ».

AVERTISSEMENT

La prise de conscience de blocages croissants dans les relations avec Moscou date, pour les Américains, du sommet de Budapest, le 5 décembre 1994. Le durcissement des Russes, notamment sur l'élargissement de l'OTAN, fut un choc pour Washington. Mais les États-Unis refusent pour l'instant de s'abandonner aux programmes d'assistance à des progrès sur les dossiers brûlants : supprimer ces programmes d'aide, soulignent-ils, « reviendrait à nous pénaliser nous-mêmes, puisque il est dans notre in-

terêt que la Russie poursuive les réformes ». En revanche, dans l'affaire iranienne, Washington n'hésite plus à brandir la menace de l'abandon du programme de coopération nucléaire civile, dont les Russes ont besoin pour moderniser leur énergie nucléaire. Début mars, une rencontre russo-américaine de haut niveau, qui devait permettre le renouvellement d'un accord de coopération nucléaire civile, a été annulée par Washington à titre d'avertissement. Seuls points positifs : le désarmement nucléaire et le démantèlement des têtes nucléaires se passe bien. Cela explique sans doute une attitude plus courtoise du Pentagone, qui a au moins le mérite de la clarté. Comme le disait récemment un responsable de la défense : « Quel qu'il arrive en Russie, ce que nous devons surveiller, ce sont nos intérêts de sécurité ».

Sylvie Kauffmann

هكذا أصل

La Forpronu lance une dernière offensive diplomatique pour obtenir une prolongation de la « trêve » en Bosnie

L'état-major entretient le soupçon sur les responsabilités bosniaques dans le meurtre des soldats français

L'origine des tirs qui ont coûté la vie en fin de semaine dernière à deux soldats français à Sarajevo fait toujours l'objet de spéculations et de suspensions entretenues par l'état-major de la Forpronu, attitude qui provoque l'incompréhension chez certains cama-

rades des victimes. Alors que s'approche l'échéance de la trêve qui avait été conclue entre les belligérants fin décembre, les

« casques bleus » et le représentant de l'ONU, Yasushi Yakashi, s'efforcent d'obtenir un nouveau cessez-le-feu.

est que la balle soit venue « du côté bosniaque ».

Dans le cas du tir de samedi, en revanche, la Forpronu a finalement admis que des « casques bleus » avaient aperçu un éclair provenant d'un immeuble serbe, un élément qu'elle avait dissimulé deux jours durant. Le général Gobillard a dû reconnaître que, dans cette affaire, « la très forte probabilité est du côté serbe ».

La Forpronu continue cependant, officiellement, de vouloir soupçonner les Bosniaques d'avoir

commis aussi ce second meurtre, affirmant que « l'éclair correspondait à un premier tir, et que le soldat Hardoin fut tué par une autre balle, trois secondes plus tard ».

Une attitude étrange puisque la seconde balle provenait de la même trajectoire. Certains officiers issus du bataillon dont faisait partie Eric Hardoin ont exprimé en privé leur « surprise » et leur « incompréhension » face à l'attitude de l'état-major.

Rémy Ourdan

M. Ballardur : « Le problème du retrait est posé »

LE PREMIER MINISTRE, Edouard Ballardur, a déclaré, mardi 18 avril, que « le problème du retrait » des troupes françaises de Bosnie « est posé », en renvoyant toutefois à ses déclarations plus nuancées de la veille : « Nous ne pouvons rester éternellement, si les conditions de la paix n'étaient pas réunies et si on ne voulait plus de nous », avait-il dit. « Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire rendre la vie impossible et attenter à la vie de nos soldats, ce qui est le cas actuellement, et cela veut dire également reprendre les livraisons d'armes et reprendre la guerre », avait encore sou-

ligné le premier ministre. M. Ballardur a pris soin de préciser que la position du gouvernement avait été arrêtée en accord avec François Mitterrand, comme c'est le cas depuis le début de la crise.

Lionel Jospin a du mal à se démarquer de la ligne suivie par le gouvernement et la présidence de la République, qui privilégie la recherche d'une solution négociée. Lundi, il s'est simplement interrogé sur la nécessité d'une « plus grande fermeté » face aux Serbes, en constatant « le blocage » du processus diplomatique. Il a aussi « demandé un peu plus de clarté » au gouvernement par ce qu'il a appelé « une note de la position actuelle ».

Jacques Chirac a également estimé qu'il fallait « faire une très forte pression sur les belligérants pour prouver et respecter le cessez-le-feu qui s'arrête le 30 avril, et peut-être utiliser l'ultimatum, comme on l'a fait pour Sarajevo. (...) On doit envisager, le cas échéant, l'utilisation des forces aériennes si c'est possible ».

Philippe de Villiers a également prôné « la fermeté » et a demandé que l'ONU donne « à nos soldats les moyens de riposter quand ils se trouvent dans une situation dangereuse ».

Seul Jean-Marie Le Pen a pris nettement position pour un retrait des « casques bleus » français. Dénonçant « l'impéritie de la politique étrangère française », il a affirmé que « les soldats français n'ont ni mission précise ni volonté politique clairement définie pour guider leur action. (...) Il est temps de rapatrier notre contingent puisqu'il est proprement aberrant et criminel de jeter des hommes dans une mêlée aussi confuse sans leur assigner des objectifs clairement désignés ».

Laurent Zecchini

Washington dénonce la coopération nucléaire entre la Chine et l'Iran

WASHINGTON

Alors que la poursuite de la coopération nucléaire entre la Russie et l'Iran menace l'assassinat de son président, Clinton, le 9 mai, à Moscou, et les travaux de la conférence sur la non-prolifération du traité de non-prolifération qui s'est ouverte, lundi 17 avril, à New York, Washington a d'autres motifs d'inquiétude s'agissant des velléités nucléaires du régime de Téhéran.

Le Washington Post a révélé que la Chine avait engagé des pourparlers avec l'Iran pour fournir à ce pays deux réacteurs de 300 mégawatts, ainsi que divers éléments de sa technologie nucléaire. Cet accord, qui ne serait pas très différent de celui qui a été conclu entre Moscou et Téhéran, a été implicitement confirmé à Washington et à Pékin.

Le département d'Etat s'est déclaré « très inquiet » d'une telle perspective, et le secrétaire d'Etat Warren Christopher, qui a rencontré, lundi, à New York, le ministre chinois des affaires étrangères, Qian Qichen, lui a fait part de la vive préoccupation des Etats-Unis. M. Qichen a rejeté les objections américaines : « Ce que nous faisons est conforme aux pratiques internationales, a-t-il souligné, aucune loi n'interdit une telle coopération », celle-ci s'effectuant, selon le ministre chinois, en accord avec les règlements de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA).

M. Christopher a précisé qu'il

n'était pas question de « montrer du doigt la Chine », tout en soulignant que l'Iran était un pays « dangereux et hors la loi », dont les ambitions « sont hostiles vis-à-vis du monde entier ». Les Etats-Unis laissent entendre que l'adoption d'un accord de coopération nucléaire entre la Chine et l'Iran, mais l'administration américaine se garde, pour l'instant, d'élever le ton : la Chine n'a pas encore clairement fait savoir quelle sera sa position s'agissant de la prolongation indéfinie et inconditionnelle du TNP, que réclame Washington.

Comme ils l'avaient fait pour la Russie, les Américains ont fourni à la Chine des informations confidentielles sur le programme nucléaire iranien, avec, apparemment, aussi peu de résultats. Les informations relatives à la fourniture à l'Iran d'une technologie nucléaire

chinoise arrivent cependant à point pour illustrer le souci de Washington s'agissant des risques de prolifération nucléaire. L'Iran et l'Irak sont deux Etats que l'administration qualifie de « déviés », les considérant prêts à tout pousser doter d'armes de « destruction massive ».

L'EXCEPTION BOSNIAQUE. Des sources officielles américaines ont récemment confirmé que la CIA avait reçu cette année un budget de 19 millions de dollars pour poursuivre des opérations tendant à affaiblir le régime islamique de Téhéran, ainsi que celui du président Saddam Hussein.

L'hostilité manifestée par Washington envers Téhéran connaît, cependant, au moins une exception : la presse américaine a rappelé ces derniers jours que l'administration Clinton fermait les yeux depuis de nombreux mois sur les livraisons

d'armes de l'Iran en faveur des Musulmans bosniaques. Celles-ci, qui représenteraient des « centaines de tonnes », ont très sensiblement renforcé la puissance de feu des Musulmans face aux milices serbes.

A la suite d'un vote du Congrès, les Etats-Unis ne participent plus aux opérations (notamment maritimes) visant à faire respecter l'embargo sur les livraisons d'armes de l'Iran aux Nations unies à l'égard de l'ex-Yugoslavie. Outre que de nombreux responsables de l'administration estiment qu'il est « injuste » de pénaliser les Musulmans face à l'« agresseur » serbe, le Congrès devrait examiner dans les prochaines semaines la proposition de Robert Dole, chef de la majorité républicaine au Sénat, prévoyant que les Etats-Unis pourraient reprendre des livraisons d'armes aux Musulmans de Bosnie.

Greenpeace accuse les États-Unis et des pays européens de contrevenir aux principes du TNP

520 armes nucléaires « oubliées » sont disséminées sur 16 bases

LE MOUVEMENT GREENPEACE accuse les États-Unis et sept pays européens de contrevenir à « l'objectif » et à « l'esprit » du traité de non-prolifération (TNP) en ayant, encore aujourd'hui, entreposé et laissé entreposer quelque cinq cent vingt armes nucléaires non stratégiques sur seize bases européennes. Alors que la conférence internationale sur la prolifération ou non du TNP s'est ouverte, lundi 17 avril à New York, Greenpeace a rendu public, mardi 18 avril, à Bruxelles, un document américain qui fait état de la présence de ces « cinq cent vingt bombes oubliées » en Europe. Les accords Est-Ouest de réduction des armes nucléaires ont porté sur les missiles et ils sont demeurés discrets sur les bombes à gravitation.

L'article premier du TNP, signé en 1970 et venu à échéance en 1995, prévoit que tout État nucléaire s'engage à ne transférer à aucun autre État des armes nucléaires ou tout autre dispositif explosif analogue, ni à l'assister, l'encourager ou l'aider à en fabriquer ou à en recevoir. A contrario, tout État non nucléaire doit s'engager en principe à ne pas en accepter de quel que ce soit et de quelque façon que ce soit.

Ménée par un chercheur américain, Hans M. Kristensen, l'étude ren-

due publique par Greenpeace recense sept pays européens (la Belgique, l'Allemagne, la Grèce, l'Italie, les Pays-Bas, la Grande-Bretagne et la Turquie) ayant accepté que soient basées sur leur sol des bombes nucléaires tactiques d'origine américaine. En outre, la Grande-Bretagne a disposé en Allemagne des bombes qui lui appartiennent. Au total, selon des renseignements américains parvenus à Greenpeace, il s'agit de cinq cent vingt bombes américaines B-61 et britanniques WE-177 larguées par avion F-15, F-16, A-7 ou Tornado et réparties sur seize bases en Europe.

Selon Greenpeace, cet arsenal représente, compte-tenu de la puissance connue de chaque engin, une énergie globale de 98 mégatonnes, soit une énergie équivalente à sept mille cinq cents fois la bombe sur Hiroshima.

Greenpeace estime que les deux pays nucléaires fournisseurs (les États-Unis et le Royaume-Uni) et les sept États dépositaires (Belgique, Allemagne, Grèce, Italie, Pays-Bas, Turquie, mais aussi la Grande-Bretagne qui accueille sur son sol des bombes américaines) contrevenaient à « l'objectif » et à « l'esprit » du TNP. Outre le fait que l'article premier du TNP interdit le transfert d'armes par des puissances nucléaires à des États non

nucléaires et, par conséquent, l'acceptation de ces mêmes armes sur leur sol par des pays non nucléaires, Greenpeace fait observer que, en temps de paix et a fortiori en temps de guerre, ces États non nucléaires sont associés à la gestion de cet arsenal. Ils n'en sont pas seulement des dépositaires, comme le prétendent les États-Unis pour qui il y a « transfert » direct et « contrôle » de ces armes par le pays d'accueil que dans l'éventualité d'un conflit.

En temps de paix, souligne Greenpeace, des pilotes d'avion de ces États non nucléaires s'entraînent activement à larguer en simulation de telles armes, et les États-majors nationaux contribuent au maintien en état du système, voire à sa modernisation. En temps de guerre, ces mêmes pilotes sont aptes à accomplir des missions opérationnelles. Une part non négligeable des avions porteurs de ces armes relève des armées de l'air nationales des pays où elles sont stationnées. « Paradoxalement, conclut le mouvement Greenpeace, ces mêmes États européens non nucléaires, qui entreposent des armes nucléaires, sont au premier rang des pays qui en appellent à une extension définitive et inconditionnelle du TNP ».

J.J.

EUROPE

■ TURQUIE : plusieurs organismes turcs ont été la cible d'attentats à travers l'Europe, lundi 17 avril, tandis que l'armée turque poursuit son offensive dans les montagnes de l'est du pays contre les forces séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et dans le nord de l'Irak. Le premier ministre, Tansu Ciller, en visite aux États-Unis, a déclaré que l'armée avait entamé son retrait de cette zone frontalière de l'Irak, dans les régions où elle a atteint ses principaux objectifs. Le consulat de Turquie à Malmo, dans le sud de la Suède, la banque turque United Garanti Bank à Amsterdam, aux Pays-Bas, et deux clubs sportifs turcs près de Stuttgart en Allemagne ont subi des dégâts matériels après que des inconnus eurent lancé, dans la nuit de dimanche à lundi, des engins incendiaires. - (AFP, Reuters).

■ UKRAÏNE : le bloc 3 de la centrale nucléaire de Tchernobyl a été arrêté pour cinquante-trois jours, lundi 17 avril, pour des « opérations de réparation », a annoncé le comité d'Etat nucléaire. Le président ukrainien, Leonid Koutchma, s'est récemment engagé à fermer la centrale avant l'an 2000. - (AFP).

■ ESTONIE : le nouveau gouvernement, dirigé par Tiit Vahi, a prêté serment, lundi 17 avril, devant le Parlement de Tallinn. La coalition au pouvoir, issue des législatives du mois de mars, dispose d'une majorité de 57 des 101 sièges du Parlement. - (Reuters).

■ MOLDAVIE : le Parti agraire démocratique au pouvoir a dominé les élections régionales de dimanche, selon les premières estimations citées, lundi 17 avril, par l'agence Interfax. Le bloc des forces de gauche est arrivé en seconde position. Un deuxième tour aura lieu dans deux semaines à Chisinau, la capitale de cette ancienne République soviétique, et dans la ville de Belts, où le taux minimum de participation de 50 % n'a pas été atteint. - (AFP).

■ BULGARIE : un incendie d'origine criminelle a fait un mort et quinze blessés dans un immeuble essentiellement habité par des Tsiganes dans le centre de Sofia, a annoncé, lundi 17 avril, la radio bulgare. La radio a précisé que l'incendie a été provoqué volontairement par des inconnus. - (AFP).

■ PAYS-BAS : Les syndicats et le patronat du bâtiment ont annoncé, lundi 17 avril, être parvenus à un accord de principe pour l'établissement d'une nouvelle convention collective qui devrait mettre fin à une grève de cinq mois, la plus longue qui ait été menée dans ce secteur, depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Cet accord prévoit en particulier une hausse des salaires, supérieure de 0,5 % à l'inflation, ainsi que la mise en place d'un nouveau régime de retraite anticipée. - (AFP).

CHARLES MILLON



LA TENTATION DU CONSERVATISME

Un cri pour la réforme

befford

En cent jours, le président brésilien n'a réussi à faire passer qu'une infime partie de son programme électoral

Attaqué de front par la gauche, Fernando Cardoso ne peut guère compter sur ses « alliés » de droite et du centre

Le président brésilien Fernando Henrique Cardoso, qui a entamé lundi 17 avril une visite officielle de cinq jours aux États-Unis, ne

peut se prévaloir d'un bilan politique très réussi à l'issue de ses cent premiers jours de pouvoir. Son vaste programme de réforme,

destiné à en finir avec les blocages ancestraux de la société brésilienne, se heurte aux résistances des centristes et des deux partis

de droite avec lesquels M. Cardoso a fait alliance. Et les militants de gauche, sa famille d'origine, multiplient les manifestations.

BRASILIA

de notre envoyé spécial

La vie n'est pas très drôle en ce moment pour Fernando Henrique Cardoso, président social-démocrate, dont la sensibilité est manifestement à gauche, mais qui est l'objet d'une persécution de tous les instants de la part de sa famille politique d'origine. M. Cardoso, qui vient de franchir la barre des cent jours (il a pris ses fonctions le 1^{er} janvier), a été accueilli dans ses déplacements en province par un chœur tonitruant de manifestants. L'ancien professeur, exilé à Nanterre du temps des militaires, a eu du mal à garder son humour, et même son calme, face aux vociférations des militants communistes (maoïstes, trotskistes, et autres), qui cherchent visiblement à en, découdre avec un service d'ordre parfois débordé.

Ses ministres ont, pour leur part, les oreilles qui tintent tous les jours, presque à la même heure, à Brasília. Les camions munis de haut-parleurs de leurs fonctionnaires syndiqués leur rappellent régulièrement que l'idée de ne plus procéder aux avances traditionnelles et systématiques sur les salaires mensuels, n'est pas très heureuse dans les circonstances actuelles.

« N'essayez pas de passer en voiture par l'esplanade des ministères. C'est l'heure de la manifestation. Hier, c'étaient les infirmières. Je crois que même les soldats ont défilé, enfin je ne suis plus sûr. C'est un peu agaçant, ce cirque, vous ne trouvez pas ? » Ce proche du président, qui manie parfaitement le français, est excédé. Du temps de la dictature, il a posé des bombes et fait de la prison. Qu'on vienne crier des slogans marxistes sous ses fenêtres, à la maison, lui paraît une insulte. Il convient pourtant, en souriant, qu'il a lui-même pas mal manifesté, en son temps, lorsqu'il était communiste, comme tous ses amis aux plus hauts échelons du nouveau pouvoir. Même l'actuel président de la banque centrale, Persio Arida, un

autre intime de M. Cardoso, a participé, dans la clandestinité, à quelques actions un peu chaudes. Pour l'heure, l'ancien révolutionnaire a la rude tâche de défendre la monnaie nationale, le réal, qui donne de sérieux signes de faiblesse.

COHABITATION AVEC LE DIABLE

L'entourage du nouveau président est constitué, pour l'essentiel, d'hommes et de femmes de gauche, dont beaucoup ont été contraints à l'exil du temps de la dictature. Tout ce monde doit cohabiter avec... le diable. M. Cardoso a en effet noué l'an dernier une alliance électorale avec deux partis de droite, dont le principal est le Parti du front libéral. Le PFL est surtout implanté dans le Nord-Est. Ses dirigeants viennent de Bahia ou de Recife. Ils ont les manières aisées des grands propriétaires terriens, dont la fortune a été jadis bâtie sur le sucre ou le tabac. Ils apparaissent jusqu'ici comme des cousins de province encombrants, tout juste bons à aider M. Cardoso à entrer au palais du Planalto. Ils sont en réalité en train de ligoter le chef de l'Etat avec beaucoup de courtoisie et une infinie douceur.

« Nous ne sommes pas un pays sous-développé. Nous sommes un pays injuste », répète M. Cardoso. Pour en finir avec les innombrables blocages de la société brésilienne, le nouveau président s'est lancé dans un vaste programme de réformes qui demandent presque toutes l'aval du Congrès. Or la formation de M. Cardoso, le parti social-démocrate, ne dispose que de 64 députés sur 513 et de 10 sénateurs sur 81. Le gros des troupes, pour faire passer les amendements constitutionnels, lesquels doivent être votés par les trois cinquièmes des parlementaires, est formé par les centristes du PMDB (Parti du mouvement démocratique brésilien), qui ne semblent pas décidés à faciliter outre mesure la tâche au président. Les deux partis de droite avec lesquels M. Cardoso a fait alliance, ont donc un rôle crucial. Ils utilisent ce pouvoir d'arbitrage

pour pousser leurs intérêts, qui sont ceux de la bourgeoisie la plus traditionnelle. Pour l'instant, la plupart des réformes sont donc en souffrance.

La popularité de M. Cardoso, qui reste considérable, est fondée sur le succès du réal. La nouvelle monnaie, qui a approximativement la valeur du dollar américain, avec une surcote actuelle de l'ordre de 10 % en voie de résorption, a permis au pays de sortir de plusieurs décennies d'inflation galopante. L'ennui est que, si la hausse des prix est désormais contenue dans des limites raisonnables, selon les normes brésiliennes, (environ 30 % depuis le lancement de la nouvelle

dément ancrée dans les cerveaux des commerçants et des intermédiaires en tout genre. Le bond est plus considérable encore dès qu'il s'agit de produits importés. Les voitures et les appareils électroménagers, ainsi que de nombreux autres produits, sont désormais taxés, au moment de leur dédouanement, à hauteur de 70 %. Cette décision, prise précipitamment le 29 mars pour enrayer un déficit inquiétant de la balance commerciale, installé depuis novembre, devrait redresser mécaniquement la barre. Mais elle remet aussi à leur juste place les propos officiels sur l'« ouverture » du marché brésilien.

M. Cardoso est un réformiste qui

Un fonds d'urgence contre la spéculation financière

Le président brésilien Fernando Henrique Cardoso, en visite officielle aux États-Unis, doit proposer, jeudi 20 avril, au président Bill Clinton la création d'un fonds de secours financier d'urgence aux pays pauvres géré par le Fonds monétaire international (FMI). « Il manque des mécanismes adéquats de contrôle » contre « la spéculation financière internationale », a affirmé M. Cardoso dans un entretien au quotidien *Folha de São Paulo*.

« Dans une économie internationalisée, ces flux (spéculatifs à court terme) peuvent entraîner des perturbations dans les pays en voie de développement aussi bien que dans les pays développés », comme l'a montré récemment la crise mexicaine, a ajouté M. Cardoso. Le FMI devra discerner le pays qui mérite un crédit pour une situation délicate temporaire (déficit de sa balance des paiements par exemple) de celui qui est arrivé en situation de crise par manque de rigueur dans ses dépenses publiques. — (AFP)

monnaie pendant l'été 1994), la population a le sentiment que son pouvoir d'achat a en réalité diminué. Lorsqu'il entend les experts s'extasier sur des taux d'inflation mensuels inférieurs à 2 %, le simple citoyen éprouve des sentiments mêlés. Il fallait un réal l'an dernier pour acheter une noix de coco fraîche sur les grandes plages de Rio, il en faut désormais deux.

Cet exemple peut paraître futile. Mais le prix du haricot noir, nourriture de base de la population, a connu également une progression de 40 %. Toutes ces augmentations relèvent surtout de la persistance d'une culture de l'inflation, profond-

connait bien les rigidités de la société brésilienne, puisqu'il a été le sociologue le plus doué de sa génération. Il découvre cependant depuis quelques semaines que celles-ci sont puissamment soutenues au Congrès par certains de ses alliés. Les pensions de retraites de la haute fonction publique sont excessives ? La logique, pour préserver l'avenir, est de casser ces privilèges acquis. M. Cardoso plaide éloquentement en ce sens. Voilà aussitôt toute la partie, moyenne et supérieure, de l'immense nébuleuse des fonctionnaires, qui entre en ébullition. Le projet est en souffrance devant le Congrès.

Le ton monte entre le pouvoir algérien et l'opposition

A l'issue de la dernière série de rencontres bilatérales avec les principales formations politiques, le président algérien Liamine Zerroual a répété qu'un scrutin présidentiel serait organisé avant la fin de l'année, et a exclu de dialoguer avec les dirigeants islamistes tant que les groupes armés ne déposeraient pas les armes. Plus encore, la présidence de l'Etat a déclaré que les prochaines étapes du dialogue ne se feront qu'avec les partis qui « entendent prendre part » à l'élection présidentielle en vue, qui doit être suivie par des élections législatives et municipales. « C'est de la sauvegarde de l'Algérie qu'il s'agit », a affirmé, dimanche, le chef de l'Etat, dans une « déclaration introductive » à toutes les rencontres qu'il a organisées avec les partis.

Le même jour, venant appuyer la déclaration de M. Zerroual, l'armée dénonçait, dans son mensuel *El Djich*, « les politiciens » et annonçait que la fin des groupes islamiques armés était « proche ». Dans un éditorial particulièrement violent, cette revue affirmait que l'armée est une « forteresse insurmontable » contre laquelle « se briseront toutes les manœuvres et tous les complots » et estimait que les groupes islamistes armés sont « accusés et poussés dans leurs derniers retranchements » sous la pression des forces de sécurité.

UNE SOLUTION GLOBALE

L'armée a lancé, en mars, une série d'offensives de grande envergure contre les maquis islamistes, en particulier dans la région d'Ain Defla, dans le centre-ouest du pays, qui auraient fait plusieurs centaines de morts, selon des bilans de presse non confirmés officiellement. Depuis plusieurs semaines, le premier ministre, Mokdad Sifi, et le chef de la diplomatie, Mohamed-Salah Dembri, soulignent que « la sécurité a connu une grande amélioration », après trois ans d'affrontements qui ont causé la mort de 30 000 à 50 000 personnes et plusieurs milliards de dollars de dégâts.

Ces prises de position viennent contrer l'argumentation des cinq principaux partis de l'opposition, notamment le Front de libération nationale (FLN) et le Front des forces socialistes (FFS), hostiles à l'organisation d'un scrutin présidentiel dans les conditions actuelles et qui fondent leur refus, en partie, sur la dégradation de la situation sécuritaire. Le FLN a dénoncé, lundi, le « refus du dialogue réel » de la présidence et la « poursuite de la politique d'affrontement menée sous le couvert de l'organisation d'une élection présidentielle ». Le bureau politique de l'ancien parti unique a indiqué, dans un communiqué, qu'il « reste déterminé à exiger une solution globale » au conflit.

Il y a quinze jours, le FLN a présenté au président Zerroual une série de propositions prévoyant notamment un « appel à l'arrêt de l'utilisation des armes » pour permettre l'ouverture d'un « dialogue sérieux », incluant l'ex-Front islamique du salut (FIS). Une proposition rejetée par les autorités, qui soulignent que « ceux qui assument la responsabilité du terrorisme ont refusé d'accomplir tout geste pour sa cessation », dans une allusion aux dirigeants de l'ex-FIS, Abassi Madani et Ali Benhadi, détenus dans un lieu tenu secret.

Si les deux parties n'ont pas définitivement rompu les ponts, aucune semble camper de nouveau sur des positions apparemment inconciliables. D'un côté, le pouvoir, qui entend continuer une lutte implacable et sanglante pour éradiquer les groupes armés et préparer, à ses conditions, l'élection présidentielle. De l'autre, les parties prenantes à l'accord de Rome, signé le 26 janvier, avec l'ex-FIS - texte rejeté « globalement et en détail » par la présidence de l'Etat - qui estiment que le scrutin présidentiel ne peut être que l'aboutissement d'un processus de paix auquel participeraient les islamistes.

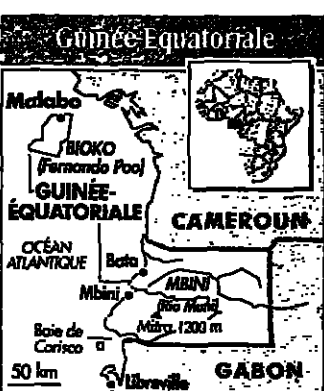
Vague d'arrestations d'opposants en Guinée-Équatoriale

LA POLICE du président Teodoro Obiang Nguema a arrêté, samedi 15 avril, Indalecio Abui, un des dirigeants de l'opposition. Le 13 avril, le quotidien madrilène *El País* avait publié le texte intégral de la « confession » de l'opposant Severo Moto, diffusée, le mardi précédent, par la télévision gouvernementale. M. Moto est incarcéré à la prison de Black Beach, à Malabo, depuis le 6 mars.

Déjà condamné pour injure au chef de l'Etat et tentative de corruption de fonctionnaire, il doit encore comparaître devant un tribunal militaire pour tentative de coup d'Etat. Ce procès a été reporté car, selon l'opposition, les coaccusés de M. Moto, deux militaires, ont été victimes de mauvais traitements et ne seraient pas en état d'être présentés aux juges. Dans sa « confession », M. Moto a demandé la démission du président Obiang en faisant valoir que c'était « en son nom que se rend la justice dans ce pays ». Ces déclarations ont jeté le désarroi dans l'opposition, M. Moto étant le plus crédible des opposants à la dictature. Après un long exil en Espagne, il est revenu dans son pays en 1994, où il a fondé la Plate-forme unifiée de l'opposition (POC) dans la perspective des élections municipales et présidentielles.

L'acceptation du multipartisme, en 1991, par M. Obiang, n'a été que de pure forme, comme le prouvent les récentes arrestations. Celles-ci mettent à mal la stratégie espagnole et américaine de démocratisation, à laquelle la France avait, semble-t-il, fini par se rallier, après avoir été pendant longtemps le seul soutien du régime de M. Obiang, régulièrement mis en cause aussi bien par les organisations de défense des droits de l'homme que par l'Observatoire géopolitique des drogues.

Ancienne colonie espagnole,



composée d'une partie continentale enclavée entre le Gabon et le Cameroun et de l'île Bioko (ex-Fernando Poo), où se trouve la capitale Malabo, la Guinée-Équatoriale ne compte que 350 000 habitants. Sa situation et ses ressources pétrolières - Mobil a récemment découvert un important gisement de pétrole et de gaz au large de Malabo - en font néanmoins l'objet d'attention soutenue aussi bien de Madrid et de Washington que de Paris, qui ressent comme un affront à la francophonie la présence de cette enclave hispanophone.

Après la chute du dictateur Macías Nguema, fusillé par l'actuel président, qui était son neveu, la France a fait entrer la Guinée-Équatoriale dans la zone CFA. Depuis, Paris est resté très en retrait des démarches espagnoles en faveur de la démocratisation du régime. Néanmoins, l'ambassadeur équatoguinéen à Paris a récemment été convoqué au Quai d'Orsay, qui lui a fait savoir que l'aide promise par la France pour l'organisation des prochains scrutins pourrait être remise en cause si M. Moto devait rester en prison.

T. S.

Le Kenya et l'Ouganda s'accusent de soutenir leurs rébellions armées respectives

NAIROBI

de notre correspondant

Pour la première fois depuis la fermeture temporaire de la frontière en 1987, le ton est monté, depuis un mois, entre Nairobi et Kampala. Le président kenyan Daniel Arap Moi a accusé son voisin ougandais d'héberger le « brigadier » John Odongo, un exilé kenyan, qui se préparait à le renverser. Et les autorités de Kampala ont dénoncé une incursion militaire kenyan dans l'est du pays.

L'affaire a éclaté, le 3 février, avec la publication d'un communiqué dans lequel les autorités de Nairobi accusent un certain John Odongo, alias Augustin Simba, d'être à la tête du Mouvement du 18 février (FEM) et de sa branche armée, l'Armée de résistance du 18 février (FERA). Le 18 février 1997, le général Dedan Kimathi, chef de la rébellion mau-mau, était pendu par les autorités coloniales britanniques. Selon le gouvernement kenyan, John Odongo a, dans le passé, volé du bétail, pillé des banques et pris part à des violences tribales. Et surtout, il a combattu aux côtés de Yoweri Museveni avant que celui-ci ne s'empare du pouvoir, en janvier 1986.

Dans les semaines qui ont suivi cette diatribe anti-ougandaise, le gouvernement kenyan a tenté de prouver l'existence de la FERA, mais sans vraiment convaincre ni l'opposition ni les milieux diplomatiques, que le Kenya risque d'être déstabilisé par le fameux « brigadier ». En mars, trente-huit personnes ont été arrêtées et traduites en justice. Un peu plus tard, le raid d'une bande armée sur une caserte et un marché à 20 kilomètres de la frontière a été attribué aux rebelles de M. Odongo, que le gouvernement accuse

d'avoir partie liée avec l'opposition. Tant d'efforts pour dramatiser cette menace ont conduit nombre de Kenyans et d'observateurs étrangers à se demander si la FERA n'est pas finalement une création du gouvernement destinée à détourner l'attention des problèmes intérieurs du pays.

Mais le président Museveni est venu au secours de M. Moi lorsque, à la mi-mars, il a publiquement reconnu qu'il avait connu John Odongo, il y a vingt ans, et qu'il a dit, en 1992, démanteler le camp de guérilleros que celui-ci venait de créer non loin de la frontière kenyan. Il en a profité aussi pour rappeler que le Kenya héberge des dissidents ougandais, à commencer par la prêtre Alice Lakwena, chef du Mouvement du Saint-Esprit, qui a donné du fil à retordre à l'armée ougandaise en 1986-1987.

DISCREDITER L'OPPOSITION

La tension est montée d'un cran quand Kampala a protesté contre une incursion sur son territoire, menée par des « hommes portant l'uniforme de l'armée kenyan ». Depuis lors, les esprits semblent se calmer : les échanges commerciaux n'ont pas été interrompus sur la frontière et seules quelques patrouilles militaires sont venues renforcer les forces de police.

Dans l'affaire Odongo, la réalité est plus nuancée : le personnage n'a peut-être pas les capacités d'organisateur d'un Museveni pour inquiéter le Kenya, mais il ne serait pas non plus ce personnage falot, décrit par la presse ougandaise comme ayant autant de « charisme qu'un épé de maïs séché ». Agé d'une cinquantaine d'années, d'origine Luo, John Odongo se serait exilé en Tanzanie,

à la fin des années 60, quand le parti d'opposition créé par le dirigeant Luo Oginga Odinga fut interdit par le président Jomo Kenyatta. Il se serait battu pour tenter de renverser, en 1972, le régime d'Idi Amin Dada avec les exilés ougandais de Tanzanie, parmi lesquels M. Museveni, dont il aurait rejoint la guérilla bien que celui-ci le nie. Et il pourrait bien avoir été tenté de profiter du mécontentement provoqué par la victoire de M. Moi aux élections de décembre 1992.

Cette affaire vient à point pour le gouvernement kenyan, qui cherche à discréditer l'opposition. « La réaction du président trahit la peur réelle d'un pouvoir impopulaire, qui se sent menacé par le moindre mouvement de contestation », estime un avocat. Lors des élections pluralistes de décembre 1992, le chef de l'Etat n'a été élu qu'avec 34 % des voix, profitant de la division de ses adversaires incapables de présenter un seul candidat d'opposition.

Selon la presse progouvernementale, la menace est sérieuse : M. Museveni pourrait rééditer au Kenya ce qu'il a accompli au Rwanda, en soutenant les rebelles du Front patriotique rwandais, aujourd'hui au pouvoir à Kigali. Cependant, pour un diplomate européen en poste à Kampala, le président ougandais a suffisamment de problèmes intérieurs - guérilla dans le Bouganda, rebelles nordistes acholis soutenus par Khartoum, débat constitutionnel sur le multipartisme, etc. - pour s'abstenir de provoquer le Kenya. John Odongo a été arrêté par les autorités ougandaises, « dans un souci d'apaisement », puis expulsé vers le Ghana.

Jean Hélène

Ab Habib

d'associer

PIERRE MICHEL



PIERRE MICHEL

quatre-vingts

En cas de... 10 millions

FAYARD

هكذا من الأصل

ser
Le ton monte
entre
le pouvoir
algérien
et l'opposition

L'Egypte refuse d'associer les islamistes au pouvoir

La confrérie des Frères musulmans est dans le collimateur des autorités

Des dizaines de membres de la confrérie des Frères musulmans ont été arrêtés depuis l'été 1994 en Egypte, accusés pour la plupart d'appartenir à une

organisation clandestine qui soutient les extrémistes armés. A l'approche d'élections auxquelles cette formation veut participer, le gouvernement

cherche à lui barrer la route. Le parquet de la sûreté de l'Etat devait statuer, mardi 18 avril, sur la prolongation de la garde à vue de vingt et un prévenus.

LE CAIRE
de nos envoyés spéciaux
« Le gouvernement ne supporte pas la popularité des Frères musulmans, ni leur présence au sein d'organismes où des élections sont en vue, notamment les syndicats ; d'où sa décision de les liquider. » Mohamed El Hodeibi, porte-parole de la confrérie des Frères musulmans (FM), a fait son choix : les islamistes ne participeront pas au pouvoir car, pour le gouvernement, il n'y a pas lieu de distinguer entre islamistes modérés et jusqu'au-bou-

La cause est désormais entendue : le gouvernement est déterminé à empêcher les islamistes de participer à certaines élections syndicales prévues incessamment, ni au scrutin législatif de novembre. L'Egypte a fait son choix : les islamistes ne participeront pas au pouvoir car, pour le gouvernement, il n'y a pas lieu de distinguer entre islamistes modérés et jusqu'au-bou-

Le véritable tournant à l'égard des FM a été pris au début de l'année 1994, pendant l'été 1994, de premières interpellations et arrestations avaient été faites. Les autorités tirent leur force d'un franc succès dans la lutte contre les groupes armés extrémistes, telle la

Djamaa Islamiya dont les opérations sont désormais circonscrites à la région de Minya en Haute-Egypte.

L'indifférence populaire, au moins apparente, à la décision de sévir contre les « Frères » conforte les autorités. Mais il n'est pas moins vrai que le choix de la manière forte témoigne de la crainte de voir la confrérie remporter de bons résultats électoraux, malgré une loi exigeant pour le scrutin syndical un quorum de 50 % qui tombe à 30 % dans un deuxième temps, faute de quoi le ministère de la justice nomme un conseil ou syndicat.

C'est que la confrérie, jusqu'à présent tolérée mais jamais autorisée à se constituer en parti, dispose de moyens financiers importants et a un sens aigu des relations corporatistes et sociales. Cela lui permet de « ratisser » large sur le terrain syndical. Qui plus est, contrairement à 1991, où elle avait boycotté les élections législatives, elle a décidé cette fois-ci de participer aux prochaines et s'y prépare publiquement.

INTIMIDATION ET REPRESSION
Des lors, confronté à la nécessité de gérer l'opposition islamiste, en la faisant participer au pouvoir ou en l'excluant, le président Hosni

Moubarak a opté pour le second terme de l'alternative. Politique à double facette : d'intimidation à l'égard des « Frères », et de brutale répression à l'encontre des extrémistes armés.

Alors que, selon l'Organisation égyptienne des droits de l'homme (OEDH), ces derniers subissent les pires tortures, les membres de la confrérie arrêtés ne se plaignent, eux, que « de mauvais traitements ». La plupart seraient en outre de très actifs responsables syndicaux ou des membres de la jeune garde « moderniste » capables de « vendre » à l'étranger, notamment aux Etats-Unis - où une partie de l'administration américaine s'est déjà laissée séduire - l'image d'un pouvoir islamiste fréquentable, qui serait une autre solution possible pour l'Egypte.

Pratiquement personne, au Caire, ne met en doute l'existence de certaines passerelles au moins entre les « Frères » et les extrémistes. M. El Hodeibi s'insurge contre de telles accusations et affirme que si son mouvement, placé sous haute surveillance, avait été légalisé, il aurait pu au contraire canaliser les ardeurs militantes vers un projet réformiste réduisant la violence qu'il dénonce avec virulence.

Vrai ou faux ? Il est difficile de le dire lorsqu'il s'agit d'un mouvement dont la transparence laisse grandement à désirer. Nombreux sont ceux qui jugent néanmoins que la solution « sécuritaire » n'est pas la bonne. L'Egypte va droit vers une situation « à l'algérienne », s'indigne non sans dramatiser le secrétaire général de l'OEDH, Naged El Barai. « Si les gouvernements occidentaux ne veulent pas se réveiller un jour avec une Egypte tombée aux mains des islamistes, s'ils ne veulent pas voir se répéter les expériences iraniennes et

Les Etats-Unis « champions » des inégalités en Occident

WASHINGTON. Le fossé entre riches et pauvres aux Etats-Unis est le plus important parmi les pays occidentaux, et cette tendance s'accroît, selon diverses études publiées lundi 17 avril par le New York Times. Des chiffres de la Réserve fédérale font ainsi apparaître qu'en 1989, 1 % seulement des foyers américains (avec un patrimoine d'au moins 2,3 millions de dollars) possédaient environ 40 % des richesses du pays. En outre, les 20 % de foyers américains les plus fortunés, dont les biens sont évalués à au moins 180 000 dollars, possèdent 80 % des richesses du pays. Le taux de pauvreté parmi les enfants américains est quatre fois supérieur à celui de la moyenne des pays d'Europe de l'Ouest. - (AFP)

AMERIQUES
■ **ARGENTINE** : l'évêque de Rio Negro (Sud-Ouest) a accusé l'Eglise d'avoir, par son attitude passive, couvert les agissements des membres de la dictature militaire (1976-1983). « Nous avons mangé à la même table que ceux que l'on disait tortionnaires », a estimé Mgr Vescovo dans une lettre publiée dimanche 16 avril par le quotidien Pagina 12. - (AFP)
■ **MEXIQUE** : les Etats-Unis ont débloqué 3 milliards de dollars supplémentaires en faveur du Mexique aux termes des accords d'aide financière conclus entre les deux pays en février, a annoncé, lundi 17 avril, le département du Trésor. - (AFP)
■ **COLOMBIE** : la guérilla a perdu plus d'un millier d'hommes (215 tués et 849 capturés) au cours du premier trimestre de 1995, mais multiplie ses actions offensives en attendant d'éventuelles négociations de paix, indique un bilan du commandement général des forces armées publié lundi 17 avril. Les rebelles ont tué de leur côté 47 militaires et quelque 210 paysans durant ces trois mois et ont enlevé 256 personnes, précise le bilan officiel. - (AFP)
■ **HAÏTI** : les gardes-côtes américains ont découvert 115 passagers clandestins haïtiens à bord d'un bateau arraisonné, dimanche 16 avril, pour défaut de signalisation. Les Haïtiens (78 hommes et 37 femmes) étaient dissimulés dans un compartiment d'à peine 7 mètres sur 2 et de 2 mètres de haut. Ils ont été découverts lors de l'inspection du navire à la base de Miami Beach, où le bateau à moteur d'une vingtaine de mètres avait été escorté. - (AFP)

ASIE
■ **PHILIPPINES** : onze otages chrétiens détenus par des intégristes musulmans du groupe Abu Sayyef après le raid sanglant sur la ville à majorité chrétienne d'Ipi, dans le sud de l'archipel (Le Monde du 6 avril) ont été massacrés, a déclaré, lundi 17 avril, un rescapé de la tuerie. Selon ce témoin, les fondamentalistes avaient emmené leurs derniers otages sur la petite île de Lingisan avant de les assassiner dans le dos à coups de couteaux. - (AFP)

PROCHE ORIENT
■ **ISRAËL** : un projet de visite sans précédent à Doha du chef de la diplomatie israélienne, Shimon Peres, a été annulé, a indiqué lundi 17 avril la radio d'Etat israélienne. Le Qatar a affirmé que des fuites prématurées au sujet de cette visite l'avaient remise en cause, a précisé la radio. - (AFP)
■ **IRAN** : les Iraniens ont quatre jours pour démonter les antennes paraboliques leur permettant de capter les chaînes de télévision étrangères, a annoncé lundi 17 avril le ministre iranien de l'Intérieur, Ali Beharati. Après cette date, les forces de l'ordre pourraient intervenir pour les démanteler. - (AFP)

AFRIQUE
■ **SÉNÉGAL** : plus d'un millier d'hommes appartenant au corps d'élite de l'armée ont entrepris, lundi 17 avril, une vaste opération de nettoyage en Casamance pour tenter de retrouver les quatre Français disparus depuis le 6 avril. Aucune preuve matérielle, aucune revendication, aucune demande de rançon ne sont parvenues aux enquêteurs qui privilégient toujours la thèse de l'enlèvement de Claude et Catherine Cave et Jean-Paul et Martine Gagnaire, originaires de Saint-Etienne. - (AFP)
■ **SOUDAN** : l'ancien président américain Jimmy Carter a réitéré, lundi 17 avril, ses inquiétudes face à « certaines violations » du cessez-le-feu au Soudan. Il a « appelé toutes les parties à exercer de la retenue et à respecter scrupuleusement les engagements du cessez-le-feu », dont il avait été l'artisan fin mars. - (AFP)

Le commerce extérieur chinois en forte croissance

PÉKIN. Le commerce extérieur chinois a enregistré une importante croissance au cours du premier trimestre de 1995 avec une hausse de 38,7 % par rapport à la période correspondante de 1994. Selon les chiffres des douanes chinoises, rendus publics le 17 avril, le montant des échanges y a atteint 54,82 milliards de dollars : 30,95 milliards (+ 62 %) pour les exportations et 23,87 milliards (+ 16,9 %) pour les importations. Le Japon est le premier partenaire de la Chine, suivi de Hong-kong, des Etats-Unis, de l'Union européenne et de la Corée du Sud. - (AFP)



PIERRE MIQUEL

Les quatre-vingts

Ils ont dit NON à Pétain le 10 juillet 1940

324 p 120 F

Le 10 juillet 1940 à Vichy, quatre-vingts députés et sénateurs, contre toute attente, ont voté non à Laval et à Pétain, qui demandaient les pleins pouvoirs pour changer de régime. Ce non minoritaire fut la première manifestation de résistance dans l'Hexagone. Dans le climat de défaitisme et de lâcheté qui régnait à Vichy au moment du vote, ceux qui osèrent ainsi s'opposer au courant dominant firent preuve d'un courage héroïque. Mais qui étaient donc les quatre-vingts ? D'où venaient-ils ? Quelles furent leurs motivations ? Que sont-ils devenus ?

FAYARD

Le président irakien se montre hostile à tout compromis sur la levée de l'embargo

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL de l'ONU a « regretté », lundi 17 avril, le rejet par l'Irak de la résolution 986 de l'ONU qui assouplit les conditions de ventes limitées de pétrole irakien. M. Boutros-Ghali a néanmoins indiqué qu'il espérait que « le gouvernement irakien examinera sa position ». Mais le ton n'est guère au changement à Bagdad, où les déclarations se succèdent sur le même thème. Cette résolution « ne sert que les intérêts américains et prive les Irakiens de leur droit légitime d'exporter leur pétrole » - C'est-à-dire de voir l'embargo pétrolier totalement levé -, a affirmé, lundi, le vice-président irakien, Taha Yassine Ramadan. Le gouvernement, le président du Parlement, le Conseil du commandement de la révolution et la direction du parti Baas n'avaient pas dit autre chose (Le Monde daté 16-17 avril). Le Parlement ne se prononcera pas avant une semaine. Reste le malgre espoir que le vice-premier ministre, Tarek Aziz, rentré de New York, ne réussisse à convaincre Saddam Hussein de la nécessité de coopérer avec le Conseil de sécurité.

L'Irak aurait eu tout intérêt à accepter la résolution 986, ne serait-ce que pour trois raisons. D'une part, la population qui, jusqu'à maintenant, rejetait sur les Occidentaux la responsabilité de ses souffrances, consécutives à l'embargo, comprendrait mal aujourd'hui pourquoi on la priverait ne serait-ce que d'une amélioration limitée de ses conditions de vie.

L'hostilité de Washington à la levée de l'embargo pétrolier, même si l'Irak remplissait la seule condition sine qua non requise par la résolution 687 - le désarmement total -, devrait d'autre part faire réfléchir Bagdad sur l'opportunité de pratiquer la politique du tout ou rien. Les Etats-Unis vont entrer en période électorale et la fermeté à l'égard de Bagdad est pratiquement le seul dossier de politique étrangère qui fasse l'unanimité. Enfin, s'il acceptait la résolution 986, qui autorise la vente limitée de pétrole pendant cent quatre-vingts jours, pour une « période initiale » - ce qui laisse la porte ouverte à un renouvellement et qui ne préjuge pas de la levée de l'embargo -, l'Irak fournirait un argument supplémentaire à ceux qui, au sein du Conseil de sécurité, tels la France et la Russie, tentent de faire valoir la « bonne volonté » de Bagdad pour obtenir la levée de l'embargo.

Mais le président irakien a montré à ce jour qu'il ne savait pas mesurer l'équilibre des forces. Lui-même et ses proches, de même que la garde républicaine qu'il continue de choyer - et qui est sa principale arme de répression - n'étant pas touchés par les effets de l'embargo, M. Hussein semble préférer utiliser encore les souffrances de son peuple comme un argument de poids pour faire lever l'embargo.

Au demeurant, des ventes même limitées de pétrole saboteraient les exportations clandestines de brut, dont les principaux bénéficiaires sont son fils, Oudal, et son gendre, Hussein Kamel Hassan el Majid. Pour la seule année 1994, ces ventes se sont élevées, selon le New York Times, à 800 millions de dollars. Or, selon la résolution 986, l'ensemble du processus d'exportation des ventes limitées de brut doit se faire sous la haute surveillance des Nations unies.

M. Na.

■ **Le ministre de la défense** des Emirats arabes unis a demandé la levée de l'embargo imposé à l'Irak en 1990. « Jusqu'à quand le peuple irakien souffrira-t-il de l'embargo économique et de l'isolement ? », s'est interrogé Mohamed Ben Rached El Maktoum, dans une déclaration publiée, samedi 15 avril, par le quotidien saoudien El Chark el Awsat. - (AFP)

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
The Link Between Continents Since 1980
SAN FRANCISCO 114 Sansome Street • San Francisco, CA 94104

Université à San Francisco
California State APPROVED
fully ACCREDITED W.A.U.C.

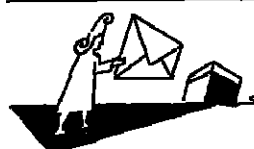
MBA Master of Business Administration
for International Management

■ Programme américain intensif de 12 mois à San Francisco, campus urbain, recrutement multinational
■ Pour diplômés de l'enseignement supérieur, avec expérience professionnelle ou stages validés

Autres programmes de l'Université : Bachelor, et DOCTORATE of Business Administration

Main European Information Center :
17-25, rue de Chaillot 75116 Paris
Tél : (1) 40.70.10.00
Fax : (1) 40.70.10.10
IUA Tél : (415) 397-2000 • Fax : (415) 397-2052

IUA SAN FRANCISCO



PRÉSIDENTIELLE La politique culturelle n'est guère disputée dans la campagne présidentielle : les grandes lignes fixées par Jack Lang

durant son long passage au ministère ont été confirmées, pour l'essentiel, par Jacques Toubon. ● **GRANDS TRAVAUX.** La future équipe devra cependant gérer un

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 19 AVRIL 1995

budget grevé par le coût de fonctionnement des grands équipements. ● **SOUTIENS.** Le monde du spectacle a été, comme à chaque fois, sollicité pour prendre parti en

faveur des différents candidats. Edouard Balladur, Jacques Chirac et Lionel Jospin bénéficient d'appuis divers, l'engagement de partisans de la gauche derrière le maire de Pa-

ris ayant été remarqué. Mais les autres postulants, notamment Robert Hue, candidat du PCF, et Dominique Voynet, porte-parole des Verts, ont aussi leurs supporters.

L'héritage des années Lang pèse sur le débat culturel

A la différence des années précédentes, les choix artistiques ne font pas l'objet de débats dans la campagne présidentielle. Vedettes et acteurs sont pourtant conviés à faire bénéficier les différents candidats de leur image chaleureuse

COMME la campagne électorale de 1988 est loin ! Même celle des législatives de 1993 semble à des années-lumière. Il y a deux ans encore, la « bataille culturelle » faisait rage. Un professeur au Collège de France, Marc Fumaroli, pourfendait dans un pamphlet, *L'Etat culturel* (Editions de Fallois, 1991), toute politique culturelle, dont le résultat ne pouvait que balancer entre la dépravation de l'art par l'argent et son embrigadement par le pouvoir. L'ancien directeur de la musique rue de Valois, Michel Schneider, dénonçait à son tour *La Comédie de la culture* (éditions du Seuil, 1993), c'est-à-dire « le mariage de l'Etat démocratique et de la culture, qui donnait décidément le spectacle d'une démocratie peu culturelle et d'une culture peu démocratique ».

Jack Lang, de son côté, défendait bec et ongles son action depuis 1981. Aujourd'hui, retiré sur son Aventin bénoît, l'ancien ministre est quasiment muet. Les représentants du monde de la culture et du spectacle, d'habitude déserts, s'expriment à mi-voix. Et les propos qu'ils tiennent ne sont guère incoincidents. Tous appellent au renforcement d'une action jugée globalement positive et qui s'inscrit dans la continuité des deux ministères Lang. En matière de culture, la rupture n'est pas de mise. Il est vrai que le successeur de Jacques Toubon pourrait bien être...

D'ailleurs, observe Jean-Jacques Beineix, « c'est maintenant une tradition que le président de la V^e République soit aussi le gardien d'une des libertés fondamentales du citoyen qui est celle de créer des œuvres artistiques. Pourtant, cette liberté est menacée car les œuvres artistiques sont aussi des marchan-

dises. Ces marchandises sont au cœur des enjeux commerciaux du siècle prochain ». Après ce constat, dans *SACD*, le journal de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, le cinéaste demande aux candidats à l'élection présidentielle de livrer leur programme culturel.

Personne ne s'attend sérieusement, en cas de victoire de la droite, au déferlement d'un révisionnisme culturel

Ils ont tous répondu. D'autant plus facilement qu'ils s'étaient déjà livrés à cet exercice dans le numéro d'avril du *Journal des arts*. L'unanimité des candidats est confondante. Tous sont favorables à l'augmentation du budget consacré à la culture. A l'exception de Jean-Marie Le Pen et Dominique Voynet, qui estiment que le problème est plus qualitatif que quantitatif, ils voient dans le 1%, réclamé dès le début des années 70 par Jean Vilar, un seuil minimum. Edouard Balladur, le moins disert sur les problèmes culturels, souhaiterait même que « l'on dépasse ce chiffre si cela était possible », mais il estime que « ce serait tromper les Français que de le promettre ».

Les candidats affichent une opinion quasi identique sur l'enseignement artistique : l'effort en la

matière doit être prolongé, multiplié. Pour M. Balladur, l'école doit accorder aux disciplines artistiques « toute l'attention qui leur revient, au même titre que les autres disciplines ». « La démocratie culturelle se joue aussi à l'école », renchérit Jacques Chirac. Pour Lionel Jospin, il convient de soutenir « les actions qui favorisent les réductions de l'inégalité d'accès à la culture et donnent toute sa place à la culture comme facteur de cohésion sociale ».

Dans le domaine de la création, Robert Hue souligne « la nécessité de défendre et de promouvoir l'identité culturelle », tandis que M. Le Pen juge que « les priorités consistent à refuser le déracinement culturel, à valoriser le patrimoine national, à favoriser la renaissance culturelle en luttant contre le conformisme de l'art officiel ». Le rap américain et le rap maghrébin sont donc à proscrire de la même façon. M^{me} Voynet estime que « la tâche principale du futur ministre de la culture est de remettre au propre ou de mettre en pratique certaines lois ou certaines réglementations inappliquées ou inapplicables (droit de l'interprète, utilisation des fonds publics...) ». Enfin, à propos du rôle de l'Etat, « il faut éviter une tutelle trop pesante, qui reviendrait à brider les créateurs », déclare Philippe de Villiers, alors que M. Chirac affirme qu'il n'acceptera pas « une dérive libérale, qui aboutirait à un désengagement du ministère de la culture en ce qui concerne l'aide aux créateurs ».

Personne ne s'attend donc sérieusement, en cas de victoire de la droite, au déferlement d'un révisionnisme culturel. Si l'on relève que la « section danse » du RPR demande l'abandon des « élu-

modernes, pour revenir à la saine tradition du *Lac des cygnes*, ce communiqué est considéré par Jean-Jacques Aillagon, responsable des affaires culturelles de la Ville de Paris, un proche du maire, comme un « épiphénomène ». La dynamique installée Rue de Valois par M. Lang dès 1981 n'a pas été brisée en 1986, au moment de la première cohabitation, elle ne l'a pas été non plus en 1993, quand la droite a reconquis Matignon. Les équilibres ont été maintenus, les grands travaux poursuivis, les principales options confirmées. Seules quelques têtes ont sauté.

Qui occupera la Rue de Valois ?

Avant même le premier tour de l'élection présidentielle, des noms commencent à circuler, souvent avancés par ceux-là-mêmes qui convoitent le poste de ministre de la culture. Fidèle de Jacques Chirac, Jacques Toubon pourrait retrouver son maroquin si la victoire sourit à son candidat, mais le maire du treizième arrondissement ne s'apprête-t-il pas à concourir pour la Mairie de Paris ? Si le cumul des deux fonctions se révèle impossible, Françoise de Panafieu, députée de Paris, adjoint au maire pour la culture, se verrait bien Rue de Valois. On prononce aussi le nom de Jean-Jacques Aillagon, responsable des affaires culturelles de la Ville de Paris, mais ce dernier a le défaut de ne pas être un élu.

Chez Edouard Balladur comme chez Lionel Jospin, on se refuse à vendre la peau de l'ours. Pas de nom, donc, mais, chez les socialistes, une grande ombre, celle de Jack Lang, qui pèserait sur le choix de son héritier.

Une autre politique est-elle possible quand le champ culturel géré par l'Etat est à ce point verrouillé ?

Verrouillé par le poids des institutions lourdes, rançon des « grands travaux » (le fonctionnement de la Bibliothèque nationale de France, du Centre Pompidou, de l'Opéra de Paris et du Musée du Louvre absorberont, à eux seuls, plus d'un quart du budget de la

Rue de Valois). Verrouillé par le spectacle vivant qui attend ses subventions pour pouvoir tourner. Verrouillé par l'audiovisuel, que tétanise « la menace étrangère » et qui, plus que jamais, réclame l'intervention de l'Etat. Même la nécessaire réorientation des grands travaux vers la province, n'est pas aisée, à court terme : il faut d'abord achever ce qui est entrepris à Paris (le Grand Louvre, la BNF), mais aussi s'attaquer aux impératives rénovations du Grand Palais et du Centre Pompidou, qui feront figure de grands chantiers pendant longtemps.

seule à la tâche. Il est certain, par exemple, qu'une coordination plus étroite avec l'éducation nationale est indispensable. L'école a longtemps été l'un des meilleurs outils de la diffusion de la culture en France, elle peut le redevenir. Encore faut-il que les deux ministères cessent d'entretenir des querelles corporatistes dépassées. M. Lang avait tenté ce rapprochement quand il avait rassemblé sur sa tête les casquettes de la culture et de l'éducation nationale. Sans lendemain.

La décentralisation culturelle, déjà entamée, peut également prolonger l'effort du ministère. Au grand dam des acteurs du monde culturel qui redoutent, non parfois sans raisons, les querelles de clochers et, surtout, l'arbitraire des grands barons régionaux. Ces derniers considèrent trop souvent que les arts et lettres doivent d'abord servir à redorer leur blason personnel. Si l'Etat ne peut donc se borner à déconcentrer ses crédits, la qualité du dialogue avec les collectivités locales doit être nettement améliorée.

Enfin, une simple politique protectionniste ne pourra suffire à régler le problème des industries culturelles. S'il est indispensable de maintenir le système des subventions pour que survive – et que puisse s'exporter – une production culturelle française, d'illusoires barrières ne pourront endiguer longtemps la concurrence étrangère. Là encore, le prochain ministre devra faire preuve d'imaginativité. La tâche du successeur de M. Lang et de M. Toubon est plus compliquée que ne le laissent entendre les réponses des différents candidats.

Emmanuel de Roux

Pierre Arditi soutient Lionel Jospin

« Que la gauche redevenue la gauche »

LE COMÉDIEN Pierre Arditi, membre du comité de soutien à la candidature de Lionel Jospin, nous a déclaré : « Ce n'est pas la première fois que je m'engage publiquement pour soutenir un candidat à la présidence de la République. De gauche. Mais dans la conjoncture actuelle, cela peut sembler anachronique : il est plus à la mode d'être inconstant. Je suis né dans une famille de gauche, et par conviction personnelle, par réalisme autant que par romantisme, je suis resté fidèle à ces idées : 1981 a été pour moi une très grande date. »

« Pourtant, j'avoue avoir hésité à m'engager : le fais partie des innombrables déçus de la gauche, déçus d'avoir eu à constater qu'au pouvoir cette gauche avait perdu en partie son identité. Deux solutions étaient possibles : soutenir un autre candidat ou trouver un socialiste qui s'était démarqué de la dérive de son parti tout en restant fidèle à ses principes. Lionel Jospin est de ceux-là. »

« Je ne suis pas naïf au point d'ignorer que les candidats font des promesses qu'ils ne pourront pas toujours tenir ni que l'exercice du pouvoir est une réalité teneuse de rêve, mais je ne peux admettre que la raison d'Etat et les pesanteurs économiques l'emportent toujours sur l'homme. Si je soutiens le candidat Jospin, c'est que j'espère, j'espère, qu'il ne tombera pas dans ce travers. Que l'homme sera, toujours et d'abord, compté dans sa balance. Que les pauvres, les exclus, auront enfin voix au chapitre – la politique sociale de la gauche n'a pas répondu à ce qu'on attendait d'elle. Qu'il reconnaîtra ses erreurs s'il en commet – la politique, c'est d'abord une question de courage,

c'est même sa principale fonction. Qu'il achèvera de vider l'abcès de la corruption, qui a éclaboussé une partie des socialistes. »

Le discours social de Jacques Chirac peut séduire, mais, naguère, j'ai déjà entendu l'homme tenir des discours d'une tonalité différente sur les mêmes sujets. Les propos de Jospin semblent apparemment moins vigoureux, plus raisonnables. Ils me semblent plus réalistes. Résoudre le problème du chômage et son corollaire, l'exclusion, est une priorité absolue. Quel que soit demain le futur président de la République, Chirac, Balladur ou Jospin, il faut qu'il sache que le peuple ne lui pardonnerait pas d'avoir menti.

« L'un des drames de la gauche pendant son passage au pouvoir a été de vouloir démontrer à ceux qui depuis le fin fond de l'Histoire lui reprochaient de ne pas savoir gérer qu'elle pouvait le faire comme eux, et même mieux encore. Elle y est tragiquement parvenue et, du même coup, elle a laissé derrière elle ce discours qui est le sien et dans lequel nous espérons tant. Je demande à la gauche de redevenir la gauche. De renouer avec la morale, qui est le fondement même de l'honnêteté politique. Et je sais, je suis sûr, je certifie, que Lionel Jospin fait partie de ces hommes dont l'intégrité et l'élégance morale sont les marques du mandat qu'il brigue. »

« Il y a enfin une autre raison au soutien de cette candidature : il me semble fondamental pour la démocratie française, qu'on le veuille ou non, que les deux grands courants de pensée politique spécifiques à notre pays puissent continuer de s'exprimer, même si l'on veut nous faire croire que cet antagonisme est dépassé. »

Arielle Dombasle soutient Edouard Balladur

« Un esprit voltairien »

LA COMÉDIENNE Arielle Dombasle soutient Edouard Balladur. Elle explique : « Comme je suis de nationalité américaine, je ne vote pas en France. Cela ne m'empêche pas d'être une observatrice attentive de la politique française puisque je vis dans ce pays. Je suis plutôt de sensibilité de gauche. Et, vraisemblablement, j'aurais soutenu Jacques Delors, Michel Rocard, Dominique Strauss-Kahn ou Jack Lang s'ils s'étaient présentés. La personnalité de Lionel Jospin, sa pensée poétique et sa passion pour le théâtre, me séduisent. Mais, paradoxalement, celle d'Edouard Balladur, que je connais depuis dix ans, me paraît beaucoup plus riche. C'est un homme fin, un esprit voltairien. J'apprécie la rigueur de sa pensée, son humour et son aménité. C'est un homme, mais tout sauf un homme mou. »

« Pourquoi s'attacher à la personnalité des candidats plutôt qu'à la pertinence de leur programme ? C'est sans doute un tort, mais c'est ainsi que le choix des Français se fait. Les programmes, prévisibles, sont formulés de manière peu claire, dans une langue de bois redoutable, en dehors de quelques flambées démagogiques. Que retient-on d'une telle pléthore ? »

Les soutiens de Robert Hue et Dominique Voynet

La sympathie déclarée du commissaire Navarro, alias Roger Hainin, pour le candidat du PCF, a donné lieu à un déjeuner « en tête à tête » entre le beau-frère du président de la République et Robert Hue, dans une brasserie chic du Trocadéro... sous le regard aimable d'un photographe et de caméras de télévision. L'humanité a rendu compte des positions en faveur de M. Hue des chanteurs Bernard Lavilliers et Catherine Ribeiro, des groupes Pigalle et les Garçons bouchers, des dessinateurs Wolinski, Siné, Annie Goetzinger, de l'accordeoniste Marc Perronne, du réalisateur de télévision Raoul Sangla, du cinéaste Jean-Claude Brisseau, des comédiens François Chaumette, Paul Le Person, Philippe Caubère. Côté écologie, la comédienne Anémone a participé à des réunions publiques avec Dominique Voynet. Emmanuelle Riva, François Cluzet, Luis Rego, les chanteurs Renaud, Michel Fugain et Alan Stivell et les dessinateurs Cabu et Willem lui ont également apporté leur soutien.

Frédéric Mitterrand soutient Jacques Chirac

« Le seul qui soit animé d'un réel désir de faire »

LE PRODUCTEUR de télévision Frédéric Mitterrand, partisan de Jacques Chirac, nous a déclaré : « Quand j'ai décidé d'appuyer mon soutien à Jacques Chirac, c'était à l'automne dernier. Le maire de Paris était au plus bas dans les sondages. Il n'était crédité d'aucune chance dans la course à l'Elysée et, donc, traité avec une grande condescendance par les médias, ce que je trouvais profondément injuste, comme est injuste aujourd'hui le lynchage médiatique d'Edouard Balladur. »

« A gauche, de nombreuses personnalités ont déclaré qu'elles se ralliaient à Jacques Chirac, la personnalité d'Edouard Balladur, prisonnier de la droite la plus étroite, avec sa vision étriquée de la société, étant jugée, à juste titre, trop conservatrice. Sans doute ai-je d'autres raisons, affectives, de voter pour un candidat gaulliste et non pas socialiste, comme je l'ai toujours fait jusqu'à présent, mais ce ne sont pas elles qui détermineront mon choix. »

« Le sentiment personnel qui me lie à François Mitterrand et l'admiration que je lui porte restent inchangés. En revanche, la solidarité qui m'attachait aux socialistes n'existe plus. Pourquoi ? Sans doute le bilan de la gauche, après dix ans de pouvoir, a-t-il des aspects positifs – de l'abolition de la peine de mort à l'action de Jack Lang aux affaires culturelles –, mais les socialistes ont perdu ce supplément d'âme qui faisait leur différence. Lionel Jospin n'arrive pas à dépasser l'archaïsme de son parti, dont les principaux ténors ressassent des références auxquelles ils ne croient plus. »

« Le moralisme, qui fait bon ménage avec le pragmatisme, est insupportable. Même Jacques Delors,

drapé dans son romantisme ménéssiste – « L'exercice du pouvoir ne va-t-il gâcher mon programme ? Aurai-je une majorité suffisante pour gouverner ? » –, est décevant. Si l'on se pose ces questions, il ne faut pas faire de politique. François Mitterrand n'a jamais affiché ces états d'âme. La politique, c'est aussi accepter de plonger ses mains dans le cambouis. C'est ce que fait Jacques Chirac. Là, on va encore parler de populisme, le péché originel selon les socialistes. Mais c'est quoi, le contraire du populisme ? Jacques Delors qui refuse de se présenter, au risque de déléguer les chances de ses amis socialistes ? Le vieux discours stéréotypé de Lionel Jospin sur la révolution à venir et les lendemains qui chantent ? »

« La France a un vrai problème psychologique. Elle est en pleine dépression nerveuse, dépression provoquée essentiellement par le chômage. Le discours de Jacques Chirac pour sortir ce pays de sa léthargie malade me séduit. Il réaffirme le volontarisme de l'Etat pour régler un drame dont l'issue ne peut être laissée aux seuls chefs d'entreprise. Le maire de Paris n'est certainement pas un homme providentiel. Fera-t-il un bon président ? Je ne sais pas, mais c'est le seul qui soit animé d'un réel désir de faire. »

C'est, incontestablement, un homme de droite. De cette droite populaire (pourquoi populiste ?), dans la tradition gaulliste, à l'écoute des gens. « Les gens de droite ont cette curiosité de la gauche », remarquait Marguerite Duras. Le pacte républicain ? C'est un beau mot. Cela veut dire liberté, égalité, fraternité. J'espère qu'on n'oubliera pas la fraternité. C'est ce dont nous avons le plus grand besoin. »

هكذا امت الأصل

A SUIVRE

Dernières étapes

Les candidats ne doivent à aucun prix rater leur sortie. Avec une traversée du Maine-et-Loire et une réunion électorale à Nantes, mardi 18 avril, Jacques Chirac pourra se prévaloir, à la fin de la semaine, d'avoir visité vingt et une des vingt-deux régions françaises avant le premier tour. La Corse, seule absente de ce parcours, figure en bonne place, assure-t-on, sur l'agenda du candidat entre les deux tours.

Jusqu'au bout, le maire de Paris aura veillé à préserver l'image d'une campagne centrée sur le thème de l'exclusion. Symboliquement, c'est aux habitants de l'est parisien que M. Chirac s'adressera, pour sa dernière réunion publique, vendredi, au Parc floral de Vincennes, à l'invitation des comités de soutien du Val-de-Marne, de Seine-Saint-Denis et de Seine-et-Marne.

Lionel Jospin devrait franchir pour sa part, cette semaine, le seuil des cinquante réunions publiques. Le candidat socialiste, plus occupé pour l'heure à convaincre ses propres troupes qu'à songer à élargir son électoral, a retenu Lille comme ultime étape de campagne.

La famille socialiste devrait offrir, vendredi, une de ces images destinées à faire fondre les cœurs du peuple de gauche : autour de son candidat, le rappel d'un passé heureux avec Pierre Mauroy, maire de la ville et premier premier ministre du septennat de François Mitterrand, la promesse d'un futur avec Martine Aubry, et la nostalgie d'un espoir déçu avec Jacques Delors. Laurent Fabius aura eu sa part, la veille, en Normandie, où il est prévu qu'il accompagne toute la journée son ancien rival.

Dans l'équipe de campagne d'Edouard Balladur, où l'on a découvert avec un certain retard la nécessité d'une campagne de terrain, on veut donner, jusqu'à la dernière minute, le sentiment que l'on se bat pour gagner.

L'événement de la semaine est une « plongée en province », avec même, pour le candidat, une première nuit hors du domicile parisien, jeudi 20 avril. L'itinéraire est encore tenu secret. On sait seulement que le premier ministre devrait être aperçu dans huit à dix villes et départements différents en deux jours, de Reims à Lons-le-Saunier, en passant par Lyon, Perpignan et Béziers.

GRENOBLE OUBLIÉE
Après beaucoup d'hésitation, on a renoncé à une étape à Voireppe, dans la ville de Michel Hannoun, membre du comité national de la campagne pour Edouard Balladur. L'Isère et sa capitale Grenoble, qui figure traditionnellement parmi les villes d'accueil des candidats, seront donc les grandes absentes de cette campagne du premier tour. Ni Jacques Chirac ni le premier ministre n'ont jugé nécessaire d'apparaître, à cette heure, dans cette ville dont le maire, Alain Carignon, est toujours maintenu en détention.

Capitale de la région Rhône-Alpes, Lyon ne sent pas moins le souffre. Elle ne pouvait, toutefois, être évitée. Elle figure au programme d'Edouard Balladur, jeudi 20 avril. Raymond Barre devrait honorer la réunion de sa présence muette mais opportune. Celle de Michel Noir n'est pas jugée souhaitable et l'on espère, dans l'équipe de campagne que le lieu de ce rassemblement, hors les limites de la ville, suffira à convaincre le maire de Lyon, de s'abstenir de visite. Ce dernier aura sans doute l'esprit à d'autres préoccupations. Jeudi 20 avril, le maire de Lyon devrait en effet être fixé sur son sort, par le tribunal qui rendra son jugement dans l'affaire Botton.

Pascal Robert-Diard

Un soir à Lille par Cagnat



L'intérêt n'empêche pas la lassitude

BERNE
de notre correspondant
Spectateurs privilégiés par la langue et la proximité, les Suisses, du moins les francophones des cantons limitrophes, assistent aux premières loges à l'élection présidentielle française.

Les ondes ne connaissant pas de frontières, Genevois et autres Romands peuvent ainsi suivre la campagne sur les diverses chaînes de télévision et les stations de radio françaises comme n'importe quel résident de l'Hexagone.

Dès lors, il n'est pas étonnant qu'à l'image de l'indécision de nombreux électeurs français la tournure prise par ces joutes politiques laisse les Suisses parfois perplexes, voire un peu sur leur faim.

VERBIAGE HALLUCINANT
Dans un petit pays où le système proportionnel et la recherche méthodique du compromis ne favorisent guère les coups d'éclat, la politique française est généralement réputée plus passionnante que la politique helvétique. Pourtant, cette fois, le spectacle semble se ressentir de l'absence d'un véritable débat d'idées.

Même les Suisses les plus férus de politique française ne dissimulent pas une certaine lassitude, se souvenant avec un brin de nostalgie des grandes envolées de naguère quand la gauche et la droite se trouvaient au coude à coude. Constatant cette évolution, Le Nouveau Quotidien de Lausanne titrait : « Au pays du général de Gaulle, personne ne croit plus au pouvoir de la parole. »

Tentant d'expliquer le désarroi des Français face à l'élection pré-

sidentielle dans un éditorial intitulé « Les ringards à l'honneur », La Tribune de Genève allait jusqu'à se demander : « Les candidats en lice sont-ils donc si mauvais que les Français voteront indifféremment pour l'un ou l'autre, sans illusion sur leurs capacités à redresser leur pays ? » Pour sa part, L'Impartial de La Chaux-de-Fonds regrette qu'un problème de fond comme l'Europe ait été « noyé dans un verbiage hallucinant ».

Plus distante et réservée, la presse de langue allemande a préféré se consacrer au combat entre les deux principaux té-

nors de la droite, comme le nouveau magazine Facts de Zurich, dans un reportage circonstancié. D'autres journaux évaluent les chances de Lionel Jospin de figurer au second tour, ou se sont intéressés à certaines curiosités de la campagne, comme la Berner Zeitung qui a brossé un portrait fouillé d'Arlette Laguiller.

A Berne, dans les milieux dirigeants de la confédération - neutralité oblige -, on se garde de laisser transparaître la moindre préférence, tout en espérant poursuivre les liens étroits d'amitié avec la France, quel que soit l' élu.

Dans les milieux économiques et financiers, on pencherait plutôt en faveur d'Edouard Balladur, considéré comme « un élément de stabilité ». A l'Association suisse des banquiers, son secrétaire général, Jean-Paul Chapuis, déclare : « Nous n'avons pas d'états d'âme. Vous savez, ajoutez-il, c'est sous les gouvernements socialistes que les relations entre les banques suisses et la France ont été les meilleures. »

Jean-Claude Buhner

La droite renoue avec ses divisions dans le Cantal

AURILLAC
de notre correspondant

Depuis plusieurs années, les échéances électorales sont l'occasion pour les composantes de la droite cantalienne de jouer à « je t'aime moi non plus ». A l'approche des élections présidentielle et municipales, le climat s'est, une fois de plus, détérioré sur ce qui fut la terre d'élection de Georges Pompidou. « On dit souvent que la France a la droite la plus bête du monde. Dans le Cantal, et à Aurillac en particulier, on doit tenir le pompon. » Cette formule en vogue chez les militants locaux résume bien la profonde amertume de nombre d'électeurs RPR et UDF.

Les querelles et les conflits sont déjà anciens. Lors des législatives de 1993, si Alain Marleix (RPR) a remporté haut la main le siège de député jusqu'alors détenu par Pierre Raynal, ancien suppléant de Georges Pompidou, l'élus sortant de la première circonscription, Yves Coussain (UDF), a dû faire face au premier tour à une « primaire sauvage » l'opposant à Annie Brunet-Foster, secrétaire départementale du RPR, poste dont elle a démissionné l'an dernier. Nouvelle accroche, à l'occasion des cantonales de 1994, où des divergences se sont à nouveau manifestées.

A l'automne 1994, les observateurs notaient une accalmie dans la vie des partis de la majorité ; une majorité qui compte les quatre parlementaires du département et vingt et un des vingt-sept élus du conseil général. Alain Marleix, devenu président départemental du RPR, ne considérait-il pas que les problèmes entre son parti et l'UDF étaient dissipés, notamment à Aurillac, où Yves Coussain avait obtenu l'investiture des instances nationales pour conduire une liste d'union aux municipales ?

DISSENSIONS A AURILLAC

Mais, au fil des mois, de nouveaux grondements se sont fait entendre et la situation s'est à nouveau dégradée. Les premiers éléments de cette tension sont apparus avec la mise en place des comités de soutien pour la présidentielle. Alain Marleix et Yves Coussain, les deux députés, prenaient fait et cause pour le premier ministre, alors que Jacques Chirac bénéficiait de l'appui des deux sénateurs RPR, Roger Besse, également président du conseil général, et Roger Rigaudière. Dans leur sillage, ces derniers entraînaient plusieurs conseillers généraux et bon nombre de maires. Si les partisans de Jacques Chirac ne manquent

pas de mobiliser l'électorat, notamment à la faveur de plusieurs meetings, ceux d'Edouard Balladur éprouvent beaucoup plus de difficultés pour trouver des appuis. Pour l'heure, aucune réunion publique n'a été organisée dans le Cantal en faveur du premier ministre.

Les rivalités à droite ont connu un nouvel épisode fin mars lorsqu'Yves Coussain a décidé de se retirer de la course à l'hôtel de ville d'Aurillac. « Alors que j'avais constitué une équipe ouverte qui avançait dans l'élaboration du projet qu'elle souhaitait proposer aux Aurillacois, il est apparu que ma personne constituait un obstacle absolu à l'union des deux grandes familles politiques de la majorité, tout au moins à quelque état-major local », précise le député. Et de viser sans les nommer des responsables du RPR, dont le secrétaire départemental Noël Roch, qui soutient Jacques Chirac. Cette situation confuse devrait profiter à René Souchon, maire (PS) d'Aurillac depuis dix-huit ans, bien qu'il doive faire face dans son propre camp à une liste d'opposition conduite par Yvon Bec, qui fut un de ses premiers adjoints.

Bernard Catus

L'IMMOBILIER
C'EST CHAQUE
MERCREDI daté JEUDI
dans

Le Monde

Municipales

Guide pratique du candidat à l'élection des conseillers municipaux de juin 1995

Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques
60 pages, **80 F**

Le guide du maire
Direction générale des collectivités locales
208 pages, **90 F**

La documentation Française

29, quai Voltaire
75344 Paris cedex 07
Tél. (1) 40 15 70 00
Télécopie (1) 40 15 72 30

Edouard Balladur, l'un des deux candidats de la majorité

Le premier ministre estime que le débat qui l'oppose à Jacques Chirac « porte sur la méthode et sur la conception de la politique »

Interrogé à son tour par *Le Monde* - après M. Le Pen, M. Cheminade, M. Voynet, M. de Villiers, M. Hue et M. Laguerre -, Edouard Balladur s'affirme confiant dans

l'issue de la compétition présidentielle, qui porte, selon lui, sur « la crédibilité des candidats et celle de leur projet ». Prenant exclusivement pour cible Jacques Chirac, le

premier ministre-candidat dénonce « l'accumulation des promesses démagogiques », qui risque de faire « disparaître la croissance retrouvée ». Il n'y aurait alors

« plus rien à partager ». M. Balladur critique, particulièrement, les propos de son adversaire de la majorité sur l'assurance-maladie et sur les salaires. Ces propos, juge-

til, contribuent à « entretenir le climat social que l'on connaît aujourd'hui et qui risque de casser la croissance et de freiner les créations d'emplois ».

« Ne regrettez-vous pas d'être entré tardivement en campagne électorale ? »

« Non. J'ai toujours pensé qu'étant premier ministre je devais assumer jusqu'au bout et complètement ma fonction. Comme on me reproche déjà de trop faire campagne, que n'aurait-on dit si j'avais commencé dès le mois de janvier ? »

« A l'approche du scrutin, il était en partie logique que je sois perçu comme le « sortant ». De plus, en janvier et février, mon gouvernement a rencontré des difficultés, même si elles n'ont pas toutes été de mon fait, ne m'ont évidemment pas aidé. »

« Cela étant, je demeure tout à fait confiant, car je crois que ce qui compte, d'abord et avant tout, c'est la crédibilité des candidats et celle de leur projet. Même s'il y a un profond changement - et il a raison de le vouloir -, le peuple français n'est pas prêt à croire toutes les promesses qu'on lui fait actuellement. »

« Cette aspiration au changement, avez-vous su y répondre ? Dans un premier temps, vous avez plutôt fait campagne sur votre bilan et, en changeant de position sur la question des salaires ou celle des retraites, vous avez donné l'impression d'être à la traîne d'autres candidats. »

« Ce n'est pas exact : il n'y a pas eu d'infériorité de mes positions. Par exemple, dans le domaine des salaires, j'ai toujours été opposé aux mesures générales, autoritaires et systématiques. Le pro-

« Vous disiez que le seul vrai débat est entre la droite et la gauche. Maintenant, vous vous préparez à affronter un autre candidat de la majorité au second tour. »

« Je disais cela lorsqu'on m'expliquait qu'un débat de société nous opposait à l'intérieur de la majorité. Je trouvais cela saugrenu de la part d'une majorité qui avait voté massivement toutes les réformes, profondes et nombreuses, que je lui avais proposées. »

« Si ce n'est pas un débat de société, qu'est-ce qui vous oppose à Jacques Chirac ? »

« Le débat porte sur la méthode et sur la conception de la politique. Je ne peux pas prendre de meilleur exemple que celui de l'acceptation ou du refus de la démagogie. Je ne fais à personne, même pas à M. Jospin, le reproche de n'être pas partisan de la liberté, de la justice, etc. ; mais dire, par exemple, que l'on n'a pas besoin de maîtriser les dépenses de santé et que la croissance pourvoira à elle seule à combler les déficits, que ce n'est pas la peine de demander aux professions médicales d'y contribuer, c'est tenir un discours qui n'est pas responsable. »

« Dire que le problème des salaires peut se régler de façon générale et systématique, promettre des subventions et des allocations nouvelles à tous, c'est créer un climat de laisser-aller et de facilité, comme si tout pouvait être fait à la fois. Cela contribue à entretenir le climat social que l'on connaît aujourd'hui et qui risque de casser la

croissance et de freiner les créations d'emplois. Cela n'est pas responsable, surtout si l'on y ajoute une polémique avec la Banque de France, qui - et elle a raison - veut préserver la stabilité monétaire afin de lutter contre l'inflation et pour l'emploi. »

« Dans les conflits sociaux de la semaine passée, voyez-vous une part de manipulation ? Certains jouent-ils les pyromanes ? »

« De la manipulation, non. Tout le monde sait que les sorties de crise sont toujours délicates. De l'irresponsabilité de la part de certains responsables politiques, oui. Prenons garde : les effets sociaux et moraux de la déception seraient terribles ! »

« N'y a-t-il pas débat, quand même, entre M. Chirac et vous, sur l'opportunité de certaines réformes ? »

« Tout est affaire de rythme et de délai. Souvenez-vous, pour en rester à ce dossier des rémunérations, que c'est moi, il y a quatre ans, qui

ai été le premier à mettre en valeur la faiblesse en France des salaires réels et à proposer leur augmentation grâce à la baisse des charges. »

« Il y a beaucoup de réformes que vous préconisez en d'autres temps et que vous avez abandonnées en chemin : celle du salaire direct, précisément, ou celle de la baisse de l'impôt sur le revenu. »

« Non, les charges sociales, je les ai baissées fermement et j'ai proposé que l'on poursuive cet effort. Ensuite, que ces baisses soient utilisées pour l'emploi ou pour les salaires directs est affaire d'opportunité. En période de chômage très élevé, j'ai évidemment estimé que la priorité devait aller à une réduction du coût du travail non qualifié. Quant à l'impôt sur le revenu, j'en ai engagé la réforme, même si celle-ci a dû être interrompue, cette année, pour des raisons budgétaires. »

« Vous ne proposez plus une réforme du financement de la protection sociale. »

« Non, et cela délibérément. J'estime que dans le climat actuel, il faut privilégier la baisse des déficits. Je redoute beaucoup qu'à substituer un type de financement à un autre on donne à croire à tout le monde qu'il n'y a pas d'effort à entreprendre et qu'on trouvera toujours toutes les recettes pour financer toutes les dépenses, sans effort. Faut-il ou pas choisir la facilité, qui risque de tout casser ? C'est l'enjeu de cette élection. »

« Vous êtes donc opposé à l'idée d'avoir recours à la TVA ou à la CSG ? »

« En tout cas, pas tout de suite. Ce n'est pas le moment de lancer le débat. Pour commencer, remettons de l'ordre dans les comptes ! Je ne suis pas de ceux qui pensent qu'avec 1 point de base de CSG tous les deux ans tout ira très bien. Il ne faut pas faire croire que tout va être facile parce que la croissance est revenue. »

« Si M. Chirac a pris le dessus, n'est-ce pas parce qu'il donne le sentiment de vouloir ouvrir des portes nouvelles, alors que vous paraissez, vous, les laisser fermées ? »

« C'est vite dit. Je pourrais vous dresser la liste des portes que j'ai ouvertes. Vous savez que les réformes engagées ont été nombreuses. Et que j'en propose de plus nombreuses encore. »

« Il y a eu beaucoup de reculs. Evidemment, il y en a eu. Il m'a paru qu'il valait mieux composer qu'aller au pire. Quel gouvernement n'a-t-il pas dû reculer, depuis quinze ans ? Mais l'important, c'est la conception que l'on a du rôle de l'Etat. Ma conviction, c'est que celui-ci n'a pas forcément raison contre les citoyens, même si je suis attaché, autant que quiconque, et peut-être même davantage, à l'autorité de l'Etat. »

« Etes-vous hostile à un « coup de pouce » en faveur du SMIC ? »

« Mais non, pas nécessairement ! Année après année, cela dépend. Il



EDOUARD BALLADUR

toutes les difficultés de notre société : celles de l'habitat ; celles de l'intégration de communautés différentes, alors que le creuset républicain marche moins bien ; celles du chômage, de l'insécurité, de la formation, de la drogue - qui, me dit-on, permet, dans certains quartiers, de maintenir un minimum d'équilibre économique. »

« Il reste que M. Chirac, avec son propos contre la fracture sociale, avec son projet de création d'un contrat initiative-emploi, donne l'impression d'avoir un projet social. »

« Vous savez ce que signifie ce nouveau contrat que l'on nous propose ? Un chef d'entreprise ne voudra plus embaucher personne qui ne soit pas depuis plus d'un an au chômage. C'est totalement inefficace, cela créerait très peu d'emplois et serait très coûteux. Moi, je propose de cibler les dispositifs d'aide à l'emploi sur les personnes en grande difficulté, sur les chômeurs en fin de droit, les RMistes et les jeunes... »

« Quel est votre projet social ? »

« Je pourrais le résumer en disant que je propose d'abord au pays un pacte pour l'emploi. J'ai écrit en ce sens aux partenaires sociaux pour leur demander de réfléchir aux moyens à mettre en œuvre pour réduire le nombre des chômeurs au moins de deux cent mille par an. C'est une méthode à laquelle je tiens. »

« Faut-il davantage de baisses des charges sociales ? Faut-il les transférer de l'entreprise vers le consommateur ou vers le détenteur de capital ? On retrouve là le problème du financement de la protection sociale. Je suis prêt à examiner toutes les propositions pour qu'à échéance de cinq ans nous parvenions à réduire le taux de chômage aux alentours de 6 à 7 %. C'est une ambition considérable, qui passe par une politique beaucoup plus dynamique en faveur de la jeunesse, pour sa formation, son apprentissage, son entrée dans la vie active. »

« Et pour les salariés ? »

« Ils sont 80 % de la population : des salariés plus élevés chaque fois que c'est possible, un emploi plus abondant, une meilleure formation, le développement de l'intérêt et de la participation. De façon plus générale, je suis partisan d'une société plus souple où personne ne soit enfermé dans une catégorie. C'est la raison pour laquelle je tiens beaucoup à mon projet de « deuxième chance », qui doit permettre à chacun de reconstruire sa vie, s'il le souhaite. »

« La formation continue est prévue par les lois de 1970, mais elles ne règlent pas deux problèmes : quel revenu assure-t-on à celui qui veut entreprendre une nouvelle formation, parce qu'il s'aperçoit, à trente-cinq ou quarante ans, qu'il est mal orienté ? Et doit-il rompre le lien qui le rattache à son entreprise ? Mon projet comprend donc deux novations puisqu'il prévoit une garantie de ressources et le

maintien dans l'entreprise. »

« Je voudrais une société plus mobile. C'est ma conception de la liberté et de la justice : chacun doit être aussi libre de ses choix qu'il est possible. »

« Toutes ces propositions dessinent-elles, dans votre esprit, un pacte social ? »

« Pacte social, oui, mais il faudrait des interlocuteurs avec lesquels conclure. Je l'ai tenté à plusieurs reprises. »

« Dans le climat social actuel, on les entend de nouveau... »

« Oui, mais dans le désordre, et c'est un vrai problème. J'ai toujours pensé que la droite commettait une très lourde erreur en prônant la division syndicale. »

« Le patronat n'a jamais vraiment voulu jouer le jeu avec vous. »

« Vous pensez ?... Cependant, la croissance est de retour, et l'on se remet à créer des emplois dans les entreprises. C'était mon souhait. Il faudra aller plus loin. »

« Oui, mais à titre volontaire, et sans que cela remette en cause notre système par répartition. »

« Sur la monnaie unique, vous vous distinguez des autres candidats. »

« Heureusement !... »

«... en préconisant que la France fasse tout pour satisfaire aux critères de convergence des 1997. Vous savez que ce sera impossible, sauf à prendre des mesures draconiennes. »

« Impossible, non. La France remplit déjà quatre des cinq critères de convergence. Concernant le dernier, la réduction des déficits publics, nous serions en deçà de l'objectif d'une trentaine de milliards de francs. On peut donc l'atteindre, même s'il n'est pas question, naturellement, de mettre le pays à feu et à sang pour y parvenir ! »

« Avec les désordres monétaires actuels, la monnaie européenne est une absolue et urgente nécessité pour nos producteurs et nos exportateurs, même si elle ne résoudra pas tout. Retarder l'échéance, c'est risquer de casser le grand marché européen et la croissance. Deman-

dez aux agriculteurs, demandez

aux industriels du textile, par exemple... »

« Cela ne règlera pas tout, dites-vous. »

« Evidemment, parce que même si nous créons la monnaie européenne, cela ne règlera qu'une partie du problème, des monnaies restant en dehors, sans parler du problème du dollar. »

« Vous savez que je n'ai jamais varié sur cette question : il faut également remettre de l'ordre dans le système monétaire international. Le GATT, c'est, évidemment, un progrès, mais encore faut-il en respecter l'esprit, car, si de brutales variations monétaires, plus ou moins voulues, détournent les courants commerciaux, il faudra bien s'interroger sur la valeur de l'accord de Marrakech et en rediscuter. »

« Avez-vous fait part de vos inquiétudes aux autorités américaines ? »

« J'ai écrit à ce sujet au président de la Commission européenne. »

« Trouvez-vous normal qu'on célèbre la fin de la Seconde Guerre mondiale à Moscou, étant donné la manière dont les Russes se comportent en Tchétchénie ? »

« Les méthodes soviétiques ne valaient pas mieux, et l'on a quand même célébré la victoire avec les Russes en 1945. Quant à la Tchétchénie, nous avons fait ce que nous devions en mettant ferme-

ment en garde les Russes, en envoyant une mission de l'Union européenne. »

« On ne vous a pas entendu beaucoup vous exprimer sur les thèses de M. Le Pen... »

« Vraiment ?... Je suis l'objet d'une campagne insidieuse et insistante, dont vous connaissez très bien l'origine : elle est programmée et orchestrée à coups de rumeurs et de fausses nouvelles. Je considère que ce qui compte, ce sont les actes, pas les discours. Sous mon gouvernement il y a eu une action antiraciste qui n'avait jamais été menée à ce niveau auparavant. »

« On a mis sur le chantier un nouveau projet de loi contre le racisme, qui aggrave les peines et allonge la prescription. On a mis en place des commissions départementales de lutte contre le racisme. On a créé une commission nationale, qui réunit régulièrement les représentants de toutes les associations. J'ai précisé moi-même, il y a quelques semaines, la Commission nationale consultative des droits de l'homme. M. Paul Baudet a déclaré, spontanément, qu'aucun gouvernement n'avait apporté une aide aussi active au fonctionnement de sa commission. Que faire et que dire de plus ? Je n'ai ni leçon à recevoir ni justification à donner. Qu'est-ce que vous voulez que je fasse et que je dise de plus ? »

« En 1988, pour qui les électeurs du Front national ont-ils voté ? Pour M. Mitterrand et pour M. Chirac. Aucun des deux n'a protesté. »

« Les écologistes et l'extrême droite, dont l'apport peut être important au second tour, réclament l'instauration d'au moins une dose de proportionnelle pour l'élection de l'Assemblée nationale. Leur demandez-vous satisfaction ? »

« Un certain nombre de socialistes font la même demande, d'ailleurs... Je n'y suis pas favorable. Il faut préserver nos institutions. »

« Pensez-vous que la France ait des devoirs particuliers vis-à-vis des Juifs ? »

« Il faut comprendre leur extrême sensibilité. Ce n'est pas en

« Avec les désordres monétaires actuels, la monnaie européenne est une absolue et urgente nécessité pour nos producteurs et nos exportateurs, même si elle ne résoudra pas tout. Retarder l'échéance, c'est risquer de casser le grand marché européen et la croissance »

terre musulmane ni bouddhiste qu'ils ont subi le martyre, mais dans de vieux pays chrétiens. Nous ne pouvons pas l'oublier. Cela nous crée un devoir de mémoire vis-à-vis de tous et un devoir vis-à-vis d'Israël. C'est la raison pour laquelle j'ai, il y a cinq ans, et au nom de l'opposition de l'époque, condamné l'entreprise de Saddam Hussein, la plus dangereuse menée contre Israël. »

« Vous expliquez que nul n'est propriétaire de ses voix. Est-ce à dire que vous ne feriez pas de déclaration, avant le second tour, au cas où les électeurs ne vous accordaient pas le droit d'y participer ? »

« J'en ferais, si tel était le cas, mais ce ne sera pas le cas. »

« Pourquoi privilégiez-vous, dans vos attaques, Jacques Chirac par rapport à Lionel Jospin ? »

« Il me semble qu'il agit de même. Je ne l'ai guère entendu s'en prendre à M. Jospin. Le problème est de savoir qui est en mesure d'assurer le redressement durable de la France. C'est là que l'affaire va se jouer : sur le terrain de la vérité du langage et de la crédibilité du caractère. »

Propos recueillis par Thierry Bréhier, Patrick Jarreau et Laurent Mauduit

VACANCES THALASSO

CHATELAILLON ROYAN ILE D'OLÉRON ILE DE RÉ

Cure de remise en forme 1 semaine en demi-pension, en chambre double, par personne, à partir de 4 390 F. Jusqu'au 1^{er} juillet.

Demandez le catalogue "Poitou-Charentes-Vacances 95"

MAISON POITOU-CHARENTES

68-70, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris, tél. (1) 42.22.83.74, fax (1) 45.49.18.84

هكذا امتن الأصل

هكذا امت الأصل

LE MONDE / MERCREDI 19 AVRIL 1995 / 15

HORIZONS

LE MONDE / MERCREDI 19 AVRIL 1995 / 9

EUROPE 1

Le dernier
sondage médiamétrie
confirme Europe 1

2^{ème} radio privée
de France*

1^{ère} radio
privée des cadres**

Émission d'actualité Lundi - Vendredi 5h-24h
et Samedi 10h-19h
et dimanche 10h-19h Cadres, Affaires, Professions libérales

ose à Jacques Chirac
e la politique

La Saône-et-Loire sera le principal bénéficiaire des crédits du fonds de gestion de l'espace rural

La circulaire d'application de ce fonds accroît les pouvoirs des préfets de département

Le ministère de l'agriculture et de la pêche vient de fixer la répartition par départements des crédits du nouveau fonds de gestion de l'espace rural.

LES PRÉFETS viennent de recevoir une circulaire de Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, qui leur donne des instructions précises sur la manière dont devra être mis en œuvre le fonds de gestion de l'espace rural.

Ce fonds (500 millions de francs en 1995), dont l'idée revient au Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA), a été créé par la loi Pasqua du 4 février sur le développement et l'aménagement du territoire, complétée par le décret du 5 avril. Son but consiste, grâce à des subventions de l'Etat, à « favoriser des projets collectifs concourant à l'entretien ou à la réhabilitation de l'espace rural (notamment lorsqu'il est en voie d'abandon), y compris dans les zones soumises à une forte pression foncière ».

Le champ d'application de ces crédits est très vaste et le ministre cite, par exemple, les écosystèmes fragiles, les zones humides, les marais ou les estuaires, la restauration des réseaux de haies pour améliorer « l'insertion paysagère des bâtiments agricoles », la préservation des anciens vergers tradi-

tionnels, la prévention contre les incendies par les pare-feux, l'entretien des zones naturelles d'expansion des crues des rivières... L'enveloppe de 500 millions est divisée en trois parts : 6 % du total est affecté à une section nationale destinée à financer des études, des expérimentations et des actions d'innovation ; 4 % sont réservés aux départements d'outre-mer (DOM), à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon. Mais la quasi-totalité des crédits sont affectés aux départements métropolitains autres que Paris, les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne, considérés logiquement comme trop peu ruraux.

L'attribution et la gestion des crédits seront déconcentrées au profit des préfets de département.

RECOURS AUX COEFFICIENTS Selon la répartition financière départementale indiquée en annexe de la circulaire, la Saône-et-Loire sera le principal bénéficiaire, avec 9,3 millions de francs. L'Aveyron (dont le conseil général est présidé par le ministre de

l'agriculture lui-même) est bien servi puisqu'il reçoit 9,15 millions. Le Puy-de-Dôme est doté de 8,5 millions. L'Allier de 8,15, les Pyrénées-Atlantiques de 7,61.

Le ministère de l'Agriculture a eu beaucoup de mal pour élaborer les critères agricoles et ruraux judicieux servant de base au calcul des enveloppes départementales. Un savant dosage et une pondération par coefficients ont été retenus, après consultation des organisations professionnelles agricoles, prenant en compte la superficie totale du département, les espaces toujours en herbe du début de l'année à la fin, les forêts, la nature géologique des sols improductifs, les zones humides remarquables et dignes d'être protégées.

Jean Puech, à la fois ministre et président de l'Assemblée des présidents de conseils généraux, est parvenu à imposer son point de vue, contre l'avis majoritaire des organisations agricoles comme la FNSEA, pour la procédure d'attribution des crédits.

Une commission département-

tales de gestion de l'espace rural sera en effet créée dans chaque département qui sera présidée par le préfet, le président du conseil général étant vice-président.

L'APPAREIL D'ETAT RENFORCE Mais, sur les dix-sept membres de cette commission, les représentants des organisations agricoles ne seront qu'au nombre de quatre (parmi lesquels il faudra compter les propriétaires de forêts privées dans plusieurs régions). Les élus communaux ou cantonaux seront trois, non compris le président du conseil général, soit un nombre égal à celui des représentants des associations de protection de la nature ou d'organismes gestionnaires des milieux naturels, de la faune ou de la flore.

De ce point de vue, le mode d'attribution des crédits, comme la composition des organes de consultation, illustre clairement un renforcement de l'appareil d'Etat, à travers les pouvoirs du préfet.

François Grosrichard

Lorient s'inquiète de la reconversion de sa base de sous-marins

LORIENT

de notre correspondant Jean-Yves Le Drian, maire socialiste de Lorient, ancien secrétaire d'Etat à la mer, ne décolère pas. Il ne supporte pas que l'Etat se désintéresse — comme il le fait, selon lui — de la reconversion de la base des sous-marins de Kérouan, trois immenses bunkers de béton construits par les Allemands et qui ont résisté aux milliers de bombes alliées pendant la seconde guerre mondiale.

Le 10 juillet, les cinq derniers sous-marins de l'escadrière de l'Atlantique qu'abritent encore les alvéoles de Kérouan vont mettre définitivement le cap sur Brest, avec quelque six cents sous-marins. Cette conséquence du plan Optima 95 de réduction des effectifs de la marine nationale est un coup dur, annoncé de longue date, pour une ville qui aura perdu en trois ans mille huit cents emplois du fait des restructurations de la « Royale ».

« Que faire de cette base et des immenses blockhaus de béton si l'on ne nous donne pas les moyens d'une

reconversion sérieuse ? Lorient a été détruite en 1943 à cause de cette base. Au nom du passé, la ville mérite que Kérouan devienne un chantier national. Il faut que l'Etat soit complètement reconsidéré par l'Etat », s'indigne le maire, qui a manifesté sa mauvaise humeur récemment en boycottant une réunion convoquée par le préfet de la région Bretagne à propos de la répartition, jugée désastreuse pour Lorient, des fonds européens du programme dénommé « Konver » (qui ont précisément pour fonction de faciliter ce genre de reconversion industrielle). Jean-Yves Le Drian devrait en parler avec le président de la République lors d'une audience à l'Elysée. Quant au candidat socialiste, Lionel Jospin, il est venu à Lorient, samedi 15 avril, pour un meeting consacré à la politique de la mer. Si nécessaire, Jean-Yves Le Drian en appellera à tous les marins pour que « Lorient retrouve sa dignité » et pour empêcher « qu'on mutile la ville une nouvelle fois ».

Michel Le Hébel

Matignon coordonnera « l'intelligence économique »

EDOUARD BALLADUR a institué à Matignon, avec l'accord du chef de l'Etat, un comité pour la compétitivité et la sécurité économique. Ce comité, dont le secrétariat sera assuré par le secrétaire général de la défense nationale (SGDN) qui dépend du premier ministre, est chargé, dans la ligne de ce qu'avait proposé Henri Martre, l'ancien PDG du groupe Aérospatiale, dans son rapport « L'intelligence économique » pour le commissariat général au Plan (Le Monde du 26 octobre 1993), d'éclairer le gouvernement dans le domaine de l'information économique stratégique.

La création de cet organisme, qui doit comprendre sept personnalités, a été annoncée par décret paru au Journal officiel du mardi 4 avril. Le sujet a été jugé suffisamment important pour que, de façon tout à fait inhabituelle, la publication du décret ait été précédée par la parution du texte intégral du rapport du premier ministre au président de la République.

L'« intelligence économique » est définie comme « un ensemble d'actions coordonnées de recherche, de traitement, de diffusion et de protection de l'information associant l'Etat et le monde des entreprises », mise au service des « acteurs économiques nationaux ». Dans son rapport, le premier ministre constate que cette maîtrise de l'information straté-

gique — ou de « l'intelligence économique » — est conduite de façon non clandestine « et dans un strict respect de la loi ».

Si, aux Etats-Unis, au Japon, en Allemagne ou en Suède, ce travail a exigé un mode d'organisation nouveau, il n'existait rien de comparable en France. « Le dispositif français actuel de recueil et d'exploitation de l'information économique stratégique est loin d'être négligeable, est-il indiqué dans le rapport qui précède le décret, mais il souffre de cloisonnements multiples et d'une absence de coordination ».

C'est la raison pour laquelle il est institué un comité de sept experts nommés pour trois ans, dont la mission consistera « à éclairer le gouvernement sur les questions de compétitivité et de sécurité économique, le conseiller sur la conception et la mise en œuvre de la politique à suivre en cette matière, ainsi qu'à assurer en permanence de la cohérence et de la coordination des actions entreprises ». Outre les services de Matignon, sont associés à cette entreprise les ministères de l'Intérieur, de la Défense, des Affaires étrangères, de l'Economie, de l'Industrie, des Postes et Télécommunications et du Commerce extérieur, du budget et de l'enseignement supérieur et de la recherche.

J.I.

M. Jospin refuse un second tour « 100 % à droite »

LIONEL JOSPIN, invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », lundi 17 avril, a estimé que « l'élection présidentielle ne va prendre véritablement son sens qu'au deuxième tour en confrontant des projets différents, des approches différentes et deux hommes différents », et non pas deux hommes, M. Chirac et M. Balladur, « formés dans le même sillon, ayant travaillé ensemble, gouverné ensemble, et qui ne votent les mêmes textes, appartenant à la même formation politique » et qui ne peuvent donc « prétendre représenter des projets alternatifs ». Il a cependant indiqué qu'il « ne considérerait pas encore comme acquise » sa présence au second tour, tout en jugeant « impossible d'imaginer qu'on ait un deuxième tour cent pour cent à droite ».

Le candidat socialiste a estimé que le futur président devra « avoir une idée de l'avenir de son pays, être capable de comprendre que c'est sur l'éducation et la recherche qu'on va construire cet avenir (...), avoir le souci de la cohésion sociale, veiller à ce qu'il y ait des règles communes respectées partout et par tous ». « Un président de la République ne peut pas être un homme incertain, qui tombe est sur les positions ultraconservatrices de M^{rs} Thatcher, tantôt sur le travailisme, puis qui revient à droite entre 1986 et 1988 ».

M. Balladur veut consolider l'autonomie de la Nouvelle-Calédonie

EDOUARD BALLADUR se déclare convaincu, dans un entretien publié lundi 17 avril dans le quotidien Les Nouvelles calédonniennes, que « l'Etat devra procéder à une certaine dévolution des compétences, qui doit faciliter la prise en charge par les Calédonniens eux-mêmes du destin de leur territoire ». Il souhaite que « l'ensemble des partenaires trouvent une solution commune qui évite de diviser l'excès la population » et espère « le maintien de la Calédonie dans la République, sous des formes nouvelles que l'on peut discuter ». De son côté, Michel Rocard, qui rentre de Nouvelle-Calédonie, estime, dans une tribune publiée lundi 17 avril par Libération, qu'un choix exclusif « entre indépendance et maintien au sein de la République » serait porteur « de violences, de méfiance et de déceptions ». L'ancien premier ministre considère que « l'inspiration gaullienne, celle d'une décolonisation réussie et portée par la République française, a davantage été incarnée par les socialistes ».

ELECTION PRESIDENTIELLE

■ PARLEMENT : Jacques Chirac a déclaré, lundi 17 avril, sur France 3, que, s'il est élu à la présidence de la République, il n'y aura « pas une minute à perdre pour mettre en œuvre les engagements » qu'il a pris devant les Français. « Nous sommes actuellement en session, et, s'il faut prolonger la session par une session extraordinaire, naturellement il faudra le faire », a indiqué le maire de Paris.

■ DUPEIRE : Robert Hue estime, dans un entretien publié mardi 18 avril par l'Informatin, que M. Chirac « propose aux Français un véritable marché de dupes ». « Si Chirac était élu, le réveil serait très douloureux », assure le candidat communiste, qui ajoute par ailleurs, que « les choix monarchistes de MM. Chirac et Balladur tournent le dos à la tradition gaulliste d'indépendance ».

■ DIFFERENCE : Edouard Balladur a estimé, lundi 17 avril, au « Club de la presse » d'Europe 1, qu'il y avait une « double différence » entre lui et les autres candidats : son souci de « vérité », car il « ne masque pas la situation du pays » et son « esprit de responsabilité », car il ne « s'engage » que sur des promesses qu'il est certain de pouvoir « honorer ». Le choix, a-t-il estimé, le premier ministre-candidat, « est entre un changement maîtrisé et responsable et une sorte de démolition qui risque d'avoir les plus graves conséquences », avant d'ajouter cet avertissement : « Celui qui sera élu s'exposera d'autant plus aux revendications qu'il aura facilitées ».

■ TRAVAILLEURS : Adeline Lagouiller, candidate de Lutte ouvrière à l'Election présidentielle, en a appelé, lundi 17 avril, sur France Info, au « contrôle des travailleurs sur les comptes des entreprises ». « Ce contrôle, a-t-elle ajouté, nous ne l'obtiendrons que dans un mouvement social important, ce troisième tour social. Il faudra obliger l'Etat à le légaliser, de la même façon que la régulation des entreprises ou des logements. Tout cela, il faudra l'imposer par la force ».

DÉPÊCHES

■ SUD-OUEST : les prix des terres agricoles sont, en moyenne, restés stables en 1994. Mais, selon la Fédération des SAFER (sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural), cette stabilité masque des évolutions très contrastées. Dans les régions du quart nord-est du pays, là où il y a des grandes cultures, ainsi qu'en Poitou-Charentes et en Bretagne, le prix de la terre se maintient, voire augmente. En revanche, la baisse (de 20 %, voire plus, en quatre ans) dans le Sud-Ouest, le Puy-de-Dôme, l'Allier, l'Ain, l'Ardeche. Le prix moyen d'un hectare de terre agricole est de 19 000 francs. Cependant, depuis la réforme de la politique agricole commune (PAC) de 1992, le revenu agricole brut d'exploitation, rapporté à l'hectare, a progressé de 7 % alors que les valeurs foncières ont diminué de 11 %.

■ BRETAGNE : le maire de Perros-Guirec (Côtes-d'Armor), Yvon Bonnot (CDS), vient de prendre un arrêté municipal interdisant « la consommation de boissons alcoolisées sur l'ensemble du domaine public communal ». Sa ville devient ainsi la troisième de France, après Angers et Landerneau, à adopter une telle mesure — plutôt bien perçue par la population — destinée, selon le maire, à « prévenir des désordres », mais aussi à « protéger l'environnement de la station balnéaire ». Sur la grande plage de Trestraou, en 1994, le coût du nettoyage s'est élevé à 46 665 francs : plus de 15 600 cannettes et bouteilles vides avaient été ramassées sur le site par les employés municipaux. — (Corresp.)

■ PARIS : les socialistes du quatorzième arrondissement de Paris ont publié les résultats de leur « consultation de la population ». Du millier de réponses reçues, il ressort que 94,3 % des habitants ne se sentent pas suffisamment consultés par leur mairie, que les logements sociaux sont insuffisants (85,5 %), ainsi que les crèches (91,5 %). Plus de 80 % de ceux qui ont répondu souhaitent des pistes cyclables et plus de 66 % des voies piétonnières. Plus de 80 % des réponses sont favorables à une augmentation du nombre de gardiens d'immeubles et à la réouverture des petites antennes dans les quartiers.

Colombey-les-Deux-Eglises privée de subvention

LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF d'Amiens (Somme) vient d'annuler une délibération prise par le conseil général de l'Oise, le 17 juin 1994, accordant une subvention de 150 000 francs à l'Association pour Colombey-les-Deux-Eglises. Se voyant refuser le financement de son propre projet de rénovation du centre de sa commune, Patrick Koster, maire PS de Breteuil-sur-Noye, dans l'Oise, avait demandé l'annulation de la subvention accordée par le département pour financer les travaux de rénovation et de mise en valeur du village de Colombey. Le tribunal considère que, « si la restauration de ce village présente un intérêt national ainsi qu'un intérêt local pour les collectivités dans le ressort desquelles il se situe, en raison de la dimension historique du général de Gaulle qui y a séjourné et y est enterré, une telle opération ne peut être regardée comme relevant d'un intérêt départemental s'agissant du département de l'Oise ».

Au conseil général, présidé par Jean-François Mancel (RPR), le tribunal objecte que, « dans la mesure où les communes contribuent au budget départemental et où l'octroi de la subvention litigieuse est susceptible de réduire d'autant les participations financières consenties aux communes du département, la commune de Breteuil-sur-Noye justifie d'un intérêt lui donnant qualité pour agir à l'encontre de la délibération litigieuse ». — (Corresp.)

VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS
TEL. : 40.75.45.45 - FAX : 45.63.89.01

UN APPARTEMENT à PARIS-18^e
et une cave
115, rue Marcadet et 12, rue Cyrano-de-Bergerac
Mise à Prix : 700 000 F
S'ad. pr. ren. à la SCP BLIAH-STIBBE-ULLMO, Avts, 9, avenue Franco-Russe à Paris 7^e - Tél. : 45-65-12-12 - Au greffe des créés du TGI de Paris où le cahier des charges est déposé - Minitel 3616 JAVEN
Sur les lieux pour visiter le mercredi 3 mai 95 de 12 h à 13 h.

APPARTEMENT - 19, RUE DE DANTZIG
à Paris (15^e) - de 2 P.P. 47 m² env.
au 6^e étg, comp. entré, séjour, 1 ch. cuis. s. de bns, v.c.
Loggia - et une CAVÉ
Mise à Prix : 450 000 F
S'adresser à SCP BOUTTELLE-COUSSAU, MALANGEAU et associés, avocats à Paris (75006), 2, carrefour de l'Odéon - Tél. : 43-26-82-98 de 9 h à 12 h et s/MINTEL 3616 AVOCAT VENTES.

Vente au Palais de Justice de PARIS.
le jeudi 4 mai 1995 à 14 h 30 - En 10 lots - dans un immeuble
à SAINT-DENIS (93)
21, rue Auguste-Delcune
1^{er} lot - Boutique, appartement et local cave
2^e lot - Appartement au 2^e étage, 2 chambres p.p.
3^e lot - 1 pièce princ. au rez-de-chaussée du bâtiment C
4^e lot - 1 pièce princ. au rez-de-chaussée du bâtiment C
5^e lot - logement de 2 pièces princ. au 1^{er} étage du bâtiment C
6^e lot - logement de 2 pièces princ. au 1^{er} étage du bâtiment C
7^e lot - logement 2 pièces princ. 2^e étage du bâtiment C
8^e lot - 2 pièces princ. au 2^e étage du bâtiment C
9^e lot - 1 pièce princ. au rez-de-chaussée du bâtiment D
10^e lot - 5 caves au sous-sol du bâtiment C
Mise à Prix : 1^{er} lot 200 000 F
2^e lot 100 000 F. 3^e lot 50 000 F. 4^e lot 50 000 F.
5^e lot 60 000 F. 6^e lot 50 000 F. 7^e lot 40 000 F.
8^e lot 50 000 F. 9^e lot 30 000 F. 10^e lot 5 000 F.
S'adresser à M^{rs} B. MALINVAUD, avocat, 1 bis, place de l'Alma 75116 Paris. Tél. : 47-23-02-49 - M^{rs} JOSSE, mandataire liquidateur 4, rue du Marche-St-Honoré à Paris, 1^{er} et tous avocats près le tribunal de Paris

Cabinet de M^{rs} Gaston UZAN, avocat postulant au barreau de Nice, y demeurant 17, rue Michel-des-Postes - Tél. : 93-85-27-30 et de M^{rs} Jacques BEAUS, avocat plaquant au barreau de Grasse, demeurant au Cannet (06110), res. du Square, 112, bd. Carnot
VENTE au Palais de Justice de Nice, en un lot le JEUDI 11 MAI 1995, à 9 heures
MAGNIFIQUE VILLA à LA TURBIE (A.-M.)
dénommée « MY WAY », élevée d'un étg. s/srez-de-ch. portant le n^o 159 au plan de masse, dépendant de l'ensemble immobilier dénommé « Las Hauts-de-Monte-Carlo », lieux dits « Le Clos-Sud-Ouest » et « Amendola », cad. sec. C, n^o 487 pour 1 601 m² environ.
SUPERFICIE HABITABLE DE 320 m² ENVIRON
PISCINE - GARAGE - PARCELLE DE TERRE
Libre de location mais occupée par la seule saie
Mise à Prix : 3 500 000 F
Pour tous ren. Tél. au 93-85-27-30 l'après-midi exclusivement
V.S. s/pl. les 20 et 27 Avril, les 4 et 9 Mai 1995, de 15 heures à 17 heures

هكذا من الأصل

SOCIÉTÉ

LE MONDE / MERCREDI 19 AVRIL 1995

LOIS PASQUA Un employé des postes qui avertit le commissariat que le visa d'un Africain a expiré ; un service hospitalier qui prévient la police qu'une femme sans papiers vient d'accoucher...

Adoptées en 1993, les lois réformant le code de la nationalité et les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France ont permis à d'étranges pratiques de se développer.

APRÈS près de deux ans d'application, la législation actuelle est sévèrement mise en cause par les associations de défense des droits de l'homme. L'ensemble des immigrés

sont déstabilisés par la multiplication des obstacles dressés par l'administration et les situations de détresse se multiplient.

● SUJET d'affrontement en 1988, l'immigration est un thème peu présent dans la campagne électorale. A l'exception de MM. Le Pen et de Villiers, les candidats se gardent bien de s'aventurer sur ce terrain.

Les entraves administratives se multiplient envers les étrangers

Arrestations aux guichets, dénonciations de l'administration, tracasseries en tout genre : près de deux ans après l'adoption des lois sur la nationalité et les conditions de séjour, la France paraît être entrée dans l'ère du soupçon

MARIAGES « mixtes » entravés, envois de lettres anonymes de dénonciation, arrestations aux guichets des préfetures d'étrangers venus régulariser leurs papiers. De plus en plus nombreux sont les témoignages notant la dégradation des traitements que la France réserve aux étrangers. Des associations spécialisées aux syndicats de fonctionnaires, chacun s'accorde à considérer que quelque chose est en train de changer. Le pays pouvait sembler parfois vivre dans l'ignorance. Il paraît être entré dans l'ère du soupçon.

« Toute la conception de l'autre a basculé », affirme Jean-Pierre Alaux, du Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés (GISTI). La xénophobie rampante est devenue affichée, car on la pense rationnelle. La loi dit qu'aujourd'hui on est étranger de père en fils et que l'histoire n'efface plus les gênes. Or un corps étranger, on le retire pour ne pas qu'il infecte. « On nous regardait toujours de travers, mais sans trop savoir pourquoi, soupire Farid Merabet, secrétaire général de l'association Droits de cité. Maintenant c'est clair : on est et on restera étranger. Pour l'homme de la rue, ça veut dire délinquant. Pour les policiers, c'est tout cela et en plus clandestin. Puisque les lois Pasqua le disent... »

Depuis le vote, en 1993, des textes réformant le code de la nationalité mais surtout modifiant les conditions d'entrée et de séjour des étrangers, des barrières semblent être tombées. Le discours reste certes intégrateur. Le ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, répète que ses textes feront le bonheur tant des Français que des étrangers séjournant régulièrement sur le territoire. Mais de grosses tracasseries en petites bavures, la législation actuelle ne s'attaque pas aux seuls étrangers en situation irrégulière.

Ils en sont les premières cibles. Le message ministériel a été si bien reçu qu'une nouvelle forme de civisme voit le jour. C'est l'employé des postes qui avertit le commissariat du visa expiré sur le passeport d'un Africain venu envoyer un mandat. C'est l'administration de l'hôpital qui prévient la police qu'une femme sans papier vient d'accoucher. Ce sont ces fonctionnaires de préfecture qui convoquent simultanément les étrangers à venir renouveler leurs papiers et les policiers qui les plaquent en centre de rétention. A Paris, 5 % des interpellations de

sans-papiers s'opèrent désormais au guichet. La traditionnelle barrière entre services administratifs et policiers s'est évanouie. Au point que la CGT s'en est officiellement émue.

LA CHASSE AUX CLANDESTINS Le clandestin fait l'objet d'une chasse de tous les instants. Les contrôles de routine se multiplient, les « opérations de sécurisation » foisonnent. Menaces d'attentat, matches de football à risque, campagnes pour la sécurité sur la route rapportent immanquablement leur lot d'étrangers en situation irrégulière. Et les statistiques s'en ressentent, à la grande satisfaction de Charles Pasqua. Entre 1993 et 1994, le nombre de reconduites à la frontière effectuées a augmenté de 30 %. L'efficacité du dispositif n'a guère varié pour autant. Moins de 5 % des étrangers interpellés sans papiers à Paris et moins de 20 % de ceux qui sont frappés d'un arrêté de reconduite à la frontière sont effectivement mis dans l'avion ou le bateau.

C'est surtout le nombre de contrôles et d'interpellations qui explose. Entre 1992 et 1994, le service des étrangers de la préfecture de police a vu le nombre d'irréguliers qui lui étaient confiés passer



de 18 000 à 34 500. « Sur cette masse, 8 000 ont reçu un arrêté de reconduite à la frontière et 1 500 sont vraiment partis, soupire un policier. Deux ans plus tôt, on en avait renvoyé 700. En pourcentage, on reste constant. » Constant dans le choix également. Ceux qui arrivent pour la première fois sont fichés et relâchés. Parmi les autres, les poli-

ciers gardent les délinquants et ceux qui ont commis l'imprudence de présenter un passeport : « Les sans-papiers, nous ne parvenons pas à les faire reconnaître par le consulat de leur pays d'origine, regrette l'un d'eux. On ne peut les renvoyer nulle part. »

Pour surmonter ces difficultés, la France a obtenu la signature par

l'Algérie d'une convention l'obligeant à reprendre ses ressortissants sans passeport. Cette mesure contribue pour moitié au doublement du nombre de reconduites parisiennes. Mais la bonne volonté algérienne a brusquement cessé en décembre dernier après la prise d'otages de l'Airbus d'Air France sur l'aéroport d'Alger.

L'embarras du choix n'empêche pas les policiers de commettre quelques bavures. Le 22 mars, Wumba-Claude Nzaki s'est ainsi retrouvé dans le premier « charter européen » d'expulsés à destination du Zaïre. L'avion, en provenance des Pays-Bas, disposait de quelques places. Les policiers ont sauté sur l'occasion. Ni la femme, ni la fille de M. Nzaki, françaises toutes les deux, ni même un jugement du tribunal administratif lui reconnaissant le droit de vivre en famille n'y ont rien changé. Ce n'est que dix jours plus tard que M. Nzaki a obtenu du consulat français de Kinshasa un visa de trois mois lui permettant de rentrer en France. Trois mois pendant lesquels il devra clarifier son statut. Sinon, il ira grossir le flot de ses étrangers « protégés » - parent ou époux de Français - à qui l'administration refuse tout papier au motif qu'un irrégulier n'a pas le

droit de réclamer... une régularisation.

Non expulsables mais non régularisables, parfois en règle sur le séjour mais toujours interdits de travail, ils n'ont aucune solution. Que leur femme les héberge et elles seront poursuivies pour « aide au séjour irrégulier », comme cela vient d'arriver à la compagne française d'un Marocain. Qu'ils acceptent de rentrer dans ce qui fut leur pays et ils attendront en vain l'autorisation de regagner la France. Ils sont ainsi des centaines à frapper aux portes des associations de défense des droits de l'homme ou chez les avocats spécialisés.

INDIFFÉRENCE GÉNÉRALE

L'indifférence est devenue quasi générale. Plus personne ne s'étonne de ces fiches d'état civil systématiquement réclamées aux étrangers. Pour un logement, pour une inscription à l'école, pour le passage d'un examen. Si la plupart des immigrés ont une vieille habitude d'être considérés comme des clandestins potentiels, certains Français découvrent, avec stupeur, qu'eux aussi sont concernés. Un parent étranger, un lieu de naissance exotique, un patronyme douteux, et voilà l'administration qui, au moindre renouvellement de carte d'identité, exige un « certificat de nationalité ». Le présumé coupable peut bien affirmer qu'il est français depuis sa naissance, que ses parents ont immigré il y a cinquante ans, qu'il a même - miracle ! - retrouvé leur décret de naturalisation. Il peut aussi, s'il le sait, souligner qu'aucun texte n'autorise l'administration à exiger pareil certificat. Ses efforts seront vains.

« Quand la machine administrative est lancée, peu importe la considération humaine ne peut l'arrêter », constate un avocat, qui n'hésite pas à parler de « boussuquettisation » de la société française. Et d'illustrer son propos : en juin 1994, une femme ivoirienne en situation irrégulière, qui avait refusé de monter dans l'avion, a été relâchée par le tribunal correctionnel de Bobigny. Interpellée par les policiers, elle avait été conduite à Roissy afin d'y être placée dans le premier avion pour Abidjan. L'administration avait bien fait les choses. Deux billets attendaient l'indésirable. Pour elle et son bébé de dix mois. Elle avait clamé, en vain, preuves à l'appui, que son enfant était français.

Philippe Bernard et Nathaniel Herzberg

La nouvelle législation a multiplié les situations d'illégalité

● **Les jeunes et la nationalité française.** La loi Méhaignerie-Veil de 1993 a supprimé la possibilité pour des parents étrangers d'obtenir la nationalité française pour leurs enfants mineurs nés en France. Désormais, ces jeunes ne peuvent devenir français qu'à l'âge de seize ans en en manifestant la volonté. Si leurs parents perdent leur droit au séjour avant cette période, la famille n'est plus protégée contre la reconduite à la frontière. Un adolescent ayant toujours été scolarisé en France peut être ainsi menacé d'être mis dans un avion avant ses seize ans.

● **Les parents sans papiers d'enfants français.** Les parents étrangers d'enfants français sont, par la loi, protégés contre la reconduite à la frontière. Mais la loi Pasqua empêche certains de régulariser leur situation ou de renouveler leurs papiers. A la condition d'une entrée légale en France, préalable traditionnelle à toute régularisation, le texte de 1993 a ajouté celle de la régularité au moment même de la demande. Les étran-

gers, dont le visa ou le titre de séjour est expiré n'ont donc plus aucun moyen de régularisation. Irrégularisables, ils sont aussi inex-pulsables dans le cas où ils ont des enfants français. S'ils veulent rester en France, ils sont donc condamnés à la clandestinité.

● **Les mariages « mixtes ».** La loi Pasqua a réglementé les conditions dans lesquelles un maire peut refuser de célébrer un mariage qu'il estimerait être de complaisance entre un Français et un étranger. Ce type de contentieux a presque disparu. Mais le texte empêche l'époux étranger sans papiers, une fois marié, d'obtenir sa régularisation, même après le délai d'une année désormais exigé. L'administration exige de l'époux étranger qu'il reparte dans son pays solliciter un visa pour la France. Les couples hésitent d'autant plus à obtenez que cette démarche a une issue incertaine. Des couples sont donc contraints de vivre dans une semi-clandestinité.

● **Le regroupement familial.** Les restrictions au droit pour un

étranger de faire venir son épouse et ses enfants contenues dans la loi Pasqua ont été surtout renforcées par un décret d'application qui impose une vérification drastique du revenu et des conditions d'hébergement du postulant. Ainsi le taux d'acceptations de dossiers est-il passé de 85 % avant la loi à 25 % en 1994 à Paris, où il est impossible pour un smicard d'obtenir le regroupement familial.

● **Le droit d'asile.** La loi Pasqua conjuguée avec la mise en œuvre de la convention de Schengen a restreint le champ d'application du droit d'asile. Le ministre de l'Intérieur a même obtenu que soit approuvée la modification de la Constitution dans ce sens. Désormais, la France n'est plus tenue d'examiner une demande d'asile formulée par un étranger soupçonné d'avoir transité par l'un des pays européens signataires de la convention de Schengen. Il en est de même si la demande est considérée par le ministère de l'Intérieur comme « manifestation infondée », et des amendes peuvent

frapper les compagnies aériennes transportant des sans-papiers.

● **Les visas.** La France qui avait accordé 800 000 visas à des Algériens en 1989 n'en a délivré que 100 000 en 1994. Une chute parallèle est constatée pour les autres pays du Maghreb mais ces restrictions sont vécues de façon particulièrement douloureuse par les Algériens menacés par la guerre civile. L'établissement de ressortissants d'Algérie en France est rendu encore plus difficile avec l'instauration pour ce pays, depuis le début de 1995, du visa de long séjour, seule pièce à permettre désormais la régularisation du séjour, mais distribué au compte-gouttes.

● **Le Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés (GISTI)** publie une édition remise à jour du *Guide de l'entrée et du séjour des étrangers en France*. Ob-tention de titres de séjour, conditions de travail, mesures d'éloignement : le GISTI dresse un inventaire méticuleux des textes en vigueur. (Éditions La Découverte, 268 p., 98 F).

L'immigration n'est plus au centre du débat présidentiel

Hormis MM. de Villiers et Le Pen, les principaux candidats sont d'une rare discrétion sur les conséquences des lois du ministre de l'intérieur

PROFIL BAS et langue de bois. S'il est un thème sur lequel les candidats à l'élection présidentielle hésitent à s'aventurer, c'est bien celui de l'immigration. Ravivées les formules vagues, oubliées les promesses de réforme. Hormis chez MM. Le Pen et de Villiers, l'immigration ne figure plus dans les programmes électoraux comme la tête de chapitre obligée qu'elle était en 1988. Les épigrammes de l'époque sur le droit de vote des étrangers ou l'acquisition de la nationalité semblent d'un autre siècle et personne ne se souvient avoir lancé les mots d'« invasion » ou de « charters ». L'heure est à la discrétion.

« La France doit combattre l'immigration clandestine », répète Jacques Chirac qui veut « adapter aux enjeux notre arsenal juridique et nos moyens répressifs » sans plus de précisions. Le maire de Paris a visiblement oublié le temps où il s'inquiétait de « l'odeur » des étrangers (en 1991), et l'époque, plus lointaine encore, où il prônait une remise en cause drastique du droit du sol pour l'accès à la nationalité française (1986). Lionel Jospin, lui, détourne les questions sur l'abrogation de la loi Pasqua sur l'immigra-

tion en répondant qu'il veut « rétablir le droit du sol », allusion à sa volonté de revenir sur la réforme des lois sur la nationalité de 1993 préparée en réalité par Simone Veil et Pierre Méhaignerie. Le candidat socialiste promet de modifier certains aspects des lois Pasqua facilitant les contrôles d'identité, entravant les mariages « mixtes » et le regroupement familial. Mais il se garde d'évoquer leur abrogation.

LES CONTRE-VÉRITÉS DU FN

Quant à Edouard Balladur, il met en avant son bilan. Les lois sur la nationalité, l'immigration et les contrôles d'identité ont compté parmi les premières votées par le Parlement élu en 1993. « La maîtrise de l'immigration, c'est nous », proclame une affiche du premier ministre-candidat, qui rappelle que Charles Pasqua est de son côté. A gauche, Robert Hue, Arlette Laguiller et Dominique Voynet se distinguent en promettant l'abrogation des lois Pasqua et, pour cette dernière, le droit de vote des étrangers aux élections locales.

Faut-il regretter que la situation des 3,6 millions d'étrangers et les

questions liées à leur intégration suscitent aussi peu d'indécision ? Plusieurs facteurs très différents expliquent ce silence. Si les questions liées à l'immigration n'ont rien perdu de leur actualité, la manière de les poser a évolué. L'ignorance des acteurs du débat public, qui permettait à Jean-Marie Le Pen de proclamer n'importe quelle contre-vérité, a laissé la place à une perception plus précise des réalités. Des historiens, des chercheurs en sciences politiques, des sociologues éclairaient peu à peu un débat désormais souvent renvoyé vers les questions du malaise des banlieues, de l'immigration illégale, du droit d'asile et de l'islam. En même temps, la question est moins exclusivement analysée à l'aune du « racisme » et davantage à travers les concepts d'égalité des droits, de laïcité, de communautarisme.

Le Haut conseil à l'intégration (HCI), rassemblant toutes les familles politiques sauf l'extrême droite, a montré sa capacité à produire des statistiques et des analyses inattaquables. L'enquête menée à l'Institut national d'études démographiques (INED) par Michèle Tribalat (Le Monde du 23 mars) vient de livrer

le premier état des lieux précis des populations issues de l'immigration, infirmant au passage quelques idées reçues. Ironie de la situation, ce travail dont certains commanditaires redoutaient l'impact en période électorale n'a déclenché que peu de réactions. Sans doute parce que ses conclusions, nuancées mais globalement optimistes sur la capacité de la France à intégrer des étrangers, battaient en brèche les généralisations alarmistes.

Mais les explications principales de l'apaisement du débat sont de nature politique. Elles renvoient presque exclusivement au nom de Charles Pasqua. L'homme de l'« immigration zéro » (slogan que dément la réalité des 116 000 nouveaux immigrés légaux en 1993) et des lois sur les étrangers les plus répressives depuis la Libération, a affaibli le discours du Front national, sans pour autant réduire l'audience électorale de Jean-Marie Le Pen, à en croire les sondages. M. Balladur tente de capitaliser l'action de son ministre de l'Intérieur dont M. Chirac ne peut se prévaloir comme il l'avait fait en 1988. Quant à Lionel Jospin, il sait trop combien a

coûté à la gauche son incapacité à conjuguer réalisme et droits de l'homme en matière d'immigration pour s'aventurer très loin sur ce terrain miné. Le candidat socialiste ne manque pas de pointer les « bavures » nées des lois Pasqua mais sait aussi qu'une majorité des Français estime qu'« on en fait trop » pour les immigrés.

CLIMAT DE SUSPICION

Les principaux candidats semblent ainsi s'accommoder d'une situation où l'hypothèque de l'immigration aurait été levée par Charles Pasqua. Le sujet a cessé de constituer un terrain d'affrontement. Peut-être parce que les politiques pratiquées par les partis de gouvernement, de droite et de gauche, se ressemblent. En 1993, le gouvernement Balladur n'a été en mesure de faire voter en quelques semaines les deux lois très techniques sur la nationalité et l'immigration que parce que des dispositions comparables avaient, pour l'essentiel, été méticuleusement étudiées par les socialistes.

Mais il a fallu M. Pasqua et son zèle à nourrir les statistiques des reconduites à la frontière pour faire

« passer » dans la réalité ces mesures. Elles déstabilisent non seulement les immigrés légaux mais aussi les étrangers menacés de non-renouvellement de leurs papiers, d'impossibilité à faire venir femme et enfants, sans oublier les Français qui ont le malheur de tomber amoureux d'un sans-papier ou d'être nés de parents en situation irrégulière. Toutes ces restrictions ont répandu un climat de suspicion et de défiance sans pour autant calmer les ardeurs du Front national.

L'apparente paix actuelle sur le front de l'immigration aura coûté le prix fort en matière d'entorses aux droits de l'homme. Le sort réservé aux exilés d'Algérie en fournit l'exemple le plus dramatique. La multiplication de situations humanitaires intolérables, tardivement mais vivement dénoncées par l'Eglise catholique, pourrait contraindre les politiques à abandonner la politique de l'autruche. Dans ce domaine, le contraste entre l'inflation de situations désespérées et les silences de la campagne électorale pourrait être annonciateur de déchirements.

Ph. Be.

Une erreur de navigation pourrait être à l'origine de l'accident du ferry « Saint-Malo »

Dix-sept passagers ont été blessés devant l'île de Jersey

Dix-sept des trois cents passagers du Saint-Malo ont été blessés lundi 17 avril après que ce ferry-catamaran assurant la liaison entre

Saint-Malo et les îles anglo-normandes eut heurté des rochers peu après avoir quitté le port de Saint-Hélène, à Jersey. Menées par des

vents de 60 km/heure et des creux de 2,50 mètres, les opérations d'évacuation ont duré à peine plus d'une heure. Le Saint-Malo,

lo, qui aurait tenté de prendre un trajet plus court, s'est échoué mardi matin et devrait être réparé.

DIX-SEPT PERSONNES ont été blessées, certaines souffrant de fractures aux bras ou aux jambes, à l'occasion de l'évacuation du ferry Saint-Malo après que le bateau eut heurté un rocher à l'ouest de l'île anglo-normande de Jersey, lundi 17 avril en fin de matinée. Le navire, un catamaran de 585 tonnes construit en 1993, transportait 300 personnes, dont une majorité de touristes allemands. Il venait de quitter le port de Saint-Hélène et devait rejoindre l'île de Serq, entre Jersey et Guernesey.

Appartenant à la compagnie Channiland (filiale de la Société nationale d'armement transmanche, elle-même contrôlée par la SNCM) basée à Granville, le Saint-Malo effectuait des excursions entre la cité corsaire et les îles anglo-normandes. C'est la première fois depuis longtemps qu'un accident de ce genre a lieu dans ces parages très fréquentés.

Lors de l'accident, la mer levée par un vent de nord-ouest était assez forte et, selon certains témoin-

gnages, le navire aurait pris un raccourci près de la pointe de Corbière avant Saint-Ouen's Bay et heurté un haut-fond. Cette zone est réputée délicate en raison des courants et des fortes amplitudes des marées, nous indique notre correspondant en Bretagne, Christian Tual. Dès que le bateau a heurté le rocher, il a commencé à prendre l'eau et à s'incliner, et le commandant a ordonné

l'évacuation. Plusieurs passagers ont dû sauter dans les canots de sauvetage - c'est alors que certains d'entre eux se sont blessés - puis ont été acheminés vers l'hôpital de Jersey. En fin de soirée, les passagers indemnes ont été rapatriés vers Saint-Malo.

Certains témoins ont fait état d'une « certaine confusion » au moment de l'accident, mais aucun n'a

parlé de panique, et il semble que l'équipage ait correctement conduit les opérations de sauvetage. Plusieurs autres navires français ou britanniques sont rapidement arrivés sur les lieux et des hélicoptères ont participé aux opérations. En début d'après-midi, le catamaran a menacé de couler, mais il a pu être acheminé vers l'île où il était échoué mardi matin.

Des experts, ainsi que le président de Channiland, Frédéric Avierinos, devaient alors, après avoir inspecté la coque, prendre les dispositions nécessaires pour faire effectuer les réparations. Les autorités maritimes françaises ont indiqué que le Saint-Malo, qui bat pavillon français, est un navire parfaitement en règle. Construit en 1993 en Suède, il a une coque en aluminium. Il peut atteindre la vitesse de 34 nœuds et transporter 350 passagers.

Selon la procédure habituelle, deux enquêtes (l'une judiciaire et pénale, l'autre technique et administrative) diligentées par le ministère de l'équipement et des transports chargé de la mer devront permettre de déterminer rapidement les circonstances de l'accident et les responsabilités éventuelles. Les autorités britanniques, de leur côté, devraient faire effectuer une enquête pour le compte des autorités de Jersey.

F. Gr.

COMMENTAIRE PERCEURS DE VAGUES

LE SAINT-MALO appartient à cette nouvelle génération de bateaux que l'on appelle les ferries rapides. Alors qu'un transbordeur moderne mais classique qui relie Roscoff à Plymouth navigue à 23 nœuds, les nouveaux bâtiments, construits en acier léger ou en aluminium, monocoques ou catamarans, peuvent dépasser 36 nœuds (plus de 66 km à

l'heure). Ces « perceurs de vagues » ont vu le jour à la fin des années 80 en Australie. En France, la SNCM en a commandé un aux Chantiers Leroux et Lotz pour ses lignes de Corse, et l'armateur de Bastia, Corsica Ferries, en a commandé deux à des chantiers italiens afin de rallier en trois heures et demie Nice à Bastia.

Les bateaux, c'est naturel, cherchent toujours plus de vitesse. Rien n'est interdit aux ingénieurs et aux architectes navals. Sur des

destinations courtes et très fréquentées pendant l'été, ces navires peuvent faire gagner beaucoup d'argent à leurs propriétaires. La vitesse n'est pas en soi synonyme d'accident et le Concorde n'a pas eu plus d'ennuis que les avions à hélices. Il reste qu'au moment où s'ouvre la saison touristique l'accident de Jersey doit inciter plus que jamais les autorités, les armateurs... et les capitaines à redoubler de vigilance.

François Grosrichard

Mgr Duval estime l'Eglise catholique victime de campagnes d'opinion

LA HIÉRARCHIE catholique en France se plaint à nouveau d'être agitée par les médias et victime de campagnes d'opinion, notamment à propos du sida. Deux faits viennent de susciter une lettre de protestation, opportunément publiée après les fêtes pascales, de Mgr Joseph Duval, président de la conférence des évêques, adressée à tous ses confrères : il s'agit de la sortie en France du film britannique *Prêtre* (voir ci-dessous) et de la publication de l'encyclique *Evangelium vitae* par la société DMP (non répertoriée à l'annuaire des éditeurs) reproduisant les réactions négatives de l'association Act Up de lutte contre le sida.

Mgr Duval a cessé de s'étonner que les médias n'accroissent qu'une place modeste aux fêtes chrétiennes, mais, cette année, il déplore la sortie du film *Prêtre* la veille du jeudi saint qui, pour les chrétiens, commémore l'institution du sacrement de l'Eucharistie (le 13 et du 18 avril). Or ce film « exploite les échecs possibles du célibat » du prêtre, souligne le président de la conférence épiscopale, qui ajoute : « Nous respectons la liberté d'expression même quand elle nous blesse, mais nous pourrions nous attendre que certaines programmations ne tombent pas, comme par hasard, au cours des temps forts de la vie chrétienne. »

Mgr Duval intervient aussi sur le fond de ce film : « Plus de 30 000 prêtres en France témoignent par ce choix (du célibat) d'une totale disponibilité et d'une autre façon d'aimer. Dire que le célibat est difficile est une évidence. Qui croirait qu'il n'y a pas d'échec ? Mais parler sur le succès commercial d'un film sur ce thème, c'est prendre les spectateurs pour des voyeurs. »

A propos de la dernière encyclique, le président de la conférence des évêques regrette qu'« avant même d'avoir été lue elle ait été exécutée sans appel ». Et il met en cause l'association Act Up, qui a « exploité cet événement pour insulter outrageusement le Saint-Père », estimant que la publication sauvage de cette encyclique est « une véritable escroquerie » pour les acheteurs de bonne foi « qui n'ont découvert que plus tard les injures portées sur la dernière page ». « Je ne peux rester silencieux devant de telles pratiques, car c'est la liberté de parole de l'Eglise qui est en cause », affirme Mgr Duval.

Ainsi, l'épiscopat est-il piqué au vif sur deux sujets qui suscitent de régulières polémiques : l'homosexualité présumée du clergé et l'enseignement de l'Eglise sur le sida. Sur le premier point, personne ne nie les « conséquences affectives » de la « solitude » et de la « dévalorisation du travail pasto-

ral » du prêtre, comme l'écrit le psychanalyste Tony Anatrella, spécialiste des problèmes de santé du clergé, dans la revue *Prêtres* diocésains de mars 1995. Il ajoute : « Les problèmes liés à des expériences sentimentales, et parfois des passages à l'acte sexuel (mais aussi à des pratiques homosexuelles et pédérastiques), doivent être évoqués, même s'ils restent très minoritaires. »

A propos de la prévention du sida, l'Eglise est également fondée à

se plaindre d'une présentation au moins incomplète de son enseignement. Reprenant des positions exprimées dès le 1^{er} décembre 1988 par le cardinal Lustiger, le conseil permanent de l'épiscopat français a rappelé, en 1993 (dans son texte *Sida : éduquer, accompagner*), qu'« il peut être momentanément nécessaire de faire comprendre aux intéressés que se protéger soi-même et protéger d'éventuels partenaires sexuels d'une contamination (...) et cela en utilisant un préservatif, constitue une toute première étape de responsabilisation ».

Mais en mettant seulement en cause, comme il le fait à la fin de sa note du lundi 17 avril, des « manifestations agressives » et des « provocations », le président de la conférence des évêques ne rend pas compte de toutes les raisons pour lesquelles l'Eglise catholique n'arrive pas, sur tous ces sujets, à se faire entendre.

H. T.

« Prêtre », un film selon les canons du cinéma-spectacle

IL N'EST GUÈRE ÉTONNANT que *Prêtre* suscite un débat, tant le film qui a réalisé Antonia Bird s'apparente à un catalogue de situations. Le Père Greg, jeune et inexpérimenté, est d'abord confronté au problème du célibat, lorsqu'il découvre que son compagnon de paroisse vit avec une femme. Puis lui est posée la question du secret de la confession, à travers le cas d'une jeune fille victime des pratiques incestueuses de son père. La volonté démonstratrice se fait jour notamment dans la définition provocante de ce père incestueux, dont les déclarations provocantes semblent destinées uniquement à poser les termes du débat.

L'affirmation de l'homosexualité du Père Greg traduit un souci identique et un même sens de la provocation, évident lorsque la réalisatrice établit, grâce au montage, un parallèle entre la célébration de la messe et la sexualité. Aucun aspect psychologique ou sociologique n'est oublié, et le jeune prêtre se trouve confronté aussi bien à la jalousie qu'à la justice.

La volonté de choquer est patente, dans le but d'établir le constat de sclérose d'une Eglise prisonnière de son refus d'évoluer. Le rigorisme, l'aveuglement et l'hypocrisie des autorités religieuses, auprès desquelles les prêtres ne peuvent trouver ni réconfort ni assistance, sont établis d'emblée. Aux tourments du Père Greg, ses supérieurs ne répondent que par le silence de la retraite à laquelle ils le condamnent et où il n'a pour compagnon qu'un vieux prêtre s'exprimant uniquement en latin. Le film affirme l'urgence à laquelle l'Eglise se trouve confrontée si elle veut reprendre le dialogue avec les fidèles. En faisant appel aux recettes du cinéma-spectacle, Antonia Bird a mis au service d'une thèse son habileté de cinéaste vindicative et rusée. Elle a réalisé un produit parfaitement formaté, qui ressemble fort aux téléfilms servant d'introduction à un débat télévisé.

Pascal Mérieau

Les vignes de la discorde à Château-Giscours

Propriétaire du grand cru, la famille Tari est divisée depuis qu'un riche Néerlandais est entré dans la société d'exploitation

LABARDE (Gironde) de notre envoyé spécial. - Il est allé trop loin. Les vieux Nicolas Tari fixent l'immense cheminée dominée par la devise : « *Primus inter pares* ». « Premier parmi ses pairs ». « Il faut qu'il retire sa plainte. Le pape, c'est grave ». Tandis que Marie-Antoinette, sa femme, tempère : « Il faut le comprendre, notre petit-fils a grandi ici. Alors, quand il a appris que son oncle voulait vendre... »

A Château-Giscours, propriété de la famille Tari depuis l'après-guerre, rien ne va plus. Prestigieux domaine de 700 hectares de forêts, de prairies et de vignes, dont 84 de croupes gracieuses classées Margaux troisième grand cru en 1855, Giscours, empiété dans des entrelacs de procédures judiciaires et commerciales, est en plein chambardement. Au château, une vaste bâtisse Second Empire bordée de cuivres et de chais, qui donne sur parc, étangs, câbles et manoirs de rêve, le divorce est consommé. On ne se parle plus que contraindre, voire sur rendez-vous ou par fax.

D'un côté, le fils, Pierre Tari - cinquante-cinq ans - a cédé, le 29 mars, ses parts de la Société anonyme d'exploitation de Château-Giscours (SAEGC), qu'il a dirigée pendant trente ans, à un riche Néerlandais,

dais, Eric Albada Jelgersma, détenteur désormais de 50,07 % du capital de cette société fermière. De l'autre, Nicole Hecter-Tari - cinquante-deux ans - la fille, dénonce le « coup de force », mais s'empresse de rappeler que le Groupement foncier agricole (GFA), propriétaire des terres de Giscours, est toujours détenu à 89 % par elle-même et ses parents, et qu'elle dispose également de la minorité de blocage dans la société fermière. Entre le nouveau fermier (le groupe agroalimentaire Unigros, dont Eric Albada est l'unique actionnaire) et Nicole et ses parents, c'est donc le bras de fer. L'un a les reins et le portefeuille assez solides pour acheter le tout - estimé à plusieurs centaines de millions de francs -, mais les autres refusent de vendre.

L'histoire des Tari, faite d'honneurs et de gloire, de réceptions royales et de trophées de polo (l'écurie compte une vingtaine de chevaux), est tortueuse comme un cep septuagénaire. Et comme issu d'une taille de vigne Guyot double, traditionnelle à Margaux, chaque rameau a vécu sa vie, symétrique à partir du pied, mais à l'opposé.

Nicole et Pierre, nés en Algérie, ont eu tous deux trois enfants. Ceux de Nicole ont grandi dans la dou-

ce de Pierre arpentaient le monde pour étudier, voyager et défendre au polo les couleurs de l'écurie familiale. Nicole a la fièvre des croyants dont une fille vient d'entrer au carmel. Pierre se dit « anarchiste de droite » et a le parler vert pour évoquer la « tribu magdalénienne » : son père, « un ro-bocop », type policier-robot à l'image du personnage du film, sa mère, « une femme du monde », sa sœur, « qui ne sait pas lire un bilan » et ses enfants.

Quand Nicole pense doctrine sociale de l'Eglise, Pierre parle loi des affaires. Pour Nicole, Giscours est « un petit monde qu'il faut préserver », « une entreprise qui a une âme ». Pour Pierre, « une entreprise industrielle qui a surtout besoin d'une gestion moderne ». On est certes ici vitié par le père en fils. Mais si le grand-père et son épouse, avec leurs quatre-vingt-neuf et soixante-quinze ans, sont de l'âge des agriculteurs, Guillaume, Benoît et Louis, ses petits-fils, sont de celui des écoles de commerce.

EN CHIENS DE FAIENCE

A l'entrée de la propriété, la sœur montre, sortie par les terres de vigne, la salle d'asile qui abritait jadis la maternelle des enfants du domaine (Giscours héberge encore ses employés, et leur paie parfois eau, gaz

et électricité). Le frère, lui, présente Edouard Forbes (Attila, un molosse) terrorisé le teckel de Marie-Antoinette, la grand-mère. Le domaine bruit de « dissimulation de cession de bail », de « donation cachée », et d'« assemblées générales irrégulières ». Et puis, très récemment, le fils de Nicole, âgé de vingt-quatre ans, propriétaire d'un Sauternes, a porté plainte contre son oncle pour abus de biens sociaux. « Ça a été la goutte d'eau », assure Pierre. J'ai décidé de vendre. »

Vendre ? « Il faut réfléchir », dit Nicolas Tari. « On peut rester propriétaire et lui, le Hollandais, être juste le fermier. » « Garder Giscours, c'est une question de responsabilité », assure Nicole. Quand l'un de ses neveux envisage déjà d'investir dans le rosé, en Provence.

« Ce qui compte, indique un employé, ce sont le terroir et les hommes. Ici chacun surveille les mêmes rangs de vigne d'année en année. Chacun en connaît le moindre rameau, parfois depuis vingt ans. On assure que rien ne pourra troubler la pérennité du nectar. Pas même l'ombre d'un Hollandais volant. » Giscours n'est pas là pour servir une famille, assure Pierre. Il est là pour qu'une famille le serve. »

Jean-Michel Dumay

■ PERMIS A POINTS : le tribunal de police de Toulouse a refusé de retirer trois points à un automobiliste coupable d'excès de vitesse, estimant qu'il s'agissait d'un délit et non d'une contravention. Dans leur jugement, rendu le 14 avril, les juges condamnent le conducteur à 1 000 francs d'amende mais, en retenant l'« exception d'illégalité » soulevée par le plaignant, laissent intact son capital de points, considérant que l'excès de vitesse est un délit et qu'à ce titre il ne peut faire l'objet d'une sanction appliquée par la seule administration. Les tribunaux de Lannemezan, Rochefort et Saintes ont déjà pris des décisions allant dans le même sens.

■ ECOUTES : le juge Claude Grellier a bénéficié d'un non-lieu dans l'affaire l'opposant à Jacques Vergès qu'il avait fait écouter par les gendarmes, en 1988, dans le cadre de l'enquête sur l'ancien chef milicien Paul Touvier. A la suite de la plainte déposée par M^{re} Vergès, l'ancien juge d'instruction parisien, aujourd'hui président de chambre à la cour d'appel de Bordeaux, avait été mis en examen le 30 septembre 1994 par un juge d'instruction d'Orléans, pour « atteinte à la vie privée et conservation d'enregistrements ». Le 7 avril, ce même juge a rendu un non-lieu « absence d'infraction et prescription du délit » en faveur de M. Grellier. M^{re} Vergès a fait appel de cette décision.

■ CHIENS : un enfant de quatre ans et demi a été attaqué par deux bergers allemands, la semaine dernière à Creutzwald (Moselle). Hospitalisé mercredi 12 avril, l'enfant a subi de multiples et profondes morsures, à la tête, au bras droit et à la jambe droite, partiellement mutilée. Ses jours ne sont pas en danger, mais il se trouve en état de choc. Les deux chiens, achetés par le dirigeant d'une société voisine pour en assurer la garde, se sont enfuies sous le grillage et jetés sur l'enfant qui jouait à la balle devant la maison de ses parents. La famille a l'intention de déposer une plainte.

■ INCENDIES : le préfet de l'Ardèche a annoncé son intention de déposer plainte contre X, lundi 17 avril, au lendemain de deux incendies de forêt qui, durant le week-end pascal, ont détruit plus de 20 hectares de lande et de résineux dans le sud du département, sur les communes de Gravettes et de Malbos. Deux enquêtes ont été confiées à la gendarmerie sur l'origine de ces incendies qui, selon les premiers témoignages, semblent d'origine criminelle. Le préfet de l'Ardèche, François Fillard, avait déjà déposé plusieurs plaintes en 1994 pour les mêmes motifs. L'envisagé en outre de se constituer partie civile au nom du département afin d'obtenir le remboursement des frais engagés pour venir à bout des sinistres.

■ PRISONS : des parents de détenus dénoncent les « mesures de répression » à la centrale d'Arles (Bouches-du-Rhône), après avoir constaté, lors de leurs dernières visites, « la présence de CRS à l'intérieur de la prison », et avoir appris « le transfert de détenus dans d'autres établissements non connus ». L'aumônier de la centrale aurait écrit au garde des sceaux pour attirer son attention sur la situation dans cet établissement.

ICELANDAIR
L'ISLANDE EN UN SEUL VOYAGE

Islande
L'ISLANDE EN UN SEUL VOYAGE

Le grand spécialiste de l'Islande vous propose de découvrir « votre Islande » : voyages individuels, circuits accompagnés, séjour à la ferme, randonnées à pied...

Extension vers le Groenland.

Demandez la brochure ALANTOURS ISLANDE à votre agent de voyage ou, si vous n'en avez pas, écrivez à : ALANTOURS ISLANDE, 13 rue de la République, 92000 Nanterre. Tél. : (1) 42 96 59 78. Mail : ALANTOURS@CLIPPER.COM

ALANTOURS

هنا من الأصل

LE MONDE

diplomatique

Avril 1995

- **GOLFE** : Armes radioactives contre l'« ennemi irakien », par Naïma Lefkif-Laffitte et Roland Laffitte.
- **RUSSIE** : Moscou du bien-vivre, Moscou du mal-mourir, par Jean-Marie Chauvier.
- **ESPAGNE** : Usure du pouvoir, par Ignacio Ramonet.
- **DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER** : La Martinique et la Guadeloupe secourues par de dures restructurations, par Marie-Claude Céleste. — Jeunes, l'angoisse d'une vie trouquée, par André Lucrèce.
- **AFRIQUE** : Nouvel enlèvement des espoirs de paix dans le conflit touareg au Mali, par Philippe Baqué. — Agonie sous scellés, par Hélène Claudot-Hawad.
- **AFGHANISTAN** : L'heure des « talibans », par Ahmed Rashid.
- **MONDIALISATION** : Anonyme insécurité, par Jacques Decormoy. — Quelques leçons de la débâcle socialiste, par Ignacy Sachs.
- **COMMUNICATION** : A tombeau ouvert, sur les autoroutes de la communication, par Asdrad Torres.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

Légion d'honneur

Suite de la page 13

Environnement

Est promu officier : Pierre du Pontavice, commissaire-enquêteur près le tribunal administratif de Basses-Normandie.

Sont nommés chevaliers : Bernard Festy, président de la section des eaux au Conseil supérieur d'hygiène publique de France ; Jacques Penot, membre du Centre ornithologique d'Île-de-France ; Gilbert Plat, président d'un parc naturel régional ; Alain Riquarts, ingénieur général du génie rural, des eaux et forêts ; Alexandre Sogno, président d'une fédération départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Fonction publique

Sont promus officiers : Jean Driol, président de chambre à la Cour des comptes ; Pierre Lelong, ancien ministre, président de chambre à la Cour des comptes.

Sont nommés chevaliers : Albert Alzra, chef de la mission du patrimoine immobilier ; Max Camus, sous-préfet de Casnes ; Jean-Pierre Guadalupe, secrétaire général de la Fédération générale autonome des fonctionnaires ; André Lefebvre, ancien secrétaire général du district urbain de Nancy ; Jean Mazzocchi, sous-préfet de Brécy.

Logement

Est promu officier : Jean-Claude Collin, gouverneur du Crédit foncier de France.

Sont nommés chevaliers : André Clapier, président-directeur général de la société, président d'une fédération régionale de travaux publics ; José-Marie Dery, directeur général de sociétés ; Christian Louis-Victor, président fondateur de l'Union européenne des fédérations de constructeurs de maisons individuelles ; Pierre Métaft, président d'une société d'économie mixte d'aménagement.

Coopération

Sont promus officiers : Guy Chanalet, chef de section au bureau commun du service national de la coopération ; Robert Roch, directeur général d'une société au Gabon.

Sont nommés chevaliers : Le Père Philippe-Fernand Champetier de Ribes, curé, abbé dans un monastère au Sénégal ; Francis Combalat, conseiller technique à Djibouti ; Marie Gineste, en religion Sœur André, religieuse au Congo ; Jacques de Lesquien du Plessis Casso, chef de la mission de coopération et d'action culturelle en Guinée-Bissau ; Guy Sérége, conseiller culturel au Sénégal ; Bernard Wester-camp, président d'une société.

Départements et territoires d'outre-mer

Sont promus officiers : Marie-Thérèse d'Armand de Chateaufort, ancien conseiller général de la Réunion ; Raymond Bagnis, professeur associé à l'université française du Pacifique.

Sont nommés chevaliers : Jean-Marie Fribault, adjoint au maire de Pisé (Polynésie française) ; Joëlle Frugier, née Dalmayrac, présidente d'une association en faveur des handicapés en Nouvelle-Calédonie ; Marie-Huguette Despointes, président d'un groupement coopératif agricole à la Martinique ; Baptiste Poindeppa Kacian, petit chef de la tribu de Titi (Nouvelle-Calédonie) ; Dick Uvialé, ancien sénateur de la Nouvelle-Calédonie.

Jeunesse et sports

Sont promus officiers : Marcel Laborde, vice-président du comité d'un club de sports ; Christian d'Ortola, ancien vice-président de la Fédération française d'escrime.

Sont nommés chevaliers : José Alvarez, président d'honneur d'une union cyclotouriste ; Gérard Blandin, président de la Fédération française de vol libre ; Jean-Claude Champy, inspecteur général de la jeunesse et des sports ; Monique Mirani, née Heulline, ancienne commissaire générale des Guides de France.

Anciens combattants et victimes de guerre

Sont promus officiers : Roger Bocher, vice-président national de la Fédération des amicales de résistants, combattants et évadés de la France combattante ; Hyacinthe Longhi, dit Jean, président de l'Amicale du maquis Camille ; René Bocher, président national de l'Association Rhin et Danube ; Charles Veron, président départementale de l'Association nationale des croix de pierre et de la valeur militaire.

Sont nommés chevaliers : Jean-Baptiste Blasco, membre actif de la société nationale Les médailles militaires ; Jacqueline Bonnard, née Jacquemard, directeur départementale de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre ; Guy Fleury, président d'une union départementale de combattants volontaires de la Résistance ; Odette Galin, née Gaudfroy, présidente départementale de l'Association nationale des croix de guerre et de la valeur militaire ; René Gex, président de l'Amicale des anciens combattants de Lyon et de la région ; Gabriel Gress, président départementale de l'Association des anciens combattants du corps expéditionnaire français en Italie ; Michel Jacquet (Michel), Antoine, Paul, vice-président et trésorier général de la Fédération nationale des anciens combattants résistants hors de France ; Anne-Marie Kinty, née Aubou, combattant volontaire de la Résistance ; René Rabut, vice-président délégué de l'Association nationale des anciens prisonniers internés d'Indochine ; Raoum Seneznib, trésorier général de l'Amicale des déportés de Blochhammer-Auschwitz-III ; Judith Winter, dite Catherine, née Harthin, membre fondateur de l'Amicale de la 39^e brigade Marcel-Langer de Toulouse FTP-MOI.

CONTINGENT DES DÉPORTÉS ET DES INTERNÉS DE LA RÉSISTANCE

Sont promus officiers : Pierre Cathelet, déporté-résistant ; Jules Lhuillier, interné-résistant ; Maurice Thomas de la Pinlière, déporté-résistant.

Sont nommés chevaliers : Serge Antoine, déporté-résistant ; Yvonne Chazotte, née François, déportée-résistante ; Robert Crouzier, interné-résistant ; Raymond Duché, interné-résistant ; Charles Goudry, interné-résistant ; Henri Jardy, interné-résistant ; Pierre Mété, déporté-résistant ; Elie Tangry (Elie), interné-résistant.

AU CARNET DU MONDE

Anniversaires de naissance

Le 23 avril 1995,

Grand-père

aura quatre-vingts ans, son rêve : un autre président de gauche. Réalisable ?

Denise, Monique, Bernard, Michel, Dominique, Vincent, Thomas, Lié, Agnès, Martin, Delphine, Lucienne, Benjamin.

Martine,

Vingt-deux ans pour toi, Vingt-deux ans pour moi, Quarante-quatre ans pour nous.

Bon anniversaire. Je t'aime.

Claude.

— Joyeux anniversaire.

Sarah,

Jackie, Claude, Mammy et Grossieille, qui t'aiment tant.

Décès

— M^{me} Gérard Alexandre, son épouse, Carole Alexandre, sa fille, ont la douleur de faire part du décès de

Gérard ALEXANDRE,

survenu le 15 avril 1995, à l'âge de soixante-dix ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 19 avril, au cimetière des Baignolles, Paris-17^e. On se réunira à l'entrée, à 16 h 30.

17, boulevard d'Argenson, 92200 Neuilly-sur-Seine.

— Le conseil de surveillance, Et la direction de BASF France, ont la grande tristesse de faire part du décès de

Pierre-Jean DELABARE, président du directoire de BASF France,

survenu le 13 avril 1995, dans sa soixante-troisième année.

Et, avec le personnel de BASF France, s'associent à la douleur de sa famille.

Une messe sera dite à son intention, le vendredi 21 avril, à 11 heures, en l'église Notre-Dame de l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, Paris-16^e.

Ni fleurs ni couronnes.

— M^{me} Bernard John Durand, son épouse, Etienne, Cécile, Arnaud, Raphaël, David, ses enfants, M. et M^{me} François John Durand, leurs enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Bernard JOHN DURAND,

survenu le dimanche 16 avril 1995.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 19 avril, à 10 heures, en l'église Saint-Vincent de Lacanauville.

Cet avis tient lieu de faire-part.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94

Le Monde ROSSIERES Littéraires

4 numéros par an

STENDHAL PSEUDONYME DU MOI

« Le plus célèbre et le moins lu des écrivains » est, de tous les auteurs du XIX^e siècle, celui qui a le mieux vieilli. De la France à l'Italie, une promenade qui conduit à la découverte d'une époque et d'un romancier.

LES MOTS INTACTS DE LA TRAGÉDIE ANTIQUE

Soixante-dix ans séparent la première représentation de tragédie antique (« Les Perses », 472 avant J.-C.) de la dernière dont nous ayons gardé trace (« Cédipe à Colone », 401 avant J.-C.). Mais leur influence, immense aujourd'hui encore, montre que cette fascination dépasse largement un phénomène de mode.

AVRIL 1995 - 13 F
UNE PUBLICATION DU MONDE
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

— M^{me} Guy Euvette, Petite-sœur Anne-Marguerite de Jésus, M. et M^{me} Gérard Puy, M. et M^{me} Charles-Henri Euvette, M. et M^{me} André Euvette, M. et M^{me} Christian Euvette, M. et M^{me} Bertrand Euvette, M. et M^{me} Hubert Euvette, M. et M^{me} Benoît Delcourt, M^{me} Brigitte Euvette-Brossier, M. et M^{me} Michel Euvette, M. et M^{me} Vincent Euvette, ses enfants.

Ses quarante-deux petits-enfants, Ses trente-deux arrière-petits-enfants, M^{me} Jacques Malgrange, M^{me} Maurice Euvette, M. et M^{me} Michel Euvette, ses belles-sœurs et beau-frère, Les familles Euvette et de Bodinat, Ses neveux, parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Louis EUVERTE, née Marguerite de Bodinat,

survenu le 16 avril 1995, dans sa quatre-vingt-dixième année, au cours de la nuit pascal, munie des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 19 avril, à 11 heures, en l'église Notre-Dame-de-Sabé-sur-Sarthe.

Cet avis tient lieu de faire part.

— La Basse, 72300 Sabé-sur-Sarthe.

— Valia et Jacques Guiteonnet et leurs enfants, M^{me} veuve Alain Durand, Frédéric Durand, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marie-Louise LAZOU, veuve René Leherpeux,

leur mère, grand-mère, belle-mère et parente,

survenu le 7 avril 1995, dans sa soixante-seizième année, à Montrouge.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le mercredi 12 avril.

Elle a rejoint son fils,

Alain,

décédé au Japon, le 23 février 1995, et son mari,

René,

mort le 3 mai 1945, dans la tragédie de la baie de Lobok.

25, place Jules-Ferry, 92120 Montrouge.

— M. Jacques Friedmann, président de l'UAP, M. Didier Pfeiffer, vice-président-directeur général de l'UAP, Et tous les collaborateurs du groupe, ont la douleur de faire part du décès de

M. René de LESTRADE, président honoraire de l'UAP,

survenu dans sa quatre-vingt-dixième année, le 8 avril 1995.

L'inhumation a eu lieu dans la stricte intimité.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous en tenir compte sur leur numéro de référence.

— M. et M^{me} Yves Moricot, M^{me} Thérèse Morin, ses enfants, Elisabeth et François-Henri, Pierre-Yves, ses petits-enfants, Julien, son arrière-petit-fils, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Jeanne MORIN,

survenue le 14 avril 1995, dans sa quatre-vingt-dixième année, munie des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

177, rue de Lompey, 75015 Paris.

— Son épouse,

Son fils,

Et sa famille,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Karl-Heinz NETTERSHEIM,

ancien ingénieur au Laboratoire de recherches balistiques et aérodynamiques - LRBA - de Vernon,

créateur de la société Haar-Franco,

survenue le 3 avril 1995, dans sa soixante-seizième année.

L'inhumation a eu lieu à Sainte-Marguerite le 5 avril.

Vasadrival, 76119 Sainte-Marguerite-sur-Mer.

— Toia Pigement,

son épouse,

Claude Pigement,

son fils,

ont la douleur de faire part du décès de

Manfred PIGEMENT,

médecin ORL,

survenu le 10 avril 1995, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques ont été célébrées le 14 avril, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

194, bd Pénier, 75017 Paris.

5, av. des Chasseurs, 75017 Paris.

— Paris, Genève, Lausanne, Malakoff, Senez.

Nous avons la douleur de faire part du décès de

Nicolas PLESSZ,

dans sa soixante-huitième année.

De la part de Son épouse, Ses enfants, Ses petits-enfants.

Les obsèques ont eu lieu le 6 avril 1995, au cimetière de Senez (Hautes-Pyrénées).

— M^{me} Pierre Poinignon,

sa mère,

M. et M^{me} Philippe Mazingue-Desailly,

ses neveux et nièces,

M^{me} Edmond Mazié,

sa grand-mère,

M. et M^{me} Maurice Poinignon,

leurs enfants et petits-enfants,

Ses oncles et tantes,

Cousins et cousines,

ont la douleur de vous faire part du décès brutal de

Jean-Marc POINIGNON,

ancien élève

de l'Ecole polytechnique (1975),

directeur de la division

avions militaires de Sextant-Avionique,

survenu à Bordeaux le 12 avril 1995.

La cérémonie religieuse a été célébrée en l'église Saint-Pierre de Bordeaux, le 18 avril.

L'inhumation au cimetière du Père-Lachaise, à Paris, aura lieu ultérieurement dans l'intimité familiale.

A cette occasion, ses proches rappellent le souvenir de son frère,

François POINIGNON,

décédé le 10 mai 1985, et de son père,

Pierre POINIGNON,

décédé le 30 novembre 1988.

62, rue Madame, 75006 Paris.

— Les Associations familiales protestantes, dont elle était coprésidente,

Et l'Union des familles musulmanes de France, dont elle était marraine d'honneur,

remercient Dieu de leur avoir donné pour précieuse amie

France QUÉRÉ,

(Le Monde du 18 avril.)

— Sa famille fait part du décès de

Jean TAVLITZKI, ancien professeur à l'université de Paris-VII,

survenu le 13 avril 1995, dans sa soixante-quinzième année.

L'inhumation aura lieu, ce jour, dans l'intimité, à Avize (Marne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, square Vermeuse, 75005 Paris.

— M^{me} Pierre Vigreux, née Le Normand, Le docteur et M^{me} Bernard Pétel,

Le docteur et M^{me} Jacques Vigreux, M^{me} Nicole Vigreux,

Le docteur et M^{me} Philippe Vigreux, ses enfants,

M. et M^{me} Marc Grobier, M^{me} Séverine Pétel,

M. Sébastien Vigreux, M. Lolo Pétel,

M^{me} Anne-Laure Vigreux, M. Benjamin Vigreux,

ses petits-enfants, Charlotte et Stanislas,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre Benjamin VIGREUX, chevalier dans l'ordre de la Légion d'honneur,

officier dans l'ordre national du Mérite, commandeur dans l'ordre des Palmes académiques,

professeur émérite à l'université des sciences sociales de Toulouse,

survenu le 15 avril 1995, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu, le lundi 17 avril, à Toulouse.

6, place Wilson, 31000 Toulouse.

— Sao Paulo, Paris.

M. Georges Worms, ses enfants et petits-enfants,

M^{me} Jacques-Bernard Herzog, ses enfants et petits-enfants

ont la douleur de faire part du décès de

Jean WORMS, Croix de guerre 1939-1945, FFL - 2^e DB - engagé volontaire,

survenu le vendredi 14 avril 1995, à Sao Paulo, Brésil, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

7, rue de l'Yvette, 75016 Paris.

Remerciements

— M^{me} Christian Pineau, très touchée par les nombreuses marques d'amitié et de sympathie que vous lui avez témoignées lors de la disparition de son époux,

M. Christian PINEAU,

remercie de tout cœur les personnes s'étant associées à sa peine.

— Il y a un an,

Susan PATTON

rejoignait ses amis, les oiseaux.

Ceux qui sur terre l'ont connue et aimée guèreront avec moi le retour des Hirondelles.

Jacques Nassif.

Communications diverses

— Droits de l'homme (cours par correspondance). Renseignements au CED, 5, rue de l'Arc-de-Triomphe, 75017 Paris. Tél. : (1) 53-81-87-20.

Anniversaires

Clara.

Il y a un an, Fabienne, Henri, Mathias, Clémence, Inès.

Clara.

Nous t'avons aimée et t'aimerons toujours. Le 18 avril 1995, un an se défile.

Tes amis qui pensent à toi : Anna, Cécile, Clémence, Coralie, Elodie, Fabrice, Fanny, Frédéric, Guillaume, Jeanne, Jenny, Jérôme, Julien, Laure, Léa, Loïc, Marie, Nicolas, Sabrina, Zoé et les autres.

— Pour

Clara WEBER.

Parce qu'on t'aime, parce qu'elle nous manque. Nous, qui avons été ses proches.

Clara.

Un an déjà... Fabienne et Henri, Mathias, Clémence et Inès. Nous pensons très fort à vous.

Cinquanté.

— Il y a cinq ans, le 18 avril 1990, le

docteur SIVOUCHÉ SABA, psychiatre,

quittait ceux qui l'aimaient.

— Le 18 avril 1989.

Charles SOUSSAN

nous quittait.

HORIZONS

PORTRAIT

Dominique Voynet, grandeur nature

La candidate écologiste rêve secrètement de jouer un rôle dans la refondation d'une gauche authentique. En attendant, elle tente d'entretenir la petite flamme vacillante des Verts



hommage à Marcel Aymé.

NATURE. Elle est nature, et cela en embarrasse plus d'un. D'une nature plutôt furibarde, quand, le jeudi 16 mars, à 16 heures, elle doit présenter sa petite-forme présidentielle à la presse, dans une brasserie à l'encre de L'Européen qui a surtout l'avantage d'être située en face de la gare de Lyon, à Paris, où elle déboule, chaque semaine, plus souvent qu'elle le voudrait. Furibarde donc, parce qu'elle arrive, une fois de plus, au dernier moment, sans pouvoir souffler, furibarde parce qu'on la guette, parce qu'elle sait déjà, elle, intuitivement, qu'elle ne sera pas bonne.

Selon ses conseillers, elle doit « faire vingt minutes », pas plus, pour exposer un programme de trente pages, qui ne propose rien de moins que « transformer notre société ». Déjà, l'attente, benoîte, de son directeur de campagne, Dominique Plancke, et de « Coco », le fidèle Yves Cochet, conseiller municipal de Rennes, se reflète dans la glace. Déjà, la caméra de LCI enregistre tout, et Dominique Voynet imagine, sans doute, à ce moment, que son propos est retransmis en direct, comme pour « les grands », aussi longtemps qu'il le faudra. « En 1981, beaucoup de Français pensaient pouvoir changer la vie, dit-elle. Quatorze ans plus tard, c'est toujours notre objectif : il suffit de marier l'écologie, la démocratie et la justice sociale. » Tout est dit. Mais, après ce cri venu de loin, suit un long plaidoyer où s'entrechoquent les thèmes du « développement soutenable », du « ferroutage », du « partage du travail » et des « commissions femmes » à mettre en place dans chaque branche professionnelle. Le tout dure près d'une heure, au grand dam de « Coco » et de Plancke, le secrétaire national des Verts, qui maugrée comme toujours : « Elle s'est encore adressée à des bac plus cinq. » Sur sa feuille, Dominique Voynet a juste remplacé les mots d'« exploitants agricoles » par celui de « paysans », naturellement.

Lors de sa campagne pour les élections législatives de 1993, dans la trisième circonscription du Jura, Dominique Voynet a réappris à dire les mots justes : « paysan », par exemple, c'est beaucoup plus chargé de sens qu'« agriculteur » ; de même un « bûcheron », surtout dans les forêts du Jura, a de tout autres racines qu'un « agent forestier ». Alors, lorsqu'elle-même reconnaît pratiquer la langue de bois des politiques, elle régitime : « Tu parles, ce programme, je l'ai découvert dans le train, entre Dole et Paris ! » Ce n'est pas vrai, mais c'est sa manière de s'excuser.

UN autre jour, nature, elle arrive de bonne heure au siège quasiment désert des Verts, près de la place de la République, à Paris. Elle n'aurait pas qu'on la rapporte, mais force est de constater que ce jour-là, le 3 février, la candidate écologiste, suivie, saute à genoux sur le bureau de son attachée de presse. « Alors ? Elle est prête, ma fiche sur Bolidur ? Parce qu'il a parlé, hier soir, à la télé, pendant que je faisais un meeting à Cergy-Pontoise... Qu'est-ce que je réponds, moi, si un journaliste à la con m'interroge ? Tu n'as plus délégué du personnel, au moins, Sabine ? Bon alors, je t'engage comme je veux ! » Et cela dit sans méchanceté, pour faire rire tout le monde, relever les défaillances de l'organisation et masquer la fatigue.

Un instant plus tard, dans un café de l'avenue Parmentier, la même s'ajandonne : « J'aime ça, finalement, serrer des mains et sourire. Les gens sont gentils avec moi. Ça m'arrive que ce soient les mêmes qui votent Le Pen, Villiers ou Balladur. » Modeste, elle admet qu'elle a refusé « un dialogue avec Bourdieu, à Nanterre ». « Je ne me suis pas sentie de taille », dit-elle. Puis, carrément pimbèche, elle accuse les « trois évêques » qui président aux destinées des squatters de la rue du Dragon, Mgr Jacques Gallot, Albert Jacquard et Léon Schwartzberg. « Ils savent faire, dit-elle, avec les médias. Tu me diras que moi aussi... Mais moi, je suis candidate. Non, sérieusement, ça choque qu'on parle à la place d'un exclu. On ne voit jamais un SDF à la télé ! » Complètement ambiguë, elle rapporte enfin, en

confiance, cette histoire selon laquelle le maire de Dole, Gilbert Barbier, député UDF, lui aurait fait récemment des offres de service, pour tenter de l'amadouer. « Ne vous fatiguez pas. Il n'y a qu'une place qui m'intéresse sur votre liste, monsieur le maire, c'est la vôtre ! », aurait alors répondu la Jeanne d'Arc de l'ère des shampooings colorants.

Trop brune ou trop blonde - ou peut-être trop fragile, tout simplement - Dominique Voynet ne sait, curieusement, jamais comment faire pour bien faire. L'un de ses « ennemis intimes », Michel Moreau, enseignant à la retraite, et conseiller général du canton de Champagnole, élu en 1994 contre le président (RPR) sortant du conseil général du Jura, dit d'elle, assez justement : « C'est une bonne élève. Elle a quelque chose, en elle, d'extrêmement scolaire. Elle me donne l'impression de vouloir toujours passer ses examens avec brio : biologie, médecine, écologie, politique, à chaque fois c'est pareil. »

Nature, M^{me} Voynet ne dit guère autre chose lorsqu'elle rapporte sa rage de nager dans son enfance : « Rien qu'à l'idée de n'être jamais que la seconde, je m'y suis vraiment

mise. Deux ans plus tard, j'étais championne de Franche-Comté. » « Oh ! qu'elle ne fasse pas la maline, corrige la mère de Dominique Voynet. Il lui a fallu des mois avant de passer sous la barre de 1 minute 20 secondes au 100 mètres. Tandis que ses sœurs, elles, ont été championnes de France. »

Chez les Voynet, on est de gauche. La mère, institutrice, puis directrice d'école primaire dans un quartier dit « difficile » de Besançon, milite à la CFDT. Le père, socialiste, est maire, un temps, du petit village de Denney, non loin de Besfort. C'est lui, Jean, le père-maître, qui pousse régulièrement toute la maisonnette au bord de la piscine. L'année des cinq enfants Voynet, Dominique, n'est pas la plus douée, à ce qu'on rapporte, dans cet exercice. Mais, précise M^{me} Voynet, « c'était une fillette très agréable, gentille, pleine de curiosité, un peu personnelle peut-être, et toujours très indignée par les injustices, y compris celles que son père ou moi pouvions commettre à l'égard de nos frères et sœurs ». A l'âge de douze ans, « la Voynet » se rebelle ainsi, à bon droit, contre la

condamnation à mort, le 28 décembre 1970, de six militants basques dans l'Espagne de Franco, lors du procès de Burgos. Un professeur l'engage peu après dans un « club tiers-monde », pour lequel la jeune Dominique se dépense sans compter, en vendant des petits pains à chaque récréation. Survient, enfin, un frère mariste, renvoyé à l'Association béfonnaire de protection de la nature, qui, encore aujourd'hui, entretient discrètement une correspondance avec M^{me} Voynet.

Inutile, dès lors, de chercher à retenir la jeune rebelle. Enfant, elle voulait soigner la misère du monde ? Elle fait ses études de médecine. Jusqu'à devenir anesthésiste. Entend-elle parler de l'installation éventuelle de missiles nucléaires, de projets de centrales sur les bords du Rhin ou de stations de sports d'hiver sur le ballon d'Alsace ? Elle n'ose plus trop le rappeler aujourd'hui, mais, à dix-neuf ans, « enceinte jusqu'au cou », elle va jeter sa colère, en forme de gros pétard, contre des murs de béton jugés illégitimes. « On ne l'a appris que plus tard », confesse

Monique Voynet, la mère de Dominique. Infirmière de nuit, pour payer ses études, elle milite aussi au Planning familial. En 1981, elle participe à la campagne présidentielle de Brice Lalonde. En 1984, elle fait partie du petit groupe qui fonde les Verts. En 1989, la voici élue conseillère municipale de Dole et appelée à Strasbourg comme secrétaire générale du groupe des Verts au Parlement européen. « Nous avons de bonnes relations », concède M. Barbier, maire de Dole et ancien chirurgien à l'hôpital Louis-Pasteur de la ville. « J'ai travaillé avec elle un an et demi environ. Je me souviens que nous avons été appelés tous les deux, en urgence, lors de la première réunion du conseil municipal. C'est une jeune femme qui n'est pas laide, ce qui lui vaut la faveur des médias. Mais nous, on la voit plus souvent à la télévision qu'à l'hôtel de ville. »

Le maire, socialiste, d'une commune de la périphérie de Dole, André Vauchez, en veut aussi, à sa façon, à « cette fille qui est dans notre famille, à gauche ». Le maire de Tavaux, qui avait fait campagne au second tour des élections légis-

latives de 1993 pour M^{me} Voynet alors que celle-ci venait d'éliminer le député socialiste sortant, reproche surtout au porte-parole des Verts de laisser « orphelins » les élus socialistes du Jura pour les grands dossiers d'environnement : « On a besoin de ses compétences. »

MAIS, depuis 1992, Dominique Voynet ne s'appartient plus. Le 12 janvier de cette année-là, après plusieurs tours de scrutin défavorables au sein du conseil national inter-régional (CNIR) des Verts, elle est élue porte-parole du mouvement. Minoritaire, elle a dû faire jouer la fibre féministe des délégués du CNIR pour passer ce cap. Elle ne fait plus, dès lors, mystère de ses ambitions : le moment venu, elle sera candidate à la candidature face à Antoine Waechter pour la prochaine présidentielle - 1995, ce sera bien le tour d'une femme, non ?

Jusque là « groupie » d'Yves Cochet, le principal représentant - pour simplifier - de la gauche du mouvement, Dominique Voynet s'emploie depuis plusieurs mois à

fédérer une sorte de rassemblement trans-courants, qui deviendra, plus tard, le courant des « Verts au pluriel », son courant, avec Cochet dans le rôle du fidèle second. L'économiste Alain Lipietz, l'ancien député européen Gérard Onesta, le journaliste Jean-Luc Bennahmias, Alain Rist, aujourd'hui président du groupe des Verts au conseil régional d'Ile-de-France, Christian Bret, chargé de mission au cabinet de Marie-Christine Blandin, présidente du conseil régional de Nord-Pas-de-Calais, Guy Hascoët, vice-président de ce même conseil, d'autres encore se mettent à travailler avec elle, pour elle. Ils ont la particularité de provenir, pour l'essentiel, de l'extrême gauche, et tous savent militer.

Entre-temps, les médias audiovisuels ont découvert un autre visage de l'écologie. Les débus du mitterrandisme gonflent la vague écologiste aux élections régionales de 1992. Dominique Voynet va peu à peu supplanter Brice Lalonde, le président de Génération Ecologie, et son rival des Verts, M. Waechter,

qui devient minoritaire lors de l'assemblée générale de Lille, en novembre 1993. « C'est Calamity Jane ! », peste M. Lalonde.

Après l'échec des Verts aux élections européennes de 1994, dont elle sort indemne - pour cause de maternité - le terrain est dégagé. Des liens ont été tissés, presque clandestinement, avec la Ligue communiste révolutionnaire, plus ouvertement avec l'Alternative rouge et verte (AREV), des groupes dissidents de Génération Ecologie et du Parti communiste français. Elle est devenue incontournable. L'ancien ministre communiste Charles Fiterman, paternel, se plait à célébrer « le mariage de l'écologie et du socialisme ». A quatre-vingt-onze ans, René Dumont remonte sur les tribunes pour soutenir son héritière. « C'est la suite de l'élection présidentielle de 1974, se réjouit-il. Moi, j'ai toujours été contre le ni-ni. L'écologie suppose la domination de l'économie. » De vieux militants, comme Jacques Kergoat, rédacteur en chef de *Poësis-La Revue*, s'impatiente parfois : « Elle est complètement de gauche, et c'est un peu dommage qu'elle ne soit pas arrivée à le dire plus nettement à sa manière. » C'est vrai, la campagne patine : l'addition du rouge et du vert ne paraît pas donner les résultats qu'elle voudrait. Car elle aussi s'impatiente. « Les grands candidats sont ceux qui portent au débat des idées neuves », s'empourte-t-elle, lorsqu'on la renvoie au tout petit score que lui prêtent les sondages. Puis, soudain songeuse, elle laisse apparaître son désir secret : « Je rêve d'assises de la refondation de toute la vraie gauche. Mais il faudrait pouvoir bousculer un peu les Verts. »

Jean-Louis Saux

DEBATS

Génération Voynet
Pour ou contre les robots ?
Spéculation immobilière
Capituler sans lâcher
L'évolution des genres
Le mystère Albert Einstein

1995

Continentale
question

La France ne fabrique plus d'espoir par Theodore Zeldin

QUE NOUS DIT le nouveau film de Bertrand Tavernier, *L'Appât*, sur les candidats à l'élection présidentielle ? Bien sûr, ils n'y sont pas mentionnés. Mais le film résume le problème le plus important dont ils sont tous en train de débattre. Il dépeint brillamment un trio de jeunes sans avenir, qui ne s'intéressent pas vraiment à ce que les autres pensent ou ressentent, et dont l'imagination est si bornée qu'ils ne s'aperçoivent pas qu'ils sont en train de gâcher leur vie. La question se pose alors : les Français souhaitent-ils sincèrement soigner leur fatalisme et leur pessimisme, comme les candidats à la présidentielle offrent de le faire ?



VOU DE LONDRES

Et s'ils le souhaitent vraiment, comment vont-ils surmonter leur scepticisme face aux remèdes proposés ? M. Chirac insiste sur l'idée qu'un « *Etat fort* » pourrait les transformer, parce qu'ils « *veulent sentir une volonté au sommet* ». M. Balladur promet le retour de l'espoir par petites doses, au moyen de petites réformes réussies pas à pas. Selon M. Jospin, d'importants travaux publics devraient créer les nouveaux emplois nécessaires pour éliminer le sentiment général d'impuissance. Mais, dans le même temps, tous reconnaissent que voter pour eux ne suffira pas. M. Chirac concède que, même si le pays entier se ralliait derrière lui, il faudrait toujours « *faire table rase des vieux réflexes* ». La France est en quête d'une nouvelle

imagination autant que d'un nouveau président.

Pourquoi alors virtuellement rien n'a été dit, lors de cette campagne, sur le rôle de la littérature et des arts dans le remodelage de l'imagination ? C'est qu'aujourd'hui trop d'artistes paraissent aussi frustrés que le sont les hommes politiques.

La récente célébration du centenaire du cinéma, par exemple, donna lieu à un concert de gémissements. « *Un réalisateur ne peut parler que de lui-même* », disait l'un. « *Je ne suis pas synchronisé avec mon époque* », disait un autre. « *Nous devons seulement poser des questions, et c'est aux hommes politiques de trouver les réponses* », déclarait un troisième dépourvu de toute foi dans les politiques.

Le cinéma semble hanté par les anti-héros sans but, aux existences vides, pour qui l'optimisme paraît ridiculement naïf. Néanmoins, Bertrand Tavernier n'est manifestement pas désespéré, même s'il est obsédé par la peur que de plus en plus de familles voient leurs enfants se changer face au chômage en habitants hallucinés d'un monde fantasmagique d'argent, de crime et de drogue. Il croit possible de faire entendre ce qu'il a à dire. Que les gens voient son film, qu'ils soient touchés mais qu'ils retournent inchangés à leurs occupations ne le satisfait pas. Ils voudraient qu'ils fassent quelque chose. Mais quoi ? Il ne peut pas atteindre

son but simplement en choquant son public. Comment peut-il exprimer ses idéaux sans être didactique ? L'exploration des possibilités de la vie en est à ses débuts, et il en va de même pour celles du cinéma.

Comment les artistes peuvent-ils donner des ailes à l'imagination sans répéter les erreurs de leurs prédécesseurs ? La France, traditionnellement l'un des plus grands fabricants d'espoir du monde, est dans une impasse. Au XVIII^e et au XIX^e siècle, elle a perfectionné l'art d'utiliser la critique et d'ériger pour ouvrir de nouveaux horizons de liberté, pour faire tomber les gouvernements et miner la crédibilité des oppresseurs. Cela donnait un sentiment de dignité même aux gens qui avaient que leur vie était un échec. Mais on ne peut aller plus loin sur ce chemin : la critique, victime d'elle-même, est devenue dénigrement de soi. Et, depuis 1968, la France ne peut plus forger des utopies comme avant. Les enthousiasmes chauvinistes ne l'attirent pas vraiment non plus, car elle a appris qu'ils la laissent presque chaque fois plus divisée que jamais, parfois même au bord de la guerre civile.

Est-ce que la nouvelle société dont parlent les candidats serait une aspiration à un nouveau type de héros ? Les gens ne peuvent plus croire aux héros, ceux-ci ont été démasqués trop souvent. Une carrière réussie ne suffit plus à faire de quelqu'un un héros, parce que la vie privée est de nos jours aussi estimée que le succès public. Le conquérant n'est plus un héros, parce que dominer les autres

n'est plus admirable. L'introspection n'est plus une aventure héroïque. La quête d'aujourd'hui est plutôt celle des relations, dans lesquelles les gens découvrent la richesse de leur commune humanité et dans lesquelles ils peuvent dépasser leur égoïsme.

Auparavant, le cinéma apprenait à rêver. Lorsqu'il veut dire la vérité, il apprend à avoir des cauchemars. Il a aujourd'hui un rôle beaucoup plus important à jouer. Le cinéma est le lieu où l'on peut découvrir ce que signifie être dans la peau de quelqu'un d'autre. Un réalisateur peut réunir des personnages qui ne se sont jamais rencontrés, et étudier les résultats d'une telle rencontre, et pas seulement ceux prévus par le script. Il peut faire pour les relations humaines ce que les scientifiques les plus en pointe commencent à faire pour un monde physique dont on sait maintenant qu'il est construit d'imprévisibilité, lorsqu'ils créent de nouvelles entités à partir de molécules apparemment incompatibles. La France a le rare avantage d'avoir une industrie du film toujours vivante. Allouer 1 % du budget national à la culture – ce qui avait autrefois distingué des autres nations – semble maintenant tristement inadéquat pour une civilisation dont la survie même dépend de sa capacité à inventer de nouvelles formes d'espoir.

Theodore Zeldin est historien, doyen du Saint Antony's College d'Oxford.

L'écologie a besoin de professionnels

par Brice Lalonde

LE réalisme gagne peu à peu les écologistes. Dans nos sociétés, la défense de l'environnement s'est imposée en un quart de siècle comme un domaine autonome de l'action publique, avec ses concepts, ses lois, ses acteurs. La plupart de ses engagements se traduisent par des succès qui témoignent, non de l'incapacité, mais de l'aptitude des systèmes modernes à corriger les erreurs et les déséquilibres. Toutefois, c'est souvent le plus facile qui a été fait : points noirs à réduire, espèces et sites à protéger relèvent d'une logique de la priorité flagrante et d'un traitement réglementaire classique. Mais, pour ne pas abandonner à la médiocrité écologique l'essentiel du territoire et des activités, ni laisser croître les phénomènes cumulatifs planétaires comme l'effet de serre additionnel, il faut inventer des politiques différentes, à une tout autre échelle.

C'est le concours de tous qui est recherché et l'intégration du souci écologique dans l'ensemble des politiques publiques. Loin de combattre l'économie, l'écologie cherche désormais à utiliser le marché, informer les consommateurs, réformer la fiscalité, orienter les techniques. Cette politique réclame

des réglementations internationales pour agir de concert et pour éviter que les problèmes se concentrent dans les zones de pauvreté.

C'est un travail exigeant, quasi professionnel, à l'opposé de l'improvisation brouillonne ou du laisser-aller complaisant. Il a besoin d'être mené à bien par des réformateurs à la fois forts et sérieux, ou, s'ils ne sont pas forts, du moins protégés par une majorité forte qui accepte leurs idées et les utilise même pour contribuer à son projet.

Si les écologistes avaient fait l'effort de s'entendre, ils seraient plus forts. Mais les extrémistes ont tout fait pour rompre cette entente, au motif que la défense de l'environnement les intéressait moins que la transformation sociale. A les entendre, l'économie, le commerce, les autres partis, sont leurs pires ennemis. Dès lors l'écologie n'est pas seulement faible, elle n'est même pas sérieuse. Dominique Voynet symbolise cette régression. Y aurait-il alors une majorité pour accepter des réformateurs écologistes ? C'est ce que nous verrons entre les deux tours.

Brice Lalonde est président de Génération Ecologie.

La France ne croit plus aux idées par Roger de Weck

LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE de France (BNF) vient d'être inaugurée mais reste vide. Et la campagne électorale m'apparaît comme une bibliothèque sans livres – on en a vite fait le tour. Le visiteur parcourt du regard les rayons béants, rêve des ouvrages qui les garniront un jour, de la fois d'écrits et d'idées dont regorgeront les vastes salles aujourd'hui désertes, alors que résonnent, à travers la grande vacuité, les paroles et petites phrases des bibliothécaires de la nation en mal de clientèle.

Il est vrai que l'élection à la présidence de la République a toujours été affaire de personnes bien plus que d'idées. Mais il fut un temps où, en France, l'un n'allait pas sans l'autre. Tel candidat se dotait d'un programme qui comptait, tandis que tel autre, de par son idée de la France, faisait à lui seul figure de programme.

Or à présent les candidats font figure de candidats et de rien d'autre. Bien sûr, ils ont fait leurs devoirs, avec plus ou moins d'assiduité ; pour le cas où on le leur demanderait, ils ont rédigé les papiers de circonstance, et il se trouve que certaines copies sont présentables. Or la France entière s'en fiche, parce qu'elle n'y croit pas vraiment, parce qu'elle ne s'y fie plus du tout.

Nous avons un pays qui s'interdit de croire alors que jadis ce fut une nation qui – à l'encontre de son cartésianisme – aimait à croire avec la dose de candeur que cela implique et le désabusement que cela engendre à la longue. J'imagine que le roman de Valéry Giscard d'Estaing aura trouvé plus de lecteurs que les proclamations, un brin à l'eau de rose elles aussi, de Lionel Jospin ; mieux vaut être candidat à la non-élection. J'observe ces jours une France qui sait qu'elle aura à élire un nouveau président de la République le 7 mai 1995, un point c'est tout.

Mais non, ce n'est pas tout. Car il y a aussi et encore, tout au moins jusqu'au premier tour de scrutin, le couple issu du divorce, Jacques Chirac et Edouard Balladur. Vu de l'étranger, leur duel digne d'un western-spaghetti à la sauce béarnaise est plus amusant qu'important. Des deux héritiers de Georges Pompidou (qui n'avait jamais su s'entendre avec l'Allemand Willy Brandt et lorgnait vers les insulaires d'outre-Manche), l'un est le plus européen que l'autre ? L'autre est-il encore moins commode que l'un ? Est-ce le choix entre, d'une part, une certaine inconstance en matière de politique européenne, et d'autre part une anglophilie très certaine ? Si

vous n'y voyiez pas le pléonasme, cherchez la différence.

Pour les Français aussi, l'affrontement entre les deux hommes est divertissant, au sens littéral du terme : il diverte de l'essentiel, à savoir du débat sur une très profonde réforme dans la façon d'agir de l'Etat, ce qui implique en France une toute nouvelle façon de penser cet Etat et de concevoir son rôle. Ce



VOU DE ZÜRICH

que les Américains nomment les premiers le *new public management*, ce besoin en Europe aussi de réinventer l'art de gouverner et surtout de renouveler les administrations qui fonctionnent et fonctionnent à l'ancienne dans un monde qui a changé de fond en comble – qui donc (à part Jospin, mi-figue mi-raisin) en parle et se fait entendre durant cette campagne marquée par un combat de sourds, voire d'autistes, entre la droite et la droite ?

Au gré de la haine et de l'amertume, cette lutte personnelle entre deux hommes est la négation du débat d'idées, l'étau du discours concret sur les choses à changer concrètement. Chirac contre Balladur, c'est la formule très française et très pratique qui sert à étaler ce qui pourrait être au centre des préoccupations. La campagne n'aura pas fait avancer la France d'un pas, elle n'aura servi à nulle prise de conscience, elle est le reflet de ce grand « blocage » dont souffrent à l'évidence de plus en plus de Français soucieux de l'essor et du rang de leur nation. Car dans la plupart des pays d'Europe occidentale, et bien que souvent l'Etat y joue un rôle plus effacé qu'en France, l'effort de modernisation de la société et de son service public est sensiblement plus important.

Aussi ai-je des doutes quand tel éditorialiste qualifie les élections présidentielles de « *moment privilégié de la vie démocratique* ». Si les peuples ont les gouvernements qu'ils méritent, il me semble en revanche que les Français auraient mérité une meilleure campagne. Il est vrai que d'ici à l'an 2002, au terme du prochain septennat, les rayons de la nouvelle Bibliothèque nationale de France se seront remplis de livres, avec l'espoir que du coup la prochaine campagne débordera d'idées.

Roger de Weck est, à Zurich, le directeur du « *Tages-Anzeiger* », le premier quotidien suisse. De 1984 à 1988, il a été le correspondant à Paris de l'hebdomadaire allemand « *Die Zeit* ».

Aujourd'hui pour communiquer en réseau

vous avez besoin d'un serveur au

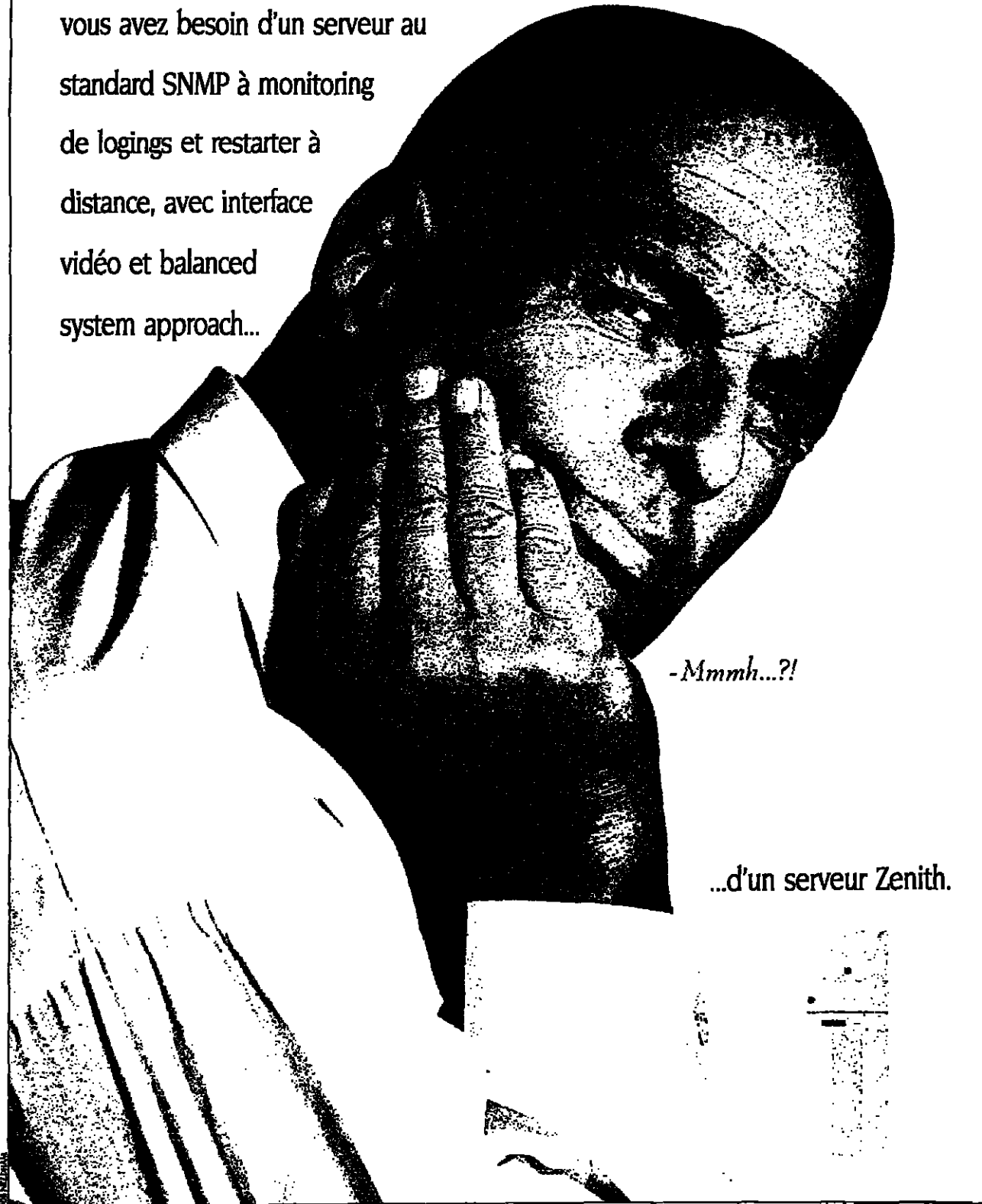
standard SNMP à monitoring

de logings et restarter à

distance, avec interface

vidéo et balanced

system approach...



-Mmmh...?!

...d'un serveur Zenith.



Dans le cadre d'une offre produite conçue pour les réseaux, ZDS propose une gamme complète de serveurs, tous garantis 3 ans sur site, certifiés par les plus grands éditeurs de systèmes d'exploitation, allant du simple



besoin de communication d'un petit groupe de travail, jusqu'aux grands réseaux d'entreprises et aux applications Clients / Serveurs géant plusieurs centaines d'utilisateurs. Pour en savoir plus sur nos serveurs à architecture mono ou multiprocesseur... N° Vert 05 239 239

SUCCESSION Le conseil d'administration d'Alcatel-Alsthom, réuni le 18 avril, devait mettre en place une solution intérimaire pour remplacer Pierre Suard, PDG du groupe

— la chambre d'accusation de la Cour d'appel de Paris ayant confirmé, le 14 avril, l'interdiction d'exercer ses fonctions qui le frappe depuis le 21 mars. ● LE DÉPART DE M. SUARD

marque un changement d'époque dans les relations entre le fournisseur, Alcatel, et son client national, France Telecom, lié aux nouvelles règles du jeu dans le monde des télé-

communications et à la dérégulation. ● MARC VIENOT, PDG de la Société générale, principal actionnaire d'Alcatel, devait prendre la présidence par intérim du groupe,

avec pour mission de trouver un successeur à M. Suard. Proche de ce dernier, M. Vienot, comme le reste du conseil d'administration, n'a pu empêcher cette issue brutale.

Alcatel ou la fin du modèle français dans les télécommunications

Réuni le 18 avril, le conseil d'administration d'Alcatel-Alsthom devait nommer Marc Vienot, PDG de la Société générale, président du groupe pour assurer l'intérim et trouver le successeur de M. Suard à l'extérieur

L'AFFAIRE ALCATEL et, plus précisément le dossier dit des surfacturations à France Telecom, sont-ils finalement autre chose que l'histoire d'un changement d'époque, de pratiques, dont les conséquences n'ont pas été tirées par ses principaux acteurs ? Érigé en champion national dans des secteurs jugés stratégiques grâce à une politique extrêmement volontariste des pouvoirs publics, Alcatel-Alsthom est sans doute l'une des plus belles réussites de ce « colbertisme high tech » dont l'économiste Elie Cohen a analysé les caractéristiques.

Transferts de technologie, soutien de commandes publiques relevant de grands programmes d'Etat... Qu'il s'agisse au milieu des années 70 de rattraper le retard français en matière d'équipements de télécommunications ou de moderniser les chemins de fer grâce aux trains à grande vitesse, le groupe s'est construit, jusqu'au milieu des années 80 dans une dépendance extrême et assumée. Ce fut le premier âge d'Alcatel-Alsthom. La CGE d'alors et plus particulièrement ses filiales Alcatel et Alsthom dans l'énergie puis le ferroviaire, sont des instruments de reconquête nationale. Elles bénéficiaient d'un soutien actif. En

contrepartie, elles doivent se mobiliser au profit d'objectifs en partie décidés ailleurs. Ce qui n'exclut pas certains conflits lorsque la CGE tente de faire jouer sa marge — plutôt mince — d'autonomie. L'histoire du téléphone est, à ce titre, particulièrement édifiante. Au début des années soixante dix, la France accuse un retard séculaire. Elle se classe au seizième rang mondial en termes de densité téléphonique. Le centre de recherche des PTT, le Centre national d'études des télécommunications (CNET), qui cherche à promouvoir une technologie française dans la commutation, c'est à dire dans les centraux téléphoniques, s'appuie sur la société CIT, filiale de la CGE, devenue par la suite CIT-Alcatel puis Alcatel-CIT.

UN FAÇONNIER A l'époque, LMT et CGCT, deux filiales d'ITT, présent en France depuis les années vingt et dont les brevets ont été « francisés », fournissent un peu plus de 40 % du marché hexagonal de la commutation publique. L'objectif du CNET est de permettre à la CIT de récupérer les parts de marché d'ITT. La filiale de la CGE n'est guère plus qu'un façonnier, un arsenal privé, qui hérite des pre-

mières centraux totalement électroniques (centraux temporels ou numériques).

Au milieu des années 70, un plan de rattrapage téléphonique extrêmement ambitieux est mis en place. En sept ans, 100 milliards de francs vont être investis. A l'échéance de ce plan d'équipement prioritaire — sans équivalent à l'exception du nucléaire — le nombre de lignes installées aura quintuplé, franchissant le cap des 20 millions. La Direction générale des Télécommunications, en est le maître d'œuvre. Elle préfinance les industriels grâce aux capitaux qu'elle est autorisée à lever sur les marchés. Elle récupère, sous la houlette de Gérard Théry, son directeur, la politique d'achats publics jusqu'alors entre les mains du CNET. La DGT, pour dynamiser l'industrie nationale qu'elle juge trop poussive, va d'abord susciter un retour de Thomson dans les télécoms — en pressant très fortement ITT et Ericsson à lui céder ses filiales françaises — qui vise directement la CIT. Par ailleurs, elle commence par faire le choix de la technologie spatiale (centraux analogiques ou semi-électroniques) tout en continuant à soutenir les travaux du CNET et de la CIT sur le numérique autour des fameux centraux E10.



A partir de 1977, néanmoins, la DGT n'hésite plus. Le tournant du numérique est pris. CIT-Alcatel qui a bénéficié de cette technologie à coût nul, grâce aux marchés d'études du CNET voit ses débouchés assurés par les commandes publiques et, tirant parti de

l'énorme effet d'entraînement suscité par le plan d'équipement, se hisse progressivement au rang de champion national.

CIT-Alcatel et sa maison-mère la CGE vont chercher à s'abstraire de la tutelle pesante de la DGT. La fusion avec les activités télécommunications de Thomson, négociée dans le plus grand secret en 1983 avec l'Élysée et contre l'avis de la Direction générale des télécommunications, est la première grande manifestation de cette volonté nouvelle d'émancipation. Le champion national veut prendre seul son envol. C'est le deuxième âge d'Alcatel.

Fort de ses atouts forgés sur le pré carré national, la CGE va alors tenter de négocier, en position de force, son internationalisation. Le corollaire en sera une émancipation. Une première tentative avorte. C'est l'accord entre la CGE et ATT qui, basé sur un échange de parts de marché, devait permettre à Alcatel de mettre en pied sur le territoire américain. Georges Pébereau, le successeur d'Ambroise Roux à la tête de la CGE, a mis les pouvoirs publics devant le fait accompli. L'accord promu au rang d'affaire d'Etat est finalement bloqué. La CGE récidive quelque temps plus tard en négociant avec ITT. Cette fois, le feu vert est donné. La CGE se hisse aux tous premiers rangs mondiaux en récupérant les activités européennes d'ITT et notamment ses parts de marché importantes en Allemagne, en Belgique ou en Espagne. Le groupe a désormais les moyens de son autonomie.

LA FIN D'UNE ÈRE Les années Suard sont celles de l'indépendance. La CGE, débaptisée après sa privatisation en 1987, devient Alcatel-Alsthom, un groupe coté sur les principales places financières mondiales. Parallèlement, la DGT s'engage dans une transformation radicale. Les règles du jeu changent, sous l'impulsion notamment de l'ouverture des marchés à la concurrence prônée par Bruxelles. Que l'ancienne direction générale des télécommunications, rebaptisée elle aussi — la DGT de-

vient France Télécom en 1988 — perde la tutelle du secteur, qu'elle se consacre à son rôle d'exploitant public, dépositaire certes toujours des intérêts nationaux, mais également doté des siens propres, ne pouvait être sans conséquence sur sa relation avec Alcatel, son principal fournisseur. L'ère du soutien sans faille était finie. Le modèle CNET-DGT-CGE était historiquement daté et correspondait à une logique de rattrapage. Il ne pouvait perdurer en l'état.

Pierre Suard l'a bien compris, lui qui n'a eu de cesse de réclamer une entrée de son groupe dans le capital de France Telecom, à la faveur de la privatisation future de l'opérateur. Certes, il s'agissait pour le groupe industriel de s'intégrer sur les services, dont la croissance est aujourd'hui bien plus importante que celle de l'équipement. Mais il s'agissait aussi de recréer le triptyque d'origine, avec, cette fois, Alcatel-Alsthom (et non plus la DGT, soit France Telecom) au poste de commandement.

Des solidarités peuvent exister entre un opérateur et son fournisseur national. Elles ne peuvent cependant plus être de la même trempe. France Telecom qui a pris son indépendance par rapport à la filière n'a plus d'obligation de soutien. Autonomes l'un par rapport à l'autre, dotés de stratégie propre, l'opérateur et l'industriel peuvent s'épauler. Mais cette convergence, désormais négociée et, non automatique, relève de la « zone de gris ». Alcatel-Alsthom n'a sans doute pas intégré l'ampleur de ce changement et imaginé qu'un jour France Telecom pourrait lui demander des comptes.

Caroline Mommot

Les treize autour de la table du conseil

Treize à table... Pierre Suard empêché par la justice, ils ne devaient être que treize à décider, mardi 18 avril, autour de la table du conseil d'administration, de l'avenir du deuxième groupe industriel français :
- Ambroise Roux, le président d'honneur qui fut, autrefois, le patron incontesté de la Compagnie générale d'électricité avant qu'elle ne donne naissance à Alcatel-Alsthom ;
- René V. Araskog, l'américain qui vendit au groupe sa branche télécommunications ;
- Guy Dejouany, Jacques Friedmann et Marc Vienot, les alliés de Pierre Suard ;
- Jean Peyreleveau, PDG du Crédit lyonnais ;
- Cesare Romiti, administrateur délégué de Fiat ;
- Franck M. Drendel, président de la société américaine General Instruments ;
- René Lamy, ex-gouverneur de la Société générale de Belgique ;
- René Bourdin et Umberto Ferroni, deux anciens d'Alcatel-Alsthom ;
- Jacques Guerenel et Jean Marignoni, enfin, les deux représentants du personnel.

Marc Vienot, le faux désinvolte

Le président de la troisième banque française aime surprendre son monde

AVEC SES CIGARES, son look british, son carnet d'adresses d'inspecteur des finances, le PDG de la Société générale a tous les attributs du banquier de haut vol. Un métier qu'il exerce depuis une vingtaine d'années, et depuis 1986 en tant que patron. Les attributs mais pas le comportement. Moitié Buster Keaton, moitié Valentin le desséché. Du premier, il a hérité le culte du second degré et l'humour à froid. Du second, il a l'allure dégingandée et une faculté à s'affaisser dans son fauteuil, à caler sa joue dans la paume de sa main, à croquer nonchalamment ses jambes interminables. L'image qu'il veut donner est celle d'un dilettante.

« Il n'y a pas plus brave type que moi », lance-t-il sans même essayer de convaincre. Il ne faut pas s'y tromper. Pour Jacques Mayoux, son prédécesseur à la Société générale, Marc Vienot « est le produit de l'école du Trésor de l'après-guerre, très décontracté et sceptique ». Claude Bébear, numéro un de l'Assureur Axa, corrige le portrait en soulignant sa volonté de fer et sa force de caractère.

SUR DE SON FAIT Si le patron de la troisième banque française peut se permettre d'afficher cette désinvolte, c'est qu'il est aujourd'hui sûr de son fait. A soixante-six ans, M. Vienot est arrivé au sommet de sa carrière pour presider un établissement en très bon état de marche, sans apparemment être donné beaucoup de mal. L'homme qui considère qu'il est « tout de même plus rigolo de de-



MARC VIENOT

venir le numéro un » n'a jamais été un ambitieux d'un genre classique.

Sa carrière en demi-teinte n'a rien du parcours météorique de ses coreligionnaires de l'inspection des finances. Il se retrouve en juillet 1988 à la direction du Trésor. Installé dans le saint des saints de la haute administration, il flâne. Quand d'autres s'arrachent des places dans les conseils des grandes entreprises publiques, le voici à l'OCDE ou administrateur des chemins de fer franco-éthiopiens de Djibouti à Addis-Abeba.

Considérant qu'il est « plus agréable d'être un jeune brillant haut fonctionnaire qu'un vieux brillant haut fonctionnaire », Marc Vienot parvient à escalader les échelons de la Rue de Rivoli.

En 1970, quand le ministre de l'économie Valéry Giscard d'Es-

taing le prive de la direction du Trésor, il prend soin de lui offrir un joli lot de consolation : Marc Vienot devient conseiller financier à Washington et administrateur du Fonds monétaire international avec le titre de ministre plénipotentiaire. Un poste taillé sur mesure. « Il est allé jouer au tennis avec les types du FMI pendant trois ans ; mine de rien, c'est très formateur », explique l'un de ses proches.

A Washington, Marc Vienot se bâtit un carnet d'adresses en or. Paul Volcker, l'ancien patron de la Réserve fédérale, avec qui il pèche à la mouche, John Reed (Citicorp), David Rockefeller, Jack Hennessy (CS First Boston), Lewis Preston et Robert McNamara (Banque mondiale) deviennent des copains. Ils sont aussi les maîtres de l'Amérique et de la finance mondiale. Encore aujourd'hui, Marc Vienot est l'un des seuls patrons français connus de l'establishment anglo-saxon.

En 1973, Maurice Lauré, sur les bons conseils de Giscard, en fait le responsable des activités de la Société générale à l'étranger. Il apparaît vite comme son dauphin mais va devoir déchanter. Le 11 février 1982, Jacques Mayoux est bombardé à la présidence. L'heure de M. Vienot n'arrivera qu'en 1986, lorsque M. Mayoux sera prié de faire ses valises par le gouvernement de Jacques Chirac. C'est à l'occasion du raid lancé à l'automne 1988 par Georges Pébereau, patron de Marceau Investissement, contre sa banque que Marc Vienot montre la vraie mesure de son talent. Organisation quasi militaire, mobilisation des troupes, habileté hors norme dans le maniement de l'« intox » : le président un peu passe-muraille de la Générale surprend son monde. Pour défendre sa maison, Marc Vienot le dilettante est devenu un killer.

Babette Stern

Des soutiens mutuels tissés de longue date

Le conseil d'administration d'Alcatel-Alsthom, ancienne Compagnie générale d'électricité, aime les tandems. Ambroise Roux, du temps de sa présidence, a pu compter sur l'appui de Guy Dejouany, le patron de la Générale des eaux. Un soutien mutuel puisque Ambroise Roux organisera la défense de la compagnie d'eau lors de la tentative ROPA lancée par Saint-Gobain.

Pierre Suard et Marc Vienot ont fonctionné à l'identique. Le raid sur la Société générale lancé en 1988 par Georges Pébereau, ancien PDG de la CGE, devenu patron de Marceau Investissements, a été l'occasion pour MM. Suard et Vienot de consolider leurs liens. Convaincu que derrière la Société générale on cherchait à atteindre Alcatel, Pierre Suard a activement participé à la défense de la banque ainsi attaquée. Le patron d'Alcatel-Alsthom, qui siège par ailleurs au conseil d'administration de la Société générale, retrouve Marc Vienot à celui de la Générale des eaux.

La semaine sera une nouvelle fois marquée par des grèves dans les transports aériens et à la RATP

LES USAGERS des transports devaient connaître une nouvelle semaine de grèves. Les syndicats de la RATP appellent à des arrêts de travail de deux heures en fin de service le mercredi 19, jeudi 20 et vendredi 21 avril. Les perturbations devraient être circonscrites entre 5 heures 30 et 7 heures 30 le matin et entre 16 heures 30 et 20 heures le soir, pour les métro, les bus et les RER A et B. Les organisations syndicales (à l'exception de la CGC et de FO) réclament l'ouverture de négociations sa-

lariales et des effectifs supplémentaires. Ce mouvement fait suite aux grèves du 30 mars et du 13 avril.

En ce qui concerne le transport aérien, Air Inter devrait connaître sa cinquième semaine de grèves consécutives. Des préavis sont déposés pour les 20 et 21 avril contre un projet d'entreprise prévoyant une amélioration de la productivité de 10 % sur deux ans. Des négociations devaient se poursuivre, mardi 18 avril, laissant toutefois peu d'espoir de levée des préavis d'arrêt de travail. Au

moins de mars, les grèves ont coûté à la compagnie de l'ordre de 100 millions de francs pour environ 200 000 passagers en moins et des recours importants aux affrètements. Les syndicats réclament notamment que l'entreprise ne touche pas aux statuts des personnels, particulièrement les hôtesse et stewards, dont la convention arrive à échéance à la fin de l'année.

Les syndicats CFDT, CFTC, CGT, FO de la société des autoroutes Estère, Côte d'Azur, Provence Alpes (ES-

COTA), qui s'élèvent contre « la dégradation régulière des conditions de travail » et « les simulacres de négociations de ces derniers mois », ont déposé un préavis de grève pour les vendredi 21, samedi 22 et dimanche 23 avril.

Ce mouvement se traduira durant trois jours, pour les agents aux péages, par des arrêts de travail par postes. « de 8 heures 05 à 9 heures, de 18 heures 05 à 19 heures et de 21 heures 05 à 22 heures », ont indiqué ces organisations dans un

communiqué, le 14 avril. Enfin, la semaine se terminera par une grève affectant la ligne C du RER, qui dépend de la SNCF. Les cheminots CGT et CFDT de la gare Paris-Invalides et la fédération CFDT des transports ont déposé un préavis de grève à partir du dimanche 23 avril, reconductible par vingt-quatre heures. Ils entendent protester contre l'agression, dimanche 16 avril, d'une salariée (encinte) de l'entreprise de nettoyage PEI (Propreté environnement industriel) par des vigiles appelés par cette

société. Les salariés de PEI qui assurent le nettoyage des gares de la ligne C du RER réclament de meilleures conditions de travail et la restitution d'une prime de vacances et des tarifs de nuit.

En dehors des transports, l'occupation du centre de tri postal de Bobigny se poursuivait en début de semaine et les agents de l'ANPE de Paris étaient appelés à cesser le travail, mardi 18 avril.

M. L.

هكذا من الأصل

Les constructeurs de camions partent à la conquête de l'Afrique du Sud

Les firmes européennes veulent regagner une part d'un marché dominé par les Japonais

Renault Véhicules industriels (RVI) voudrait vendre 1000 camions par an d'ici trois ans en Afrique du Sud. En Namibie, au Botswana et au

Lesotho, le constructeur français espère doubler ses ventes, aujourd'hui de 250 unités. Au-delà, le marché potentiel de l'Afrique australe est de

plus de 100 millions de personnes, contre 40 millions pour la seule Afrique du Sud. Problème : les droits de douane élevés.

JOHANNESBURG

de notre envoyée spéciale
Renault Véhicules industriels (Renault VI) entend doubler ses ventes de camions, autobus et autocars en Afrique (2 500 par an) d'ici à l'an 2000. Présent sur le continent depuis l'entre-deux-guerres, lorsque Bertel (dont la fusion avec Saviem donna naissance à Renault VI) commença à prospecter en Afrique du Nord et en Afrique noire, le constructeur de camions a l'intention de renforcer ses positions actuelles et notamment de regagner du terrain sur le créneau des camions de moins de 15 tonnes, aujourd'hui dominé par les constructeurs japonais.

Mais l'axe de conquête du constructeur reste les produits hauts de gamme (plus de 15 tonnes). « Il nous sera de toute évidence très difficile de concurrencer les Isuzu, Mitsubishi ou Nissan sur les gammes basses ou intermédiaires », reconnaît Gérard Moreau, directeur des zones Maghreb et Afrique de Renault VI. « Sur les produits de gamme haute, en revanche, Renault VI reste le numéro un en Afrique, hors Afrique du Sud (où Mercedes est en position dominante) avec une part de marché de 40 % ».

Le défi engagé en Afrique du Sud est ambitieux : le constructeur français voudrait y vendre 1 000 camions

par an d'ici trois ans, contre 32 en 1994. Mais la filiale du constructeur n'est pas seule à s'intéresser à ce pays, dont les frontières commencent seulement à s'ouvrir après la levée des sanctions économiques contre l'apartheid, en octobre 1993. Volvo assemble déjà des camions destinés aux consommateurs sud-africains dans une usine du Botswana et devrait, dès cette année, faire de même au Zimbabwe. Les constructeurs de camions, qui s'étaient tous retirés d'Afrique du Sud au moment de l'embargo, à l'exception de Man, Nissan Diesel et Mercedes, reviennent. « Jusqu'à l'ouverture de ce marché, il fallait assembler sur place en utilisant un moteur de fabrication locale, c'est-à-dire d'origine Mercedes, ainsi qu'une boîte de vitesses ZF ou un pont Man », explique Gérard Moreau.

Ce qui n'est pas sans poser de problèmes aujourd'hui, puisque la production locale, épargnée pendant longtemps par la concurrence, est obsolète et peu compétitive. « Dans le secteur automobile, le taux de défauts sur les véhicules qui sortent des chaînes sud-africaines est de 35 % contre 6 % aux Etats-Unis », illustre Georges Seme, directeur de la Caisse française de développement à Johannesburg. Mercedes, qui représente 32 % du marché sud-africain, a

décidé d'investir 350 millions de francs pour moderniser ses usines locales dans les cinq prochaines années.

OUVERTURE PROGRESSIVE

Pour protéger l'industrie locale et éviter tout licenciement dans un pays où le taux de chômage est déjà supérieur à 40 %, le gouvernement de Nelson Mandela n'ouvre les frontières que progressivement. Les droits de douane sur les véhicules industriels, s'ils ont baissé, s'élèvent encore à 75 % (contre 110 % auparavant). Pour contourner ce handicap, les nouveaux arrivants importent des sous-ensembles qu'ils font ensuite monter par des importateurs locaux, ce qui leur permet de se prévaloir auprès du gouvernement d'une intégration locale de leurs véhicules et donc d'obtenir des tarifs plus raisonnables. Renault VI réussit ainsi à ne payer que 30 % de droits de douane. « Mais la volonté et la nécessité d'ouvrir le pays sont bien là », affirme Dominique Bon, conseiller commercial auprès de l'ambassade de France, qui rappelle les pressions exercées dans ce sens par le FMI ou la Banque mondiale, mais aussi l'érotisme du marché sud-africain. En juillet prochain, les droits de douane sur les camions devraient d'ailleurs tomber à 40 %, et la crois-

sance est de nouveau au rendez-vous après quatre années (entre 1990 et 1993) de récession. En 1994, elle s'est élevée à 2,5 %, et les prévisions pour 1995 la situent aux alentours de 3-3,5 %. Une tendance que confirme le marché du camion : sur les neuf premiers mois de 1994, il a représenté 14 900 unités (dont 56 000 étaient importées) contre 15 200 pour l'ensemble de l'année 1993.

L'Afrique du Sud représente une tête de pont pour l'ensemble de l'Afrique australe. Car l'Afrique du Sud fait partie de la SACU (South African Custom Union), une union douanière entre l'Afrique du Sud, le Botswana, la Namibie et le Lesotho. L'importateur de Renault VI en Afrique du Sud, Euro-Trucks Manufacturers, a déjà développé un réseau de vente en Namibie, au Botswana et au Lesotho. Le constructeur français espère bien doubler ses ventes, aujourd'hui de 250 unités, dans cette zone, à partir des usines sud-africaines. « A plus long terme, ce pays sera l'élément moteur d'une plus grande région où l'ouverture économique est également de mise. Le Zimbabwe, le Mozambique, le Malawi, mais aussi des pays plus lointains comme la Zambie, la Tanzanie ou encore Madagascar », estime Gérard Moreau. Un marché potentiel de plus de 100 millions de personnes contre 40 millions pour la seule Afrique du Sud.

Ce tableau optimiste est certes entaché de zones d'ombre : un chômage élevé, une croissance mal partagée, des tensions sociales... Autant d'éléments qui expliquent la prudence des constructeurs. Renault VI n'a investi que 20 millions de francs pour revenir sur ce marché. « Mais l'Afrique du Sud est le premier pays du continent à avoir mis en place un régime politique qui n'exclut aucune minorité, qui devrait donc être vué à la stabilité, condition indispensable de son développement économique », estime Mamadou Dia, responsable de la zone Afrique à la Banque mondiale, qui ne cache ni son admiration devant la qualité des projets que présente le gouvernement de Nelson Mandela à l'organisation internationale ni sa surprise devant le refus sud-africain d'emprunter de l'argent à la Banque mondiale.

V. M.

Virginie Malingre

Les droits de douane atteignent 80 % sur les voitures

ENVIRON 200 000 voitures sont vendues chaque année en Afrique du Sud, 300 000 en Afrique australe. Et le potentiel de ce marché a déjà séduit plus d'un constructeur depuis la levée, en octobre 1993, des sanctions économiques contre l'apartheid. Hormis Toyota, numéro un avec une part de marché de 25 %, BMW et Mercedes qui ont toujours produit localement mais sous l'embargo, tous les autres acteurs du marché automobile sud-africain sont de nouveaux arrivés. Aucun d'eux ne s'étant encore risqué à s'implanter localement, leur principal problème, aujourd'hui, est de faire baisser les droits de douane sur les voitures qui s'élèvent encore à 80 %.

BMW, qui souhaite importer d'Europe pour moderniser son offre en Afrique du Sud, a choisi de compenser ses importations par des exportations, ce qui lui permet de ne pas être taxé aux frontières : le groupe allemand produit sur ses chaînes sud-africaines des séries 300 qu'il réexporte en partie vers l'Europe, et, en contrepartie, importe sans droit de douane des séries 500 et 700. « Certains japonais ont mis sur pied un système similaire de

compensation », développe Gérard Moreau. « C'est en Afrique du Sud qu'ils rénovent l'ensemble de leurs moteurs, qui sont ensuite réexportés pour une valeur bien supérieure à celle qu'ils représentaient en entrant ». Le constructeur coréen Hyundai a préféré, tout comme Volvo, confier le montage de ses voitures à un importateur (Wheels of Africa) au Botswana et les réexporter vers l'Afrique du Sud. Car le Botswana impose des droits de douane moins sévères que son voisin sud-africain, dont il ouvre de surcroît gratuitement les portes en vertu d'une union douanière. Devant le succès du coréen, le gouvernement de Nelson Mandela étudie actuellement la possibilité de remédier à ces détournements de la réglementation... Les grands absents de cette offensive en bonne et due forme du marché sud-africain restent les Français. Mais Renault comme Peugeot (dont les 504, les 405 et bientôt les 605 sortent de chaînes au Zimbabwe) affirment s'intéresser de très près à ce marché.

Le marché automobile européen baisse de 2,3 % en mars

LES VENTES européennes de voitures particulières ont diminué, selon l'ACEA (Association des constructeurs européens d'automobiles), de 2,3 % en mars par rapport au même mois de l'année dernière, ramenant la progression au premier trimestre 1995 à 1,5 % (3 277 200 unités). En mars 1994, tout comme au premier trimestre 1994, les ventes avaient augmenté de 4,2 %. Et personne, à cette époque, n'osait annoncer une reprise. Aujourd'hui, les choses sont claires : la reprise du marché automobile européen n'est décidément pas au rendez-vous. On voit mal comment la croissance pourrait atteindre en 1995 les 3 %, conformément aux prévisions de l'ACEA.

Onze des dix-sept pays européens recensés par l'ACEA ont connu le mois dernier une croissance négative de leurs nouvelles immatriculations. C'est en Belgique que la chute (22,5 %) a été la plus brutale. L'Allemagne n'a toujours pas renoué avec la croissance puisque ses nouvelles immatriculations ont encore diminué de 3,4 % en mars. Même la France, où la prime à la casse est pourtant encore en vigueur pour quelques semaines, a vu ses ventes de voitures particulières décroître de 1,3 %. Autant de baisses que la croissance à deux chiffres des marchés scandinaves et finlandais n'a pas suffi à compenser.

Dans ce marché en récession,

seuls Fiat et Honda ont tiré leur épingle du jeu. Le groupe italien a continué sur sa lancée, puisque ses ventes (Lancia et Alfa Romeo inclus) ont bondi de 12,4 % grâce au succès de la Punto ainsi qu'aux remises et aux rabais que persistent à consentir les concessionnaires – alors même que la politique de prix nets du constructeur s'y oppose. Honda, qui vient de lancer avec succès sa nouvelle Civic, a vu ses immatriculations européennes augmenter de 16,6 %. Volkswagen, PSA, Ford et Renault ont tous assisté à une chute de leurs ventes d'au moins 5 %. Ce n'est pourtant pas faute d'avoir déclenché une véritable guerre des prix, favorable au consommateur.

Le groupe italien Luxottica réussit son OPA sur US Shoe

LEONARDO DEL VECCHIO, autodidacte de cinquante-neuf ans, fondateur en 1961 du fabricant de lunettes Luxottica, au cœur des Dolomites italiennes, est en passe de réussir l'offre publique d'achat (OPA) hostile, lancée, début mars, sur le groupe diversifié United States Shoe Corporation (US Shoe). Celui-ci est propriétaire de Lens Crafters, premier réseau américain d'opticiens : une aubaine pour Luxottica, premier fabricant mondial de montures de lunettes avec 5 % à 6 % du marché européen et 18 % à 20 % de celui des Etats-Unis.

Luxottica et US Shoe ont annoncé, lundi 17 avril, être parvenus, la veille, à signer un accord de principe portant sur l'acquisition du second par le premier,

au prix de 28 dollars par action. Un prix supérieur de 4 dollars à celui initialement proposé, valorisant le groupe américain à 1,3 milliard de dollars (6,2 milliards de francs).

Pour être définitivement bouclé, l'accord, financé par un prêt du Crédit suisse, doit être entériné par l'assemblée générale des actionnaires des deux groupes, mais, déjà, Leonardo del Vecchio est l'un des plus célèbres entrepreneurs italiens outre-Atlantique. « Le pas ne doit pas être plus long que la jambe », a-t-il coutume de dire (Le Monde du 16 février 1993). Mais cette prudence toute montagnarde ne l'empêche pas de multiplier les coups.

Avant même l'OPA sur US

Shoe, il s'était associé au suisse Movenpick pour reprendre la chaîne de restauration GS Auto-grill, puis à la famille Benetton, pour mettre la main sur les sept hypermarchés Euromercato cédés par Silvio Berlusconi (Le Monde du 3 janvier). Cette fois, Luxottica ne gardera d'US Shoe que sa chaîne d'opticiens et revendra ses divisions chaussure et confection féminine. Même dopé par la dévaluation de la lire italienne, Luxottica (lunettes griffées Armani, Valentino, Byblos, Saint Laurent...) doit modérer ses ambitions. Bien qu'en hausse de 23,3 %, ses ventes n'ont atteint en 1994 que 812 milliards de francs (2,3 milliards de dollars).

P.-A. G.

IPC Corp. précise son offre sur Bull

LE PREMIER PRODUCTEUR d'ordinateurs de Singapour, a indiqué, lundi 17 avril, avoir proposé d'investir 50 millions de francs dans la privatisation du français Bull. La société, qui a conclu le mois dernier des accords de coopération avec Bull dans les cartes à puces, le transfert électronique de fonds, les ordinateurs personnels et les méthodes de production, annonce avoir offert d'acheter 4,53 millions d'actions – soit entre 3 et 4 % du capital – pour un prix unitaire de 11,04 francs par action. « L'offre, lorsqu'elle sera acceptée, aidera IPC à renforcer sa présence en France et en Europe de l'Ouest », indique le communiqué.

DÉPÊCHES

■ INTEL : le premier fabricant mondial de microprocesseurs, a annoncé lundi 17 avril un bond de 44 % de son bénéfice net au premier trimestre, à 889 millions de dollars (4,32 milliards de francs) contre 617 millions un an plus tôt. Le chiffre d'affaires a augmenté de 34 % à 3,56 milliards de dollars contre 2,66 milliards. Le groupe a attribué ces résultats records à « une forte demande pour le microprocesseur Pentium », dont le chiffre d'affaires a dépassé pour la première fois celui des microprocesseurs 486, et à la « robustesse du marché des ordinateurs personnels ».

■ NEC : le groupe informatique japonais a annoncé lundi 17 avril une prévision de ventes globales en 1995 de 2,75 millions de PC dans le monde, en augmentation de 21 %, sur l'année 1994 (2,16 millions d'unités). La firme prévoit une augmentation de ses ventes intérieures au Japon de 27 %, à 2,3 millions de PC. Les exportations devraient atteindre le total de 450 000 unités contre 350 000 l'année précédente. En valeur, NEC prévoit des ventes mondiales de 850 milliards de yens (environ 49,3 milliards de francs) contre 755 milliards de yens pour la dernière année.

■ APPLE : le groupe informatique américain a réduit de 27 % le prix de ses ordinateurs portables PowerBook 150 et introduit une nouvelle version plus puissante de cette gamme destinée aux personnes qui achètent leur premier ordinateur, a annoncé le 17 avril le constructeur dans un communiqué. Le PowerBook 150 vaut désormais 1 069 dollars (5 200 francs environ) sur le marché américain contre 1 469 dollars auparavant. Le 14 avril, IBM avait annoncé des réductions allant jusqu'à 14 % sur une partie de sa gamme de portables ThinkPad destinée à des utilisateurs plus professionnels.

■ SEGA : le groupe japonais de jeux électroniques a annoncé le 17 avril une révision en baisse de ses bénéfices avant impôt à 10,3 milliards de yens (5,97 milliards de francs) contre les 27,6 milliards de yens avancés en septembre pour l'exercice qui s'achèvera le 31 mars. Sega, qui patit du cours élevé du yen et de la baisse de ses ventes en Europe, prévoit aussi une diminution de son chiffre d'affaires à 360 milliards de yens contre 377,5 milliards annoncés précédemment.

■ CHASE MANHATTAN : la banque new-yorkaise a annoncé une baisse de 29 % de son résultat trimestriel qui s'établit à 260 millions de dollars (1,23 milliard de francs). La banque note qu'elle a délibérément diminué certaines positions sur les marchés émergents, ce qui a contribué aux pertes enregistrées ce trimestre mais « a réduit l'exposition à de futures pertes ». Les dépenses d'exploitation ont été contenues de 4 % par rapport à la fin de 1994, à 1,08 milliard de dollars, les effectifs diminuant de 1 640 personnes à 35 050.

■ NATIONSBANK : la quatrième banque américaine, a annoncé lundi 17 avril une hausse de 6 % de son bénéfice net trimestriel à 443 millions de dollars (2,15 milliards de francs) contre 417 millions au premier trimestre de 1994. L'encours des crédits et crédits-bails a progressé de 13 % à 103,8 milliards de dollars par rapport au premier trimestre de 1994. Cette hausse a permis de compenser une compression de la marge nette d'intérêt, qui est tombée à 3,41 % contre 3,69 % un an plus tôt.

■ EXXON CHEMICAL FRANCE : la société française Exxon Chemical, filiale chimique française du groupe américain Exxon, a réalisé un bénéfice net consolidé part du groupe de 103 millions de francs en 1994, contre une perte de 616 millions en 1993, selon un avis financier paru le 18 avril. Le résultat d'exploitation consolidé a été de 412 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 7,25 milliards de francs, en progression de 12 %.

■ COCKERILL SAMBRE : le groupe sidérurgique belge a annoncé le 13 avril un bénéfice net de 800 millions de francs belges (135 millions de francs environ) en 1994 contre une perte de 6,5 milliards de francs belges en 1993. Le chiffre d'affaires s'établit à 167 milliards de francs belges, en hausse de 13 %.

MERCER Management Consulting

Mercer Management Consulting a acquis M.I.D.

Les deux cabinets de conseil en stratégie fusionnent à Paris pour offrir à leurs clients une gamme de talents et d'expertises plus large et plus profonde.

Mercer Management Consulting, avec 80 professionnels à Paris, devient l'un des leaders français du conseil en stratégie et de direction générale.

Mercer Management Consulting s'appuie sur une organisation sans frontières qui mobilise pour ses clients, 250 professionnels en Europe et 950 dans le monde.

69, rue de Monceau - 75008 Paris - Tél : (1) 42 99 43 00

Boston - Chicago - London - Madrid - Munich - New York - Paris
San Francisco - Toronto - Washington DC - Zurich

Josef Ackermann, président du directoire du Crédit suisse :

« Nous voulons jouer un rôle plus important en Europe »

La deuxième banque helvétique a acquis deux établissements en Suisse (la Banque populaire suisse et la Nouvelle Banque d'Argovie) afin d'élargir sa base nationale. Désormais, elle entend privilégier un développement interne en Grande-Bretagne, en Allemagne et en France. Mais son président n'exclut pas un rachat.

La deuxième banque helvétique a acquis deux établissements en Suisse (la Banque populaire suisse et la Nouvelle Banque d'Argovie) afin d'élargir sa base nationale. Désormais, elle entend privilégier un développement interne en Grande-Bretagne, en Allemagne et en France. Mais son président n'exclut pas un rachat.

« Quelles sont les origines de la crise monétaire et quelles en sont les conséquences pour l'économie suisse et pour votre banque ? » Dans cette crise, il faut bien distinguer deux phénomènes : la baisse brutale du dollar et les accès de faiblesse de quelques monnaies européennes. Ces évolutions sont dictées avant tout par les fondamentaux économiques et pas par une quelconque spéculation. C'est pourquoi les interventions des banques centrales sont si peu efficaces. En fait, le marché des changes fonctionne plutôt de façon efficace. L'économie américaine vit au-dessus de ses moyens, l'endettement net vis-à-vis de l'étranger dépasse les 900 milliards de dollars, et le plus grave, c'est qu'on anticipe plutôt un accroissement des déficits courants et budgétaires. La perte de crédibilité dans la stabilité monétaire aux Etats-Unis est patente et explique pourquoi les banques centrales ont commencé à diversifier leurs réserves.

« Quant à la crise mexicaine, elle a joué un rôle de catalyseur et illustre une évolution profonde et inquiétante du monde financier d'aujourd'hui : la rapidité de transmission des crises à toute la planète. Pour ce qui est de l'Europe, l'explication essentielle vient des divergences croissantes entre les pays à monnaie forte et ceux à monnaie faible. Les uns réduisent leurs déficits et les autres s'en montrent incapables. Les marchés en ont pris peur. Il suffit de voir qu'en l'espace de quelques semaines la différence entre les taux à long terme en Italie et en Allemagne est passée de 3 % à 6 %.

« Concernant le renforcement du franc suisse, je pense qu'il est allé un peu trop loin, même si la politique monétaire de la Banque nationale suisse, qui privilégie la stabilité, est la bonne. Mais une hausse de 10 % du franc suisse face au dollar se traduit par un recul de 0,4 % de la croissance, et si l'économie suisse souffre, nous souffrons aussi car nous dépendons de la prospérité du secteur secondaire et de ses exportations.

« Comment jugez-vous de Zurich le débat sur la monnaie unique européenne ? » D'abord une réflexion générale : ce n'est pas logique de vouloir une union monétaire pour forcer une union économique. Il faudrait faire l'inverse. Je suis favorable à la monnaie unique et je considère qu'avoir un pôle de stabilité monétaire et une alternative au dollar serait une très bonne chose même si la Suisse risque d'en souffrir. Mais les divergences aujourd'hui entre les économies des pays de l'Union européenne sont telles que l'instauration d'une monnaie unique dans

les prochaines années semble peu vraisemblable. Les défaillances bancaires se sont multipliées, au cours des dernières années, des caisses d'épargne américaines en passant par le Crédit lyonnais, la banque britannique Barings, les banques japonaises ou le Ban-



co en Espagne. Considérez-vous que l'une des caractéristiques de l'environnement financier actuel, c'est justement d'être de plus en plus dangereux ?

« Il faut bien voir que les différentes défaillances que vous citez sont à chaque fois la conséquence de cas particuliers. Elles résultent d'expansion forcée ou d'engagements sans contrôle sur des marchés spéculatifs. Il y a pourtant une constante liée à l'évolution économique mondiale au cours des dernières années : c'est la déflation des actifs après l'effacement de bulles financières spéculatives, notamment dans l'immobilier. Elle a laissé des traces profondes dans les bilans des banques. Pour ce qui est des dangers représentés par les marchés financiers et notamment par les marchés dérivés, ils restent aujourd'hui très théoriques. Barings n'a pas connu un problème de produits dérivés mais de contrôle. Les pertes bancaires liées aux crédits classiques se chiffrent en dizaines de milliards de dollars et sont sans commune mesure avec celles liées aux marchés. Pour ce qui est du Crédit suisse, notre structure de revenu est aujourd'hui bien équilibrée. Notre stock de provisions est de 9 milliards de francs suisses [38 milliards de francs] et représente 6,6 % de nos crédits.

« La stratégie du Crédit suisse a consisté, au cours des dernières années, à gagner des parts de marché en réalisant des acquisitions importantes, notamment en Suisse. Vous-même avez acheté la quatrième banque helvétique (Banque populaire suisse) et la première banque régionale (la Nouvelle Banque d'Argovie). Vous avez failli mettre la main sur la première banque autrichienne, le Kreditanstalt, auquel vous avez dû renoncer pour des

raisons politiques. A quoi tient cette volonté de grandir ?

« Nous étions le numéro trois en Suisse et relativement petit par rapport au numéro un, l'Union de banques suisses (UBS). Or le marché de base est extrêmement important pour une banque car il lui donne de la stabilité. Les deux acquisitions en Suisse nous ont permis d'élargir notre part de marché et de profiter de notre taille pour réaliser des économies d'échelle. Nous avons aussi restructuré nos affaires à l'étranger en trois grandes régions : l'Europe, l'Amérique et le Moyen-Orient et l'Asie.

« Aux Etats-Unis et grâce également au Crédit suisse First Boston, la banque d'investissement de notre groupe, nous avons un poids suffisant dans nos métiers qui sont hors de Suisse, ceux du service aux grandes entreprises. Nos activités hors de Suisse sont concentrées autour des financements structurés, de la gestion d'actifs institutionnels, de la gestion de patrimoine, du négoce de devises et de produits dérivés. Aujourd'hui, il est clair que nous voulons jouer un rôle plus important en Europe. Nous voulons tout d'abord nous renforcer par une croissance interne en mettant l'accent sur la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France. Cela dit, si des occasions se présentent, nous sommes ouverts à une croissance externe, en principe à l'étranger, sur l'un ou l'autre continent. Maintenant, notre logique n'est pas d'acheter des petites banques mais de donner notre préférence à des établissements disposant déjà d'une base solide sur leur marché.

« Une des caractéristiques des banques suisses en général et de la vôtre en particulier, c'est d'avoir une rentabilité de leurs activités à l'étranger très nettement supérieure à celle de la plupart des autres grandes banques internationales. Est-ce que vous avez une méthode particulière pour y parvenir ?

« Les banques suisses ont toujours suivi un processus d'internationalisation très prudent et qui n'est pas récent. C'est une conséquence de la taille relativement réduite de notre marché national. Ensuite, nous ne travaillons qu'avec des clients importants et solides et, plus important encore, nous sommes ouverts. Ainsi, aux Etats-Unis, nos équipes sont composées presque exclusivement d'Américains. Nous ne voulons pas imposer absolument le système suisse à l'étranger, mais nous nous adaptons aux usages locaux.

Propos recueillis par
Eric Leseur

La politique monétaire au centre d'un conflit potentiel après le 7 mai

L'ambiguïté de la loi dans le domaine de la politique de change pourrait ouvrir des hostilités entre le gouvernement et le gouverneur de la Banque de France

L'APPEL À LA MODÉRATION salariale lancé par le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, à l'occasion de la publication du rapport annuel de l'institut d'émission n'est pas passé inaperçu. Jacques Chirac a répliqué que « le gouverneur de la Banque de France n'est pas là pour indiquer au gouvernement quelle est la politique qu'il doit mener sur le plan économique ». Henri Emmanuelli, premier secrétaire du Parti socialiste, a sursauté (Le Monde du 16-17 avril).

La violence de ces propos peut surprendre. Le 15 décembre 1994, le conseil de la politique monétaire de la Banque de France (CPM) avait déjà très officiellement demandé « une maîtrise par les partenaires sociaux des évolutions nominales des revenus ». A l'époque, cette recommandation n'avait pas suscité la moindre réaction dans la classe politique. Si les attaques lancées contre le gouverneur de la Banque de France peuvent donc être en partie attribuées à la fièvre préélectorale, elles n'en font pas moins planer la menace d'un conflit entre l'institut d'émission et le futur gouvernement. Elles forcent par là même à s'interroger sur le champ de compétences de chacun et sur les armes dont disposent les deux camps à la veille d'un possible affrontement.

Pour le prochain ministre de l'économie et des finances, le niveau élevé des taux d'intérêt à court terme français risque de constituer un premier motif de mécontentement. Les taux à trois mois sont en effet aujourd'hui supérieurs de trois points à leurs homologues allemands (7,50 contre 4,50 %). Cette cherté du crédit à court terme constitue un sérieux handicap pour l'économie française. Elle alourdit le financement des entreprises et pénalise la consommation. Le coût du crédit apparaît encore plus démesuré lorsqu'on raisonne en termes de taux d'intérêt réels (taux nominaux diminués du taux d'inflation). Avec des taux réels à trois mois proches de 6 %, la France détient aujourd'hui le triste record du monde dans ce domaine.

LE COÛT « EXORBITANT »

La politique suivie par la Banque de France n'est pas étrangère à cette situation. Le 8 mars dernier, afin d'enrayer la chute du franc, tombé à un plus bas niveau historique de 3,59 pour 1 mark, le CPM a décidé de relever le taux de ses prises en pension - son taux plafond - de 6,40 % à 8 %. L'institut d'émission aurait beau lui expliquer que cette stratégie a permis aux taux d'intérêt à long terme de se maintenir à des niveaux raisonnables, il n'est pas certain qu'un gouvernement dont l'objectif prioritaire serait de dynamiser la croissance se montrerait très réceptif à cet argument. Plus sûrement, le futur ministre

des finances ne manquerait pas de dénoncer le coût « exorbitant » pour l'économie française que représente la défense fœné de la stabilité de la monnaie. En vain ? Depuis le 1^{er} janvier 1994, la Banque de France est indépendante. C'est à elle et à elle seule qu'incombe la tâche de définir la politique monétaire française. « La Banque de France définit et met en œuvre la politique monétaire dans le but d'assurer la stabilité des prix », précise l'article premier de la loi votée par le Parlement le 4 août 1993. « Dans l'exercice de ces attributions, la Banque de France (...) ne peut ni solliciter ni accepter d'instructions du gouvernement ou de toute personne. » Ni le ministre de l'économie et des finances, ni le premier ministre, pas même le président de la République ne pourraient donc ordonner au CPM de baisser ses taux.

La patience du nouveau pouvoir risque d'être mise à rude épreuve. Les analystes estiment en effet pour la plupart que les tensions sur le franc dureront au-delà de l'élection du nouveau président de la République. Ils pensent que les investisseurs étrangers attendront la nomination du premier ministre, la présentation détaillée de son programme économique et l'adoption du collectif budgétaire avant de relâcher leur étreinte. Un tel contexte pourrait inciter la Banque de France à ne pas baisser rapidement sa garde. Pis, si le franc venait à fléchir, le CPM choisirait très certainement de relever ses taux directeurs. La patience du pouvoir politique atteindrait alors ses limites.

Le gouvernement pourrait no-

tamment faire valoir que la politique de change est de sa responsabilité. « Le gouvernement détermine le régime de change et la parité du franc », stipule l'article 2 de la loi relative au statut de la Banque de France. Les experts reconnaissent l'ambiguïté du texte, ambiguïté qui semble ouvrir grand la porte à un conflit. « S'il est clair que la participation au mécanisme de change du SME et, dans ce cadre, le choix du cours pivot et des marges de fluctuation, relèvent du gouvernement, qu'en est-il des mouvements à l'intérieur de ces marges ? » s'interrogent les économistes de la Compagnie parisienne de réescompte. « La loi ne permet pas de prédire ce qui se passerait dans l'hypothèse où le gouvernement souhaiterait voir le franc se déprécier à l'intérieur des marges de fluctuation mais au-delà de ce que la Banque de France jugerait raisonnable. »

Depuis le mois d'août 1993 et l'élargissement des bandes de fluctuation à 15 % à l'intérieur du SME, le franc est « autorisé » à évoluer dans une zone allant de 2,8810 pour 1 mark à 3,8948 pour 1 mark. Le gouvernement ne serait-il pas dans « son droit » s'il jugeait qu'un cours du franc à 3,65 ou 3,70 pour 1 mark est tout à fait acceptable et s'il interdisait à la Banque de France de prendre des mesures pour le faire remonter ? Mais le CPM ne serait-il pas tout autant dans « son droit » s'il relevait ses taux directeurs en jugeant que la baisse du franc menace la stabilité des prix ? Les prochaines semaines permettront peut-être de lever l'ambiguïté de la loi.

R.-A. D.

M. Trichet présente son projet de « banque centrale à la française »

JEAN-CLAUDE TRICHET, gouverneur de la Banque de France, a présenté au « haut encadrement », le 13 avril, et aux syndicats le lendemain son projet de « banque centrale à la française ». Depuis la remise du rapport élaboré par les cabinets Mc Kinsey, Bruhnes et Gide-Loyrette à la mi-décembre, M. Trichet ne s'était pas exprimé publiquement sur le sujet. De leur côté, après avoir organisé une journée de mobilisation très suivie en janvier, les syndicats avaient élaboré un contre-rapport (Le Monde du 7 avril).

M. Trichet a exclu toute évolution « vers une banque centrale à l'anglo-saxonne ». Il a en particulier affirmé que « la garantie de l'emploi sera assurée aux agents statutaires » et que des « solutions individuelles » seront proposées aux agents concernés par les réductions d'effectifs. A court terme, des groupes de travail pa-

ritaires doivent réfléchir sur cinq sujets d'ici à l'automne : la gestion des ressources humaines, l'amélioration du dialogue social, le rôle de la banque dans l'information et le conseil aux entreprises en prenant en compte la dimension européenne, la circulation fiduciaire et les relations avec les transporteurs de fonds et - point qui risque de se révéler épineux - la fabrication des billets.

L'imprimerie de Chamalières est aujourd'hui loin d'être compétitive, malgré les importants investissements qui viennent d'être réalisés. M. Trichet a affirmé que d'ici trois à quatre ans, la banque devrait être capable d'imprimer la monnaie européenne à des conditions satisfaisantes pour l'institut monétaire européen, ce qui nécessitera de « réduire les coûts de fabrication des billets ».

A la sortie de cet entretien, cinq organisations syndicales (CFDT, FO, CGT, CFTC et Autonomes) se sont déclarées « déçues » par le « discours totalement directif » tenu par le gouverneur et estiment que son projet s'inspire en de nombreux points du rapport remis par les consultants fin 1994.

Frédéric Lemaître

Les armateurs français bénéficient de la reprise

« BÉNÉFICIAIRE de la vigueur de l'économie américaine depuis trois ans et de la poursuite de la croissance dans la zone asiatique, les échanges par voie de mer ont connu en 1994 une progression soutenue. En onze ans, les échanges transportés ont augmenté de 45 % et de 3,1 % l'an dernier », indique Edouard Berlet, délégué général du Comité central des armateurs de France (CCAF) dans le rapport de l'organisation patronale.

A l'exception des céréales, toutes les catégories de marchandises sont concernées par cet essor, notamment le minéral de fer et les conteneurs. Les carnets de commande des chantiers sont à un niveau record depuis vingt ans. Le niveau des frets a connu, à partir de la mi-1994, une envolée notable dans le secteur du vrac sec (grains et minerais), les produits pétroliers raffinés et le gaz. Dans ceux du pétrole brut et des lignes régulières, on reste très en deçà des seuils de rentabilité.

La situation du transport maritime français « s'inscrit en demi-teinte », ajoute Edouard Berlet. Le chiffre d'affaires des entreprises est resté stable à 20 milliards de francs, certaines entreprises ayant su saisir « les opportunités du mar-

che ». Delmas (groupe Bolloré) est parvenu à sortir du rouge et envisage d'acheter l'armement national australien. Worms (transport de pétrole brut) a signé un accord avec la Compagnie maritime belge pour gérer en commun une douzaine de grands tankers. Louis Dreyfus profite de l'envolée des frets sur le charbon, les céréales, les minerais, surtout en Extrême-Orient. La CMA - basée à Marseille mais à capitaux libanais - est devenue le numéro un des armateurs français de conteneurs et vient - une « première » dans son histoire - de mettre un navire sous pavillon français. La filiale du groupe néerlandais Van Ommen, spécialisée dans le transport des produits pétroliers raffinés, met les bouchées doubles pour renouveler sa flotte et a annoncé le 11 avril la commande de deux nouveaux bateaux (s'ajoutant à cinq précédents) à un chantier coréen.

Mais les « motifs de satisfaction » s'accompagnent de « déceptions ou inquiétudes ». Les lignes de passagers sur la Manche (qui sont une source très importante d'emplois de navigants) sont confrontées à une concurrence de plus en plus sévère d'Eurotunnel. Les armements méditerranéens ren-

contrent des difficultés en Corse et en Algérie et doivent se préparer, dans des conditions délicates, à la libéralisation totale du cabotage à l'intérieur de l'Union européenne en 1999. La flotte française (25^e rang mondial) a diminué de 14 navires en 1994, principalement dans la catégorie des porte-conteneurs et des cargos traditionnels, mais 19 navires étaient en commande au 1^{er} janvier 1995. Le pavillon économique des TAAF (Territoires des terres australes) qui permet d'engager des marins étrangers, compte 83 navires. Un point noir : la flotte vieillit, avec une moyenne d'âge de 14 ans.

Le CCAF déplore « l'enlèvement d'Euros, c'est-à-dire d'un registre communautaire des navires. Cette question fait l'objet de désaccords profonds entre Etats-membres, notamment sur la composition des équipages, que la Commission semble avoir renoncé à surmonter ». Président du CCAF, Philippe Poirier d'Orsay a indiqué que son action se situerait « dans la continuité » pour obtenir du nouveau gouvernement des allègements de charges supplémentaires et des incitations à l'investissement.

François Grosrichard

SPÉCIAL PRÉSIDENTIELLE 95

LE GRAND DIALOGUE

Chaque matin, à 8 h 30, sur Radio Classique
Un candidat à l'élection présidentielle dialogue avec un représentant de la CFE-CGC sur les grands enjeux économiques et sociaux du prochain septennat, avec la participation de la rédaction du Monde, du Point et de Radio Classique.

Mercredi 19 avril :
Dominique VOYNET



Le Monde



RADIO CLASSIQUE



LE POINT

Jeux
de mots

36 15 LEMONDE

هكذا من الأصل

■ LA BOURSE DE TOKYO a terminé en baisse de 0,48 % mardi, l'indice Nikkei perdant 79,04 points à 16 225,11 points, tiré à la baisse par de légères ventes d'arbitrage.

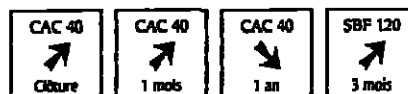
■ LE DOLLAR était faible à Tokyo mardi en fin d'après-midi, à 81,51 yens, en baisse par rapport à son niveau du matin, qui était de 81,85 yens.

■ LES COURS DU PÉTROLE brut ont terminé en nette hausse lundi à New York, en raison d'achats après le rejet par Bagdad du plan des Nations unies.

■ LES TAUX D'INTÉRÊT sur les bons du Trésor à 3 et 6 mois se sont établis à leur plus bas niveau depuis fin 1994, lors des adjudications monétaires du Trésor américain.

■ L'ARGENT MÉTAL a fortement progressé lundi sur le marché new-yorkais des métaux (COMEX), gagnant plus de 6 % pour le contrat mai.

LES PLACES BOURSILIÈRES



Vive baisse initiale à Paris

APRÈS QUATRE JOURS CHÔMÉS en raison des fêtes de Pâques, la Bourse de Paris a débuté la séance de mardi en net repli dans le sillage du Matif. En recul de 0,59 % au début des échanges, les valeurs françaises abandonnaient 0,80 % à 1 866,06 points quelques instants plus tard. A la veille du long week-end pascal, le marché parisien avait terminé la séance du jeudi 13 avril sur une note positive, l'indice CAC 40 s'ajoutant 0,49 % pour s'inscrire à 1 861,14 points et a ainsi retrouvé son niveau du début de l'année 1995 (1 859,91 points). Dans un marché « défilé en week-end », le volume avait été faible avec un total de 2,4 milliards de francs échangés sur le compartiment à règlement mensuel dont 1,7 milliard sur les valeurs composant l'indice CAC 40.

Sur l'ensemble de la séance, le marché a évolué dans le vert après une ouverture quasi stable (+0,09 %).

Les opérateurs se sont contentés d'expédier leurs affaires courantes et n'ont pris aucune position signifi-

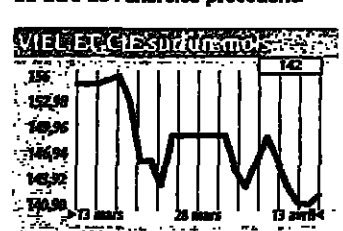
catrice, a indiqué l'un d'eux. Selon un gestionnaire de portefeuilles, l'activité devrait rester peu animée avant l'élection présidentielle et pendant les vacances de Pâques. « Mais le

Viel et compagnie, valeur du jour

L'AGENT des marchés interbancaires Viel et compagnie, qui a arrêté ses comptes pour l'année 1994, a terminé la séance du jeudi 13 avril à 142 francs, en hausse de 0,78 %.

Le chiffre d'affaires du groupe a atteint 239,2 millions de francs, en progression de 3,37 % par rapport à 1993. Toutefois, ces chiffres incluent l'absorption de la société Julien Olivier et compagnie. Le bénéfice est revenu à 45,9 millions de

francs contre 57 millions un an plus tôt. L'assemblée générale qui devrait se réunir le 31 mai proposera la distribution d'un dividende global de 15 francs contre 18 francs au titre de l'exercice précédent.



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 10h15	Cours au 18/04	Var. %	Var. %
NRI +1	400	+4,28	-28,31
CCM (ex-CCMC) Ly 2	52,10	+2,16	-14,02
CAC et Eux 1	1840	+1,66	+9,23
Européan 1	16	+1,59	-33,19
Credit Lyonnais 1	208	+1,46	-37,94
Bull Invest. 1	811	+1,25	-11,36
Exor Int 1	840	+1,20	-14,28
Navigation Miste 1	940	+1,14	+1,23
Union pour l'Est 1	485	+1,04	-6,86
Credit National 1	395	+1,02	-2,23

BAISSES, 10h15	Cours au 18/04	Var. %	Var. %
OTM-Entrepre 1	390	-4,38	+1,20
Suez 1	554	-4,48	-21,51
Europe 1-1	1330	-3,63	-9,02
Euro RSCG WW 1	517	-3	-6
Cofepac	280	-2,95	+11,35
SP Commun. 1	475	-2,46	-16,10
CEP Communication 1	510	-2,57	+4,44
Renault 1	161,30	-2,45	-6,49
SETTA 1	135,50	-2,52	-
Galeries Lafayette 1	2200	-2,22	-3,99

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SEANCE, 10h15	1804 Times	Capitalisation en RF
Européan 1	1000000	2624002,50
Tout 1	39076	1194187,90
Saint-Gobain 1	16220	10037210
Suez 1	17800	926600
Alcatel Alsthom 1	19670	8955140
Michelin 1	33850	7141170
BT Aquitaine 1	19180	2895167,10
LYM Mot Mot Vantini	7900	6997300
Oréal 1	5250	696640
Eux (Gd Des) 1	12280	5976880

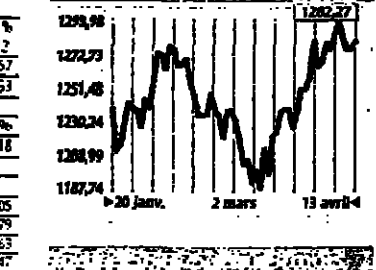
PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 10h15	Cours au 18/04	Var. %	Var. %
Byss Inv. 1	35,20	+10	+0,57
Digital Equipment 1	55,10	+4,95	-3,31
Guertel 1	333	+4,23	+11
CAH Normand	400	+3,33	-1,86
Develup 2	810	+3,52	-16,18

INDICES SBF 120-250 ET SECOND MARCHÉ

IND. GEN. SBF 120	1804	1204	Var. %
Ind. gen. SBF 120	1282,27	1277,73	+0,36
Ind. gen. SBF 250	1397,98	1393,36	+0,33

NEW YORK LONDRES MILAN FRANCFORT



Repli à Tokyo et à Wall Street

LA BOURSE DE TOKYO a terminé la séance en baisse de 0,48 % mardi 18 avril dans un marché extrêmement peu fourni où les opérateurs ont évité de s'engager par crainte d'une nouvelle chute du dollar contre le yen. « La parité vendollar est d'une grande importance. On dirait que nous allons de nouveau tester le seuil des 80 yens pour 1 dollar », a dit Tim Sheehy, de Schroders. L'indice Nikkei a perdu 79,04 points à 16 225,11 points, après avoir évolué entre une fourchette, située à 16 153,28 points et 16 322,68. Le volume échangé n'a été que de 150 millions de titres. La veille, alors qu'une grande majorité des places étaient closes, Wall Street s'est repliée sous l'influence d'une forte remontée des taux d'intérêt à long terme. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a perdu 12,80 points, soit 0,3 %, à 4 195,38 points.

La grande Bourse new-yorkaise a suivi une évolution inverse à celle des taux

NEW YORK Les valeurs du Dow-Jones

	1304	1204
Alcoa	43,50	44,75
American Express	34,50	35
Allied Signal	40,50	40
AT & T	50,25	51,37
Bethlehem	15,87	15,62
Boeing Co	55,25	55
Caterpillar Inc.	56,57	55,50
Chevron Corp.	44,50	44,67
Coca-Cola Co	57,12	58,12
Disney Corp.	54,37	54,37
Eastman Kodak Co	62,37	61,12
Exxon Corp.	67,25	67,25
Gen. Motors Corp.	39,25	40,12
Gen. Electric Co	53,67	55
Goodyear T & Rubber	37,75	38,25
IBM	87,87	86,37
Intl Paper	73,12	75,25
J.P. Morgan Co	65,37	65,87
Mc Don Douglas	57,25	58,12
Merck & Co Inc.	43,37	43,12
Minnesota Mining & Mfg	58	57,87
Philip Morris	67,37	67,75
Procter & Gamble Co	66,75	68
Sears Roebuck & Co	52	52,75
Smith Barney	65,50	65,37
Union Carb.	29,87	30,87
Unid Technol	70,87	70
Westingh. Electric	15,25	15,37
Woolworth	16	16

LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

	1304	1204
Allied Lyons	5,41	5,36
Barclays Bank	6,57	6,40
B.A.T. Industries	4,51	4,51
British Aerospace	5,01	5
British Airways	4,04	4,03
British Gas	2,98	2,97
British Petroleum	4,36	4,39
British Telecom	3,90	3,88
B.T.E.	3,37	3,33
Cadbury Schweppes	4,38	4,40
Eurotunnel	2,03	1,90
Glaxo	7,13	7,20
Grand Metropolitan	4,05	4,04
Guinness	4,48	4,58
Hanson Plc	2,41	2,41
Great K.	5,76	5,79
H.S.B.C.	7,38	7,30
Imperial Chemical	7,53	7,57
Imperial Bank	6,25	6,27
Marles and Spencer	4,30	4,17
National Westminster	5,52	5,53
Peninsular Oriental	5,67	5,65
Reuters	4,85	4,85
Satchi and Satchi	0,92	0,92
Shell Transport	7,15	7,17
Smith Barney	6,30	6,32
Tate and Lyle	4,36	4,34
Unilever Ltd	12,36	12,37
Wellcome	10,61	10,65
Zeneca	8,88	8,88

FRANCFORT Les valeurs du Dax 30

	1304	1204
Allianz Holding N	2466	2463
Basf AG	298,60	297,70
Bayer AG	343,30	343,50
Bayer HypoWechselb.	367,30	365,80
Bayer Vereinsbank	395,20	394,70
BMW	715,50	710
Commerzbank	334	334,50
Continental AG	204	205
Daimler-Benz AG	636,80	648
Deutsche	414	415,80
Deutsche Babcock A	158,20	158,20
Deutsche Bank AG	670	669,50
Dresdner Bank AG FR	379	380,50
DT. Lufthansa AG	184,80	184
Man AG	346,60	346
Mannesmann AG	384,30	384
Metalgesellschaft	28,30	28,30
Preussag AG	407	409
RWE	454	456,50
Schering AG	1070	1066
Siemens AG	646	646
Thyssen	256,70	259,20
Veolia AG	501,80	503,50
Viel	496	496,30
Wella AG	1020	1020

LES TAUX



Recul du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif a ouvert, mardi matin 18 avril, en baisse sensible. L'échéance juin cédait 20 centimes à 113,16. Le rendement de l'emprunt d'Etat à dix ans s'établissait à 7,80 %, soit un écart de 74 points de base par rapport aux titres allemands de même échéance. La veille, le marché obligataire américain avait connu une séance en dents de scie. Après être tombé à 7,26 % en début de séance, le rendement de l'emprunt à trente ans a cédé

en nette hausse à 7,38 %, les opérateurs s'inquiétant de la forte hausse des cours du pétrole et des métaux précieux. Les taux d'intérêt à court terme français se tendaient également mardi matin à la suite du repli du franc observé face à la monnaie allemande (3,50 pour 1 mark). Les taux à trois mois s'établissaient à 7,60 % et le contrat à terme Pibor trois mois du Matif échéance cédait 26 centimes à 92,97. Le taux de l'argent au jour le jour s'inscrivait à 7,50 %.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 8,25 %)

	Achat	Vente	Achat	Vente
1004	1304	1204	1304	1204
Jour le jour	7,50	7,50	7,50	7,50
1 mois	7,63	7,75	7,37	7,62
3 mois	7,44	7,62	7,25	7,50
6 mois	7,08	7,20	6,87	7,12
1 an	6,81	7,18	6,72	6,84

MATIF

	échéance 13/04	volume	derrière	plus haut	plus bas	premier
NOTIONNEL 10 %						
juin 95	109213	113,06	113,52	113,06	113,36	
sept. 95	425	112,44	112,80	112,44	112,76	
dec. 95	2	113,18	113,18	113,18	113,50	

PIBOR 3 MOIS

	juin 95	sept. 95	dec. 95	juin 95	sept. 95	dec. 95
Pibor France 1 mois	7,69	7,69	7,69	7,69	7,69	7,69
Pibor France 3 mois	7,44	7,44	7,44	7,44	7,44	7,44
Pibor France 6 mois	7,10	7,10	7,10	7,10	7,10	7,10
Pibor France 9 mois	7	7	7	7	7	7
Pibor France 12 mois	6,56	6,56	6,56	6,56	6,56	6,56

BEU LONG TERME

	juin 95	sept. 95	dec. 95	juin 95	sept. 95	dec. 95
Pibor Ecu 3 mois	6,25	6,25	6,25	6,25	6,25	6,25
Pibor Ecu 6 mois	6,37	6,37	6,37	6,37	6,37	6,37
Pibor Ecu 12 mois	6,68	6,68	6,68	6,68	6,68	6,68

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

	échéance 13/04	volume	derrière	plus haut	plus bas	premier
avril 95	1182	186	184	184	184	
mai 95	66	184,50	184,50	184	184,50	
juin 95	87	184,50	184	184	184,50	
sept. 95	385	188,50	189	188,50	189,50	

LES MONNAIES



Nouvelle hausse du yen

APRÈS le long week-end pascal, qui avait vu la fermeture de la plupart des grandes places financières internationales, le yen est reparti à la hausse, mardi matin 18 avril. Lors des premières transactions entre banques sur le marché européen, le billet vert s'échangeait à 81,50 yens, non loin de son plus haut niveau historique de 80,15 yens atteint le 10 avril. Le dollar était également en recul face à la monnaie allemande à 1,3680 mark et face au franc français à

4,79 francs. La timidité du plan de relance économique présenté vendredi par le gouvernement japonais, l'échec de la rencontre dimanche entre le ministre nippon des finances et son homologue américain, l'absence de progrès dans les négociations commerciales concernant le secteur automobile entre les Etats-Unis et le Japon, incitent les opérateurs des marchés financiers à poursuivre leurs ventes de dollars et leurs achats de yens.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVICES	cours BDF 1304	% 1204	Achat	Vente
Allemagne (100 DM)	348,400	-0,30	337	361
Belgique (100 F)	6,4240	-0,02	6,4240	6,4240
Etats-Unis (100 \$)	4,8705	-0,32	4,8600	5,2000
France (100 F)	16,9440	-0,24	16,4000	17,5000
Italie (100 L)	310,9200	-0,28	310,9200	3,1200
Denmark (100 kr)	2,8400	+0,40	2,5500	3,1200
Irlande (100 Ir)	88,7600	-0,20	89	93
Grèce (100 dr)	7,9165	+0,27	7,5000	8,2500
Gde-Bretagne (1 £)	7,7840	+0,01	7,4000	8,2500
Suède (100 kr)	2,1455	-0,28	1,9500	2,4500
Suisse (100 S)	66,3400	-0,45	61	71
Norvège (100 N)	431,3300	-0,67	410	454
Autriche (100 sch)	77,8500	-0,21	73	82
Espagne (100 pes.)	49,4720	-0,29	48	51,0000
Portugal (100 esc.)	3,9360	+0,91	3,6000	4,2000
Canada (100 \$)	3,3409	+0,10	3,2500	3,8500
Japon (100 yens)	5,6360	+0,24	5,6500	6
Finlande (mark)	113,1300	-0,14	108	119

L'OR

	cours 1304	cours 1204
Or fin (K. barre)	61300	60900
Or fin (en lingot)	61850	61400
Once d'or Londres	389,90	389,90
Pièce française (20F)	355	354
Pièce suisse (20F)	353	354
Pièce Union lat (20F)	354	352
Pièce 20 dollars us	2273	2400
Pièce 10 dollars us	1185	1572,50
Pièce 50 pesos mex.	2285	2270

LE PÉTROLE

	cours 1304	cours 1204
En dollars		
Brent (Londres)	16,96	17,01
WTI (New York)	16,96	17,01
Crude Oil (New York)	16,96	17,01

PARITÉS DU DOLLAR

PARTIES DU DOLLAR	1304	1204	Var. %
FRANCFORT: USD/DM	1,5125	---	---
TOKYO: USD/Yens	97,4500	---	---

RÈGLEMENT
MENSUEL

MARDI 18 AVRIL

Liquidation : 21 avril

Taux de report : 7,50

Cours relevés à 10h15

CAC 40

1865,23

-0,85 %

Derniers cours

Cours précéd.

Montant

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

CAC 40

PARIS

1865,23

-0,85 %

Derniers cours

Cours précéd.

Montant

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

CAC 40

PARIS

1865,23

-0,85 %

Derniers cours

Cours précéd.

Montant

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

CAC 40

PARIS

1865,23

-0,85 %

Derniers cours

Cours précéd.

Montant

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

AUJOURD'HUI

SCIENCES

VOLCANOLOGIE Une équipe franco-allemande vient de découvrir l'alignement de Fondation, une chaîne volcanique qui s'étire sur plus de 2 000 kilomètres par

5 000 mètres de fond dans le Pacifique, au sud-ouest de l'île de Pâques. ● UN POINT CHAUD, la remontée d'une colonne de magma venu de plus de 100 kilomètres de

profondeur est à l'origine de cette formation. Si plusieurs dizaines de phénomènes similaires ont été détectés, on en connaît très peu dans les océans, car ils sont très difficiles

à repérer. ● LES SATELLITES RADARS américains Seasat et Geosat sont à l'origine de la découverte de l'alignement de Fondation. ● LA HAUTEUR du niveau des mers peut

être mesurée à quelques centimètres près, ce qui permet de détecter les « bosses » révélatrices des grands courants océaniques ou des reliefs sous-marins.

Une chaîne de volcans sous-marins est découverte dans le Pacifique

Les plaques qui constituent le fond des mers sont en perpétuel mouvement. Parfois, une remontée de magma très chaud les transperce, créant ainsi une longue suite de dômes volcaniques

L'AVENTURE aurait été digne de Dumont d'Urville et, de nos jours, Stephen Spielberg l'aurait peut-être trouvée trop invraisemblable pour un scénario de film d'action. Comment imaginer, en effet, qu'il soit encore possible, en 1995, d'explorer une chaîne de volcans longue de 2 000 kilomètres dont personne ne soupçonnait l'existence ? C'est pourtant ce que viennent de faire une vingtaine de chercheurs, dont cinq Français.

Ces volcans se trouvent, il est vrai, dans le Pacifique, par quelque 5 000 mètres de profondeur. Les fonds océaniques restent aussi méconnus que certaines planètes

de la première « carte altimétrique » du globe. Ce document indique, avec une précision de cinq à sept centimètres, l'altitude exacte de chaque point de la surface de la planète. Il démontre que la mer n'était pas « plate » et qu'il existait des différences de niveaux, des « bosses » et des creux, pouvant atteindre plusieurs mètres sur des surfaces assez étendues. Ces « anomalies » correspondent soit à des courants puissants comme le Gulf Stream, soit encore à des variations importantes dans la densité du socle océanique sous-jacent, soit enfin à des reliefs sous-marins.

C'est ainsi qu'a pu être repéré, au sud-ouest de l'île de Pâques,

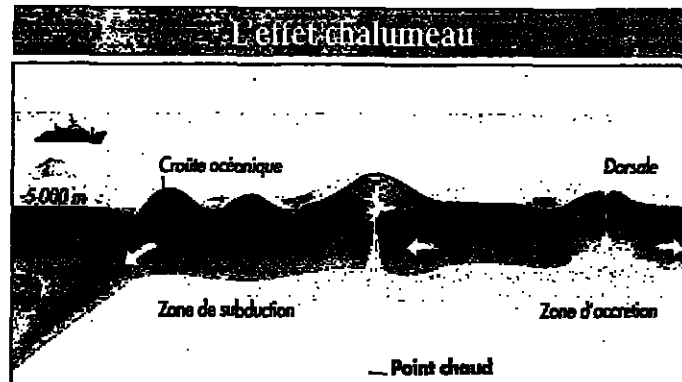
l'alignement de Fondation, une chaîne volcanique de plus de 2 000 kilomètres de longueur, perpendiculaire à la dorsale Pacifique-Antarctique. « Il ne s'agissait que d'une simple présomption, reconnaît Roger Hekinian, de l'Institut français de recherche pour l'ex-

ploitation de la mer (Ifremer). La résolution de cette carte altimétrique n'était pas très bonne, il était difficile de faire le tri entre les causes de ces anomalies. Le seul moyen était d'aller vérifier sur place. »

ATOLLS ENIGMATIQUES
C'est ce que Roger Hekinian a fait, du 30 janvier au 22 mars, à bord du navire océanographique allemand Sonne, en compagnie de collègues français (CNRS et université de Bretagne occidentale), allemands (universités de Kiel et de Hambourg) et polonais (université de Poznan). Une campagne fructueuse au cours de laquelle le sondeur multifaisceau et les caméras vidéo tractées du Sonne ont pu confirmer l'existence de plus de 30 volcans dans la zone repérée sur la carte. Des prélèvements ont été effectués sur 25 d'entre eux à l'aide d'une benne de trois tonnes munie d'une caméra (pour choisir les échantillons) et d'une « mâchoire » que le navire tractait sur le fond.

« Ce sont, le plus souvent, de grands édifices d'environ 4 000 mètres de hauteur, dont le sommet culmine à des profondeurs comprises entre 100 et 1 000 mètres », explique Roger Hekinian. Certains de ces volcans sont couronnés de massifs coralliens où l'on trouve des fragments de coquillages et des galets ; ce qui prouve qu'ils ont donné naissance à des îles ou à des atolls aujourd'hui engloutis, probablement à la suite d'un affaissement du socle océanique.

André de l'exploration pure et simple, l'étude de telles formations est d'un grand intérêt scientifique. En effet, de ses allures paisibles, la Terre est, en effet, l'une des planètes les plus volcanologiquement actives du système solaire. Or, la



Par quelque 5 000 mètres de fond au beau milieu des plaques océaniques, entre deux zones volcaniques qui sont les dorsales et les zones de subduction, des colonnes de magma remontent parfois des profondeurs de la terre pour, tel un chaudière, percer la croûte, y provoquant la formation de chaînes de volcans.

plus grande part de ces soubresauts aux conséquences fondamentales pour l'évolution et la vie de notre globe se produisent sous les mers.

Entre 600 et 1 300 volcans actifs sont répartis sur les terres émergées. Mais il en existe trois à quatre fois plus sous les mers. « On estime, affirme Roger Hekinian, que 65 % à 70 % du volcanisme terrestre se produit sur les dorsales d'accrétion. » Le magma craché par ce réseau de chaînes volcaniques sous-marines long de quelque 70 000 km permet aux plaques continentales de se renouveler à raison de 2,5 cm par an sous l'Atlantique et 16 cm par an sous le Pacifique.

Ces dorsales n'ont encore été explorées que très partiellement. Mais on commence à connaître assez bien leur mode de fonctionnement. Il en est de même des zones de subduction, très actives elles aussi, où, comme au large du Ja-

pon et du Chili, les plaques continentales plongent les unes sous les autres pour se fondre dans le magma sous-jacent. Entre ces zones, c'est en revanche presque l'inconnu.

« PANACHE »

Seule certitude : ces vastes régions dites « intraplaques » ne sont pas inactives. L'existence de quelques îles d'origine volcanique loin de toute dorsale le prouve. Elles sont nées de l'ascension d'une colonne de magma – un « panache », dans le langage des volcanologues – qui, tel un gigantesque coup de chaudière, perce la lithosphère (partie supérieure de la croûte terrestre). Ce « point chaud » restant fixe, il provoque, au fil des millénaires, la formation d'une chaîne de volcans sur la surface de la plaque qui dérive au-dessus de lui, à la manière d'un tapis roulant. Seul le volcan se trou-

vant au-dessus du point chaud est actif.

« L'analyse des laves montre que le magma des points chauds est issu de profondeurs supérieures à 100 km, contre 30 ou 40 km pour celui qui crachent les volcans des dorsales », dit Roger Hekinian. On s'interroge encore sur le type de phénomène qui pourrait être à l'origine de bouffées de chaleur suffisamment puissantes pour provoquer de telles remontées.

Combien sont-ils ? « À partir de la compilation de toutes les campagnes de sondages effectuées à ce jour, on estime à plus de 100 000 le nombre de « bombements » inconnus. Nombre d'entre eux peuvent être des volcans. » Mais l'on ne connaît que très peu de points chauds reconnus comme tels avec certitude (un dans l'océan Indien, deux dans l'Atlantique et quatre dans le Pacifique). Pour l'équipe franco-allemande dont fait partie M. Hekinian, qui étudie le volcanisme intraplaque depuis 1986, la découverte de l'alignement de Fondation représente donc une aubaine.

Le navire océanographique français *Atalante* devrait d'ailleurs se rendre sur les lieux l'an prochain. Il s'efforcera, notamment, de repérer avec précision le point chaud (en principe actif) qui est à l'origine de cette chaîne et que le Sonne a pu localiser approximativement à environ 100 kilomètres à l'ouest de la dorsale Pacifique-Antarctique. L'*Atalante* pourra aussi étudier une portion de dorsale fossile baptisée Farallon, qui ne « fonctionne » plus depuis vingt millions d'années, et que le Sonne a repéré à proximité de la chaîne de Fondation.

Jean-Paul Dufour

Espions spatiaux pour océanographes

Depuis une quinzaine d'années, les satellites sont devenus les meilleurs auxiliaires des océanographes. Aux engins américains Seasat et Geosat, qui fonctionnèrent respectivement en 1978 et de 1985 à 1989, ont succédé l'européen ERS-1 et le franco-américain Topex-Poseidon, mis en orbite en 1991 et 1992. Ils sont capables de mesurer la hauteur du niveau de la mer avec une précision de 10 cm pour ERS-1 et de 2 à 3 cm pour Topex, contre 50 cm pour Seasat et Geosat. Les « cartes altimétriques » réalisées par ces satellites permettent ainsi de suivre les courants océaniques et d'avoir une vue assez complète du relief sous-marin. Certains de ces observateurs spatiaux permettent aussi de mesurer la température de la surface de l'eau, ainsi que la vitesse des vents et la teneur en vapeur d'eau de l'atmosphère. Ces satellites « couvrant » toute la surface du globe, ont imaginé le progrès que cela représente pour les chercheurs, qui devaient, auparavant, se limiter aux mesures parcellaires faites depuis les navires et les bouées.

lointaines et, paradoxalement, les océanographes arrivent aujourd'hui, à en percer peu à peu les secrets grâce aux satellites. Les radars embarqués sur deux d'entre eux – Seasat et Geosat, lancés par les Américains en 1978 et 1985 – ont permis la réalisation, dès 1988,

l'alignement de Fondation, une chaîne volcanique de plus de 2 000 kilomètres de longueur, perpendiculaire à la dorsale Pacifique-Antarctique. « Il ne s'agissait que d'une simple présomption, reconnaît Roger Hekinian, de l'Institut français de recherche pour l'ex-

Le plus grand télescope du monde est menacé par des plaideurs

Les héritiers d'un amiral chilien revendiquent la propriété des terrains sur lesquels se construit le nouvel observatoire européen. Ils ont obtenu l'arrêt des travaux en cours

LES ASTRONOMES voulaient observer des étoiles et n'ont finalement vu que des galons. Quelle ne fut pas leur surprise lorsque, le 30 mars 1995, à 12 h 40, le sénateur Jimenez, officier de justice, accompagné de plusieurs carabinieri, a fait irruption dans les locaux de l'Observatoire européen de l'hémisphère sud (ESO). Fallait-il que l'affaire fût grave pour que cet officiel se soit déplacé après un long trajet jusqu'au sommet du Cerro Paranal, un dôme arrondi et nu de 2 664 m de haut, perdu dans le désert chilien d'Atacama. Sa mission tenait en peu de mots : faire stopper toute activité sur le site, faire le point de l'état d'avancement des travaux du plus grand télescope du monde, le VLT, et rappeler que toute construction ultérieure serait détruite aux frais de l'ESO.

Cette mise en demeure n'a rien d'anodin. Elle inquiète d'ailleurs la communauté astronomique européenne, qui ne comprend rien à ce clochemerle andin et se demande comment on a pu en arriver là, et comment des terres arides et froides peuvent aujourd'hui susciter l'appétit des juristes. L'affaire est rocambolesque et remonte à la fin des années 80, lorsque l'ESO, implanté de longue date au Chili, où il dispose sur la montagne de la Silla (2 400 m), à 600 kilomètres au nord de Santiago, d'une batterie de quatorze télescopes, s'est mis en quête d'un nouveau site pour accueillir son futur télescope géant récemment assuré pour 21 millions de francs par les AGR.

Après de minutieuses recherches dans le désert d'Atacama, connu pour la transparence de son atmosphère et le grand nombre de nuits claires qu'il offre à l'observation, les astronomes jetèrent leur dévolu, en novembre 1987, sur le Cerro Para-

nal. Une cime presque lunaire, située à 130 km au sud d'Antofagasta, la capitale de la deuxième région chilienne. Moins d'un an plus tard, le gouvernement chilien concédait à l'ESO un vaste – trop vaste selon certains – terrain de 725 km². Au centre de ce territoire, trônant en bonne place, le Paranal fait pour accueillir un ensemble de quatre télescopes de 8,2 m de diamètre, dont le fonctionnement simultané donnera au début du prochain millénaire à l'Europe un instrument d'observation astronomique sans égal. Une fois achevé, le VLT sera équivalent à ce que serait un télescope unique doté d'un miroir de 16 m de diamètre !

BATAILLE JURIDIQUE

Fort du soutien du gouvernement chilien et de son statut d'organisme international, l'ESO engagea les premiers travaux dans le courant de 1992. Les bulldozers prirent alors possession du terrain pour raboter le Cerro Paranal d'une trentaine de mètres et créer une plate-forme d'accueil pour le futur observatoire. Tout allait pour le mieux lorsque, en mars 1993, les descendants de l'amiral Juan José Latorre firent savoir qu'ils revendiquaient ces terres, indûment cédées à l'ESO par le gouvernement Pinochet, car elles avaient été données au XIX^e siècle à leur lointain aïeul pour services rendus au pays pendant les guerres chiliennes.

Il n'en fallait pas plus pour déclencher une formidable bataille juridique, qui, si elle ne fait pas le bonheur des astronomes, fait celui des avocats et de certains parlementaires chiliens prêts à faire vibrer la corde du nationalisme et à « chanter » les médias. Le Chili n'est pas à vendre, disaient-ils déjà en 1993, ajoutant : « On ne nous achètera pas

avec de la verroterie et des miroirs comme les conquistadors l'ont fait avec les Indiens au XVI^e siècle. » Résultat : depuis mars 1993, l'ESO et le chantier du VLT vivent au rythme des mises en demeure et des décisions judiciaires des tribunaux régionaux intimant l'ordre d'arrêter les travaux.

Fort de son statut d'organisme international et du soutien que lui apporte le gouvernement chilien, l'ESO a longtemps espéré que la raison triompherait par l'export et que la Cour suprême chilienne trancherait en sa faveur. Pas de chance, le 20 mars dernier, elle a fait exactement le contraire, ajoutant aux tracasseries que l'ESO subit depuis plusieurs mois. « C'est une situation inédite, sans précédent, entre un organisme international et le pays qui l'accueille », s'insurge Peter Creola, le président du conseil de l'ESO.

« Une situation d'autant plus absurde, ajoute-t-il, que le Chili multiplie actuellement les gestes en direction des investisseurs étrangers pour qu'ils s'installent dans le pays. Or, de ce simple point de vue, l'ESO, qui gère un observatoire à la Silla et a engagé au Paranal le VLT, dont le coût s'élève aujourd'hui à quelque 570 millions de deutschemarks (1983 millions de francs), n'est certainement pas le dernier des investisseurs ! »

MENACE NAMIBIENNE

Ira-t-on jusqu'à la rupture ? Peter Creola ne le souhaite pas. Le diplomate qu'il est préfère voir un signe d'apaisement dans les derniers gestes du Chili à l'égard de l'ESO. Les matériels qui étaient retenus depuis deux mois par les douanes chiliennes ont été récemment débloqués. Quelque 100 000 deutschemarks de TVA ont été restitués à l'ESO. Le ministre des affaires étran-

gères chilien a rappelé le statut d'organisme international de l'ESO, et le directeur général de l'ESO, Riccardo Giacconi, s'est rendu au Chili, où on l'a assuré que des instructions avaient été données pour que le problème soit résolu.

Pour preuve de sa bonne volonté, l'ESO a proposé que l'accord qui le lie depuis 1963 avec ce pays soit complété par une série de mesures prenant mieux en compte les droits des travailleurs chiliens et offrant aux astronomes chiliens un temps d'observation de 10 % sur les installations du VLT et les télescopes de la Silla. Mais le Parlement serait réticent à signer ce texte. Faut-il y apporter quelques retouches ?

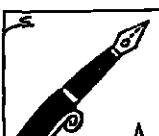
Quoi qu'il en soit, l'ESO se veut prudent et a donc convoqué pour le mercredi 19 avril un conseil extraordinaire à Garching (Allemagne). Pas question pour ses membres, qui regrettent sans doute de ne pas avoir envisagé d'acheter le terrain du VLT voici quelques années et de n'avoir peut-être aussi pas su faire quelques gestes politiques propres à arrondir les angles, de se laisser emporter par la tourmente juridique.

L'astronomie et la quête des derniers secrets de l'Univers demeurent les objectifs principaux des responsables de l'ESO, qui n'excluent pas, si la situation s'enlise, de déplacer, même à grands frais, le VLT sur le Gamsberg, un plateau de la Namibie appartenant aux Allemands, ou, à défaut, sur un autre sommet chilien, situé près de la Silla et qui appartient déjà à l'ESO. Et Peter Creola est formel, si les conflits s'éternisent, « le premier des quatre télescopes pourrait être installé sur un autre site pour ne pas pénaliser les chercheurs. »

Jean-François Augereau

L'eau et la vie

« PISSER est une sensation délicate, si j'étais riche je pissais tous les jours », disait Alphonse Allais. Riche, le poisson l'est assurément. Envahi sans relâche par l'eau qui irrigue ses branchies, un carassin de 100 grammes produit près de 1 millilitre d'urine par heure – soit, rapporté à notre taille humaine, une production de 16 à 18 litres par jour. Un exemple parmi mille de l'ingéniosité et de la diversité du vivant, dont foisonne l'homme, un poisson rouge dans l'homme, surprenant ouvrage qui vient de paraître chez Payot.



BIBLIOGRAPHIE

Son auteur, André Giordan, aime les chiffres et les jeux de piste. Et il les emploie à bon escient. Aujourd'hui directeur du laboratoire de didactique et d'épistémologie des sciences de l'université de Genève (Suisse), ce touche-à-tout de la connaissance a gardé pour *Corasius auratus*, plus vulgairement nommé poisson rouge, un attachement bien compréhensible. En 1968, alors jeune agrégé de biologie, c'est en sa compagnie qu'il effectua ses premiers travaux sur « l'influence des hormones neurohypophysaires dans l'équilibre hydro-minéral ». Une histoire d'eau, de sel et d'hormones, qui nous mènera progressivement dans les méandres du corps humain, tout au long d'un ouvrage dont les chapitres constituent autant de « promenades du savoir ».

Omniprésence de l'eau dans le corps, activité du rein, rôle essentiel de l'hypophyse dans sa régulation, incessant dialogue des cellules entre elles... A l'expert de la physiologie humaine, ce livre apprendra peu. A tous les autres, il offre un surprenant voyage au pays du vivant. Pénétré de l'importance de la communication scientifique, André Giordan a une ma-

nère bien à lui, ludique, visuelle et faussement naïve, d'expliquer les événements biologiques les plus complexes. Du corps humain, modèle d'organisation issu de « trois milliards d'années d'essais et d'erreurs », il passe ensuite au niveau supérieur : celui des sociétés humaines.

Convaincu que « les comportements sociaux ne s'expliquent jamais par des déterminismes biologiques », il n'en soutient pas moins que les mécanismes mis en œuvre par l'évolution du vivant pourraient heureusement nous inspirer dans la gestion de nos propres sociétés. André Giordan prolonge ici la notion de « bionique » – approche qui consiste à détourner des inventions du vivant à des fins utiles et dont le produit le plus célèbre, la bande Velcro, imite le système d'accrochage des fruits de la bardane – pour inventer la « physiologie », qu'il applique notamment... à la gestion de l'entreprise. On peut être agacé par ce parallélisme un peu outré. L'ouvrage n'en reste pas moins original et d'une grande fraîcheur.

Ca. V.

* Comme un poisson rouge dans l'homme, de André Giordan. Documents Payot, 416 p., 149 F.

■ **TÉLÉCOMMUNICATIONS** : les industriels du téléphone cellulaire ont offert à la police américaine pour 50 000 dollars d'équipements de haute technologie, dans le cadre du lancement d'un programme de coopération pour lutter contre la fraude dans les téléphones sans fil. L'utilisation frauduleuse des téléphones cellulaires a coûté l'an dernier, aux États-Unis, quelque 482 millions de dollars aux exploitants, qui enregistrent chaque mois 40 000 appels illégaux pour un parc représentant 25 millions de consommateurs. – (APR)

TABLE

Ces messieurs à la queue-de-pie

Le travail des fourneaux trouve son accomplissement dans la salle, où œuvre la brigade. Là, il ne s'agit plus de talent, mais de tact



FAIRE PARTIE de la « brigade » chargée de servir à la table du roi, sous l'Ancien Régime, était un privilège de gentilhomme. L'art de « l'écuyer tranchant », rapporte Grimod de la Reynière, était exercé « par un homme ad hoc, qui ne remplissait ses fonctions que l'épée au côté ». Au fil de l'histoire, l'écuyer - écuyer de bouche, écuyer tranchant - est devenu garçon de salle, chef de rang et maître d'hôtel. Alexandre 1^{er} fait son entrée à Paris le 31 mars 1814, et le « service à la russe » assure bientôt le succès des nouveaux restaurants. De la Maison Dorée au Grand Hôtel de Balbec (alias Cabourg), c'est le maître d'hôtel qui devient maître de ballet. Il enseigne les usages, par exemple, à une foule bigarrée et riche. Il convient qu'il sache bien dire et énoncer, non pas d'une manière mécanique comme souvent aujourd'hui, le repas qu'envisage le client. Il doit le faire réviser, sinon saliver. Il doit faire sourire sa compagne, fleur de catieya, à une époque où les femmes honnêtes ne vont pas au restaurant.

L'archétype du maître d'hôtel à la fin du siècle dernier est décrit par Zola, couturier des fradises qui jalonnait sa vie comme son œuvre : « Baptiste remplissait les fonctions de maître d'hôtel avec ses attitudes graves de diplomate... il avait sous ses ordres, outre les dix valets de pied, quatre aides qu'il recrutait seulement pour les grands dîners. A chaque mets qu'il enlevait et qu'il allait découper, au fond de la pièce, sur une table de service, trois des domestiques faisaient doucement le tour de la table, un plat à la main, offrant le mets par son nom, à demi-voix. Les autres versaient les vins, veillaient au pain et aux carafes. » La maîtrise de cet art exigeait de tenir de la main gauche, au bout d'une fourchette, une poularde ou un caneton et de le découper en l'air, sans le moindre contact avec une assiette. A La Réserve (Beau-lieu-sur-Mer), l'on sait encore découper un fruit de la sorte. Aujourd'hui le service à l'assiette l'emporte sur l'usage du guéridon, et restreint à de rares établissements de luxe, le découpage, le flambage et le « défiletage » en salle. L'évolution vestimentaire a suivi. La tenue est parfois encore le smoking. Dans les bistrotts au service bon enfant, le garçon portant « grosses moustaches, spencer d'alpaga noir, tablier blanc » a laissé place au jeune homme « le visage rasé, la piastrol souple, la veste blanche », souligne le dictionnaire de l'Académie des gastronomes.

Les autres versaient les vins, veillaient au pain et aux carafes. La maîtrise de cet art exigeait de tenir de la main gauche, au bout d'une fourchette, une poularde ou un caneton et de le découper en l'air, sans le moindre contact avec une assiette. A La Réserve (Beau-lieu-sur-Mer), l'on sait encore découper un fruit de la sorte. Aujourd'hui le service à l'assiette l'emporte sur l'usage du guéridon, et restreint à de rares établissements de luxe, le découpage, le flambage et le « défiletage » en salle. L'évolution vestimentaire a suivi. La tenue est parfois encore le smoking. Dans les bistrotts au service bon enfant, le garçon portant « grosses moustaches, spencer d'alpaga noir, tablier blanc » a laissé place au jeune homme « le visage rasé, la piastrol souple, la veste blanche », souligne le dictionnaire de l'Académie des gastronomes.

« PORTEURS DE GOURMETTES »

Comme le confiait l'illustre et imposant Fernand Point, « n'y a-t-il pas beaucoup d'art en cuisine, et un peu de comédie dans la salle ? ». Pourtant, à La Pyramide, qui fut son lieu, « la salle à manger aux lambris de bois ciré baigne dans une euphorie détendue, hors du siècle... ». Le maître d'hôtel même la garde, le cuisinier gère sa brigade. L'écu d'or tombe dans la poche du patron. Les relations entre la salle et la cuisine - les « grillonneux » - n'ont pas toujours été pacifiques, rappelle Jean-Pierre Morot-Gaudry, dont le service de salle est dirigé par un professionnel chevronné. Les chefs sont sortis de leurs cuisines - un peu trop parfois - mais

les rivalités sont oubliées et l'harmonie règne le plus souvent entre l'amont, terrain du cuisinier, et l'aval, celui du maître d'hôtel, lorsque l'un et l'autre ont reçu une formation solide. La formation ? C'est là que le bât blesse. Nombreux sont les chefs qui déplorent le déclin de la qualification du personnel de salle. Si M. Malher, vice-président de l'Association des maîtres d'hôtel, fait toujours sien la formule de Brillat-Savarin - « recevoir quelqu'un, c'est se charger de son bonheur pendant tout le temps qu'il est sous notre toit » -, il regrette qu'elle soit si peu partagée.

Le service est l'aboutissement de la préparation culinaire ; le personnel de salle, dans sa double fonction de service et de représentation, doit faire preuve de tact et non se comporter en Allequin, comme le relève Proust : « Tout à coup, je vis le patron s'élancer en courbettes, les maîtres d'hôtel accourir au grand complet, ce qui fit tourner les yeux à tous les clients. » Vite appelé-moi Cyrien, une table pour M. le Marquis de Saint Loup », s'écriait le patron, pour qui Robert n'était pas seulement un grand seigneur jouissant d'un véritable prestige, même aux yeux du prince de Foix, mais un client qui menait la vie à grands guides et se déplaçait dans les restaurants beaucoup d'argent. Attitude obséquieuse qui contrevient aux règles de mesure et d'équité, de rigueur dans les grands établissements. En revanche, un bon maître d'hôtel doit être capable de jangler un client dès son arrivée.

C'est ce que l'on nomme dans le jargon professionnel « l'effet

seuil », qui permettra au maître d'hôtel, en un instant, de se faire une idée et, ensuite, d'anticiper les désirs du client. Le client aussi, parfois, le seuil franchi, perçoit ce même « effet » ; c'est l'unique moment où il peut, sans risque, suivre le conseil de Raoul Ponchon : « Il vaut mieux partir sans payer que d'avoir des histoires ! »

L'art complet du maître d'hôtel nécessite, on le voit, la maîtrise de différents types de service et de la mise en place, la connaissance des mets, des garnitures, des sauces, la maîtrise du tranchage, des flambages, du service du vin, et des cigares. Le maître d'hôtel a une triple fonction d'accueil, de service, de conseil.

L'un des plus éminents, aujourd'hui, est M. Péruchasse, meilleur ouvrier de France, au Grand Véfou, tandis que La Tour d'Argent, aux yeux de Guy Savoy, lui-même très à cheval, notamment sur l'épée, reste le modèle de la perfection du service de table. En littérature, le maître d'hôtel est souvent un personnage stéréotypé et drôle : ainsi dans La Poudre au yeux de Labiche ; c'est aussi le personnage d'Hector, sous la plume de Colette. Dans tous les cas, il garde une image de tenue et de distinction dont l'accomplissement dit « à la maîtrise d'hôtel » est le symbole, par ses « caractères d'élégance sobre et de promptitude qui lui ont valu son nom : c'est un beurre pommade de fine qualité, salé, poivré, persillé, citronné ou vinaigré ». Chaud devant ! Ces messieurs à la queue-de-pie sont en pleine action.

Jean-Claude Ribaut

VINS

Secs, blancs et bordelais

LE CHÂTEAU D'YQUEM et les beaux liquoreux girondins mis à part, le plus grand vignoble de vins fins du monde a, pour l'essentiel, bâti sa réputation sur ses meilleurs rouges. Aujourd'hui encore, les bordelais blancs et secs ne se goûtent pas d'emblée. Il y a, certes, les belles ambiguïtés baroques des graves et quelques pesac-léognan injustement méconnus. Mais pour le reste ? Oti pêcher au mieux dans les océans de l'entre-deux-mers et des côtes de Blaye ? Comment, perdu dans les labyrinthes gustatifs de la Dordogne et de la Garonne, ne pas au plus vite trouver refuge dans l'aristocratie des assemblages de cabernet, de merlot et de petit verdot ?

La dernière livraison de l'Amateur de bordelais aide ici à retrouver son chemin. Dans un supplément atypique, la luxueuse revue de Jean-Paul Kauffmann analyse la fraction blanche de la Gironde, celle que les châteaux rouges bordelais ne reconnaissent encore que du bout des lèvres, lui préférant, à l'heure de l'apéritif, les hautes bulles septentrionales de Krug, Deutz ou Bollinger.

Secs, blancs et bordelais ? La terre, la latitude et l'histoire avaient laissé d'autres terroirs occuper le terrain : la Bourgogne et le chardonnay, la Loire et son chemin, mais aussi le Jura, l'Alsace et le vignier des côtes du Rhône. Bordeaux, qui aime tant les accords de cépages, ne pouvait jouer ici qu'avec le sauvignon, le sémillon et le muscadelle. Il y a, certes, encore quelques hectares d'ignoble blanc, de colombar ou de folle blanche. Mais mieux vaut les oublier avant qu'on ne les arrache.

« La première qualité d'un vin est d'être rouge », a-t-on longtemps dit à Bordeaux, ville qui ne craignait pas alors d'afficher son racisme ampélographique. Un homme, depuis quelques années, a osé relever le défi. Denis Dubourdieu, professeur d'œnologie, propriétaire et vigneron, a bouleversé avec succès la confection de ces blancs secs longtemps méprisés.

Comme toujours, la renaissance du vin est passée par le respect de la vigne. Il a fallu en finir avec l'écavage végétal et les rendements inhumains, faire une croix sur les vendanges immatures. En finir aussi avec l'usage inconsidéré du soufre, le mépris du breuvage et de l'amateur.

Sous la houlette de Denis Du-

bourdieu, on a attendu les raisins mûrs, cherché à comprendre la physiologie de la vinification, le rôle des levures du raisin. On a aussi décrypté le dialogue possible entre le futur vin et les bois d'élevage, ces bois à la mode mais qui, mal maîtrisés, conduisent trop souvent à d'irréversibles catastrophes. On a écouté le professeur expliquer que les vins blancs, privés de tanin, sont sensibles à l'oxydation et ont plus que d'autres tendance à acquiescer exagérément les saveurs boisées. Plusieurs châteaux ont avec lui cherché l'équilibre dynamique entre bois, vin et levures, qui, symétriques des tannins du rouge, protègent les arômes du fruit.

Un professeur d'œnologie, propriétaire et vigneron, a bouleversé la confection de ces blancs secs longtemps méprisés

Ces levures blanches métabolisent les éléments cédés au liquide par le bois. Elles limitent, mûrissent l'impact de ce dernier. Cette démarche privilégiée aussi une autre partie du fruit, les lies qui contiennent une grande partie des précurseurs d'arômes spécifiques des cépages.

Aujourd'hui, les résultats sont là. Les blancs « méthode Dubourdieu » ont retrouvé une silhouette, une âme, un corps. Et ils marchent la tête haute.

Jean-Yves Nau

* L'Amateur de bordelais, 22, rue des Reculettes, 75013 Paris. Tél. : (1) 43-31-44-99. Fax : (1) 43-31-41-15.
* Parmi les grands blancs secs de Bordeaux (domaine de chevalier, châteaux haut-brion, malartic-la-gravière, feuzat, couhins-lurton, smith-haut-laiffite), il faut citer l'étonnant doisy-déne de Pierre Dubourdieu, père de Denis (Château Doisy-Daëne, 33720 Barsac. Tél. : 56-27-15-46).

TOQUES EN POINTE

■ L'CEILLADE. La fréquentation de ce restaurant devient un peu plus aisée. Est-ce déjà le renouvellement des cabinets ministériels, à moins qu'il ne s'agisse des conséquences - un peu fâcheuses - de la hausse des prix de la carte-menu, cette dernière saison ? Quoi qu'il en soit, tout est rentré dans l'ordre avec deux épatantes formules, l'une à 135 F, une aubaine, et l'autre, véritable bombance, à 235 F. Le fond d'artichaut frais en salade, rehaussé de sauce moutardée, fait contraste avec le ragout d'escargots aux pleurotes. Un vol-au-vent d'anthologie, large crotte « maison » abondamment garnie - à la dernière minute comme il se doit, - vaut à lui seul la visite des amateurs. Leur plaisir sera sans mélange si l'on prend soin d'affirmer un peu plus la fine consistance de la sauce financière. Chaque jour, au gré du marché, quelques plats hors la carte-menu sont destinés aux habitués. Même chose avec les vins, certains hors les sentiers battus.
* Paris. 10, rue Saint-Simon (75007). Tél. : (1) 42-22-01-60. Fermé le dimanche.

■ LA BUTTE CHAILLOT. Le décor dû à l'architecte Pierre Parat - un volume évidé sur deux niveaux, puissamment structuré par une cheminée cylindrique centrale et des poutres métalliques - tranchait avec les autres établissements du (modeste) empire de Guy Savoy. L'équipe, un moment éprouvée par la disparition accidentelle du jeune chef, a été reprise en main par Alain Pras, un directeur des plus alertes. Le foie gras de canard, mariné au sel de Guérande, est servi en tronçons avec une mousse de céleri. L'accord est subtil. Amusantes, les gambas croustillantes

au sésame, mais plus intéressant est le carrelot, présenté ici en filets avec un risotto provençal, jus au romarin, et quelques tranches de chorizo doux, à l'heure espagnole. Indispensable volaille fermière rôtie à la broche, pommes purée (98 F). Chaque mois, une région est à l'honneur : en mai, c'est le lyonnais. Il y aura des plats nouveaux chaque semaine : on aligne déjà les « fillettes ». La cave est fonctionnelle, mais de bon choix. Service assuré avec entrain par une équipe de salle motivée. Ouvert sept jours sur sept. Menu 210 F. A la carte, comptez environ 250 F.
* Paris. 110 bis, avenue Kléber (75116). Tél. : (1) 47-27-88-88. Tous les jours.

■ L'OBÉLISQUE. Jusqu'au 30 avril, la brasserie du Crillon est à l'heure de Saint-Petersbourg. La Seine n'est pas la Neva, mais deux chefs du Grand Hôtel Europe - le Russe, Ilya Lazerson, et l'Anglais, Graham Brundell - ont fait le voyage, à l'invitation de Christian Constant. C'est l'occasion de fêter la Pâque russe avec le coulibiac de saumon, les blinis, le bortsch, le célèbre bœuf Stroganoff et même le goloubtsy d'agneau ukrainien, braisé aux choux. Au déjeuner, menu « affaires » à 290 F, le soir « dégustation » à 480 F. Caviar russe, importé par Pétroussian, une référence (200 F les 20 grammes avec blinis et smatana). Grand choix de vodkas. A la carte, environ 300 F.
* Paris. 4, rue Boissy-d'Anglas (75008). Tél. : (1) 44-71-15-15. Tous les jours.

■ AU BASCOU. On évoque ici les paysages de la vallée des Aldudes, où Pierre Oteiza élève les cochons dont on sert l'excellent jambon cru accompagné de la cuvée bixazo, un irouléguy de P. Espil (160 F). Jean-Guy Loustau est un enfant du pays ; il a choisi une agréable sélection de vins et quelques excellents produits de la-bas. Terrine de canard ou salade de gésiers, sam-

mon à la ciboulette ou aiguillette de bœuf ; tourtière aux pruneaux ou terrine de fruits, voilà pour le menu à 85 F (un plat au choix, plus entrée ou dessert). Les pimientos farcis de morue à la navarraise sont tels que ceux dégustés à Saint-Jean-de-Luz ; signalons aussi les œufs en cocotte au foie gras, les petits gris à l'ail doux ; l'émancé de saint-jacques au piment d'Espelette, sans lequel il n'est pas de cuisine basque. Quelques poissons rappellent aussi le « pays bossu » : la truite de la Nive au cidre basque, les chipirons en risotto et la morue fraîche à la basquaise. C'est la saison de l'agneau de lait des Pyrénées, rôti, délicieux. Parmi les desserts, blanc-manger du vieux garçon, et feuilletine au chocolat amer et camelle. Bon accueil de bistrot. A la carte, comptez 200 F environ.
* Paris. 38, rue Réaumur (75003). Tél. : (1) 42-72-69-25. Fermé samedi à déjeuner et dimanche.

■ YVAN. Paris a fait sa réputation sur de pareils endroits, autant que sur ceux, cachés, où l'on vient déguster religieusement un plat du terroir « arverne » ou lozérois. Et cependant Yvan Zlapatick a fait ses classes, autrefois, chez Jacques Manière. C'est un jeu de ping-pong réussi entre une cuisine de tradition et... la convivialité. Jeunes beautés de la mode, cavalières matinales, chanteurs « pop », soit un « Tout-Paris » plutôt sympathique, dans un cadre haut en couleur et bouquets étonnants. Dans l'assiette, cela compte aussi, ravioles de champignons sauce foie gras, langoustines aux huiles parfumées, et aussi - souvenir du Nord, pays natal de Yvan - rognons de veau à la bière blanche de Hoegaarden et la pin à la krick. Même les additifs, ici, sont à la mode : menu à 178 F midi ; et de 168 F à 278 F le soir.
* Paris. 1 bis, rue Jean-Mermoz (75008). Tél. : (1) 43-59-18-40. Fermé samedi midi et dimanche.

Gastronomie...

PARIS 2^e

La Villa Bréole
Une cuisine d'une rare qualité, servie par un personnel attentif et discret. Place le soir. Menu 110 F - Soir 169 F et carte. Jusqu'à 23h45 - Pâtes, midi et dim. 19, rue d'Antin Paris 2 - 47.42.64.92. MARITIME D'OR DE LA CUISINE CROÛTE.

PARIS 6^e

ALSACE A PARIS T.J.
9, pl. St-André-des-Arts, 6^e - SALONS CHOUKROUTES, GRILLADES FLAMMEKÛCHE, POISSONS HUTRES ET COQUILLAGES 43.26.89.36

PARIS 7^e

La meilleure formule « LE BISTROT DE BRETEUIL »
Le restaurant que l'on aimerait trouver souvent. Qualité-prix, pas de pièges, c'est clair et net, sûrement une des meilleures formules à ce prix-là : 172 F. Apéritif, vrai vin de propriété (1 bott. pour 2 pers.), café. Excellente sélection de produits parmi les plus chers. Foie gras, jambon de Parme, asperges sauce mousseline, carré d'agneau, cœur de rumsteak, haddock florentine. Carte des desserts. Repas d'affaires. 77, 3, pl. de Breteuil. Tél. : 46.67.07.27 - Fax : 42.73.11.88.

RENSEIGNEMENTS PUBLICITÉ
"GASTRONOMIE"
Tél : 44.43.77.36

PARIS 8^e

SAUMON, RENNE, CANARD SALE, COPENHAGUE sur les Ch. Elysées Menu 230 F. Boisson comprise
FLORA DANICA, Le Patio Menu 190 F. Boisson comprise 142, av. des Ch. Elysées - 44.13.66.26

Ristorante GABRIELE
- Produits frais - Cuisine familiale - Anti-Pasti - Pâtes fraîches maison Entre place de la Concorde et la Madeleine Tél. : 42.60.10.27 - F. le Dimanche

PARIS 2^e

LE PAPRIKA
Menu 200 F (boisson comprise) Cuisine hongroise Musiciens tringones de Budapest 28, avenue Trudaine Tél. 44.63.02.91 - Fax 44.63.09.82

PARIS 11^e

8^e RESTAURANT
Haute Gastronomie Italienne 1, rue Maillard 11^e - M^o Voltaire 44.64.11.92 - F. sam. midi et dim. Espace KIRON 10, rue de la Vaguevie

NEUILLY

FOC LY
RESTAURANT CHINOIS ET THAILANDAIS Salons particuliers Neuilly 78, av. Charles de Gaulle, 46.24.43.36 et 71, av. de Suffren (78), 47.83.27.12

GRANDS CRUS

LE CATALOGUE DES VINS Vallée du Rhône, Provence Sélection de Champagne. Les introuvables en grande distribution **MINITEL 3617 AAOC** (AFCOM - 3,42 F./mn) L'abus d'alcool est dangereux pour la santé.

Sur nos plateaux, c'est elle la star !
PROMOTION FRUITS DE MER 6 PLATEAUX 79^e à 240^e
Menus et Formules rapides 119^e - 149^e
LA CHAMPAGNE GRANDE BRASSERIE DE LA MER 10 bis, place Gilly - 75009 Paris Tél. 48 74 44 78 - Fax 42 80 83 10
CHEZ HANSI GRANDE BRASSERIE ALSACIENNE 3, place du 18-Juin-1940 - 75006 Paris Tél. 45 48 96 42 - Fax 45 44 85 48

CULTURE

LE MONDE / MERCREDI 19 AVRIL 1995

SCÈNE. Le dernier film d'Ingmar Bergman remonte à 1984, quand il signa *Après la répétition*, réalisé pour la télévision. Depuis, il a renoncé au cinéma. Mais pas au théâtre, la pas-

sion de sa vie, comme il aime à le répéter. ● A SOIXANTE-DIX-SEPT ANS, Bergman met en scène, pour la troisième fois, *Le Misanthrope*, au Théâtre royal dramatique de Stock-

holm. Il rend hommage à Ariane Mnouchkine, dont le film *Molière* a changé son regard sur celui qui est son auteur préféré, avec Strindberg. A Göteborg, sa fille, Eva, dirige une

des meilleures troupes de Suède. ● LA DEUXIÈME BIENNALE du théâtre suédois s'est déroulée à Malmö du 10 au 14 avril. Elle a réuni des compagnies venues de tout le pays

et de nombreux directeurs et producteurs étrangers. Le système d'éducation suédois forme les élèves au théâtre dès leurs plus jeunes années, engendrant un public fidèle et averti.

Ingmar Bergman reste fidèle à sa première passion, le théâtre

A Stockholm, le metteur en scène suédois, qui a renoncé au cinéma depuis dix ans présente « *Le Misanthrope* », de Molière. Il renoue avec la grande tradition de la comédie

LE MISANTHROPE, de Molière. Mise en scène : Ingmar Bergman. Avec les comédiens du Kungliga Dramatiska Teatern, Stockholm. Tél. : (09-46)-8-667-06-80. Jusqu'à fin juin.

STOCKHOLM
de notre envoyée spéciale
Sur les dix pièces inscrites cette saison à l'affiche du Théâtre royal dramatique de Stockholm - l'équivalent suédois de la Comédie-Française -, trois sont mises en scène par Ingmar Bergman : *Le Conte d'hiver*, de Shakespeare, *Madame de Sade*, de Mishima, et *Le Misanthrope*, de Molière. La place qu'il occupe témoigne de la vitalité et du prestige d'Ingmar Bergman. S'il a renoncé au cinéma en 1983, il n'abandonne pas le théâtre, où, pour lui, « tout commence et tout finit ». A soixante-dix-sept ans, il ne cesse de travailler, avec l'obstination méticuleuse dont il fit une règle de vie. Fidèle à son île de Faro, sur la Baltique, où il a trouvé le paysage de son âme, il est, à Stockholm, un mythe. Son regard veille sur le Théâtre royal dramatique, où son portrait est en vente. Ses mises en scène attirent un public qui traverse les continents pour venir dans ce qu'amablement il appelle « un coin passablement protégé du monde ».

Le dimanche 9 avril, il y avait ainsi, pour la représentation en matinée du *Misanthrope* de Molière, des Finlandais, des Norvégiens, et des Américains. Le directeur du théâtre est venu l'annoncer dans un petit discours de bienvenue, qui saluait la présence de Susan Sonntag et de Sven Nykvist, l'éclairagiste des films de Bergman. Dans son livre de souvenirs *Laterna magica* (1987), Bergman écrit : « Il m'arrive de regretter d'avoir mis un terme à mon travail cinématographique. C'est naturel et ça passe vite. Je regrette surtout ma collaboration avec Sven Nykvist. Cela vient peut-être de ce que nous sommes tous les deux fascinés sans réserve par la problématique de la lumière. La lumière douce, dangereuse, la lumière comme dans un rêve, la lumière vivante, morte, nette, brumeuse, brillante, violente, nue, soudaine, sombre, printanière, la lumière qui entre par la fenêtre, la lumière qui en sort, la lumière



droite, oblique, sensuelle, contrainte, délimitante, vénéneuse, calmante, sereine. La lumière. »

SCÈNE RAJOUTÉE
La mise en scène du *Misanthrope* ouvre sur la lumière d'un paysage, qui pourrait être de Watteau. Une toile peinte enveloppe l'espace de l'avant-scène : l'ombre de la nuit d'un jardin, trois personnages de cour et un Pierrot, de dos. Debout à côté du manteau

d'Arlequin, un autre Pierrot se tient face à la salle. C'est un comédien, dont la présence immobile accuse l'illusion d'un double jeu. A la vision du paysage succède celle du plateau, d'un vert flamboyant, sur lequel des comédiens jouent à cotin-maillard. Ce sont Célimène, Elante, les amis et les petits marquis. Ils s'amusez follement, sous le regard d'Alceste qui se détache de la ronde et se poste sur le devant de la scène, furieux.

Cette scène, rajoutée, éclate de la joie de jouer. Elle doit beaucoup à Ariane Mnouchkine, à qui Ingmar Bergman dédicace ce *Misanthrope*. « En voyant son grand film sur Molière, écrit-il dans le programme, j'ai compris ce que je n'avais jamais compris jusqu'alors. C'est pour cela que je mets en scène [Le Misanthrope] une troisième fois. » Ingmar Bergman avait monté la pièce une première fois en 1957, à Malmö, et une deuxième à Copenhague, en 1973.

Mais son histoire avec la comédie de Molière remonte à 1949. Bergman vécut, cette année-là, quelques mois à Paris. Il se rendit à la Comédie-Française voir *Le Misanthrope* - « une expérience pour moi indescriptible. Ces alexandrins,

si secs, fleurissaient, se balançaient au vent. Les gens sur la scène transperçaient mes sens, pénétraient dans mon cœur, c'est exactement ça, je sais que ça peut sembler comique, mais c'était ça : Molière entra dans mon cœur en même temps que ses interprètes et il y est resté pour toute ma vie. »

FÉRIE DE NOËL

Il est émouvant de voir *Le Misanthrope* au Théâtre royal dramatique, parce que Ingmar Bergman y boucle une vie tout entière marquée du sceau du théâtre. C'est dans cette salle (qui fut celle de Strindberg, son autre *compagno*) qu'à sept ans, assis au deuxième rang du premier balcon, il a vu une férie de Noël. Il n'a oublié ni le spectacle ni la place qu'il occupait : elle est devenue au fil des ans et de sa longue histoire avec le

(Thorsten Flinck) au rang de figurant. Il y a de l'autisme en lui, qui souffre comme disait August Strindberg, « avec un petit, tout petit sourire intérieur ». Dans la mise en scène d'Ingmar Bergman, le personnage principal du *Misanthrope* est Célimène. Le réalisateur des *Sourires d'une nuit d'été* excelle à peindre la comédie de la séduction. Célimène (Lena Endre) est une reine. Elle sait jouer d'un fleur qu'elle dispose dans un vase, de l'oblique de sa nuque dégauchée. Même quand elle est démasquée, ses sanglots sont si beaux qu'Alceste tombe à ses genoux. Il lui sourit.

Célimène n'est jamais seule. Autour d'elle s'agit une compagnie où chacun respecte parfaitement son emploi. Prude, fat, sage, valet sont traités par Bergman dans la grande tradition classique : per-

Ses films préférés

Les interventions publiques d'Ingmar Bergman se font de plus en plus rares. Parce qu'il considère qu'il a tout dit dans ses films (cinquante-trois pour le cinéma ou la télévision) et dans ses livres - *Laterna magica* (une autobiographie, Gallimard, « Folio ») et *Images* (un essai critique, Gallimard) -, le réalisateur suédois préfère garder le silence. Il a pourtant accepté de donner au journal du Festival du film de Göteborg, qui s'est tenu début février, la liste de ses films préférés.

Les *Années de plomb* de Margarethe von Trotta ; *Le Chef d'orchestre* d'Andrzej Wajda ; *Andrei Roublev* d'Andrzej Tarkovski ; *Le Quartier du corbeau* de Bo Widerberg ; *La Strada* de Federico Fellini ; *Rashomon* d'Akira Kurosawa ; *Sunset Boulevard* de Billy Wilder ; *Qual des brumes* de Marcel Carné ; *La Passion de Jeanne d'Arc* de Carl Dreyer ; *Le Cirque* de Charlie Chaplin ; *La Charrette fantôme* de Victor Sjöström.

Dramaten (qu'il a dirigé dans les années 60) le lieu des rêves et de la nostalgie. Le Théâtre royal se prête à ces sentiments. A l'entree, le spectateur peut aller sur le balcon du foyer, d'où le regard plonge sur les bateaux et les îles de l'archipel. Cette vision est une des plus belles qui soient.

En apparence, *Le Misanthrope* mis en scène par Ingmar Bergman respire la sagesse. Alceste n'est pas un personnage tourmenté par quelque culpabilité ou lutte avec une morale supérieure - comme le théâtre français récent a accoutumé de le montrer. C'est un homme jaloux, qui aime Célimène et ne supporte pas de la voir s'amuser avec ses sentiments. Il va de la prostration à l'énervement, des larmes rentrées au sourire sardonique. Capable de se blesser dans sa fureur, il ne peut s'empêcher d'assister au spectacle qui le mine : la coquetterie de Célimène. Il l'aime et la veut pour lui seul, elle s'y refuse. C'est simple comme l'amour quand il se nourrit de haine. Sans toi, pas de moi.

Ce parti pris aboutit à un paradoxe. Il relègue presque Alceste

trouques outrées pour Oronte, vices grimes d'Acaste et Clitandre, raideur d'Arsinoé, frémissement d'Elante. Les messages qu'ils envoient sont simples.

Plaisir du jeu et obsession de la précision semblent avoir orienté le metteur en scène dans sa direction d'acteurs. Lui qui se traite de « barbare du Nord qui a tété, avec le lait maternel, la fidélité au texte » écarte la moindre tentation de flou. Rien n'est négligé, ni les costumes, d'une splendeur rarement égalée, ni le balancement des couleurs du décor qui, du vert flamboyant des trois premiers actes, passe, pour les quatrième et cinquième actes, au rouge profond de la chambre de Cris et chuchotements.

Une telle obsession de la maîtrise pourrait friser la maniaquerie. Le talent des comédiens écarte le risque, leur plaisir irradie la scène. Guidés par Ingmar Bergman, ils sont comme lui : dans leur maison, avec un auteur qu'ils aiment, liés « corps et âme au théâtre ».

Brigitte Salino

La Suède ou l'éducation théâtrale

MALMÖ
de notre envoyée spéciale
Du lundi 10 au jeudi 13 avril, s'est tenue à Malmö la deuxième Biennale du théâtre suédois. La première avait eu lieu à Stockholm, en 1993. Une ville du Nord accueillera la prochaine, en 1995. Cette biennale a été créée par l'Union des théâtres suédois pour répondre à un besoin simple : permettre aux troupes de se rencontrer. Comment, en effet, créer des liens dans un pays qui s'étire sur 1.574 kilomètres, de la Scanie à la Laponie ? A Malmö, on croise des comédiens aux yeux de loup, venues de Lulea, après vingt-quatre heures de voyage. Elles découvraient une douceur inédite (jusqu'à 12 degrés), et des collègues qu'elles connaissaient par les journaux.

Sept cent cinquante participants s'étaient inscrits à la Biennale : directeurs de théâtre, metteurs en scène, techniciens, dramaturges, producteurs, universitaires, étudiants, acteurs, qui se retrouvaient le matin dans les locaux magnifiques du Hipp Teater (un ancien hippodrome) où une série de séminaires leur permettait d'échanger des points de vue. Dans l'Europe de 1995, la Suède occupe une place enviable. Selon une enquête menée en 1993-1994, 24 % de ses habitants sont allés au théâtre au moins une fois dans la saison (en France, ce taux est de 9 %), et le nombre de

spectateurs s'élève à quatre millions, pour une population de huit millions d'habitants.

Ces chiffres élevés tiennent à une tradition. En Suède, on considère que la base du théâtre populaire repose sur le théâtre pour enfants. Toutes les classes des écoles vont au spectacle. Ainsi, on pouvait voir à Malmö, mêlés au public des professionnels, des mères suédoises et turques, avec leurs enfants. Chaque année, le regroupement des écoles de la ville verse 200 000 couronnes à l'association des théâtres. En échange, il peut disposer d'autant de places qu'il le désire. Il en est ainsi dans toute la Suède.

TOUTE LA SCANDINAVIE

Le programme de la Biennale a été établi par un jury de six critiques dramatiques. Sur les douze spectacles élus, deux étaient destinés aux tout-petits, deux aux « jeunes gens ». Parmi ces derniers, il y avait *Deux otages* de Brendan Behan, par le Backa Teater. Cette troupe rattachée au Théâtre municipal de Göteborg comprend des comédiens et des musiciens.

Dans un hangar de la périphérie de Malmö, ils ont donné une version nerveuse et très bien jouée de la pièce, qui a pour cadre une maison de passe de Dublin tenue par un vétéran de FIRA. La mise en scène de *Deux otages* - la meilleure production de la Biennale - est

d'Eva Bergman, la fille d'Ingmar Bergman. Au regard d'un visiteur étranger, *Deux otages* n'appartient pas à la catégorie « théâtre pour jeunes gens ». Pour un Suédois, la distinction est évidente. Il y a des metteurs en scène et des spectacles différents selon les tranches d'âge. La *Lulu* de Frank Wedekind, présentée comme l'événement de la Biennale, concernait les adultes. Avec raison, d'une certaine manière : du sexe, rien que du sexe, mis en scène d'une manière qui n'aurait pas détonné dans le théâtre dit provocateur des années 70.

La qualité du jeu des comédiens donnait sa force au théâtre suédois représenté à la Biennale, dont une part essentielle s'est jouée en coulisses. La rencontre de Malmö a permis à des producteurs et des directeurs d'institutions de développer leurs réseaux. Toute la Scandinavie était représentée, ainsi que les pays Baltes, la Pologne, l'Allemagne, le Danemark. A partir de la Suède, une nouvelle géographie se dessine, avec une ligne qui relie Stockholm, la Finlande et la Russie, et une autre qui fait le lien entre la Scanie, le Danemark, l'Allemagne et la Pologne. Ces échanges culturels témoignent d'une vitalité que l'Europe du Sud a tendance à ignorer. A tort.

B. S.

EN EXCLUSIVITE ET POUR LA 1^{ère} FOIS EN FRANCE

DU 13 AVRIL AU 13 MAI 1995

EXPOSITION
GABRIEL BELLA
"Scènes
Vénitienes"

A l'occasion de l'Exposition "Bellissima Italia", le Printemps vous invite à découvrir 25 oeuvres de ce peintre Vénitien du XVIII^{ème} siècle au 3^{ème} étage du Printemps de la Maison à Haussmann.

PRINTEMPS
HAUSSMANN

Le cinquième réseau hertzien britannique mis aux enchères

LONDRES
de notre envoyé spécial
« C'est la dernière chance de lancer un réseau hertzien », indique Paul McGhee, directeur des ventes de NBC Super Channel, chaîne d'informations économiques et de divertissements diffusée en Europe par câble et satellite. Hier, le cinquième réseau hertzien mis aux enchères par le gouvernement britannique sera le dernier : « Le satellite est arrivé à son niveau maximum et se stabilise, mais désormais le câble augmente fortement. »

Cette ultime occasion de réussir une bonne affaire attire les convoitises. Après Thames TV, associée à MAF, régie publicitaire de télévisions régionales britanniques, le groupe de Rupert Murdoch allié à Granada et NBC Super Channel en tandem avec le Mirror Group, le groupe Virgin, spécialisé dans les loisirs et les liaisons aériennes, s'est à son tour porté candidat. Pour être choisi comme opérateur, le groupe de Richard Branson a constitué autour d'un consortium formé de HTV, Yorkshire TV, Associated Newspapers, propriétaire du Daily Mail, et de Philips.

Selon Paul McGhee, « d'autres postulants, de moindre envergure, essaient de s'associer avec l'un des quatre gros candidats ». La date limite de dépôt des enchères a été fixée au 2 mai. Six mois plus tard, le gouvernement devrait rendre publique sa décision. Le lancement de la cinquième chaîne pourrait intervenir au cours de l'été 1996.

L'étendue de ce réseau, qui touchera 70 % de la population, ex-

plicite l'apreté de la compétition. De l'avis général, la proposition victorieuse ne devrait pas être inférieure à « 100 millions de dollars » (environ 500 millions de francs). « Une enchère type de Margaret Thatcher », précise un des prétendants. C'est la seconde fois que les autorités britanniques tentent d'attribuer ce réseau.

En 1992, Thames TV était seul en lice, mais le gouvernement a repoussé cette candidature parce que unique. Trois ans plus tard, l'affaire semble encore plus belle, « car le gouvernement a accordé des fréquences supplémentaires ». La technique de vente aux enchères qui sera utilisée pourrait amener une envolée des prix.

En cas de victoire, NBC Super Channel souhaiterait alors créer « une chaîne sur le modèle de ITV ». Une démarche partagée par Virgin. Toutefois, le groupe de Richard Branson indique vouloir mettre en place une chaîne plus axée encore sur le divertissement. « More Entertainment ». Pour y parvenir, Virgin et ses partenaires pourraient investir plus de 200 millions de livres (environ 1,6 milliard de francs).

Malgré la concurrence des quatre réseaux existants, ajoutée à celle du satellite et du câble en forte progression, « NBC Superchannel espère attirer 15 % de l'audience britannique en deux ans », estime Paul McGhee. La chaîne sera financée par la publicité. La programmation conçue par NBC Superchannel devra « séduire les femmes du foyer ».

G. D.

Astra fête dix ans d'indépendance et de bénéfices

L'opérateur luxembourgeois, qui réalise un chiffre d'affaires de quelque 1,4 milliard de francs, diffuse ses programmes auprès de plus de 56 millions de foyers européens

BETZDORF (Luxembourg)
de notre envoyé spécial

Ils n'en sont pas peu fiers. Avant même la fin des travaux, la direction de la Société européenne des satellites (SES), opérateur luxembourgeois d'Astra, né en mars 1985, fait visiter son futur siège à Betzdorf, comme on dévoile son nouvel appartement à des amis. De fait la SES a vu grand : en pleine campagne, aux côtés d'un château et d'un immeuble moderne, l'opérateur des satellites a fait édifier un complexe technico-administratif doté de plus récentes technologies. Ce prochain centre de gestion et de guidage des satellites Astra devra résister à tous les désordres climatiques comme aux contre-attaques de la concurrence.

Le premier satellite, Astra 1A, a été mis en orbite en 1989, au moment où TDFI accumulait les déboires (*Le Monde* du 29 décembre 1984). À la poignée de chaînes proposées à une date hypothétique par l'engin français, Astra opposa d'un coup seize programmes attractifs. Pierre Meyrat, directeur général de la SES jusqu'en 1994, est l'homme clef de la réussite luxembourgeoise. Sous sa houlette, la société aura investi 10 milliards de francs en dix ans, lancé quatre satellites et assuré la commercialisation de trois prochains engins. En 1994, les programmes d'Astra étaient diffusés par câble et satellite auprès de 56 millions de foyers euro-

péens. Plus symbolique encore, face au désastre financier de TDFI, Astra aura été « bénéficiaire dès sa première année ».

Après une décennie d'installation, la SES envisage l'avenir avec sérénité. En 1995, l'opérateur d'Astra a dégagé près de 500 millions de francs de bénéfices pour un chiffre d'affaires d'un peu plus de 1,1 milliard de francs. Un retour sur investissement nécessaire pour fabriquer

le statut de concurrent.

Avec le lancement d'Astra 1G, prévu en 1997, la SES aura complété son dispositif de satellites sur une même position orbitale. Mieux, selon Celso Azevedo, « une antenne de 30 centimètres serait suffisante pour recevoir les programmes transmis en bande KA ». À l'occasion du lancement du numérique, à l'automne 1995, Astra « a tout calculé pour être reçu avec des paraboles de 45 centimètres ».

À l'instar du câble, la SES veut doter ses satellites des possibilités de l'interactivité. Selon le directeur technique, « le premier pas sera le développement d'une voie de retour par l'intermédiaire du téléphone ». Dans un second temps, Astra prévoit de mettre en place « une voie de retour par le satellite, lui-même disponible avec une antenne de 50 centimètres ». Toutefois, ces innovations techniques ne devraient pas intervenir avant « cinq à dix ans ». Dans l'immédiat, la SES prépare le démarrage du numérique. Pour permettre une large diffusion des nouveaux programmes, « Astra privilégiera la mise en place d'un seul décodeur numérique dans toute l'Europe ». Cette solution permettrait aux nouvelles chaînes de s'imposer plus rapidement auprès du public et surtout d'éviter aux diffuseurs d'avoir à choisir un satellite en fonction du décodeur utilisé.

Guy Dutheil

Numéro un européen des opérateurs satellites en mode analogique, Astra prévoit de conserver sa position avec la mise en œuvre de la diffusion numérique

et lancer les coûteux satellites. Plus flatteur encore, le chiffre d'affaires 1994 devrait être de l'ordre de 1,4 milliard de francs. Numéro un européen des opérateurs satellites en mode analogique, Astra prévoit de conserver sa position avec la mise en œuvre de la diffusion numérique. « Il est presque impossible de nous concurrencer dans ce domaine, car nous avons tous les plus importants clients sur chaque marché », précise Celso Azevedo, directeur technique de la SES, refusant à Eutelsat et ses Hot Birds (*Le Monde* du 30 mars)

quence ou garder les 19,2 degrés, mais élargir la bande de fréquence », indique le directeur technique. Plus sûrement, l'opérateur d'Astra devrait jouer sur les deux tableaux. Déjà la SES a demandé l'attribution de huit nouvelles positions orbitales. Deux pourraient lui être accordées.

Prévoyant, l'opérateur luxembourgeois devrait aussi contacter l'UIT pour exploiter une bande de fréquence supplémentaire baptisée KA (aujourd'hui les satellites de réception directe émettent au-dessus de l'Europe

TF 1

13.40 **Feuilleton** : Les Feux de l'amour.
14.30 **Série** : Dallas.
15.20 **Série** : La loi est la loi.
16.15 **Jeu** : Une famille en or.
16.45 **Club** : Dorothea vacances.
17.30 **Série** : Les Garçons de la plage.
18.00 **Série** : Premiers baisers.
18.30 **Série** : La Miracle de l'amour.
19.00 **Magazine** : Coucou ! (et 1.25).
19.50 **La Bible Show** (et 2.15).
20.00 **Journal**.
20.15 **Face à la Une**. Édouard Balladur.
20.35 **La Minute hippique**, Météo.

20.45 **Cinéma** : L'Alpagueur. ■ Film français de Philippe Labro (1976).
22.30 **Tiercé**.
22.35 **Les Films dans les salles**.

22.40 **Série** : Perry Mason. Le Mauvais joueur, de Christian I. Nyby II.
0.20 **Magazine** : Je suis venu vous dire. Invités : Jean-François Deniau, Cabu.

2.20 **Journal et Météo**.
2.30 **Programmes de nuit**. Reportages : 2.55, TF1 nuit (et 4.00, 4.35), 3.05, L'Équipe Couteau en Amazonie, 4.10, Côte d'Azur, 4.45, Musique, 5.05, Histoires naturelles.

FRANCE 2

12.59 **Journal**. Jean-Marie Le Pen.
13.30 **Campagne officielle pour l'élection présidentielle**. Avec J. Chirac, R. Hue, P. de Villiers, A. Laguerre, D. Voynet (5 min chacun).
14.00 **Bourse, Météo**.
14.15 **Série** : L'Enquêteur.
15.15 **Série** : L'Enquêteur.
16.10 **Variétés** : La Chance aux chansons (et 4.20).
17.10 **Des chiffres et des lettres**.
17.40 **Série** : Code Lisa.
18.10 **Série** : Sauvés par le gong.
18.45 **Que le meilleur gagne**.
19.10 **Flash d'informations**.
19.15 **Studio Gabriel** (et 2.35).
19.58 **Journal**. Lionel Jospin.
20.30 **Campagne officielle pour l'élection présidentielle**. (et 9.25). Avec E. Balladur, L. Jospin, J. Chirac, J.-M. Le Pen (2 min chacun).
20.45 **Météo**.

20.55 **Cinéma** : Le Petit Baigneur. ■ Film français de Robert Dhéry (1967).
22.35 **Magazine** : Ça se discute. 0.05 Les Films Lumière.
0.10 **Journal, Météo, Journal des courses**.
0.40 **Le Cercle de minuit**.
2.00 **Campagne officielle pour l'élection présidentielle**. Avec D. Voynet, P. de Villiers (15 min chacun).
3.35 **Programmes de nuit**. 24 heures d'info ; 5.15, Dessin animé.

FRANCE 3

13.35 **Magazine** : Vincent à l'heure.
14.50 **Campagne officielle pour l'élection présidentielle**. (et 18.00). Avec Édouard Balladur, Lionel Jospin, Jacques Chirac, Jean-Marie Le Pen (2 min chacun).
15.10 **Documentaire** : Tonnelles d'amour.
15.35 **Série** : Simon et Simon.
16.30 **Les Minikueurs**.
17.20 **Magazine** : Une pêche d'enfer.
18.20 **Jeu** : Questions pour un champion.
18.50 **Un livre, un jour**. Melchior, d'Alain Demouzon.
18.55 **Le 19-20 de l'information**. Invitée : Simone Veil. A 19.09, Journal régional.
20.05 **Jeu** : Fa si la chanter.
20.35 **Tout le sport**.

20.50 **Spectacle** : Le Grand Cirque du Bolchoï de Moscou.
22.25 **Météo et Journal**.

22.50 **Campagne officielle pour l'élection présidentielle**. Avec Jacques Chirac, Robert Hue, Philippe de Villiers, Arlette Laguiller, Dominique Voynet (5 min chacun).
0.50 **Un jour en France**.
1.40 **Musique grand public**. Concerto pour piano et orchestre KV 488, de Mozart, sol. Friedrich Gulda, l'Orchestre de chambre d'Europe, dir. Claudio Abbado (30 min).

(30 min)
MTV 19.30 MTV Sports. 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-Head. 23.30 News at Night. 23.15 CineMatic. 23.30 Série : The Real World. 1.00 The End ? (90 min).
EUROSPORT 19.30 Eurosportnews (et 1.00). 20.00 Motors. 22.00 Bône. Championnat du monde WBC : Eliminatoires. Poids plumes. Wayne McCullough (Ir) - Gerónimo Cardoz (Mex). 23.00 Football. En direct. Coupe de l'UEFA : Demi-finales, matchs retour (120 min).
CINÉ CINÉ 18.55 La Proie. ■ Film américain de Robert Siodmak (1948, N, v.o.). 20.30 Corridors of Blood. ■ Film britannique de Robert Day (1958, N, v.o.). 21.55 Sur les ailes de la danse. ■ Film américain de George Stevens (1936, N). 23.40 Simon du désert. ■ Film français de Luis Buñuel (1965, N, v.o.). 0.25 La Folle Parade. ■ Film américain d'Henry King (1938, N, v.o.).
ESPÉ CINÉMA 18.25 El Lute 2. ■ Film espagnol de Vicente Aranda (1988, v.o.). 20.30 Le Jeune Werther. ■ Film français de Jacques Daxton (1993). 22.10 S.O.S. Fantômes 2. ■ Film américain d'Ivan Reitman (1989, v.o.). 23.55 Lacenaire. ■ Film français de Francis Grod (1990), (125 min).

M 6

13.25 **Série** : L'Homme de fer.
14.20 **Série** : Jim Bergerac.
15.10 **Musique** : Boulevard des clips (1.15, 5.35).
17.00 **Variétés** : Hit Machine.
17.30 **Série** : Guillaume Tell.
18.00 **Série** : Nick Mancuso.
18.54 **Six minutes** première édition.
19.00 **Série** : Caribbes offshore.
19.54 **Six minutes** d'informations, Météo.
20.00 **Série** : Madame est servie.
20.35 **Magazine** : E-M 6.
20.45 **Magazine** : Grandeur nature. Le Monde des oiseaux.
20.50 **Série** : Lois et Clark, les Nouvelles Aventures de Superman. Madame est. Le Mur du son.
22.40 **Téléfilm** : La Jeune Fille au pair. De Peter Medak.
0.20 **Série** : Les Professionnels. Nettoyage par le vide.
2.30 **Rediffusions**. Culture pub ; 2.55, Sports et découverte (1) ; 3.50, Salsa opus 4 (Venezuela) ; 4.45, Portrait des passions françaises (La Rédaction) ; 5.10, La Tête de l'emploi.

CHEMISES 490 F sur mesure
LEGRAND Tailleur
Hommes et Dames
Service retouches
27, rue du 4-Septembre
Tél : 47.42.79-61 - PARIS 28

CANAL +

13.40 **Cinéma** : The Long Day Closes. ■ Film britannique de Terence Davies (1991).
15.00 **Cinéma** : Gorminal. ■ Film français de Claude Berri (1992).
17.35 **Magazine** : L'Œil du cyclone (rediff.).
18.05 **Canaille peluche**. En clair jusqu'à 20.35.
18.30 **Jeu** : Pizzarollo.
18.40 **Nulla part ailleurs**.
19.20 **Zéromax**.
19.55 **Les Guignols**.
20.30 **Le Journal du cinéma**.

20.35 **Cinéma** : Les Tortues Ninja 3. ■ Film américain de Stuart Gillard (1992).
22.05 **Flash d'informations**.

22.15 **Cinéma** : Proposition indécente. ■ Film américain d'Adrian Lyne (1992, v.o.).
0.07 **Pin-up**.
0.10 **Cinéma** : Leprechaun. ■ Film américain de Mark Jones (1993). Avec Warwick Davis, Jennifer Aniston, Ken Olandt.
2.00 **Documentaire** : Cent ans de cinéma américain. 3. Le Western.
2.50 **Surprises** (10 min).

LA CINQUIÈME

13.30 **Documentaire** : Le Monde des animaux. Dingo, chien sauvage.
14.00 **Le Sens de l'Histoire**. L'Inde de Gandhi (rediff.).
15.00 **Magazine** : Énergie. ■ G. G. Au fil des jours : l'été demain, Allo la Terre, Eco et compagnie.
17.30 **Les Enfants de John**.
18.00 **Histoire de la BD. Et après ?**
18.30 **Documentaire** : Le Monde des animaux. Filmer les animaux sauvages : techniques d'approche.
18.55 **Le Journal du temps**.

ARTE

19.00 **Magazine** : Confront. 19.30 **Documentaire** : Gène au feu. L'Ancien et le Nouveau, d'Alfred Vardi (2/2).
20.15 **Documentaire** : Design. La Chaise de Rietveld, de Didier Bussy (2).
20.30 **8 1/2 Journal**.

20.40 **Magazine** : Transit (et 1.30). Invité : Jürgen Sudhoff.
21.45 **Série thématique** : La Nuit du reggae.
21.46 **Cinéma** : The Harder They Come. ■ Film jamaïcain de Perry Henzell (1972, v.o.).
23.35 **Documentaire** : Reggae Sunsplash II. De Stefan Paul (1979).
1.20 **Bibliographie et discographie** (10 min).

Les programmes complets de radio, de télévision et de sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ■ Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■ Ne pas manquer ; ■ Chef-d'œuvre ou classique.

CÂBLE

TV 5 19.00 Paris Lumière. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Envoyé spécial. Rediff. de France 2 du 13 avril. 21.30 Perfecto. 22.00 Journal de France 2. Édition de 20 heures. 22.35 Le Grand Jeu de TV5. 23.40 Bouillon de culture. Rediff. de France 2 du 14 avril. Invité : François Mitterrand. 0.00 Alice. 0.45 Journal de France 3. Édition Soir 3 (25 min).
PLANÈTE 19.20 Les Enfants de Mille-vaches. De Luc Leclerc du Sablon. 19.45 Ballenas. De Philippe Cayault. 20.35 L'Œil du cyclone. De Donna E. Lusitana (6/565). Chicago : la porte de l'Ouest. 21.25 Lucy Morris. De Jean-Loup Martin. 21.50 L'Enlance. De Geoff Haines-Stiles. Eugène Ionesco et Émile Augier (5/7). Les Légions de la ve. 22.50 Port-Saint-Louis-du-Rhône. De Laurent Kahané. 23.45 Escapes : San Francisco. De Pierre Brouwers (55 min).
PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première infos (et 0.05). 19.15 Tout Paris (et 20.30, 23.40). Invité : Alexandre Arcady. 19.45 Archives. 20.00 Premières loges. 21.00 Jean-Edem's Club. 21.55 Premières loges.

22.25 Bernard Haller. 0.20 Pans modes (55 min).
CANAL J 17.35 Les Tropes. 17.40 La Panthère rose. 17.55 Soirée Domino. C'est comme moi. 18.00 Le Bus magique. 18.20 Top top clip. 18.25 Sébastien et la Mary-Morgane. 18.55 Cinéma : 19.00. Atomes occlus. 19.15 Cinéma : 19.20. Rebus. 19.30 Série : Zorro. 20.00 Cajou (60 min).
CANAL JIMMY 21.00 Série : Les monstres nouveaux sont arrivés. 21.25 Série : Michel Vaillant. 21.55 Quatre en un. 22.30 Chronique balade. 22.25 Série : Les Aventures du jeune Indiana Jones. Transylvanie, janvier 1918. 23.20 Cambours. 0.15 Série : Monty Python's Flying Circus. 0.45 Top bab (45 min).
SÉRIE CLUB 19.50 Série : Les Twist. 20.15 Série : Les deux font la loi. 20.45 Série : Supercopier (et 0.10). 21.35 Le Club. 21.40 Série : Mission impossible. 22.30 Série : Code Quantum. Quand l'orage gronde. 23.20 Série : Equalizer. 1.00 Série : Le Gerfaut (45 min).
MCM 19.30 Blah-Blah Groove (et 23.30). 20.10 MCM mag (et 22.30, 1.00). 20.40 MCM découvertes. 21.00 X Culture. 21.30 MCM rock legends. Eric Clapton. 23.00 MCM backstage. 0.30 Blah-Blah Metal

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. André Brincourt (Messages de la nuit). 19.30 Perspectives scientifiques. La paranoïa. 2. Un mai sans failles. 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Le pouvoir de la voix. 2. Chulapine ou la voix miraculée. 20.30 Archipel science. Avec René Thom, mathématicien, philosophe des sciences. 21.28 Poésie sur parole. 21.32 50^e anniversaire de la conférence de Bandung. 22.40 Les Nuits magnétiques. Les enfants d'Hippocrate (1). 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Coda.
FRANCE-MUSIQUE 19.05 Domaine privé Peter Diamand, conseiller artistique de l'Orchestre de Paris. 20.00 Concert. Donné les 17 et 18 février, à la Cité de la musique : Central Park in the Dark, d'ives ; Canticum sacrum ad honorem Sancti Marci nomini, de Stravinsky, par les BBC Singers et le BBC Symphony Orchestra, dir. David Robertson, Andrew Murgatroyd, ténor, Graham Titus, baryton ; Carré pour quatre chœurs et quatre orchestres, de Stockhausen, par les BBC Singers, le BBC Symphony Orchestra, dir. David Robertson, Richard Dumas, Pascal Rophé, Robert Ziegler. 22.00 Soliste. Dietrich

Les interventions à la radio

France-Info 105.5, 18 h 15 : Jean-Marie Le Pen (« L'Invité »).
RMC, 18 h 30 : Jacques Chirac (« Spéciale présidentielle RMC-Le Figaro »).
RTL, 18 h 30 : Patrick Devadjan ; le juge Thierry Jean-Pierre ; Dominique Voynet ; Jean-Claude Gysot et Christine Bierre (pour Jacques Chirac) (« Question d'actualité »).
Europe 1, 19 heures : Lionel Jospin (« Le Club de la presse »).
France-Inter, 19 h 20 : Arlette Laguiller, en direct de Reims (« Le téléphone sonne »).
Radio-Classique 101.7 FM, 19 h 30 : Jacques Chirac (« Radio-Classique-Le Point »).

هكذا امتن الأصل

Silvio Berlusconi joue au foot contre la RAI

La retransmission du « Calcio » et des coupes d'Europe - notamment Milan AC - Paris-SG - est devenue une affaire de « gros sous », en Italie comme ailleurs

ROME
correspondance

« Ce soir, je vais suivre un match de l'équipe de foot du président du conseil sur une de ses chaînes de télé. Puis je vais peut-être lire un bouquin édité par une de ses maisons d'édition, ou alors aller faire mes courses dans un de ses supermarchés. D'ailleurs, je vis dans un appartement construit par le président du conseil, et ce sont ses services financiers qui m'ont vendu mon assurance-vie... » Ce début d'article, il y a quelques mois, avait été très remarqué. Il soulevait, d'une façon amusante, l'évidente contradiction d'une société où un entrepreneur aux multiples intérêts était devenu le chef du gouvernement.

Aujourd'hui, à l'exception du fait qu'il n'est plus premier ministre, rien n'a changé pour Silvio Berlusconi, homme politique et homme d'affaires. En particulier, c'est sur « son » Canale 5 que les tifosi de « son » Milan AC et les autres ont pu suivre mercredi 5 avril les évolutions de Barcelone et de Maldini contre le Paris SG lors du match aller de la demi-finale de Ligue des champions et les suivront encore mercredi 19 lors du match retour. C'est en effet « son » groupe télévisé, la Fininvest, qui a acquis les droits de retransmission des matches de la Ligue des champions - finale comprise. Et ce jusqu'à la saison 1996-1997.

Rien d'exceptionnel, soulignent les responsables du groupe berlusconien. C'est une société suisse, la Team Marketing, qui les leur a vendus pour le compte de l'UEFA.



D'ailleurs - font remarquer les dirigeants de Fininvest - avec les concurrents du service public, le temps de la guerre ouverte est révolu. Les autres matches des coupes européennes sont ainsi retransmis, cette année, par la RAI. Chaque club a passé un accord avec elle. La société de l'ex-président du conseil, elle, n'a pas participé au jeu. Pas moyen, d'ailleurs, de savoir combien a payé la Fininvest à l'UEFA - « le montant doit rester secret », dit-on des deux côtés.

En revanche on sait ce que verse la RAI (une centaine de milliards de lire, soit quelque 30 millions de

francs) pour l'exclusivité des images du Calcio, le championnat national en cours. Il s'agit d'un accord global passé avec la ligue de football, qui a cependant obtenu certaines contraintes. Pas de match en direct, par exemple : ceux-ci sont réservés à l'étranger, la RAI les vendant en effet à une quarantaine de pays. En Italie, elle offre les images, en différé, avec un retard d'environ une heure. Résultat, le dimanche après-midi les télé-locales présentes dans les stades avec leurs caméras doivent se limiter à reprendre le journaliste qui raconte ce qui se passe sur la pelouse.

Depuis la saison 1993-1994, la fédération italienne a parfaitement enregistré que, malgré l'affluence dans les stades italiens de dizaines de milliers de spectateurs chaque dimanche, l'association football-télévision était une affaire fructueuse. Elle s'est ainsi lancée dans une opération « gros sous » en souscrivant, à côté de celui avec la RAI, un accord avec une télévision à péage à participation... berlusconienne, Telepiù 2. Pour une cinquantaine de milliards de lire (quelque 150 millions de francs) celle-ci a droit désormais à la retransmission en direct, pour les abonnés, d'un match de deuxième division joué en avance, le samedi soir, et d'un autre, de première division, disputé en retard, le dimanche soir.

Une nouveauté qui n'a pas manqué de soulever des polémiques. Jusqu'ici, jamais le Calcio n'avait en effet enfreint la règle sacrée des matches joués tous au même moment. Il est vrai que, quand il y a de l'argent à la clé, les dirigeants du foot italiens semblent passer outre les traditions. C'est d'ailleurs à cause d'un match avancé vendredi 14 avril (de reste de la journée a été joué samedi pour cause de Pâques) que la fédération s'est fait taper sur les doigts par le Vatican... C'était le Vendredi saint ; de l'autre côté du Tibre, on ne pouvait admettre que l'on passe du foot à la télé alors que l'on retransmettait simultanément le chemin de croix du pape. Influence de l'Eglise, le match a finalement été avancé à 18 heures.

Salvatore Aloise

Bébé président !

par Agathe Logeart

C'ÉTAIT une idée saugrenue. Sous prétexte que certaines des journalistes-animateurs de la chaîne sont enceintes au même moment, Canal Plus avait décidé pendant deux heures d'horloge de faire une émission spéciale, et en clair s'il vous plaît, consacrée à la grossesse. Même la publicité s'y était mise, où l'on voyait un bébé joufflu très au fait de l'actualité nous assurer que chez N... (fabricant de lait et autres aliments pour tous petits), « le président, c'est bébé ! ». On aurait pu imaginer d'autres variantes : une réunion de femmes battues, de femmes amateuses (trices ?) de gérants, de femmes ne sachant pas conduire, de femmes aimant particulièrement les hommes poilus, de femmes danseuses de rock and roll... En cherchant bien, on est convaincu que le personnel de Canal Plus doit en compter quelques spécimens.

Mais non, cette fois, ce serait le tour des femmes enceintes. Et des plutôt jolies, admettons-le, quoi qu'il nous en coûte. Pas de ces obèses au teint brouillé comme leur estomac. Pas de ces tours de Pise à la main scotchée au creux de leurs reins endoloris. Pas de ces geignardes qui vous empoisonnent la vie avec leur garde-robe soudain devenue trop ajustée, du fait de ce ventre dont on ne sait jamais s'il faut, comme pour les gros messieurs, le mettre en dessous ou au-dessus de la ceinture de leurs caleçons. Pas de ces trouillardes qui vont se faire faire des échographies comme on va au Photomaton. Non, vraiment, elles étaient des perles de femmes enceintes, et actives par

dessus le marché. De celles qui accrochent la lumière, qui vous lancent un sujet sans trop se tromper avec l'autorité de vieilles routières, et savent vous tenir un plateau de télévision. Était-ce pour bien montrer que tout en se sentant chacune la reine des abeilles, elles avaient conscience de n'être pas tout à fait uniques en leur genre ? Toute l'assistance était composée de femmes « pleines », comme le dit élégamment un des auteurs des Guignols. Cent quatre-vingt femmes aux ventres ronds, qui avaient accepté de se séparer de leurs cent quatre-vingt mollets exilées, entre hommes, dans le studio voisin.

On parla donc un peu, mais pas trop, des questions de tuyauterie afférant à l'état intéressant des dames en présence. Pendant ce temps, les coauteurs de leurs ventres faisaient mine de s'abîmer les yeux à la lecture de magazines spécialisés dans les photos de femmes dénudées aux ventres plats. Laurence Remoud, une sage-femme, un professeur de yoga, une comédienne fournirent les éclairages idoines. Le chanteur Renaud nous gratifia d'un de ses vieux tubes, « En cloque », qui émut beaucoup, car il dit que sa femme enceinte est « belle comme un fruit trop mûr ». On fit un brin de social pour dénoncer les scandaleuses pratiques des patrons prompts à se débarrasser de celles qui désertent lâchement leur entreprise pour couler des jours heureux de congé de maternité. Et la messe fut dite. Il ne restait plus qu'à accoucher. Avec un peu de chance, hors caméra.

MERCREDI 19 AVRIL

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
13.40 Série : 21, Jump Street. 14.35 Club Dorothée vacances. 17.30 La Croisière Folle l'amour. 18.00 Série : Les Nouvelles Filles d'à côté. 18.30 La Mésaventure de l'été. 19.00 Magazine : C'est tout (et 0.30). 19.50 Journal. 20.00 Face à la Une. Jacques Chirac.	12.59 Journal. 13.30 Campagne officielle pour l'élection présidentielle. Avec R. Hue, P. de Villiers, D. Voinet, J. Chirac, A. Laguerre (5 min chacun). 14.00 Bouillabaisse. 14.15 Téléfilm : Caravane. De Jean-Pierre Blanc. 14.40 Châliu Maureen. 17.45 Série : Code Lisa. 18.15 Série : Sauvés par le gong. 18.45 Jeu : Que le meilleur gagne. 19.10 Flash d'informations. 19.15 Studio Gabriel (et 2.20). 19.30 America's Cup. 19.55 Tirage du Loto (et 20.50). 19.58 Journal. 20.45, Météo. 20.30 Campagne officielle pour l'élection présidentielle. (et 9.20). Avec J. Chirac, E. Balladur, J.-M. Le Pen, L. Jospin (2 min chacun).	13.35 Série : La Croisière s'amuse. 14.30 Campagne officielle pour l'élection présidentielle. (et 18.00). Avec J. Chirac, E. Balladur, J.-M. Le Pen, L. Jospin (2 min chacun). 14.50 Série : Les Minikums. 15.30 Les Minikums. 17.25 Magazine : Une pêche d'enfer. 18.20 Jeu : Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. Guide du monde maya. 18.55 Le 19-20 de l'information. Invité : Jacques Chirac. A 19.09, Journal régional. 20.05 Jeu : Fa si la chance. 20.35 Tout le sport. 20.40 INC. 20.50 Magazine : La Marche du siècle. Pierre et Marie Curie, deux Nobel au Panthéon. 22.25 Météo et Journal. 22.50 Campagne officielle pour l'élection présidentielle. Avec Robert Hue, Philippe de Villiers, Dominique Voinet, Jacques Chirac, Arlette Laguerre (5 min chacun). 23.25 Magazine : Un siècle d'écrivains. Henry de Montherlant, le Jeu des masques, de Patrick Bureau. 0.15 Les Cinq Continents. Les Tigres mangeurs d'hommes (rediff.). 1.10 Musique Graffiti. Concerto pour violon et orchestre, de Dvorak, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, sol. M. Brozman, dir. J. Katlowicz (20 min.).	13.30 M 6 Kid. 16.05 Magazine : Méga 6. 16.25 Variétés : Hit Machine. 17.00 Magazine : Fanzine (et 0.40). 17.30 Série : Guillaume Tell. 18.00 Série : Nick Mancuso. 18.54 Six minutes premières éditions. 19.00 Série : Caribbes offshore. 19.54 Six minutes d'informations. Météo. 20.00 Série : Madame est servie. 20.35 Magazine : Ecole 6. Bouteilles plastique : n'en jetez plus ! 20.45 Téléfilm : Une femme parfaite. De Charlotte Brandstrom. 22.30 Téléfilm : Désigné coupable. De Mark Sobel. 0.10 Série : Emotions. 1.05 Boulevard des clips (6.10). 2.00 Rediffusions. Espagne ardente et mythique ; 3.25, You Africa ; 4.20, Nature et civilisation (4) ; 5.15, Fréquentat	13.35 Documentaire : Veuve noire, l'araignée poison. De John Bresler. 14.00 Les Superstars du catch. 16.45 Sport : Basket-ball américain. Match de la NBA : Chicago Bulls-New York Knicks. 18.00 Surprises (1.50, 2.40). 18.05 Canale peluche. En clair jusqu'à 21.00 18.30 Jeu : Pizzarollo. 18.40 Nulle part ailleurs. 19.20 Zérorama. 19.55 Les Guignols. 20.30 Le Journal du cinéma du mercredi. 21.00 Cinéma : Passager 57. Film américain de Kevin Hooks (1992). 22.20 Flash d'informations. 22.25 Cinéma : Délit mineur. Film français de Francis Girod (1993). 0.11 Pin-up. 0.12 Cinéma : Cement Garden. Film anglo-allemand d'Andrew Birkin (1993, v.o.). Avec Charlotte Gainsbourg, Andrew Robertson, Alice Coulthard. 2.00 Série : Babylon 5 (4/22) l'infection.	13.30 Les Yeux de la découverte. Le chat (rediff.). 14.00 A tous vents (rediff.). 15.00 Magazine : Emploi. 15.30 Qui vive. Le diabète. 15.45 Les Écarts du savoir. Au fil des jours : Inventer demain ; Alphabet de l'image ; Allô ! la Terre ; Les Grandes inventions ; Ça bouge (rediff.) ; Rintintin and the Eagles Net (v.o.). 17.30 Les Enfants de John. 18.00 A l'aube des temps. Les monstres marins. 18.30 Le Monde des animaux. Filmer les animaux sauvages : un homme, une passion. 18.55 Le Journal du temps. 19.00 Magazine : Confetti. 19.30 Histoire naturelle de la sexualité. Ne pas confondre (3). 20.20 Le Dessous des cartes. Amenage latine. 20.30 8 1/2 Journal. 20.40 Les Mercredis de l'Histoire. La Galilée, au nom des pierres, de Bernard Mangiante. 21.45 Soirée Musica : Beethoven. 21.46 Nathan Milstein interprète la Sonate à Kreutzer. De Ludwig Van Beethoven. 22.20 Théâtre : Le Mécano de Poreille. Pièce de Gert Jonke, mise en scène de Stephan Barbra, avec Ulrich Wildgruber, Johannes Silberschneider (v.o.). 0.10 Danse : La Grande Fugue. Chorégraphie de Hans Van Manen, musique de Ludwig Van Beethoven. 0.40 Carnet de notes. Trois passions : la musique, d'Ulf von Mechow (rediff.). 2.10 Rencontre. Jutta Dittfurth et Ignatz Bubis (35 min.).

CÂBLE	RADIO	Les interventions à la radio
TV 5 19.00 Paris lumières. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la 15e. En direct. 20.00 Faut pas rêver. Rediff. de France 3 du 14 avril. Invité : Gérard Mestat. 21.00 Temps présent. Les patients d'un médecin de campagne. 22.00 Journal de France 2. Édition de 20 heures. 22.35 Le Grand Jeu de TV5. 22.40 Feuilleton : Le Sorcier. Avec Eric Brissebois, Patrice Godin. 23.30 Bas les masques. Rediff. de France 2 du 29 mars. 0.45 Journal de France 3. Édition Soir 3 (25 min). PLANÈTE 19.25 Meurtre sur la côte d'Azur. D'Helen Jenkins. 20.10 BKW. De François Bertrand. 20.25 Les Fous de la Vie. De Christian Passuello. 21.20 Les Très Riches Heures du Cadran breton. De Jean Kergan et Thierry Le Nouvel. 21.55 Les Enfants de Milléva. De Luc Leclerc du Sablon. 22.20 Ballenas. De Philippe Coyault. 23.10 L'Ouest, le vrai. De Donna E. Lusitana (62/65). Chicago : la porte de l'Ouest (50 min). PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première infos (et 0.35). 19.15 Tout Paris (et 20.30).	MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-Head. 23.00 News at Night. 23.15 CineMatic. 23.30 The Worst of Most Wanted. 0.00 The End ? (90 min). EUROSPORT 19.30 Eurosportnews (et 1.00). 20.00 Prime Time Magazine. 22.00 Formula 1 Magazine. 22.30 Moto Magazine. 23.00 Eurogolf. 0.00 Equitation. Rediffusion. Coupe du monde : Finale, à Göteborg (Suede) (60 min). CINÉ CINÉFIL 18.25 A Canterbury Tale. Film britannique de Michael Powell (1944, N, v.o.). 20.30 La Folle Parade. Film américain d'Henry King (1938, N, v.o.). 22.15 Paris la nuit. Film français d'Henri Diamant-Berger (1930, N). 23.50 La Proie. Film américain de Robert Siodmak (1948, N, v.o.). 1.20 La Chose d'un autre monde. Film américain de Christian Nyby et Howard Hawks (1951, N, 90 min). CINÉ CINÉMAS 18.30 L'Amour avec des gants. Film italien de Guido Manuli et Maurizio Nichetti (1991). 20.00 Séquences. 20.30 Feu de minute. Film américain de John Nicolletti (1992). 22.00 Le Grand Carnaval. Film français d'Alexandre Arcady (1983). 0.15 USA 94 au cinéma. Les grands succès ; Les grands flops (50 min).	trich Fischer-Dieskau, baryton. Liedertreis II op. 39, de Schumann. 22.25 Dépêche-notes. 22.30 Musique pluriel. Speakers op. 28, de Denis Levaillant et le concours du GRM Dominique Valadié et Rediep Mitrovitsa, par le chœur de Radio-France, dir. Michel Tranchant. 23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de Brahms, Schumann, Brahms. 0.00 Jazz vivant. Au festival du Mans et à Radio-France, les orchestres de Gilles Renne et Philippe Sallam et de François Cornéloup et François Raulin. Les duos Jean-Baptiste Bode et Gildas Bode, Francis Jauvin et Patrick Hardy. FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Jean Blot (Vladimir Nabokov). 19.30 Perspectives scientifiques. La paranoïa. 3. Du délire à la parole aïe. 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Le pouvoir de la voix. 3. Paf ou la voix déchirée. 20.30 Tire ta langue. Comment se forment les diminutifs. 21.32 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse. Portrait d'un Québécois : Robert Lapage. 22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Rencontre avec Yvonne Carbe, peintre et graveur. 22.40 Les Nuits magnétiques. Les enfants d'Hippocrate (2). 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Coda. FRANCE-MUSIQUE 19.05 Domaine privé. Marina Vlady, comédienne. 20.00 Concert. Donné le 8 septembre 1994, au Théâtre du Crochetan, à Montigny, par l'Ensemble Il Giardino armonico : Nisi Dominus, cantate pour contralto, cordes et continuo S. 126. Concerto pour flûte à bec et cordes op. 10 n° 4, de Vivaldi ; La Tempête ; ouverture et chaconne, Dry Those Eyes, de Purcell ; Concerto pour flûte soprano et cordes RV 444, de Vivaldi ; Xenakis : Amor tiranno, Crude furie, de Haendel. 22.00 Soliste. Die-

Le fabuliste et le vicaire

par Pierre Georges

JEAN DE LA FONTAINE qui vécut prodigue et mourut ruiné avait de la Cour une vision cruelle: « Un pays où les gens/Tristes, gais, prêts à tout, à tout indifférents/Sont ce qu'il plaît au prince ou s'ils ne peuvent l'être/Tâchent au moins de le paraître./Peuple caméléon, peuple singe du maître. »

On ne moque pas impunément le roi, surtout s'il est Soleil. Pour ces quelques vers, pour d'autres aussi, La Fontaine échappa ainsi au sort funeste des fabulistes de Cour. Il eût pu vivre de ses rentes, attaché à la bourse, à la vie du souverain. Il fut pour ses insolences non pas puni ou proscrit, pis que cela: ignoré, condamné, selon l'expression de Bernard Méricourt dans *Télérama*, « à une royale indifférence ».

Ces vers de La Fontaine sur la Cour ont trois cents ans et plus. Ils sont aussi d'aujourd'hui, d'un maître moderne, car hors d'âge. Jean de La Fontaine, mort le 13 avril 1695, fut courtisan et insolent, libéral et moraliste, maître dans l'art de jouer et de ne point gagner sur tous les tableaux. Il n'y gagna rien d'autre d'ailleurs que la gloire posthume, ce don de survivre au néant, à la mémoire oubliée des peuples caméléons et à la moue du puissant.

Et pour le reste, il vécut comme il put et le dit, c'est-à-dire « sans soin » et espéra mourir « sans remords ». Ce qui ne fut pas le cas selon notre confrère. Car l'Eglise veillait déjà. L'Eglise, toutes les Eglises, veillent toujours, à tout et sur tous, notamment les plus indociles. Jean de La Fontaine avait eu trop de talent et des mœurs

trop libres pour espérer échapper ainsi à une ferme incitation au repentir.

Sentant sa fin prochaine, La Fontaine fit venir un vicaire, lui parla sans témoin. L'homme d'Eglise, ne se sentant plus d'aise, lui tint à peu près ce langage: « Vous avez beaucoup péché, beaucoup écrit, eh, bien re-niez maintenant! » Jean de La Fontaine, ainsi puni par où il avait péché, et terrifié comme libéral au seuil du grand saut, s'exécuta.

Le vicaire qui n'entendait point se satisfaire de bonnes paroles, exigea des écrits pour effacer les écrits. Des mots pour nier les mots. Une fable pour gommer les fables. Il demanda au fabuliste, et plus encore au conteur, de se mettre à son ultime ouvrage pour solde de tous les autres. Il exigea une confession écrite.

Jean de La Fontaine s'exécuta. De plus ou moins bonne grâce. Mais sans doute avait-il beaucoup à se faire pardonner, car l'affaire prit un grand mois. On ne sait s'il écrivit en vers ou en prose. On ne sait davantage si l'écrivain fit amende honorable. On ne sait s'il renoua à tout jamais à Satan, à ses œuvres, et s'il renia ses écrits les plus diaboliques.

On ne sait rien de tout cela. Jean de La Fontaine avait écrit. Il pouvait mourir en paix. Mais, morale étrange de cette ultime fable, la confession écrite fut perdue. Et La Fontaine emporta son repentir dans la tombe. L'Eglise avait gagné une âme. L'Histoire, un fabuliste immortel et définitivement « sans remords ». N'est-ce pas une histoire extraordinaire?

La Cinquième, chaîne du savoir a acquis une forte identité

Près de 15 % des téléspectateurs la regardent régulièrement

APRÈS QUATRE MOIS d'existence, La Cinquième dispose d'une première appréciation de son image, grâce à une enquête menée du 24 au 27 février par Ipsos Médias auprès d'un échantillon national représentatif de 1 000 individus âgés de 15 ans et plus et portant sur leur perception de la chaîne.

Premier constat: 86 % des personnes interrogées connaissent La Cinquième. C'est le cas de tous les publics mais sa notoriété est plus grande chez les 15-20 ans (94 %), chez les diplômés (95 %) et bien sûr chez les enseignants (97 %) ainsi que chez les scolaires. Chez les personnes âgées et les ouvriers cette notoriété décroît. 75 % seulement des ruraux connaissent son existence. A 47 %, ce sont la presse de programmes de télévision et les journaux qui ont fait connaître sa création et son lancement.

Cette notoriété est liée à une forte identité: La Cinquième,

comparativement aux autres télévisions, est « celle où l'on apprend le plus de choses » (c'est l'opinion de 21 % des téléspectateurs qui connaissent La Cinquième). A cette aune, elle devance France 5 (18 %), TFI (17 %), France 2 (15 %) et Arte (9 %). Ressentie davantage comme une télévision « du savoir que comme une chaîne savante », elle apporte « quelque chose de nouveau à la télévision » pour 61 % des téléspectateurs. Mais la comparaison avec d'autres chaînes la rend « moins innovante » que Canal Plus et « moins accessible au plus grand nombre » que TFI.

DURÉE ET PUBLICITÉ

Sa mission - « mettre la connaissance à portée de tous » -, est pourtant atteinte pour 61 % des téléspectateurs, tandis que 43 % estiment qu'elle « cherche à intéresser l'ensemble de la population ». Parmi les programmes de La Cin-

quième les plus appréciés figurent les documentaires - notamment animaliers et historiques - et les reportages, ainsi que les programmes de service (santé, économie, etc.). La durée des émissions satisfait 53 % du public, et l'importance accordée à la publicité est accueillie positivement par 63 % des téléspectateurs.

Il restait à mesurer l'audience de La Cinquième. Selon Ipsos Médias, 48 % des téléspectateurs qui connaissent la chaîne la regardent « au moins une fois par semaine », et 15 % d'entre eux « tous les jours ou presque ». Ce qui correspondrait à 6,5 millions de téléspectateurs ayant suivi au moins une émission par semaine, à raison d'un quart d'heure en continu. Pour Jean-Marc Lech (Ipsos Médias), ces scores correspondent « à des résultats de fréquence d'écoute relativement élevés, compte tenu de sa nouveauté et de sa diffusion en journée ».

Report du procès des assassins présumés du juge Falcone

LE PROCÈS des assassins présumés du juge italien antimafia Giovanni Falcone, qui devait s'ouvrir mercredi 19 avril à Caltanissetta, en Sicile, a été reporté à une date ultérieure pour des raisons de procédure. Le Conseil supérieur de la magistrature n'a pas nommé à temps les juges suppléants de la cour d'assises de Caltanissetta, ce qui a obligé à reporter l'ouverture du procès.

Le Conseil supérieur devait se réunir, mercredi, pour procéder à ces nominations qui devaient ensuite être officialisées par un décret du ministère de la Justice. Le juge palermitain Falcone, son épouse, Francesca Morvillo, et trois autres personnes avaient été tués dans un attentat, en Sicile, le 23 mai 1992. Le procès de leurs assassins présumés devait être l'occasion d'un nouveau débat sur les méfaits de la Mafia. - (AFP)

Pas de 1^{er} mai pour les syndicats officiels mexicains

MEXICO

de notre correspondant

Pour la première fois depuis 1913, les travailleurs mexicains seront privés de leur traditionnel défilé du 1^{er} mai. Ainsi en a décidé le secrétaire général du principal syndicat, Fidel Velazquez, qui célébrera, lundi 24 avril, ses quatre-vingt-quinze ans, dont cinquante-cinq passés à la direction de la Centrale des travailleurs mexicains (CTM). Simple coup de tête de « Don Fidel », qui a invoqué des « raisons d'économie » pour justifier cette étrange décision? Ou alors, comme le commentent ses adversaires, le patriarche aurait-il voulu rendre un dernier service au pouvoir en désamorçant la colère des salariés qui s'approprient à exiger des comptes au gouvernement au moment où le pays traverse une très grave crise économique?

Ce défilé était jusque-là un acte d'allégeance au tout-puissant président de la République, que les travailleurs allaient saluer sur le Zocalo, l'immense place qui fait face au Palais national, siège du gouvernement. Comme dans l'ex-Union soviétique, le syndicalisme mexicain est la courroie de transmission de la formation au pouvoir depuis 1929. Le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI). Forte de ses cinq millions de membres, la CTM constitue une puissance électorale entièrement au service du pouvoir. En contrepartie, ses cadres sont assurés d'obtenir plusieurs dizaines de postes de députés, de sénateurs ou de gouverneurs, ainsi que des prébendes de toutes sortes au sein des sociétés

d'Etat, en particulier la compagnie nationale des pétroles, PEMEX. L'alliance entre l'Etat et la « mafia » syndicale a certes permis une paix sociale qui contraste avec la situation en vigueur dans les autres pays d'Amérique latine.

L'absence de grèves au Mexique est attribuable au contrôle exercé sur ses membres par la CTM, qui n'hésite pas à recourir elle-même à la répression contre les « agitateurs », accusés de vouloir créer des syndicats indépendants du PRI. Ces derniers, concentrés essentiellement dans le secteur de l'éducation, rassemblent à peine plus de cent mille membres et, faute de ressources financières, survivent difficilement. En face d'eux, les syndicats « corporatistes », représentés par la CTM et ses alliés, en particulier la Fédération des fonctionnaires, alignent près de dix millions d'affiliés. Une autre structure, le Congrès du travail, dirigé lui aussi par Fidel Velazquez, coordonne les activités du syndicalisme officiel.

UNE OPPOSITION EN PLEINE CROISSANCE

Né avec le siècle, Fidel Velazquez a connu la révolution de 1910 et ses dirigeants, Zapata et Pancho Villa, tous les présidents de la République et la nationalisation du pétrole en 1938. En octobre 1968, il a applaudi à la sanglante répression contre les étudiants, et, aujourd'hui, il s'oppose à la négociation avec les rebelles zapatistes du Chiapas, estimant que la solution militaire est la seule valable pour en finir avec la « subversion ». « Nous sommes arrivés au pouvoir

par les balles. Nous n'en repartirons qu'à la pointe du fusil », dit-il pour justifier le recours à la fraude électorale et son refus de reconnaître les victoires d'une opposition en pleine croissance.

Tous les lundis matin, le doyen des « dinosaures » du PRI offre un spectacle hallucinant devant les journalistes, donnant des conseils au chef de l'Etat, scrupuleusement repris dans la presse nationale, qui déchiffre péniblement les borborygmes de plus en plus énigmatiques du « Parrain ». Sa dernière « énigme » a pourtant provoqué une levée de bouillottes sans précédent dans tous les secteurs de la société mexicaine, qui ont reçu comme un affront sa proposition de prélever un jour de salaire sur la paie de tous les syndiqués pour « contribuer à sortir le pays de la profonde crise économique » à la suite de la dévaluation du 20 décembre 1994.

Réaction inédite de la rue: « Comment ose-t-il, quand il sait que le pouvoir d'achat des salariés a baissé de plus de 60 % depuis 1980? Grâce à lui! » « Don Fidel » n'a guère apprécié la révolte de ses « sujets ». Dès le lundi suivant, il a donc annoncé que les Mexicains seraient privés de défilé le 1^{er} mai. Les syndicats indépendants ont aussitôt célébré la bonne nouvelle en décrétant la « mort symbolique de Fidel Velazquez » et la libération des travailleurs qui, pour la première fois depuis soixante ans, vont pouvoir exprimer leurs revendications sur le Zocalo. »

Bertrand de la Grange

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

Tchéchénie: les rescapés du village de Samachki témoignent 2
Brésil: les cent premiers jours du président Fernando Cardoso 4
Egypte: le gouvernement refuse d'associer les islamistes au pouvoir 5

FRANCE

Présidentielle: la politique culturelle des candidats 6
Campagne: le dessin de Cagnat 7
Candidat: un entretien avec Edouard Balladur 8

SOCIÉTÉ

Transports: l'accident du ferry Saint-Malo 12
Terroir: les vignes de la discorde à Châteauneuf 12

HORIZONS

Portrait: Dominique Voynet, grandeur nature 15
Editoriaux: Les aveux de M. McNamara: La chute d'un PDG 16
Débats: « Vu de Londres », la France ne fabrique plus d'espion, par Theodore Zeldin; « Vu de Zürich », la France ne croit plus aux idées, par Roger de Weert; L'écologie a besoin de professionnels, par Brice Lalonde 17

ENTREPRISES

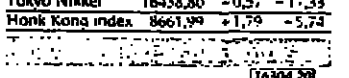
Industrie: changement d'époque

BOURSE

Cours relevés le mardi 18 avril, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 16332,80 +0,57 +17,33
Hong Kong index 8661,98 +1,75 +5,74



16340,20
17975,48
17110,75
16246,03
15381,30

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

Cours au 1204 Var. en % Var. en % fin 94

Paris CAC 40 1881,14 +0,49
Londres FT 100 3208,80 -0,03 +4,67
Zürich 1201,49 +0,08 +3,12
Milan MIB 30 955 +1,92 +6,82
Frankfurt Dax 30 1986,45 -0,10 -5,70
Bruxelles 1364,35 +0,08 +1,67
Suisse SBS 1010,73 -0,12 -2,64
Madrid Iboex 35 - - -2,98
Amsterdam CBS 273 +0,18 +1,79

DEMAIN dans « Le Monde »

ÉDOUARD BALLADUR OU COMMENT NE PAS ÊTRE PERSAN: le premier ministre-candidat s'est employé, au fil du temps, à composer son personnage et à brouiller les pistes, notamment sur l'origine de sa famille.

Tirage du Monde daté mardi 18 avril 1995: 401 318 exemplaires

L'immobilier
30 à 40% en
dessous du marché
minitel 3617
IMMO ENCHÈRE
Le Serveur Judiciaire

estimé, après la « potémique » déclenchée, la semaine dernière, par les déclarations de Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque de France, que cela pose « un problème de fond - celui du rapport du pouvoir politique avec le pouvoir monétaire - qui n'est réglé aujourd'hui, ni sur le plan national, ni sur le plan européen ». « Au niveau européen, et cela sera un des enjeux majeurs des discussions sur les réformes institutionnelles que nous aurons en 1996 au niveau européen, nous aurons à bien faire la part des responsabilités qui reviennent aux uns et aux autres », a conclu M. Séguin.

■ IRAN: deux avions de chasse iraniens sont entrés en collision au-dessus du sud de l'Irak, mardi 18 avril, et au moins un appareil se serait écrasé sur le quartier de la gare. Il n'y aurait pas de victimes, selon les premières informations recueillies sur place par l'AFP.

DANS LA PRESSE

L'affaire Suard

LIBÉRATION

L'affaire Alcatel explose au cœur même de l'Etat. Elle fait vaciller le colbertisme, le système français de gestion et de prévision de l'industrie. Avec, en première ligne, les biens d'équipement dont Alcatel-Alsthom est le champion. En cela, l'instruction menée à Evry par le juge Jean-Marie d'Huy est une première en France.

Blondine Hennion

RTL

Aujourd'hui, le conseil d'administration d'Alcatel-Alsthom n'est pas en mesure de trouver autour de M. Suard un successeur indiscutable. C'est donc que M. Suard se voulait

un patron exclusif, solitaire, presque de droit divin. Dans un empire industriel qui doit tant à l'Etat, qui a trouvé sa dimension internationale grâce à la puissance publique, c'est une anomalie regrettable dont il est juste après tout que Pierre Suard fasse les frais.

Philippe Alexandre

FRANCE-INTER

Pierre Suard (...) part sous l'action d'un seul juge qui s'investit des contre-pouvoirs habituellement dévolus aux clients ou aux actionnaires. Cette affaire n'empêchera pas, enfin, de mesurer avec quelle légèreté une entreprise n'a pas su se protéger elle-même ou faire jouer les mécanismes de contrôle juridique et financier les plus habituels. Si Pierre Suard est coupable, la totalité de son management est responsable.

Jean-Marc Sylvestre

Orchestre National de France

mercredi 26 avril, jeudi 27 avril, 20h
Théâtre des Champs-Élysées

Beethoven

Les Créatures de Prométhée (extraits)

Triple concerto opus 56

Symphonie n°5

Trio Wanderer

Charles Dutoit, direction

Location 42 30 15 16

Radio France

itec

Notes à jour des Loix du 8 Mars 1995

En vente chez votre Librairie Spécialisée

مكتبة القرآن الكريم

هكذا امت الأول

Le Monde

INITIATIVES

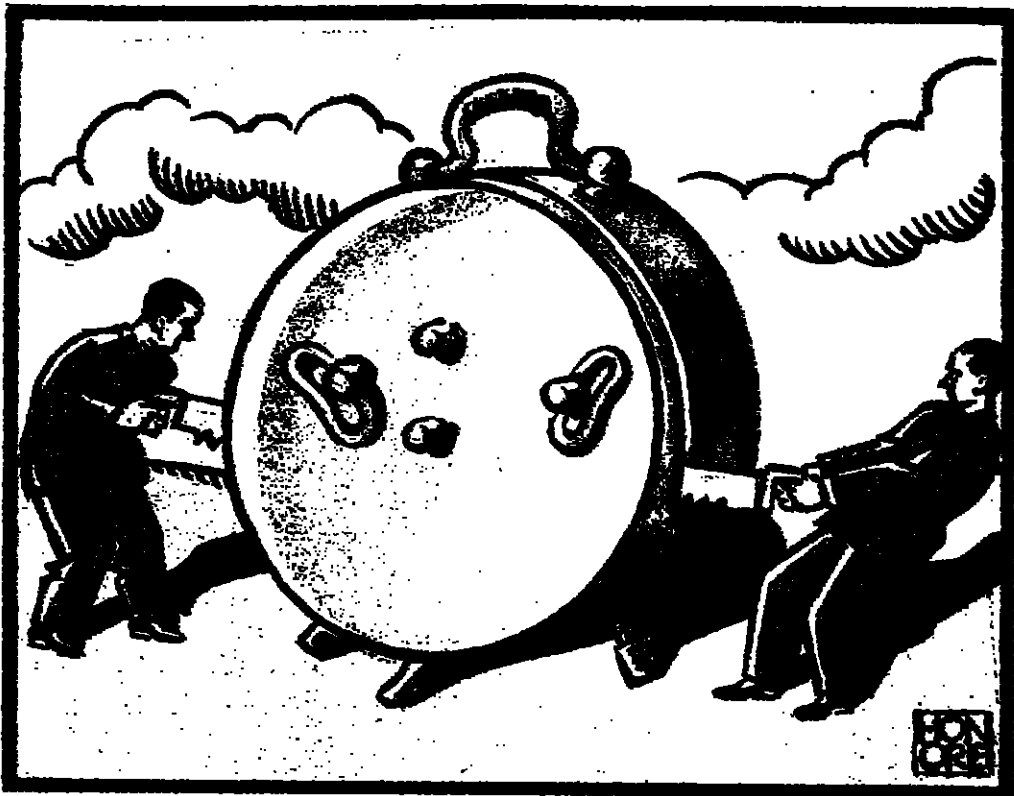
TEMPS choisi, réduction du temps de travail, travail à temps partiel, semaine de quatre jours et partage du travail : chacun de ces termes revient dans les débats sur l'emploi, et pas seulement pendant une campagne électorale, fut-elle présidentielle. Utilisés dans le désordre, parfois l'un à la place de l'autre, jusqu'à la limite de la confusion volontairement entretenue, ils n'aident pas toujours à la clarification d'une problématique devenue essentielle pour la lutte contre le chômage.

En réalité, il faudrait distinguer et, pour éviter les raisonnements trop mécaniques induisant des appréciations politiques, commencer par se dispenser de faire un lien direct entre l'un quelconque de ces moyens et leur effet espéré sur l'emploi. Nous sommes d'abord, s'agissant du rapport au temps de travail, sur des phénomènes qui relèvent de l'évolution de la société, en tendance longue, et sur des questions qui mettent en évidence les besoins d'adaptation des entreprises en termes d'organisation productive.

Jacques Rigaudat et bien d'autres avec lui, dont Bernard Brunhes, le soulignent avec insistance. Depuis le début de l'ère industrielle, le temps de travail n'a cessé de diminuer naturellement au point que, en comparaison de nos arrière-grands-parents, nous effectuons désormais un mi-temps. Les mêmes experts, tout aussi logiquement, considèrent que ce mouvement, qui devrait en outre être alimenté par l'automatisation croissante de l'industrie, ne saurait s'arrêter. Tout au plus signalent-ils que cette longue marche peut introduire un écart entre le temps réel et le temps légal, les 40 heures hebdomadaires de 1936 devenant effectives quarante ans plus tard. Ils en déduisent qu'il conviendrait de fixer un objectif pour une échéance donnée - les 37 heures dans deux ans par exemple - afin de réintroduire une dynamique, les partenaires sociaux étant appelés, selon leurs voies et moyens propres, à combler progressivement la différence. Ils sont d'autant plus fondés à proposer un tel scénario que, par l'une de ces ironies de l'Histoire, le passage en 1982 aux 39 heures, obligatoire et uniforme, a paradoxalement provoqué un blocage du processus depuis treize ans.

Parallèlement, l'aspiration au temps libre est une donnée qui ne cesse de s'amplifier. Certes, elle a toujours été plus ou moins présente dans les revendications ou les rêves, mais elle s'est aussi développée ces dernières années sous la pression de plusieurs facteurs, dont la montée de l'activité des femmes, le chômage et la remise en cause de la valeur travail, et, enfin, l'impact social des nouvelles technologies. Dans ce contexte, la réduction du temps de travail apparaît comme le moyen d'atteindre un autre équilibre entre la vie professionnelle et la vie personnelle. L'engouement soudain pour la semaine de quatre jours s'explique largement par ces causes. Au-delà d'une formule séduisante qui peut s'appliquer plus facilement aux cadres qu'une simple diminution des horaires, s'ouvre la perspective d'un nouvel arbitrage pour les rythmes de travail. Le souhait de moduler son activité en fonction de ses intérêts personnels devient une constante, que ce soit sur la durée journalière, hebdomadaire, mensuelle, annuelle ou la vie entière. En ce sens, on parlera de temps choisi.

De leur côté, les entreprises font état de préoccupations comparables, mais qui ne sauraient se confondre totalement avec les précédentes. Soumises aux exigences de la compétitivité, elles vantent les bienfaits de la souplesse - la flexibilité - jusque dans les moindres recoins, les adeptes du juste-à-temps découvrant de la saisonnalité dans la production de masse. Certes facilité par les exonérations de charges sociales, le développement du travail à



Temps de travail

Un débat que les termes rendent confus

temps partiel s'inscrit dans cette tendance, tout comme les horaires individualisés ou le recours aux diverses dispositions prévues par la loi quinquennale. Le temps de travail constitue maintenant une variable nécessaire pour obtenir la modernisation de l'organisation du travail.

Rien ne démontre mieux cette évolution de l'économie que la réflexion de Pierre Guillen, vice-président de l'UIMM (Union des industries métallurgiques et minières), favorable à l'instauration du temps de travail différencié. Présenté comme une révolution copernicienne, et accueilli froidement par les syndicats, ce concept suppose tout à la fois que l'on abandonne la référence à une durée légale hebdomadaire, supprime la notion de contrat collectif et

en finit avec le dogme du travail à temps plein. En tant que tel, il montre combien l'éclatement des formes d'emploi prend un sens irréversible. Quand on parle d'autonomie, se profilent des modes de fonctionnement qui s'apparentent au travail indépendant, officieux ou formel.

Est-ce que ces deux grands courants qui agitent la société et le monde de l'entreprise sont appelés à se rencontrer puis à se confondre pour produire une synergie ? En l'état, rien n'est moins établi, tant les schémas de pensée s'opposent sur les finalités, alors qu'il faudrait rechercher des contreparties mutuelles pour aboutir à des compromis positifs. Les débuts de la négociation entre les syndicats et le CNPF ont servi de révélateur, à cet égard. Plus grave, on voit bien que, par un effet de brouillage fréquent, et faute de débat clarificateur, les mots conservent une ambivalence néfaste. Par exemple, le temps choisi qu'évoquent Michel Giraud et Edouard Balladur se réduit à un instrument de gestion et ne possède pas la dimension d'utopie qu'y met François Plassard. À l'affût d'un nouvel art de vivre en société. De même, la réduction du temps de travail se trouve détournée de son objectif quand elle se transforme de fait en travail à temps partiel, le plus souvent subi par les femmes. Dans le cas de la fonction publique, des écueils pourraient surgir, selon la manière dont seront appliqués les décrets issus d'un accord et, notamment, si les emplois dégagés sont précaires.

■ UN CONCEPT AMBIGU

L'impact de la réduction du temps de travail sur l'emploi

par Françoise Atzicovici

■ LE TRAVAIL DÉRÉGLEMENTÉ

Le travail différencié ouvre une brèche dans la législation

par Alain Beuve-Méry

■ DE NOUVEAUX DROITS POUR LES AGENTS

Des facilités d'accès au temps partiel dans la fonction publique

par Valérie Devillechabrolle

PAGE II

■ LA POLITIQUE DU TEMPS CHOISI

Favoriser un équilibre désiré entre vie professionnelle et vie privée

par Marie-Béatrice Baudet

■ LE RÊVE DU TEMPS CHOISI

Un débat déjà ancien autour du partage du temps de travail

par Jean Menanteau

■ SORTIE DE BROUILLARD

L'idée de la semaine de quatre jours fait son chemin au sein de la société

par Marie-Claude Betheder

PAGE III

Reste ensuite à réintroduire la question fondamentale de l'effet sur l'emploi, puisque c'est dans cette seule optique que le sujet est actuellement abordé. Mais, là aussi, que de difficultés ! Si on sait à peu près comment réduire le temps de travail pour maintenir des effectifs de façon défensive, à l'instar de Volkswagen, les moyens de contrôle manquent pour réussir des créations supplémentaires de postes, dans une version offensive qui supposerait que chaque partenaire prenne ses responsabilités dans un contrat de confiance. Sinon, cela revient à planifier le partage du travail et à considérer que l'emploi, lui, constitue une denrée stable. Une forme de résignation.

Alain Lebaube

TRIBUNE
■ VRAIES MODÈS
ET FAUX MODÈLES
DU MANAGEMENT
par Michel Godet

INSERTION
■ VIVRE D'ENVIE
par Valérie Devillechabrolle

ÉCHOS

**Le Monde Initiatives*,
c'est aussi
pour les cadres commerciaux.**



* Rubrique Développement des marchés, supplément Initiatives, parution mardi daté mercredi.

Le Monde
INITIATIVES

Pour agir et pour réfléchir

GRUPE ESC TOULOUSE

EUROPEAN
MBA
MASTER OF BUSINESS
ADMINISTRATION

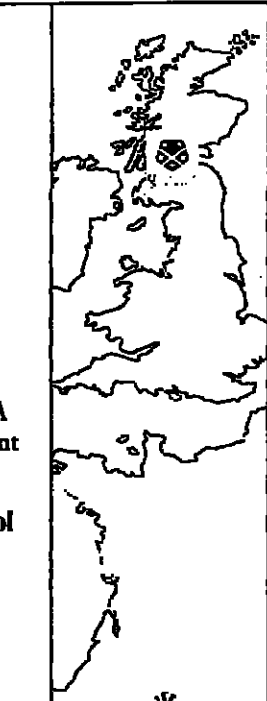
Élargissez vos horizons avec un MBA
délivré par deux écoles de Management
parmi les meilleures d'Europe

Strathclyde Graduate Business School
et Groupe ESC Toulouse

European MBA est un programme
en 12 mois à plein temps.
6 mois à SGBS, Glasgow.
6 mois au Groupe ESC Toulouse.

Pour recevoir notre brochure :
Tél : 61 29 49 49 • Fax : 61 29 49 94
Ou écrivez à : GROUPE ESC - 20, boulevard Lascroix
31063 Toulouse Cedex • France

SGBS
STRATHCLYDE GRADUATE
BUSINESS SCHOOL



SOIRÉE D'INFORMATION :
18 h - 20 h
PARIS : 27 Avril 1995,
Maison des Prénoms,
15, rue Saint-Augustin, 2e arr.
TOULOUSE : 2 et 9 Mai 1995
Groupe ESC

Un concept ambigu

La complexité des situations rend difficile l'appréciation de l'impact de la réduction du temps de travail sur l'emploi

SCANDÉ par les manifestants ou par des experts, le partage du temps de travail est régulièrement convoqué pour lutter contre le chômage. Présentée comme une solution miracle, l'idée ne manque pourtant pas d'ambiguïté. D'une part, elle suppose que le nombre d'emplois atteigne son maximum. Ainsi, pour que chacun ait sa part du gâteau, il faudrait que tous les salariés acceptent de faire des sacrifices.

« Derrière tout cela, il y a un sentiment d'impuissance face à la montée du chômage », observe Pierre Boisard, chargé de recherche au centre d'études de l'emploi. « Or, poursuit-il, les besoins insatiables sont aujourd'hui énormes en matière de services aux personnes et d'environnement, par exemple. »

D'autre part, la réduction du temps de travail (RTT) a été « instrumentalisée avec un seul objectif : résorber le chômage », constate Jean-Yves Boulin, sociologue au CNRS-Paris-Dauphine. « Ça n'est qu'un instrument parmi d'autres. Il doit être associé à une politique de formation, à une transformation des relations dans le travail, etc. Et il faut l'inscrire dans un projet de société. De tout temps, la RTT a d'abord été un moyen pour vivre mieux. »

Dans la plupart des cas, les accords d'entreprise ont été signés le dos au mur. Les salariés et leurs syndicats ont préféré une baisse du temps de travail assortie d'une baisse des salaires plutôt que des licenciements. Ce « choix », souvent appelé partage du travail, a en réalité été vécu par les intéressés comme un chantage à l'emploi. D'où la méfiance des salariés à l'égard de ce type de solution. En revanche, les rares accords destinés à créer des emplois, tels que celui de la Fonderie Bouhyer (Le Monde du 8 juin 1994), illustrent une forme de partage du travail plus attrayante. Reste que l'on manque de recul pour en mesurer les effets à long terme, estime Pierre Boisard. « Le risque est que le développement de l'entreprise se fasse, en partie, au détriment d'une autre qui, elle, devra supprimer des emplois. » De plus, explique-t-il, « il est très difficile de passer d'un raisonnement micro-économique à un modèle macro-économique car des centaines de variables agissent en même temps. Nul ne sait si c'est la RTT, la reprise économique ou un autre élément qui aura un facteur décisif dans la création d'emplois. »

ARITHMÉTIQUE

Incontestablement, la RTT s'inscrit dans une tendance séculaire. À la fin du XIX^e siècle, nous travaillions deux fois plus qu'aujourd'hui. « Et, entre 1950 et 1980, rappelle Bernard Brunhes, président du cabinet-conseil qui porte son nom, alors que la durée hebdomadaire légale du travail était de quarante heures depuis 1936, la durée réelle moyenne est passée de cinquante heures à qua-

rante heures. Elle a donc perdu vingt minutes par an. Le passage de la durée légale à trente-neuf heures en 1982 s'est traduit par une durée réelle de trente-neuf heures en 1983. Ensuite, plus rien n'a bougé. Mais si depuis 1983 la réduction s'était poursuivie au rythme antérieur nous serions à trente-cinq heures en 1995. » Mathématiquement, avec 10 % d'heures en moins par semaine, il y aurait donc aujourd'hui 10 % d'emplois en plus. Et ainsi « presque plus de chô-

comporter en gestionnaires ? « Certaines équipes militantes, y compris à la CFDT, sont encore sur un schéma d'organisation revendicative, et pour elles la gestion, c'est de la responsabilité du patron », admet Gilbert Fournier, secrétaire confédéral de la CFDT. « Il faudrait que les accords comportent des indicateurs précis pour que tous les acteurs sachent où ils vont », insiste de son côté Jean-Claude Barbier, chargé de mission au centre d'études de l'emploi. Ce n'est pas



facile à organiser dans un système de relations professionnelles comme celui de la France où la confiance n'existe pas forcément sur ces questions-là. On a vu que pour certains accords les engagements réciproques n'ont pas tenu le coup. »

Par exemple, quand la reprise est arrivée, des entreprises ont préféré, parfois avec l'accord de certains syndicats, augmenter les salaires plutôt que d'embaucher. À l'inverse, l'étude du ministère du travail sur « les expériences d'ajustement et de partage du travail », publiée en février 1994, montre que la signature d'accords « n'a pas empêché la mise en place ultérieure de plans sociaux » dans plusieurs entreprises.

Francine Aizicovici

De nouveaux droits pour les agents

Plutôt bien accueillies, des facilités d'accès au temps partiel sont offertes depuis peu aux personnels de la fonction publique

« **T**RANSFORMER le temps partiel, régime d'exception toléré si ce n'est découragé, en un mode de travail normal et accepté. » Telle était l'ambition initiale d'André Rossinot, ministre de la fonction publique, en annonçant, en mars 1994 au terme d'une concertation syndicale, diverses mesures susceptibles d'inciter les fonctionnaires à se mettre à temps partiel. Un an plus tard, les décrets d'application – publiés le 7 février au Journal officiel – précisent ce dispositif offrant aux nouvelles facilités offertes aux agents, comme en témoigne l'accueil plutôt favorable que leur ont réservé les syndicats.

Reprenant l'idée d'« une meilleure conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle », ces décrets ratifient en premier lieu la création d'un mi-temps de droit pour « raisons familiales ». Que ce soit pour élever un enfant âgé de moins de trois ans ou donner des soins à un proche gravement atteint. L'ensemble des agents des trois fonctions publiques (Etat, territoriale et hospitalière) ainsi que les contractuels employés depuis plus d'un an peuvent en bénéficier, à l'exception des fonctionnaires exerçant « des responsabilités pleines et entières ». Les chefs d'établissement, les comptables ou les chefs de greffe se voient ainsi refuser cette faculté, sauf à demander leur mutation.

L'organisation du travail en temps partiel pourra aussi dorénavant être accordée pour des périodes allant de six mois à trois ans (au lieu de six mois) et aménagée sur le mois, et non plus seulement à la journée ou à la semaine.

CONTINUE dans la dernière annexe du rapport de la commission présidée par Alain Minc sur « La France de l'an 2000 » et passée quasi inaperçue, une note rédigée par Pierre Guillen, vice-président de l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) et un des architectes de la pensée sociale du patronat français, présente « une révolution copernicienne » en termes de droit du travail : le travail différencié.

nale repose le constat suivant : le contenu en emplois de la croissance française ne sera de toute façon pas suffisant pour résorber le chômage. Pour faire baisser le nombre de chômeurs de 200 000 par an, par exemple, ce qui correspond à l'objectif fixé par le gouvernement Balladur, l'économie française doit créer 350 000 emplois chaque année, ce qui suppose un taux de croissance supérieur à 4 % en moyenne. Par ailleurs, l'UIMM observe une vo-

baisse et une très grande réticence pour les augmenter en cas de hausse de charge, de crainte de devoir les réduire lors d'une nouvelle baisse.

Mais en invitant partenaires sociaux et gouvernement à engager le dialogue sur ces deux réformes, c'est une brèche béante dans l'actuelle législation du droit de travail que l'UIMM ouvre. Par exemple, la question du régime de la durée du travail n'occupe pas moins de 26 pages du code du travail ! Mais surtout, les ondes de choc des deux réformes préconisées agissent très en profondeur. La suppression de la notion de travail à temps plein entraîne logiquement celle de travail à temps partiel, dont la définition découle de la première. Or cette suppression ne peut se faire qu'en s'attaquant à la référence à la durée légale de 39 heures de travail par semaine, socle sur lequel est bâtie toute la réglementation du temps de travail. Une fois la durée légale supprimée, la notion de dépassement de l'horaire légal et donc les heures supplémentaires tombent d'elles-mêmes. Elles seraient remplacées par un régime d'heures complémentaires, c'est-à-dire des heures qui dépassent l'horaire contractuel de base.

La nouvelle réglementation du temps de travail suggère s'inspirerait de celle actuellement en vigueur pour le travail à temps partiel qui, de réglementation d'exception, deviendrait la règle. L'employeur et le salarié seraient alors libres de négocier la durée de travail en fonction des besoins de l'entreprise, de la conjoncture économique et des souhaits des salariés. Un salarié qui souhaiterait travailler beaucoup pourrait le faire si l'entreprise a besoin de ses compétences. Un salarié qui désire travailler moins pour se consacrer à d'autres activités pourrait aussi le faire.

BRADAGE

La base du régime du travail différencié pourrait être décrite de la manière suivante : « Il n'y a plus de durée hebdomadaire légale de référence autour de laquelle l'horaire réel de travail peut augmenter ou diminuer en fonction de la charge de travail de chaque semaine dans des conditions complexes, mais en revanche l'horaire demandé au salarié, et dont l'employeur a besoin, est précisé dans le contrat de travail. » Le contrat de travail – ou la lettre d'engagement – préciserait la durée de travail en terme hebdomadaire, mensuel, annuel, voire pluriannuel. Le volume horaire étant contractuel, il est révisable à tout moment à la baisse ou à la hausse. Son augmentation ou sa diminution constituerait une modification substantielle du contrat de travail, faite d'un commun accord, même si une marge est à prévoir pour ménager de la souplesse à l'employeur.

Face aux accusations de bradage du droit du travail et de fragilisation de la situation du salarié sous ce nouveau régime, l'UIMM est revenue à la charge dans son numéro d'Actualité économique d'avril (numéro 136), pour affiner quelques points de sa doctrine. « La suppression de la référence des 39 heures hebdomadaires n'est qu'un effet, une condition, dans la logique du régime imaginé. Elle n'est pas un objectif en soi », précise-t-elle. D'autre part, l'horaire contractuel déclenche pour le salarié les mêmes avantages que l'horaire légal en cas de dépassement ou de non-respect. La suppression de toute référence pour définir le temps de travail « n'implique en aucune manière la suppression de la réglementation du temps de travail », conclut-elle enfin. La trame qui sous-tend le projet de l'UIMM est qu'« en période de sous-production, l'ajustement par les effectifs – et donc le chômage – pourrait être remplacé par un ajustement par le temps de travail ». Or c'est peut-être là que se situe une des faiblesses les plus significatives du travail différencié. Il semble d'ailleurs répondre à une « logique malthusienne » et conçu pour gérer une pénurie d'emploi, plutôt que pour susciter une dynamique de création d'emplois.




Valérie Devillechabrolle

Alain Beuve-Méry

ITINERAIRES POUR L'EMPLOI
~ LE MAGAZINE ~

Francine AIZICOVICI
reçoit cette semaine
Christian JUYAUX
secrétaire de l'association Bourse-Emploi-Formation
des saisonniers du tourisme en Avignon.

Une émission diffusée par 375 radios locales
(liste des horaires et des fréquences sur 3615 EMPLOI)

Une production de l'agence TAM TAM, Lyon (07-28-80-50)

هكذا امت الأصل

DOSSIER • Temps de travail

La politique...

Comment le ministère du travail veut permettre au salarié de réaliser un équilibre désiré entre vie professionnelle et vie privée

S'INTERROGER sur le partage du temps de travail conduit à dresser un préalable : il faut réfléchir non pas en terme de « temps subi » mais en terme de « temps choisi » : une condition à laquelle droite comme gauche semble souscrire. « Une telle dérive, insiste-t-on dans l'entourage de Michel Girault, ministre du travail, relève d'une logique pathologique héritée des dernières années de crise. La souplesse dans le choix du temps de travail ne doit pas seulement profiter à l'entreprise mais aussi aux salariés. D'ailleurs, depuis que ce terme existe, les confusions sont nombreuses. Michel Girault a donc décidé de lever toute ambiguïté, et l'a fait à plusieurs reprises au cours de ses récents discours. » Son de cloche voisin au QG de Martine Aubry, ministre du travail dans le gouvernement de Pierre Bérégovoy, où l'on déplore que, « dans un trop grand nombre d'entreprises, des salariés acceptent de passer au temps partiel pour généralement sauver leurs emplois ».

Pour l'actuel ministre d'Edouard Balladur, il s'agit en réalité de faire une explication de texte précise de la loi quinquennale qui ouvre deux pistes en matière de temps de travail. La première vise à faciliter la démarche individuelle d'un salarié qui souhaiterait travailler moins grâce à la création du contrat de travail à temps partiel annualisé, qui remplace l'ancien contrat de mi-temps. La seconde a pour objectif d'aider à organiser différemment le travail dans une entreprise en incitant à la modulation des horaires et à la réduction du temps de travail. « Les chefs d'entreprise doivent se montrer réalistes, affirme-t-on rue de Grenelle. Les gains de productivité réalisés grâce à la réorganisation du travail demande nécessairement, pour que le salarié y trouve son compte, une contrepartie : la réduction du temps de travail. »

COMPTE ÉPARGNE-TEMPS

« Le temps choisi » n'est donc pas une idée en l'air, poursuit-on au ministère. Il doit permettre au salarié de réaliser l'équilibre désiré entre vie professionnelle et vie privée. Pour que ce partage idéal résiste à la contingence matérielle, Michel Girault - tout comme Martine Aubry en avait établi les bases - avance la notion de « compte épargne-temps » : « Le dispositif applicable depuis peu et qui doit être fixé par un accord d'entreprise, précise le ministre, permet à un salarié de capitaliser au choix la cinquième semaine de congés payés, ses primes d'intéressement, son tri-

zième mois ou le paiement de ses heures supplémentaires, afin de se financer du temps libre ».

Martine Aubry proposait, elle, un système mutualisé d'épargne, alimenté également par des prélèvements sur le revenu du travail, mais aussi, et là est la différence, par des ponctions sur le revenu du capital, voire même par une dotation initiale de l'Etat. En effet, si Martine Aubry et Michel Girault semblent en ac-

conclusion d'accords de branches et d'entreprises. Martine Aubry respecte également le principe, mais en fixant un objectif légal de réduction du temps de travail (37 heures, puis 36 heures, et enfin 35 heures à telle échéance), à charge aux organisations syndicales et au patronat d'aménager le calendrier. C'est effectivement un garde-fou possible. Mais les deux responsables politiques connaissent également les limites



cord sur la philosophie générale, l'un et l'autre divergent toutefois - et le concept épargne-temps le montre - sur les moyens à mettre en œuvre. L'actuel ministre du travail renvoie les partenaires sociaux à leurs responsabilités puisque l'application des mesures évoquées dans la loi quinquennale est subordonnée à la

de ce type d'action. Il semble que la promotion du « temps choisi » tient à la création d'un véritable contrat de confiance entre le salarié et les chefs d'entreprise, et que, pour le moment, la réalité n'est pas très encourageante. A de rares exceptions près.

Marie-Béatrice Baudet

Sortie de brouillard

Boudée par les présidentiables et le CNPF, l'idée de la semaine de quatre jours chemine pourtant au sein de la société

ON se souvient du grand débat de l'automne 1993 sur la réduction de la semaine de travail à quatre jours. Le long et patient effort en faveur de ce projet d'un jeune ingénieur conseil du cabinet Arthur Andersen, Pierre Larrourou, allait déboucher sur le vote de l'amendement Charnod, puis de l'article 39 de la loi quinquennale. Un an plus tard, seulement quinze entreprises auront déposé un dossier auprès du ministère du travail pour bénéficier des aides offertes.

Au terme d'une enquête menée auprès d'une vingtaine d'entreprises qui ont réduit leur temps de travail, le Cerna (Centre d'économie industrielle de l'école des mines de Paris) conclut à la trop grande étroitesse des critères d'attribution de l'aide et à son trop faible caractère incitatif. Dans les colonnes d'« Initiatives » (Le Monde du 18 janvier), François

Levêque, son directeur adjoint, allait jusqu'à poser une question dérangeante : à formuler des conditions aussi contraignantes, n'aurait-on pas dès le départ cherché à limiter l'application de la mesure ?

Réflexions et discussions ont, elles aussi, quasiment disparu de l'ensemble des grands médias pendant toute l'année 1994. Et si l'on a reparlé de la semaine de quatre jours en janvier de cette année, c'est de nouveau à l'initiative de Pierre Larrourou. Décidément inlassable, il est monté au créneau pour persuader les responsables politiques et les partenaires sociaux de rouvrir le débat. Du temps pour vivre, l'ouvrage qu'il vient de faire paraître chez Flammarion, montre que le projet a gagné en précision et surtout en souplesse.

Toutes les enquêtes le montrent : l'expression « semaine de quatre jours » a conservé sa force symbolique. Elle a un fort impact et les cadres, notamment, y voient la seule forme de réduction de travail dont ils aient, un jour, la chance de bénéficier. Principale différence aujourd'hui, elle se décline « à la carte » : des négociations au sein des branches et des entreprises pourront la moduler de cent façons en fonction des personnes et des circonstances.

RALLIEMENTS

Si Pierre Larrourou ne désespère pas - malgré le peu d'attention accordé par les présidentiables -, c'est que chaque jour lui prouve que l'idée chemine en profondeur dans la société. Le congrès de la CFDT vient de se prononcer pour elle avec vigueur, et elle progresse dans les autres syndicats, notamment chez

les cadres FO et CGT. Du côté des patrons, malgré l'opposition du CNPF, plus d'un s'interroge. L'Association française des banques vient de réaliser une étude aux conclusions plutôt positives, et le Centre des jeunes dirigeants d'entreprises (CJD) réfléchit à la façon de passer aux actes. A Clermont-Ferrand, la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) appelle Pierre Larrourou pour discuter avec lui, à Pau, c'est une union patronale, à Lyon un club de cadres... Sur le terrain, les politiques, eux aussi, bougent. A Tarbes, trois élus organisent un débat avec trois cents personnes ; dans les Yvelines, ce sont les giscardiens des Clubs perspectives et réalités. Appelé ici par un député, là par un sénateur, « de tous bords », souligne-t-il, notre homme ne cesse de parcourir l'Hexagone. Il sait aussi qu'il a rallié à son idée les jeunes centristes de même que les jeunes socialistes.

L'écho de mobilisations et d'initiatives parallèles parvient également de nombreux pays voisins. En Allemagne, la semaine de quatre jours est pratiquée par Volkswagen depuis 1993 et le chancelier Kohl a récemment appelé les partenaires sociaux à négocier sur la réduction du temps de travail. Les Pays-Bas viennent d'adopter les quatre jours dans le commerce et s'y préparent pour d'autres branches. La Belgique s'apprête à la voter pour ses fonctionnaires et l'étude pour le bâtiment et la chimie. « Saurons-nous saisir la chance que représente l'embellie économique actuelle, avec les facilités qu'elle apporte au niveau des salaires ? », s'interroge Pierre Larrourou.

Marie-Claude Betheder

publique y voit un moyen de réduire le chômage, les chefs d'entreprise un moyen de donner plus de souplesse à l'utilisation de machines qui offre de nouveaux gains de productivité, les syndicats, celui d'améliorer les conditions de vie.

Depuis l'émergence des premiers congés payés, des chercheurs, et plus particulièrement des sociologues, se sont très sérieusement penchés sur le sujet.

conduit à redécouvrir, hors du champ politique et économique, ces sociologues précurseurs du temps libre qui ont longtemps prêché dans le désert. (« Initiatives » du 22 mars 1995). Dans les années 70, André Gorz, Jacques Robin et Hoche Dumazedier étaient écoutés par une poignée d'intellectuels.

SHIZOPHÉNIE

L'équipe d'Echanges et projets publiait, il y a quinze ans, sous la signature de Laurence Cossé et de Jean-Baptiste de Foucauld, *La révolution du temps choisi* (Albin Michel, 1980), réflexion sur un projet de société dépassant la simple diminution du temps de travail d'une seule heure dans la journée. « Il serait souhaitable d'introduire le temps choisi dans les négociations sur la durée du travail. Il faut briser la schizophrénie sociale en matière d'emploi du temps », n'hésitent pas à écrire dans ces colonnes en 1980 Jacques Delors et Jean-Baptiste de Foucauld. Dans ces mêmes années, le sociologue Guy Aznar ne préconisait-il pas le mi-temps pour tous, qui devait permettre à chacun de développer une seconde activité autonome. Aujourd'hui, il défend le temps partiel choisi - à la condition qu'il le soit vraiment. « De quelle liberté de choix dispose une vendeuse à qui on propose un quart de temps », s'interroge à ce propos le sociologue Jacques Robin.

Le chômage massif relance aujourd'hui le débat par le biais du partage du travail. Concernant le rythme de progression future du temps libre, phénomène jugé inéluctable, le sociologue Joffre Dumazedier ne cache pas qu'il reste une inconnue (in *Futuribles*, numéro spécial « Temps de travail », 1992) : « Dans la sévère compétition mondiale pour les marchés, il est à prévoir que désormais la libération du temps libre sera liée aux nécessités économiques de l'entreprise. » « Le loisir, ajoute-t-il, suppose un travail productif qui le crée. Ce temps social contraint continuera à imprimer à la vie quotidienne des adultes son rythme de base. »

Jean Menanteau

Jeux de mots

36 15 LEMONDE
2,19 F la minute

L'outil indispensable pour une carrière internationale

MBA

SCIENCES PO

- Un programme bilingue intensif sur 9 mois, allié à la tradition culturelle de Sciences Po.
- Un corps professoral de notoriété internationale.
- Un diplôme réputé et reconnu dans le monde entier.

Réunion d'information le 11 mai 1995 à 18h30 en nos locaux.
Contact : Pr. Jean-Jacques Rosa

174, Bd Saint-Germain 75006 PARIS - Tél. : 45 44 67 45 - Fax : 45 44 68 02

DISQUES - CD - LIVRES - FILMS

- 50 000 disques et CD
- 200 000 livres
- 26 000 films

36 15 LEMONDE
2,19 F la minute

LIVRES CASSETTES

- 200 000 livres
- 10 000 cassettes

36 15 LEMONDE
2,19 F la minute

Sélection en cours

MBA part time ESCP

Le MBA ESCP : un programme compatible avec le maintien d'une activité professionnelle à temps plein qui conduit à un diplôme de standard international. 550 heures d'enseignement sur 18 mois.



Contact : Hélène Pennan
Tél. : 49 23 22 70 - Fax : 47 00 54 42
E mail : gougeon@escp.ccdp.fr

Groupe ESCP - 79, avenue de la République - 75011 Paris

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

3ème CYCLE MANAGEMENT ET DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

- 9 mois de formation
- 6 mois de mission en entreprise

Admission : Diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieur, écoles de commerce, IEP, maîtrise...)

Information sur rendez-vous : Christine Valfrey, Tél. 40 03 15 88

IGS, 12 rue Alexandre Parodi - 75010 Paris
Etablissement privé d'enseignement supérieur

Nom Prénom
 Adresse Ville
 Code Postal Niveau d'études
 Veuillez retourner une documentation détaillée sur le 3ème Cycle
 Coupon à retourner à IGS, 12, rue Alexandre Parodi - 75010 Paris

Vraies modes et faux modèles du management

par MICHEL GODET

LE principal facteur de compétitivité et d'excellence des entreprises est le facteur humain et organisationnel. Selon la belle formule de l'Institut de l'entreprise, « ce sont les hommes et les organisations qui font la différence ».

S'il faut toujours des processus pour impliquer les hommes et susciter leur motivation, la question reste posée de savoir pourquoi ces processus changent au cours du temps, diffèrent d'un pays à l'autre et apportent suivant les cas succès ou échecs : bref sont contingents (question justement posée par Marie-Béatrice Baudet dans l'article « De mode en mode » sous-titré : « Les recettes de management défilent, les problèmes des entreprises demeurent »). Le Monde Initiatives du 14 décembre 1994. Si la qualité a eu tant de succès au Japon, c'est d'abord pour des raisons préventives : les produits japonais se sont exportés dans le monde entier sans qu'il soit nécessaire de développer de coûteux réseaux de service après-vente.

En France, la formule des cercles de qualité s'est évanouie en raison même de son succès (« La mode c'est ce qui se démode », disait Jean Cocteau) mais aussi de ses limites malgré la richesse du concept. La démarche qualité concerne d'abord le quotidien opérationnel

et ne s'interroge pas sur la pertinence et la cohérence des choix stratégiques : la qualité ne garantit pas la performance. Aujourd'hui, la qualité refait surface comme une assurance, un label, une norme internationale (ISO 9000). En devenant une procédure de certification, la qualité risque de cesser d'être un processus d'implication des hommes, elle perdrait ainsi l'essentiel de son intérêt. En effet, dans toutes les démarches managériales (planification stratégique, projet d'entreprise, qualité...) le résultat compte moins que le processus qui y conduit.

Au Japon toujours, les méthodes de production « juste à temps » ont été surtout développées en raison du cruel manque d'espace et du coût du maintien des stocks physiques engendré par le prix extrêmement élevé des terrains (les quatre cinquièmes du territoire sont constitués de montagnes boisées inhabitées). C'est la raison pour laquelle les usines sont aussi compactes, ce qui exige de très grands efforts d'organisation de la production qui finalement améliorent la productivité. Ce modèle n'a rien de fatal, les Sud-Coréens sont souvent plus compétitifs que les japonais avec des usines immenses où le zéro stock n'est pas la règle.

Ainsi, le système de manage-

ment japonais serait devenu une vraie mode sur un faux modèle. D'ailleurs, curieusement, on n'évoque plus guère le Japon comme modèle de management, en attendant que la mode des « japonaiseries » ne revienne !

La mode a la mémoire courte : nombre d'idées sur le management et la stratégie des organisations méritent ce commentaire célèbre : « Des idées justes, des idées neuves, malheureusement, ce ne sont pas les mêmes ». En effet, bien souvent, dans les milieux de la stratégie, les choses nouvelles ne sont pas intéressantes et les choses intéressantes ne sont pas nouvelles. Pour s'en convaincre, rien de tel qu'un retour aux sources de la pensée stratégique militaire (Sun Tzu, Clausewitz, général Beaufort...) et aux fondateurs de la pensée managériale du début de ce siècle (Fayol, Taylor, Mary Parker Follett).

La mode est la nouvelle manière de répondre aux nouveaux problèmes qui se posent. Ce qui ne doit pas empêcher de continuer à résoudre les problèmes anciens avec les anciennes méthodes. Une partie de ces nouveaux problèmes est naturellement engendrée par les excès des modes antérieures. Ainsi, la mode se renouvelle et se détruit par les vagues successives de rigueur et de fantaisie tour à tour érigées en dogme.

A dire vrai, la succession n'est claire qu'aux yeux des spécialistes et les consommateurs s'habillent de bric et de broc dans le prêt-à-porter de la stratégie, en fonction de leur histoire, de leurs moyens, de leur information. Ici, toujours de la planification, la direction par objectifs ou des centres de profit par couple produit-marché, ailleurs, des projets d'entreprise en même temps que ces cercles de qualité. Pour imiter les japonais, certains vont même jusqu'à faire de l'entreprise un lieu d'embrigadement et de conditionnement psychologique. Des chefs d'entreprise se prennent pour des messies et martèlent leurs « dix commandements ».

Le constat de la contingence des clés de l'excellence et de la fragilité des modes managériaux serait désespérant s'il n'était possible d'en tirer un principe de management résistant bien à l'épreuve du temps.

Le principe de contingence (ce qui peut ne pas être, ou peut être autrement, bref le contraire de « nécessaire ») affleure régulièrement dans la littérature. Citons P. Lawrence et J. Lorsch écrivant dès 1968 : « Il n'y a pas une structure qui est meilleure mais plutôt différentes structures dans différentes conditions ».

Il n'y a pas de facteurs clés de

succès universels valables en toutes circonstances. Le zéro stock et les flux tendus ont été des objectifs rentables pour certaines entreprises mais aussi très coûteux pour d'autres. Les théoriciens du management devraient se rappeler les leçons de la statistique et ne pas confondre corrélation avec causalité.

Il faut reconnaître le principe de contingence et admettre qu'il y a des combinaisons de facteurs humains, organisationnels, techniques, financiers qui sont efficaces dans un contexte donné et qui ne le sont plus dans d'autres. Ces combinaisons sont multiples et changeantes au cours du temps.

Le seul facteur clé de succès dont la permanence peut être avancée, c'est précisément le principe de changement « source de diversité ». L'on sait bien que « l'ennui naît de l'uniformité ». La variété est un stimulant indispensable à la motivation, sans elle l'efficacité s'étirole, avec elle tout est possible. Souvenons-nous des expériences d'Elton Mayo dans les années 30 : en augmentant, puis en diminuant l'intensité de la lumière dans les ateliers de Western Electric, il améliorait à chaque fois le rendement.

D'où une conclusion paradoxale, la clé universelle de l'excellence n'existe pas, elle doit être remode-

lée en permanence au gré des évolutions de l'environnement et contre les habitudes qui figent les organisations dans un sommeil parfois mortel. Il y a mille et une clés pour l'excellence (principe de contingence) et il faut sans arrêt en changer (principe de changement).

Le management avisé est celui qui introduit régulièrement des « facteurs briseurs d'habitudes », pour rester motivé (diverti), l'homme a besoin d'être stimulé en permanence par des enjeux d'autant plus mobilisateurs qu'ils sont nouveaux, d'autant plus pertinents qu'ils s'inscrivent dans une trajectoire cohérente. C'est dans la logique de cette courbe enveloppe qu'il faut comprendre la succession des modes en management.

Toutes ces modes sont marquées par des succès et des échecs... ce qui nous montre bien que le flacon ne suffit pas à communiquer l'ivresse de la motivation, celle-ci cesse une fois le processus d'implémentation achevé. Il faut alors trouver un nouveau défi pour relancer l'ardeur des hommes toujours au cœur de la différence.

Michel Godet est professeur au Conservatoire national des arts et métiers. Auteur de *De l'anticipation à l'action* aux éditions Dunod.

INSERTION

Vivre d'Envie

En dix ans, mille personnes ont transité par cette entreprise d'insertion spécialisée dans le recyclage d'appareils électroménagers

DIX ans déjà se sont écoulés depuis la création de la première antenne d'Envie à Strasbourg en mars 1985, avec l'aide de la communauté Emmaüs. Depuis l'accueil des six premiers stagiaires, l'entreprise d'insertion, spécialisée dans le recyclage d'appareils électroménagers usagés, est devenue une véritable filière de réhabilitation des publics en difficulté, comme en témoigne le bilan présenté, au mois de mars dernier, par ses responsables. Aujourd'hui, Envie représente 400 personnes en situation d'exclusion, encadrées par 120 salariés permanents et soutenues par 300 bénévoles. Le réseau, fort de 27 associations locales, a réalisé un chiffre d'affaires consolidé en 1994 de 47 millions de francs (multiplié par 4 en trois ans), pour un budget global avoisinant les 75 millions de francs (compte tenu des subventions publiques).

Au total, près de 1 000 personnes en difficulté ont ainsi pu « vivre d'Envie » pendant une période comprise entre six mois et deux

ans. Employés à la réparation des « épaves », ils ont bénéficié non seulement d'une rémunération équivalente au SMIC, mais aussi d'une formation de réparateur d'électroménager homologuée par l'AFPA depuis 1992. Adressés par des missions locales, des commissions locales d'insertion du dispositif RMI et des comités de probation et d'assistance aux anciens détenus, les stagiaires sont jeunes pour la plupart : la moitié sont âgés de moins de vingt-six ans tandis qu'un autre tiers en ont moins de trente-six. Leur niveau de formation reste faible, puisque 9 jeunes gens accueillis sur 10 disposent d'un niveau inférieur au CAP. Au moment de leur arrivée, 55 % vivaient d'allocations (Asse-dic, RMI), 28 % ne disposaient d'aucune ressource et 64 % n'avaient pas de logement.

SUBVENTIONS

Sous le coup de l'aggravation de la crise, la proportion de stagiaires occupant un emploi ou une formation six mois après leur départ a

toutefois eu tendance à diminuer : de 60 % en 1991 à 40 % en 1994. Les autres ont surtout, observe Patrick Klein, président d'Envie-Développement, l'association tête de réseau, profité de leur présence à Envie pour résoudre une partie de leurs difficultés sociales (endettement, logement, santé) ou sont revenus à l'ANPE. Si les entreprises partenaires d'Envie - Darty, mais aussi la CAMIF, Carrefour ou Conforama - ont maintenu leur volume d'embauches, « il est de plus en plus difficile de trouver des emplois auprès des entreprises qui ne sont pas partenaires d'Envie », reconnaît-il.

Autre sujet d'inquiétude, la longueur des délais avec lesquels est notifiée l'attribution des subventions publiques met constamment en péril la trésorerie de l'entreprise, dans la mesure où elles représentent encore 32 % des ressources totales d'Envie. C'est pourquoi, afin de remédier partiellement à cette fragilité congénitale, l'entreprise d'insertion a créé en 1993 une société anonyme (Envie-SAGE) susceptible de mobiliser de nouvelles ressources pour financer son développement : 102 actionnaires (associations, personnes physiques, Société d'investissement France active) y ont d'ores et déjà souscrit à concurrence de 3,3 millions de francs. La constitution de ces souplesses financières ne doit toutefois pas conduire l'Etat à se désengager de sa mission sociale, prévient Patrick Klein.

Se fixant pour objectif d'offrir 520 postes d'insertion d'ici à la fin 1997, Envie cherche aujourd'hui à se diversifier. Ce sera en particulier le cas dans le service après-vente et dépannage à domicile, le démantèlement des appareils ménagers non réparables (qui représentent aujourd'hui les deux tiers des 150 000 épaves récupérées) et le recyclage d'autres produits d'occasion (tels que la micro-informatique). Un développement qui *in fine* pourrait aussi profiter aux pouvoirs publics : une étude, réalisée par l'antenne nantaise, a ainsi montré que sur 1 million de francs de subventions publiques versées à l'entreprise d'insertion, ceux-ci en récupéraient directement la moitié sous forme de TVA et de charges sociales prélevées et d'allocations économisées...

ÉCHOS

CADRES

L'indice du premier trimestre 1995 publié par l'Association professionnelle des conseils d'entreprise pour la recherche de dirigeants (Aproced) se veut encourageant et a valeur de test. « Le redressement significatif de notre activité », indique l'Aproced, s'est confirmé : + 18 % par rapport au trimestre dernier et + 16 % par rapport au premier trimestre 1994. Cette croissance est à comparer au premier trimestre 1993 : + 54 %. Une remontée régulière des postes de direction des ressources humaines est observée. Il y a une forte progression des postes financiers en entreprise, et surtout des postes de direction industrielle. En revanche, les postes de direction générale et les spécialistes des métiers « banque-assurance » connaissent à peu près le même tassement (-12 % par rapport au dernier trimestre). L'Aproced constate, par ailleurs, une très forte remontée des créations de postes (44 % contre 35 % fin 1994), alors que 79 % de ses clients (contre 66 % le précédent trimestre) sont des entreprises françaises.

IUT

Les étudiants du département « techniques de commercialisation » de l'IUT de Montluçon (Allier) se mobilisent autour d'un dispositif baptisé « Formule E » afin d'améliorer la transparence et la fluidité de l'emploi sur les douze départements couverts par le dispositif,

dont la Loire, la Nièvre, le Cher, l'Indre, la Saône-et-Loire et les départements de l'Auvergne et du Limousin. Le principe consiste à réunir les offres de postes des grands groupes nationaux et des entreprises régionales. Offres et demandeurs d'emploi qualifiés se réuniront au parc des expositions de Montluçon les 11, 12 et 13 mai. Tél. : 70-02-20-50 ou 70-02-20-59.

CD-ROM

La Cegos, spécialiste de la formation professionnelle, a mis au point un nouvel outil - « Job expo » - qui se présente comme étant le premier CD-ROM de recrutement à l'intention des jeunes diplômés. Cet outil propose plus de 10 000 postes à pourvoir dans les entreprises privées de tous les secteurs de l'économie française, et plus de 30 000 emplois dans la fonction publique. Accessibles par « navigation conviviale », ces informations sont à l'heure du multimédia : textes imprimables, animations informatiques, témoignages audio et clips vidéo sont consultables à la demande. « Job expo » établit par ailleurs un contact direct, à la fois pérenne et actualisable, entre les entreprises et les jeunes diplômés à la recherche d'emploi. Parrainé par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, « Job expo » sera diffusé gratuitement dans

8 000 établissements d'enseignement supérieur à partir du 28 avril.

Cegos. Agence de communication pédagogique, 204, rond-point du Pont-de-Sèvres, 92516 Boulogne-Billancourt Cedex.

L'ALTERNATIVE

La dernière livraison de *Transversales* nous livre dans un numéro spécial, sous le titre « L'alternative », les analyses décapantes de Jacques Robin, René Passet, André Gorz, Roger Sue, Edgard Pisani et Jacques Testart. L'élection présidentielle, soutiennent-ils, proposera au mieux l'alternance entre la « social-démocratie », qui se veut renouvelée, et le « libéralisme », qui se dit au cœur social. Aucune des deux visions ne répond aux enjeux actuels de la triple mutation technologique, économique et culturelle qu'affrontent nos sociétés et aux perspectives offertes par l'écologie dans nos rapports à la nature. D'où, pour l'équipe de *Transversales*, la nécessité de réfléchir à une autre société en France et en Europe, car « c'est une véritable réforme de pensée qui serait nécessaire pour arracher le désir d'accomplissement personnel à la compétition généralisée des individus et le porter vers un projet social collectif ». *Transversales*, numéro spécial mars-avril 1995, 21, boulevard de Grenelle, 75015 Paris.

GUIDES

Le Monde de l'éducation

Le Monde de l'éducation

PALMARES DES PRÉPAS COMMERCIALES

Les résultats aux concours des grandes écoles de commerce

La réforme des classes préparatoires

JEAN LAMOUR

PALMARES DES PRÉPAS SCIENCES/LETRES

Les résultats aux concours des grandes écoles de sciences et lettres

La réforme des classes préparatoires

JEAN LAMOUR

Le Monde ÉDITIONS

DANS TOUTES LES LIBRAIRIES ET GRANDES SURFACES

PRIX DE VENTE : 37 F

MARABOUT

Le Monde LA DOCUMENTATION DU MONDE SUR MINTEL

Vous recherchez un article publié par *Le Monde* depuis janvier 1990. *Le Monde* met à votre disposition deux services sur Minitel, avec plus de 200 000 textes en ligne.

36 17 LMDOC

recherche par thème, rubrique, pays, auteur, etc.

36 29 04 56

lecture en texte intégral.

Tout article identifié peut être commandé par Minitel. Envoi par courrier ou par fax, paiement par carte bancaire. Des réductions sont accordées en fonction du nombre d'articles commandés et à tout utilisateur qui souscrit (toujours sur son Minitel) un abonnement au service. Un justificatif accompagne tout envoi d'articles.

هكذا انظر الى العمل

هنا من الأول

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 19 AVRIL 1995 / XIII

LE MONDE / MERCREDI 19 AVRIL 1995 / V

CARRIÈRES INTERNATIONALES

SWITZERLAND

THE BANK FOR INTERNATIONAL SETTLEMENTS

an international institution located in Basle with approximately 460 members of staff from 24 countries

has a vacancy in its

RISK MANAGEMENT AREA

The successful candidate will work in a small team responsible for development and implementation of risk management methodologies.

He/she will have a university degree, ideally in finance or mathematics. Strong analytical and statistical skills are required and computer literacy is essential. Knowledge of risk management methods and/or experience in a financial institution would be an advantage. In addition to a very good command of English, the successful candidate should have a working knowledge of German and/or French.

Recruitment will be on the basis of an initial two-year contract.

The Bank offers attractive conditions of employment in an international atmosphere and excellent welfare benefits.

Candidates should send their application, together with a recent photograph and references, to the *Personal Section, Bank for International Settlements, 4002 Basle, Switzerland, quoting Reference No. 95238.*



Le Fonds International de développement agricole FIDA (Nations Unies) à Rome (Italie) recherche des candidats aux postes suivants:

CONTROLEUR DE PROJETS

RESPONSABILITES: Identification et préparation de projets; participation à la préévaluation de projets et prise de dispositions avec les institutions coopérantes et/ou le cofinancier; préparation des documents de suivi des projets, suivi et examen des rapports de supervision; établissement des rapports de projets destinés à l'organe directeur, ainsi que des programmes de travaux annuels.

QUALIFICATIONS: Diplôme d'études universitaires supérieures ou titre équivalent en économie agricole ou agronomie, développement économique, administration publique ou autre titre similaire. Sept à dix ans d'expérience dans la formulation, l'exécution et le financement de projets. Une expérience de terrain en planification, gestion et supervision de projets agricoles dans les pays en développement est un atout. Maîtrise de l'anglais et/ou du français. La connaissance de l'arabe constituerait un atout.

ADMINISTRATEUR POUR LE SUIVI ET L'EVALUATION

RESPONSABILITES: Planification et organisation de missions d'évaluation/réunions connexes et participation à ces activités; conduite d'études thématiques, d'études d'évaluation et d'études spéciales connexes; organisation des activités de formation propres à favoriser le développement de capacités nationales et régionales en matière de suivi et d'évaluation; établissement des rapports d'évaluation pour examen par un groupe interne d'évaluation; de recommandations pour le Président du FIDA et pour les organes directeurs; participation au processus d'élaboration des projets/fournitures d'avis et conseils sur la conception et sur les systèmes d'évaluation.

QUALIFICATIONS: Diplôme d'études universitaires supérieures ou titre équivalent en sciences sociales de préférence en économie, économie agricole, statistiques, gestion du développement ou sociologie rurale. Sept à dix ans d'expérience, en particulier dans les pays en développement, en matière de gestion de la planification des projets, de suivi et d'évaluation. Aptitude à rédiger des rapports analytiques. Maîtrise de l'anglais et du français. Connaissance pratique de l'arabe et/ou de l'espagnol souhaitable.

ENGAGEMENT INITIAL DE DUREE DETERMINEE: Deux ans.

ENTREE EN FONCTIONS: le plus rapidement possible.

Traitement: de 45.413 USD à 63.664 USD par an, plus une indemnité de poste à l'échelon initial, allant de 11.804 USD à 12.694 USD.

Prérez d'adresser un curriculum vitae détaillé, en double exemplaire, à:

Division du Personnel - FIDA
107 Via del Serbellone, 00142 Rome (Italie) Fax no. +39 6 5043463

Date limite de présentation des candidatures: 29 avril 1995

Seuls les candidats figurant sur la liste restreinte recevront un accusé de réception.

TOUTES LES PERSONNES QUALIFIEES, SANS DISTINCTION DE SEXE, SONT INVITEES A PRESENTER LEUR CANDIDATURE.

Do you believe that there is an information revolution going on? Do you believe that your life should be at the heart of it? Microsoft, the world's leading company in the development of high quality software, is looking for people who share our excitement and optimism about a new world of thinking and communicating.

DO YOU?

At Microsoft Worldwide Product Group Ireland (WPGI) based in Sandford, Co. Dublin you will join our highly successful International team localizing the European versions of Microsoft Products. Localization is the translation and adaptation of a software package to the language, culture and needs of a foreign country.

LANGUAGE SPECIALIST - FRENCH (Ref: FLS)

Responsible for providing linguistic support, guidance and training to internal localization teams, external localization and translation agencies, and development teams in the Microsoft headquarters in Seattle, USA.

Requirements:

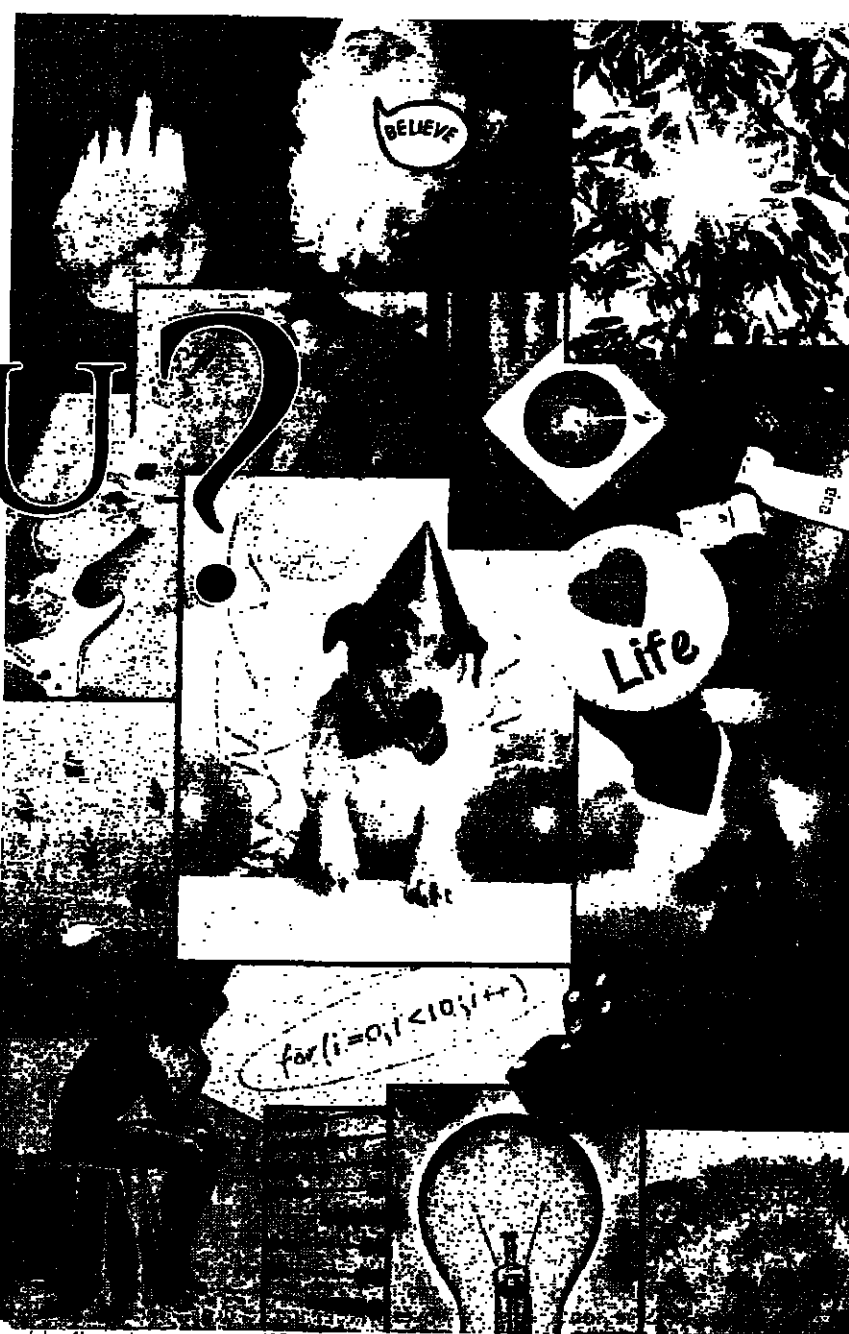
- Native speaker
- Excellent English knowledge
- Degree in translation, linguistics, computer science or related field
- Minimum 2 years experience as a linguist, technical translator or localizer
- Excellent working knowledge of different software packages and technical terminology
- Quality management and Terminology management experience an advantage

FRENCH LOCALIZERS (Ref: FLL)

These temporary posts (9-12 months duration) are based in Dublin and report to the Program Manager/Localization Team Lead. Localizers are responsible for the localization to their language of Microsoft software, documentation and packaging.

Their main tasks are to:

- Prepare glossaries
- Co-ordinate the translation and proofreading of documentation
- Localize the software
- Review translated documentation



Requirements:

- Excellent skills in both the French and English language
- A thorough knowledge of computers and computer applications
- Computer Science Qualification is a distinct advantage
- Translation/localization experience would be beneficial

Successful candidates must be self-motivated individuals with the ability to work to tight deadlines. They must also possess good organisational and communication skills.

Shortlisted applicants will be required to complete a translation test.

Details

Microsoft Ireland is an equal opportunities employer. Please apply sending details of your experience and qualifications by fax (if possible) or post before Friday 5th May, 1995 to:

Personnel Department, Microsoft,
Worldwide Product Group Ireland,
Blackthorn Road,
Sandford Industrial Estate,
Dublin 18, Ireland.
Telephone: +353 1 295 5333
Fax: +353 1 295 8355
Email: mauraco@microsoft.com

Microsoft

WHERE DO YOU WANT TO GO TODAY?

LE PARLEMENT EUROPEEN, LA COMMISSION EUROPEENNE ET LE COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

La date limite pour l'introduction de l'acte de candidature des concours généraux pour diplômés universitaires (BAC+4) EUR/LA/54 - pour le recrutement de traducteurs de langue principale française EUR/LA/55 - pour le recrutement de traducteurs adjoints de langue principale française est reportée jusqu'au 2 juin 1995.

Des renseignements supplémentaires peuvent être obtenus à l'une des adresses ci-après:

COMMISSION EUROPEENNE, Unité «Recrutement», rue de la Loi - SC41, B-1049 Bruxelles ou COMMISSION EUROPEENNE, Unité «Personnel», JMO B1/48, L-2920 Luxembourg ou COMMISSION EUROPEENNE, Bureau de représentation en France, Service Concours, 288, bd St-Germain, F-75007 Paris ou COMMISSION EUROPEENNE, Bureau de Marseille, CMCI, 2, rue Henri-Barbussa, F-13241 Marseille-Cedex 01.

RECRUTEMENTS INTERNATIONAUX

Le Monde

1^{er} quotidien français à l'étranger

Leaders in the field of promoting and distributing French luxury products in the Middle East 1600 MFR are looking for their

MANAGER

INFORMATION TECHNOLOGY DIVISION

BASED IN DUBAI

Post graduate in Computer science or MIS, with 10 years management experience in Software development and system maintenance.

In-depth knowledge of data base processing (UNIX, ORACLE, INGRES...) is required. Exposure on WANG VS system and experience in migration to open systems will be an added advantage.

Directly reporting to the Chief Executive Officer and responsible for the team of IT professionals, you will:

- provide a strategic guidance and establish an effective information on systems between all the sites of the Group
- lead the project for migration of WANG VS systems to open systems
- select IT products for the Group as per business requirements and standards of the Group
- control IT expenditure and negotiate hardware and software supplies.

In addition to technical control, we will favour for this job a high sense of human contact which will allow you to be the preferential interface for users and to keep up professionally with their needs.

Bilingual in French/English necessary.

Please send your full CV to: MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris Cedex 08, quoting reference 43.2537/LM on your accompanying letter and envelope.

Mercuri Urval

CARRIÈRES INTERNATIONALES

DELPHI Technical Centre
Automotive Systems Luxembourg

CHALLENGING CAREER OPPORTUNITIES

DELPHI Automotive Systems (formerly ACG Worldwide), a \$ 26.1 billion automotive systems components supplier, is growing rapidly at its Technical Centre in Luxembourg. We have immediate openings for 3 Development Engineers in the area of Engine Management Systems.

EMS DEVELOPMENT ENGINEER

Essential Requirements:

- Degree in Electrical or Mechanical Engineering.
- A minimum of 3 years of professional experience in Engine Management Systems or Engine Development. Proven skills in test or product engineering are required.
- Fluency in English and either French or German required.

The main area of responsibility is definition, execution and evaluation of development programs for Engine Management Systems.

The ideal candidate should be self-reliant, self-motivated and determined to succeed.

If you meet our requirements and would like to be considered for one of these positions, please submit your C.V. along with a letter highlighting your applicable education, experience and personal qualities to:

Delphi Technical Centre, General Motors Luxembourg Operations S.A.
Attn Nicole Mulcahy, L-4940 Bascharage, Luxembourg

All applications will be treated confidentially

CARRIÈRES EUROPÉENNES
EN ENTREPRISES

couplage avec 1 ou plusieurs des titres suivants

NEU: HANDELSBLATT - EL PAIS - Le Monde - Süddeutsche Zeitung - 7 BENLINGSKE TIDEN
CORRIERE DELLA SERA - LE SOIR - De Standaard - THE INDEPENDENT - THE IRISH TIMES

EUMETSAT

EUMETSAT est une Organisation intergouvernementale regroupant 17 Etats européens
* Allemagne * Autriche * Belgique * Danemark * Espagne * Finlande * France * Grèce * Irlande * Italie *
Norvège * Pays-Bas * Portugal * Royaume-Uni * Suède * Suisse * Turquie

Etabli en 1986 et situé à Darmstadt en Allemagne, EUMETSAT est chargé de la mise en place, du maintien et de l'exploitation de systèmes européens de satellites météorologiques. Les Divisions Satellites géostationnaires et Secteur-Sol d'EUMETSAT sont responsables, au sein du Département technique d'EUMETSAT de tous les aspects des Programmes Météosat de Transmission (MTP) et Météosat Seconde Génération (MSG). Une nouvelle Division Secteur-Sol et Opérations a été créée dans le cadre du programme MTP pour contrôler tous les satellites METEOSAT après le transfert des Opérations METEOSAT d'EUMETSAT à ESA en 1995. Toujours au sein du Département technique, la Division LEO est responsable de tous les aspects du Programme Système polaire EUMETSAT (EPS). EUMETSAT demande aux personnes ayant le profil requis et ressortissances de l'un des Etats Membres de l'Organisation de poser leur candidature. Les candidats retenus posséderont une formation supérieure universitaire ou équivalente dans une discipline correspondante ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais ou du français assortie d'une connaissance pratique de l'autre langue.

Responsable de la Division Assurance Qualité VN(95) 10
Dans cette fonction, vous soutiendrez le Département technique dans la définition et l'adoption d'une politique et de procédures AQ adaptées aux programmes EUMETSAT. Vous disposez d'au moins 5 ans d'expérience que vous aurez acquise dans le cadre d'un programme spatial ou autre environnement similaire et d'au moins 4 ans d'expérience d'encadrement dans un service Assurance Qualité. Une expérience pratique des méthodes utilisées dans l'assurance qualité logiciel, une bonne connaissance des normes ESA pour les matériels et procédés et des normes ENISO9001 sont indispensables.

Coordinateur/Coordinatrice Technique VN(95) 16
Relevant du Chef du Département technique, vous serez responsable de la coordination et de la planification des activités au niveau du département pour tous les programmes EUMETSAT. Vous apporterez impérativement votre expérience de la planification de programmes spatiaux et votre connaissance des systèmes de rapports de gestion.

Génier Spécialiste des Plantes-Formes Satellitaires VN(95) 5
Relevant du Responsable du Secteur spatial, vous serez chargé(e) entre autres de suivre les études de Phase C/D des satellites MSG et les spécifications au niveau des systèmes spatial et sol et de participer à aux activités d'approvisionnement, de lancement et d'opérations des satellites. Outre votre expérience de la gestion d'activités industrielles, vous possédez au moins 5 ans d'expérience de l'ingénierie des systèmes satellitaires avec une spécialisation dans le domaine des systèmes électrique ou des systèmes de correction d'altitude et d'orbite. Date limite de dépôt des candidatures: 28. avril 1995.

Responsable du Secteur-Sol VN(95) 15
Relevant du Chef de la Division des satellites en orbite basse (LEO), vous dirigerez l'équipe de projet Secteur-Sol responsable du développement et de la préparation aux opérations du secteur-sol des satellites en orbite polaire d'EUMETSAT. Vous disposez d'un minimum de 5 ans d'expérience du développement de systèmes sol et d'au moins 3 ans d'expérience du management d'équipes.

Ingenieur Extraction de Produits VN(95) 9
Vous serez responsable auprès du Chef de la Division Secteur-Sol, du soutien technique et scientifique nécessaire aux activités d'approvisionnement et de développement requises dans le domaine du traitement des données-images, des algorithmes et de l'extraction des produits. Vous possédez de très bonnes connaissances de la théorie du traitement du signal, de l'échantillonnage des images et des techniques d'élimination de la couverture nuageuse pour les points de référence géographique. Ces connaissances sont obligatoirement assorties d'expérience de la simulation et de l'étude d'algorithmes complexes dans la recherche appliquée ou autre environnement similaires. Date limite de dépôt des candidatures: 28. avril 1995.

Ingenieur Station Sol VN(95) 8
Vous serez responsable au sein de la Division Secteur-Sol de définir les besoins techniques au niveau des stations sol d'EUMETSAT et de superviser l'intégration, les tests et la validation des stations inhérentes au secteur-sol d'EUMETSAT. Vous possédez au moins 5 ans d'expérience dans la spécification, l'approvisionnement et l'intégration de stations sol. Date limite de dépôt des candidatures: 28. avril 1995.

La Division Opérations a été créée pour soutenir l'exploitation et les opérations des satellites METEOSAT à compter de novembre fin 1995.

Ingenieur en Génie Spatial VN(95) 12
La personne retenue participera dans un premier temps à la préparation opérationnelle du nouveau secteur-sol d'EUMETSAT lors du transfert des opérations de l'ESA à EUMETSAT pour se charger ensuite pendant la phase opérationnelle, principalement de la production et de la maintenance des procédures opérationnelles du secteur spatial et des banques de données et de la liaison avec le fabricant du satellite et l'équipe de soutien du projet. Un minimum de 5 ans d'expérience du génie spatial ou des opérations est essentiel.

Ingenieur Station Sol VN(95) 13
La candidate retenu(e) participera à toutes les activités associées aux opérations et à la maintenance des stations sol (principale et de réserve), à la formation des opérateurs du Centre de contrôle de la mission d'EUMETSAT et à la gestion de toute activité de mise à niveau du système sol. Un minimum de 5 ans d'expérience de l'ingénierie des systèmes sol ou des opérations est essentiel.

Les contrats sont octroyés pour une période initiale de 4 ans. Les rémunérations intéressantes s'alignent sur celles d'autres Organisations Internationales. Merci d'adresser votre dossier de candidatures (CV, lettre d'accompagnement, date de disponibilité, No. de référence) à EUMETSAT, M. J.K. Myatt, Chef du Personnel, Am Elflengrund 45, D-64242 Darmstadt-Eberstadt. La date limite de dépôt des candidatures est le 12. mai 1995, ou plus tôt dans les cas mentionnés.

LES DIRIGEANTS

Direction Générale
Direction Générale Adjointe - Secrétaire Général

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
RECHERCHE

DIRECTEUR TRÈS MOTIVÉ

Ce Groupe international très dynamique et en pleine expansion, à la pointe de la technologie, recherche une personne exceptionnelle pour gérer une de ses sociétés satellites dans la région parisienne, et pour augmenter sa part de marché.

Vous posséderez une bonne expérience dans la vente et le marketing de produits techniques, et aurez la capacité d'assurer la croissance continue de la société dans le marché.

Profil du candidat idéal :

- Vous serez de nationalité française avec un minimum de cinq années d'expérience au niveau de la direction générale, et posséderez une bonne expérience de la vente et du marketing
- Une connaissance des périphériques de stockage sera très appréciée
- Vous aurez une bonne expérience du développement du commerce international
- Vous aurez une bonne compréhension de la gestion financière pour le développement de la planification stratégique
- Vous aurez l'imagination, l'énergie et le dynamisme nécessaires pour poursuivre des objectifs ciblés
- Vous aurez des compétences dans la gestion et l'administration d'une industrie du secteur tertiaire
- Vous serez compétent au niveau de la direction générale
- Vous apporterez la preuve de vos compétences dans le domaine du marketing
- Vous posséderez de bonnes compétences dans les domaines du développement opérationnel et des agents commerciaux
- Vous connaîtrez les normes de qualité ISO
- Un candidat de 35 ans ou plus, diplômé d'études supérieures et maîtrisant plusieurs langues sera très apprécié.

Si votre profil correspond à ces critères et que vous êtes prêt(e) à relever le challenge de travailler pour une société à la poursuite de l'excellence, veuillez envoyer votre CV accompagné d'une lettre en anglais, en indiquant votre salaire et situation actuelle, au Director of Human Resources, à la boîte postale n° :

GCAOI, GCA, 63 Shelton Street - LONDON, WC2H 9HE.

GROUPE HOSPITALIER

5000 salariés, 5 établissements

Recherche pour une de ses implantations en Midi-Pyrénées (950 salariés, 750 lits et places) son :

DIRECTEUR D'ETABLISSEMENT (H/F)

Qui coordonnera, animera les différents services de l'hôpital, ainsi que les structures médico-sociales rattachées. Attentif aux relations humaines au sein du Groupe, il optimisera la gestion budgétaire, assurera le respect des procédures réglementaires et établira les relations nécessaires à l'exercice de sa fonction. Il participera à l'orientation de la politique générale en relation avec le Siège Social et l'ensemble des partenaires qui sont associés au fonctionnement de l'établissement.

Ce poste s'adresse à un dirigeant de formation supérieure qui possède une expérience affirmée dans le management des entreprises et des équipes. Les entretiens auront lieu à Clermont-Ferrand. Envoyez votre manuscrit + CV + photo à Flavien de Larossette sous la référence 95F2LA04 à :

marc andrieux
CONSULTANTS
Recrutement Humaines & Marketing
4, rue Drolas - 63000 Clermont-Ferrand

OPQCM

PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

Haute-Savoie - Notre client est un groupe international, (chiffre d'affaires : 400 millions de Francs) spécialisé dans la fabrication et la distribution de biens d'équipement dans le domaine de la soudure des thermoplastiques et du nettoyage des produits industriels. Entreprise dynamique, sa filiale française (chiffre d'affaires 80 millions de Francs) conçoit, fabrique et distribue dans le monde entier (près de 50% du chiffre d'affaires à l'exportation) des machines de haute technologie pour la soudure des thermoplastiques. Nous recherchons aujourd'hui son président-directeur général. Rattaché au siège à Londres, ce poste complet et entièrement autonome s'adresse à un candidat de formation technique et idéalement commerciale, ayant évolué dans un contexte international de vente et de marketing de produits techniques et justifiant d'une expérience solide de management d'équipe et de centre de profit. La pratique professionnelle de l'anglais est indispensable. La rémunération est à la hauteur de ce challenge important. Ecrire en précisant la référence R/2292M - PA Consulting Group - 114, avenue Charles de Gaulle - 92522 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.70.

PA Consulting
Group
Creating Business Advantage

هكذا انظر الأصل

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 19 AVRIL 1995 / V

CARRIÈRES INTERNATIONALES

SWITZERLAND

THE BANK FOR INTERNATIONAL SETTLEMENTS

an international institution located in Basle with approximately 460 members of staff from 24 countries

has a vacancy in its

RISK MANAGEMENT AREA

The successful candidate will work in a small team responsible for development and implementation of risk management methodologies.

He/she will have a university degree, ideally in finance or mathematics. Strong analytical and statistical skills are required and computer literacy is essential. Knowledge of risk management methods and/or experience in a financial institution would be an advantage. In addition to a very good command of English, the successful candidate should have a working knowledge of German and/or French.

Recruitment will be on the basis of an initial two-year contract.

The Bank offers attractive conditions of employment in an international atmosphere and excellent welfare benefits.

Candidates should send their application, together with a recent photograph and references, to the Personnel Section, Bank for International Settlements, 4002 Basle, Switzerland, quoting Reference No. 95238.



Le Fonds International de développement agricole FIDA (Nations Unies) à Rome (Italie) recherche des candidats aux postes suivants:

CONTROLEUR DE PROJETS

RESPONSABILITES: Identification et préparation de projets; participation à la planification de projets et prise de dispositions avec les institutions coopérantes et/ou le cofinancement; préparation des documents de prêts; suivi des projets, post-suivi et examen des rapports de supervision; établissement des rapports de projets destinés à l'organe directeur, ainsi que des programmes de travaux annuels.

QUALIFICATIONS: Diplôme d'études universitaires supérieures ou titre équivalent en économie agricole ou agronomie, développement économique, administration publique ou autre titre similaire. Sept à dix ans d'expérience dans la formulation, l'exécution et le financement de projets. Une expérience de terrain en planification, gestion et supervision de projets agricoles est une qualité appréciée. Connaissance de l'anglais et/ou du français et/ou de l'espagnol. La connaissance de l'arabe constituerait un atout.

ADMINISTRATEUR POUR LE SUIVI ET L'EVALUATION

RESPONSABILITES: Planification et organisation de missions d'évaluation/réunions connexes et participation à ces activités; conduite d'études thématiques, d'études d'évaluation et d'études spéciales connexes; organisation des activités de formation propres à favoriser le développement des capacités nationales et régionales en matière de suivi et d'évaluation; établissement des rapports d'évaluation pour examen par un groupe interne d'évaluation; de recommandations pour le Président du FIDA et pour les organes directeurs; participation au processus d'élaboration des projets/fourniture d'avis et conseils sur la conception et sur les systèmes d'évaluation.

QUALIFICATIONS: Diplôme d'études universitaires supérieures ou titre équivalent en sciences sociales, de préférence en économie, économie agricole, statistiques, gestion du développement ou sociologie rurale. Sept à dix ans d'expérience, en particulier dans les pays en développement, en matière de gestion de la planification des projets, de suivi et d'évaluation. Aptitude à rédiger des rapports analytiques. Maîtrise de l'anglais et du français. Connaissance pratique de l'arabe et/ou de l'espagnol souhaitable.

ENGAGEMENT INITIAL DE DUREE DETERMINEE: Deux ans.

ENTREE EN FONCTIONS: le plus rapidement possible.

Traitement de 45.413 USD à 63.664 USD par an, plus une indemnité de poste à l'échelon initial, allant de 11.804 USD à 12.694 USD.

Prière d'adresser un curriculum vitae détaillé, en double exemplaire, à:

Division du Personnel - FIDA
107 Via dei Saraceni, 00142 Rome (Italie) Fax no. +39 6 5043463

Date limite de présentation des candidatures: 29 avril 1995
Seuls les candidats figurant sur la liste restreinte recevront un accusé de réception.

TOUTES LES PERSONNES QUALIFIEES, SANS DISTINCTION DE SEXE, SONT INVITEES A PRESENTER LEUR CANDIDATURE

Do you believe that there is an information revolution going on? Do you believe that your life should be at the heart of it? Microsoft, the world's leading company in the development of high quality software, is looking for people who share our excitement and optimism about a new world of thinking and communicating.

DO YOU?

At Microsoft Worldwide Product Group Ireland (WPGI) based in Sandford, Co. Dublin you will join our highly successful international team localizing the European versions of Microsoft Products. Localization is the translation and adaptation of a software package to the language, culture and needs of a foreign country.

LANGUAGE SPECIALIST - FRENCH (Ref: FLS)
Responsible for providing linguistic support, guidance and training to internal localization teams, external localization and translation agencies, and development teams in the Microsoft headquarters in Seattle, USA.

Requirements:

- Native speaker
- Excellent English knowledge
- Degree in translation, linguistics, computer science or related field
- Minimum 2 years experience as a linguist, technical translator or localizer
- Excellent working knowledge of different software packages and technical terminology
- Quality management and Terminology management experience an advantage

FRENCH LOCALIZERS (Ref: FRL)

These temporary posts (9-12 months duration) are based in Dublin and report to the Program Manager/Localization Team Lead. Localizers are responsible for the localization to their language of Microsoft software, documentation and packaging.

Their main tasks are to:

- Prepare glossaries
- Co-ordinate the translation and proofreading of documentation
- Localize the software
- Review translated documentation



Requirements:

- Excellent skills in both the French and English language
- A thorough knowledge of computers and computer applications
- Computer Science Qualification is a distinct advantage
- Translation/localization experience would be beneficial

Successful candidates must be self-motivated individuals with the ability to work to tight deadlines. They must also possess good organisational and communication skills. Shortlisted applicants will be required to complete a translation test.

Details

Microsoft Ireland is an equal opportunities employer. Please apply sending details of your experience and qualifications by fax (if possible) or post before Friday 5th May, 1995 to:

Personnel Department, Microsoft,
Worldwide Product Group Ireland,
Blackthorn Road,
Sandford Industrial Estate,
Dublin 18, Ireland.
Telephone: + 353 1 295 5333
Fax: + 353 1 295 8355
Email: mauraco@microsoft.com

Microsoft
WHERE DO YOU WANT TO GO TODAY?

LE PARLEMENT EUROPEEN, LA COMMISSION EUROPEENNE ET LE COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

La date limite pour l'introduction de l'acte de candidature des concours généraux pour diplômés universitaires (BAC+4) EUR/LA/54 - pour le recrutement de traducteurs de langue principale française EUR/LA/55 - pour le recrutement de traducteurs adjoints de langue principale française est reportée jusqu'au 2 juin 1995.

Des renseignements supplémentaires peuvent être obtenus à l'une des adresses ci-après:

COMMISSION EUROPEENNE, Unité «Recrutement», rue de la Loi - SC41, B-1049 Bruxelles ou COMMISSION EUROPEENNE, Unité «Personnel», JMO B148, L-2920 Luxembourg ou COMMISSION EUROPEENNE, Bureau de représentation en France, Service Concours, 288, bd St-Germain, F-75007 Paris ou COMMISSION EUROPEENNE, Bureau de Marseille, CMCI, 2, rue Henri-Barbousse, F-13241 Marseille-Cedex 01.

RECRUTEMENTS INTERNATIONAUX Le Monde

1^{er} quotidien français à l'étranger

Leaders in the field of promoting and distributing French luxury products in the Middle East (600 MFF) are looking for their

MANAGER INFORMATION TECHNOLOGY DIVISION BASED IN DUBAI

Post graduate in Computer science or MIS, with 10 years management experience in Software development and system maintenance.

In-depth knowledge of data base processing (UNIX, ORACLE, INGRES...) is required. Exposure on WANG VS system and experience in migration to open systems will be an added advantage.

Directly reporting to the Chief Executive Officer and responsible for the team of IT professionals, you will: • provide a strategic guidance and establish an effective information on systems between all the sites of the Group • lead the project for migration of WANG VS systems to open systems • select IT products for the Group as per business requirements and standards of the Group • control IT expenditure and negotiate hardware and software supplies.

In addition to technical control, we will favour for this job a high sense of human contact which will allow you to be the preferential interface for users and to keep up professionally with their needs.

Bilingual in French/English necessary.

Please send your full CV to: MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris Cedex 08, quoting reference 43.2537/LM on your accompanying letter and envelope.

Mercuri Urval

SECTEURS DE POINTE

Production - Informatique - Haute technologie

IMPORTANTE
SOCIÉTÉ DE
TÉLÉCOMMUNICATIONS

INGÉNIEURS DÉVELOPPEMENTS LOGICIELS

Dans le cadre de nos développements de réseaux de télécommunications, vous serez chargé de réaliser les logiciels intégrés à des systèmes (Ex. : protocoles, applications temps réel...). Vous mettrez en œuvre des moyens évolués : TEAMWORK, GEODE, C, C++, outil de test, de simulation et de validation, pour des machines ciblées temps réel (VRTX) et de gestion de réseaux (WINDOWS-UNIX-Bases de données, interfaces graphiques). De formation écoles d'ingénieurs ou universitaires, vous avez acquis une première expérience dans le développement logiciel. Référence : LDVP-LOG

INGÉNIEUR SYSTÈME

Dans le cadre de notre service support informatique vous serez en charge des missions suivantes :

- administration système (UNIX, SUN),
- gestion des projets utilisés pour le développement d'applications,
- formation et conseil auprès des développeurs.

De formation école d'ingénieurs ou universitaire vous avez une première expérience dans le développement logiciel et dans l'administration système. Formation informatique, connaissance en UNIX, LANGAGE C, Réseau TCP/IP, qualités relationnelles et sens du service indispensables. Référence : LSVS

INGÉNIEUR D'ÉTUDES

Rattaché au Chef de service, vous êtes responsable de l'étude et du développement des cartes à microprocesseurs, et vous en définissez l'architecture. Vous réaliserez les missions suivantes :

- Elaboration des spécifications et des notes relatives aux cartes,
- Conception, mise au point et validation de celles-ci,
- Participation à l'intégration logiciel/matériel,
- Développement de logiciels de test.

De formation école d'ingénieurs, vous avez impérativement 3 ans d'expérience en études et développement dans le domaine des télécommunications (réalisation de cartes microprocesseurs 8086 et 8088), conception d'EPPL ou de FPGA, contrôleur de communications série (HDLC, Ethernet), connaissances des DSP d'Analog Devices, Bus VME... et des contraintes temps réel). Rigoureux, vous aimez le travail en équipe et vous portez un grand intérêt aux évolutions techniques. Référence : LDSP

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo) sous référence choisie à MEDIA SYSTEM, 17, rue de la République, 92100 Nanterre, France.

Responsables Conception Electronique

Valeo

Notre Groupe, présent sur les marchés automobiles mondiaux, participe activement aux développements des techniques de demain. Le développement de l'électronique automobile s'accroît pour améliorer les performances, le confort, la sécurité et la fiabilité des équipements.

Dans ce contexte, la Branche Electronique (1400 personnes) relève le défi et recrute pour son site de CRETEIL (94) des Responsables de Conception.

En sein d'une équipe multi-projets, vous serez responsable de la conception et du suivi de la réalisation d'un ou plusieurs produits, de la conception générale à la validation fonctionnelle et à la qualification des produits.

Vous établirez les spécifications des sous-ensembles selon les contraintes industrielles, tout en assurant la cohérence technique entre les développements Hard, Soft et Mécatronique. Ingénieur Electronicien Grande Ecole, vous avez acquis une expérience de 7 à 8 ans de développement en électronique grande série et vous possédez des compétences en électronique de puissance ou en électronique numérique. Anglais courant indispensable.

Vos capacités à travailler en équipe, votre sens de l'engagement et votre ouverture internationale vous permettront de bénéficier des perspectives d'évolution offertes par notre Groupe.

Merci d'adresser lettre de motivation manuscrite avec CV, photo, rémunération actuelle et souhaitée à VALEO ELECTRONIQUE - Nathalie HUBERT - 2, avenue Fernand Pouillon - 94042 CRETEIL Cedex.

Le Groupe Valeo, par sa gamme de produits et systèmes de haute technologie et son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobile et de véhicules industriels dans le monde.

Valeo

L'EQUIPEMENT
AUTOMOBILE

Ingénieurs

Méthodes radio DCS 1800 Production cellulaire DCS 1800

Déjà leader du marché du téléphone mobile GSM en France avec « FINERS », nous sommes décidés à consolider notre position en renforçant notre action dans le domaine de DCS 1800, troisième réseau européen de téléphone mobile. Dans le cadre de l'expérimentation technique et commerciale du DCS 1800 sur l'agglomération toulousaine, nous recherchons :

Ingénieur méthodes radio (R&D)

Vous définissez et mettez en place les règles et méthodes de « design » cellulaire du point de vue propagation radio pour une mise en application dans le cadre de l'expérimentation DCS 1800. Vous devrez effectuer les outils de prédiction radio et de mesures, analyser les tests sur les performances radio des matériels.

Ingénieur production cellulaire (R&D)

Assisté par l'équipe que vous animez, vous élaborerez le « design » de l'ingénierie cellulaire de l'expérimentation de la norme DCS 1800 en appliquant les méthodes et règles préconisées, validez les différents sites candidats en utilisant les outils de simulation et en réalisant des mesures « terrain », fournissez le paramétrage radio.

A 28 ans environ, de formation ingénieur ou équivalent (bac + 5), pratiquant l'anglais et possédant une expérience réussie de 3 ans minimum, vous possédez des connaissances approfondies en GSM et/ou DCS 1800 et en propagation radio.

Les postes sont basés à Paris, avec des déplacements fréquents sur la région toulousaine. L'importance de notre Groupe ouvre de larges perspectives d'évolution de carrière aux candidats à fort potentiel.

Merci d'adresser, sous la référence choisie et en précisant votre rémunération actuelle, lettre manuscrite et CV à :

SM CONSEIL, 3 rue Treillard, 75008 Paris.



France Telecom
Mobiles

Radiotéléphone

Grand Groupe Industriel Français, leader mondial dans plusieurs de ses activités recherche pour sa Division Production d'Énergie

Directeur Industriel

Directement rattaché à la Direction Générale, vous menez de front plusieurs missions :

- l'amélioration des systèmes de production (simplification des processus, réduction de la durée des cycles de fabrication) visant à assurer une diminution des dépenses, la qualité des produits et la facilité des transferts de technologie,
- la définition de la politique des investissements (budgets, matériels, usines),
- la coordination des activités des différents services d'achats (négociation globalisée, accord d'association avec certains fournisseurs-clés, recherche de nouveaux sous-traitants).

Ingénieur de formation, vous êtes confirmé par 15 ans d'expérience dans le domaine de la conception et de la fabrication des matériels électriques de grande puissance. Vous êtes bilingue anglais.

GEC ALSTHOM

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo) à :
Mr KARM - GEC ALSTHOM Division Production d'Énergie
Direction des Ressources Humaines
38 avenue Kléber, 75795 PARIS CEDEX 16.

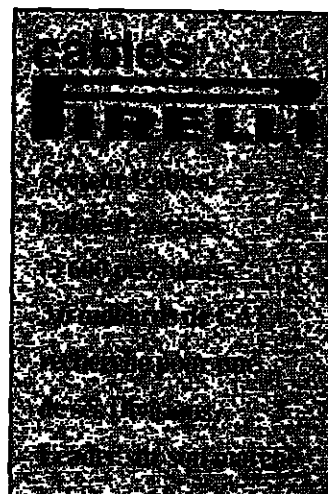
AXIALES
l'Esprit Projet

Consultant en Management de Projet "Industries de Pointe" h/f

Conseil
Formation
Stratégie
Organisation
Systèmes d'information
Management de projet

Interlocuteur privilégié d'une clientèle diversifiée d'entreprises, vous êtes responsable de missions de conseil et de formation-action en management de projets. Votre rôle est d'emblée multiple : actions de conseil, animation de sessions mais aussi conception et mise en œuvre de nouvelles formations, recherche de nouvelles méthodes, de nouveaux outils de management de projet... A terme, vous aurez la responsabilité de la recherche de contrats, la proposition et la réalisation des missions. Entre 38 et 35 ans, ingénieur de formation, vous disposez d'une expérience de management de projet dans l'industrie. Rompu à la relation clientèle et à l'analyse de la valeur, vous êtes un animateur pédagogique, communicant, diplomate, cultivant l'esprit d'équipe. Capable de vous adapter à tous types d'interlocuteurs, votre mobilité s'accorde à la situation géographique de nos clients.

Intéressé : merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre de motivation, CV détaillé, photo sml, CMP à l'attention de Jean Pierre ROLLET, AXIALES 18, rue Horace Vernet - 92130 ISSY LES MOULINEAUX.



RESPONSABLE MARCHE PRODUIT

Votre mission : Au sein du Service Etudes et Développement, vous devrez analyser les besoins du marché EDF en biens industriels électriques et assurer le développement de ces produits (études, prototype, qualification...) jusqu'à la phase d'industrialisation.

Votre profil : Agé d'environ 30 ans, diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieur, votre expérience antérieure s'est exercée dans le développement de projets ou de produits.

Autonome et animateur, votre ouverture d'esprit s'allie facilement avec un bon esprit d'analyse et de synthèse. Votre atout en plus : vous possédez des aptitudes commerciales.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Eliane TALABAN - CABLES PIRELLI - 1 rue G.B. Pirelli 94417 SAINT MAURICE Cedex

هنا من الأصل

هكذا امتن الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 19 AVRIL 1995 / IX

SECTEURS DE POINTE

Production - Informatique - Haute technologie

Ingénieur Marketing Etudes

ABB Control - 350 MF

Au sein du groupe ABB, nous sommes un des centres d'excellence pour les contacteurs dont nous assurons la R & D.

Nous recherchons un Ingénieur Marketing Etudes.

Véritable pivot entre le commercial et le bureau d'études, cet ingénieur, rattaché à la Direction Technique (50 personnes), élabore les cahiers des charges relatifs au développement de nouveaux produits. Il assure en outre les missions relevant de sa compétence : travaux normatifs, support technique à la vente, formation...

Le poste inclut des interfaces avec tous les services de l'entreprise et les autres sociétés du groupe.

Il convient à un ingénieur expérimenté, connaissant bien au plan technique les produits et applicatifs en appareillage basse tension. Cet ingénieur devra également posséder une compétence ou au moins du goût pour l'approche marché et pour l'élaboration des normes dans le contexte mondial.

Poste basé à Lyon.

La fonction très autonome et très ouverte, nécessite la maîtrise de l'anglais et demande des voyages fréquents en Europe.

Merci de transmettre votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 4051 à notre conseil EUROPACT qui vous garantit une totale confidentialité et répondra sous quinzaine aux candidats ayant le profil souhaité.

EUROPACT - 57 Bd Vivier Merle
69429 LYON Cedex 03.

ABB

CATIA évolue

Leader international de la CFAO, Dassault Systèmes est le partenaire privilégié des plus grands groupes industriels mondiaux.

N° 1 dans le domaine de l'aéronautique et de l'industrie automobile, nous gagnons des parts de marché dans l'industrie des biens de consommation, de la construction navale...

Nous réalisons plus de 90% de notre chiffre d'affaires à l'international et notre équipe est devenue en 15 ans une structure de 1 000 collaborateurs, le plus grand laboratoire de développement en CFAO au monde.

Aujourd'hui nous créons de nouveaux postes.

DASSAULT SYSTEMES

PARIS - TOKYO - LOS ANGELES

évoluez avec CATIA

Ingénieurs développement

CATIA/CADAM[®] SOLUTIONS

Pour l'amélioration continue des processus de nos clients et pour répondre à leurs impératifs de coût, de temps de cycle et de qualité, Dassault Systèmes réalise les architectures les plus novatrices. Pour participer à la définition de nouvelles fonctionnalités et renforcer nos équipes de développement, nous recherchons des compétences pointues dans les domaines suivants :

- les techniques orientées - objet, les réseaux neuronaux, les mathématiques avancées, le multimedia et la simulation,
- les applications métiers : mécanique, ingénierie, analyse, fabrication, design industriel...

Vous êtes un ingénieur grande école débutant et vous recherchez une entreprise qui participe chaque jour au défi de demain. Rejoignez-nous en adressant votre dossier de candidature, sous réf. CATIA/ID, à Catherine Fulda, Dassault Systèmes, 9 quai Marcel-Dassault, BP 310, 92156 Suresnes Cedex.

MEDIA BYTES

TOTAL

CONSULTANTS PROJETS

Faites évoluer les systèmes d'information internationaux de Total Exploration Production

Groupe français largement ouvert sur le monde, TOTAL est actif dans plus de 80 pays, dans tous les segments de la chaîne pétrolière.

Par le conseil, la conception, la formation et la mise en place, vous participerez au renouveau de nos systèmes d'information. Ceux-ci résulteront de l'alliance d'architectures innovantes et de processus de gestion adaptés aux métiers des utilisateurs.

En environnement client/serveur, vous introduirez des méthodes et des outils originaux. C'est ainsi qu'au sein de notre Direction de la coordination informatique, en France ou à l'étranger, vous serez l'initiateur et le pilote de projets stratégiques.

Ingénieur diplômé grande école, vous avez de 28 à 32 ans. Depuis 3 à 5 ans, vous avez participé au changement des modes de gestion par les systèmes d'information. Vous avez aidé l'utilisateur à mettre à jour le bien-fondé de son besoin. Vous avez confronté votre culture technique aux méthodes et systèmes informatiques les plus récents. Vous avez confirmé vos qualités relationnelles et vos aptitudes de réalisateur. Vous êtes mobile et parlez anglais couramment.

Désormais, vous souhaitez conjuguer ces atouts dans un cadre international. Alors, adressez votre dossier de candidature, sous référence 798.817.LM, à notre Conseil SIRCA, Denis BELLOUQ 20 avenue de l'Opéra - 75001 PARIS.

TOTAL

ON NE S'APPELLE PAS TOTAL PAR HASARD

Construire le présent et préparer l'avenir des réseaux de télécommunications, grâce à une expérience centenaire.

MET COMMUTATION, filiale de MATRA ERICSSON TÉLÉCOMMUNICATIONS, conçoit, fabrique et installe des équipements de téléphonie publique en France et à l'étranger.

Nous recherchons aujourd'hui un

INGENIEUR QUALITE

Vous réaliserez des enquêtes et audits du système Qualité de l'entreprise, veillerez à la bonne compréhension du système, à son application et à la réduction de ses dysfonctionnements. Vous élaborerez le programme annuel et le compte-rendu des activités. Pour mener à bien ces missions, vous pourrez compter sur une équipe d'auditeurs que vous animerez. Dans ce cadre, vous assurerez un rôle de consultant interne dans le domaine de la Qualité.

De formation supérieure, vous possédez une expérience de 5 ans minimum dans une Direction Qualité d'entreprise. Vous maîtrisez l'anglais et les outils bureautiques.

Rigoureux, vous faites preuve de qualités d'écoute et de synthèse.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V. et photo) à Jean-Paul DURAND

MET COMMUTATION
19, avenue Carnot
91348 Massy cedex

MET
COMMUTATION

DES HOMMES QUI CONSTRUISENT

Filiale française d'un Groupe International recherche pour «sa branche Granulats» un :

G

Sous l'autorité et en relation étroite avec le Directeur Régional, vous participerez à la définition de la politique foncière de la filiale.

Vous prendrez en charge les prospections géologiques, négociez pour l'acquisition des terrains et monterez les dossiers d'autorisation en vue de l'exploitation des sites en respectant la réglementation en cours et des administrations, les autorités politiques...

A 35 ans minimum, géologue de formation (ou équivalent), vous avez une expérience confirmée sur le terrain en recherche foncière. Votre sens aigu du contact, votre dynamisme vous pousse à rechercher un nouveau challenge.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV) sous référence B 5 04 01 à notre Conseil, Béatrice GALIEVSKY, FAVREAU Consultants, 52, rue de la Fédération 75015 PARIS.

FAVREAU CONSULTANTS

CHEF DE PROJET CONFIRME DANS UN LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE INTERNATIONAL

Au sein de l'entité développement produits, le chef de projet confirmé a pour mission de participer à la définition des nouveaux projets puis de les manager, de réaliser les documents du dossier d'A.M.M., d'assurer la transmission des informations sur les nouveaux produits aux services concernés, enfin de contribuer à la préindustrialisation.

De réelles qualités de coordinateur, de gestionnaire de projet, de communicateur sont nécessaires pour réussir à ce poste où nous attendons un pharmacien d'une trentaine d'années ayant une expérience de chef de projet et d'assistant recherche clinique.

Une évolution de carrière vers un poste de chef de groupe encadrant plusieurs chefs de projet est, à terme, tout à fait envisageable. Ce poste est situé dans une ville agréable d'Auvergne.

Si vous vous êtes reconnu, écrivez sous réf. C/1349 à notre Conseil Pierre BUCCAI - CONCORDANCES - 77, rue François Mitterrand - BP 32 - 69811 TASSIN LA DEMI LUNE CEDEX qui s'engage, si votre candidature est retenue, à vous adresser un dossier dans les trois semaines.

CONCORDANCES
Entre les Hommes et les Entreprises

SECTEURS DE POINTE

Construire le présent et préparer l'avenir des réseaux de télécommunications, grâce à une expérience centenaire.

MET COMMUTATION, filiale de MATRA ERICSSON TÉLÉCOMMUNICATIONS, conçoit, fabrique et installe des équipements de téléphonie publique en France et à l'étranger.

Afin de renforcer les équipes de notre Centre de Formation, nous recherchons des

ANIMATEURS CONCEPTEURS DE FORMATION

Nos collaborateurs et nos clients bénéficient régulièrement de formation sur nos produits et sur les évolutions techniques de nos systèmes.

Vous serez chargé de concevoir et d'animer des modules de formation, particulièrement sur le réseau GSM, en français et en anglais.

Vous avez de très bonnes qualités relationnelles et de l'aisance en anglais pour animer des cours à l'étranger.

Ingénieur de formation Electronique, option informatique ou télécom, vous avez une première expérience dans le domaine des télécoms. Vous maîtrisez la langue anglaise et êtes disponible pour des déplacements de courte durée à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à Jean-Paul DURAND

MET COMMUTATION
19, avenue Carnot
91348 Massy cedex



DES HOMMES QUI CONSTRUISSENT

PACKINOX, FILIALE DU GROUPE FRAMATOME

PACKINOX est une jeune société spécialisée dans la conception et la fabrication d'échangeurs thermiques à plaques destinés aux raffineries et unités de pétrochimie. L'originalité et les avantages économiques de ce produit innovant contribuent à la croissance de Packinox qui réalise 100 % de son chiffre d'affaires à l'export.

Pour accompagner son développement et renforcer ses équipes, Packinox recherche un :

Ingénieur commercial Export Pétrole/gaz

Vous serez responsable du développement de nos activités sur la zone Chine, Corée du Sud, Inde et Moyen-Orient.

Vous aurez à adapter notre stratégie commerciale à cette zone.

Vous prospecterez et assurerez vous-même la promotion des produits auprès des raffineries et des sociétés d'ingénierie ainsi que la préparation et la négociation des offres commerciales.

Par ailleurs, vous coordonnerez l'activité de plusieurs agents étrangers en relation avec les bureaux de représentation de Framatome. Basé à Paris-La Défense, ce poste implique de nombreux déplacements à l'étranger.

Ingénieur de formation, vous parlez couramment l'anglais. A votre expérience technique et/ou commerciale acquise depuis au moins 5 ans dans le domaine pétrolier international, de préférence sur la zone Asie/Moyen-Orient s'ajoute, si possible, une expérience réussie.

Si vous êtes prêt à partager nos ambitions, merci d'adresser votre candidature sous référence 61711, à Media System, 6 impasse des Deux Cousins, 75848 Paris Cedex 17.



Responsable qualité

Nous sommes
un des leaders

européens

de l'équipement

automobile,

nous recherchons

pour un de nos sites

de production

du centre-ouest

de la France.

Vous aurez en charge la responsabilité de l'ensemble des actions qualité internes et externes et serez, avec l'aide d'une équipe de 20 personnes, le garant de la mise en œuvre des politiques qualité du groupe.

Vous avez une formation d'ingénieur type Supélec, vous maîtrisez parfaitement tous les outils de la qualité AMDEC, SPC, norme ISO, etc. et vous justifiez d'une expérience de 5 ans minimum en tant que responsable d'un service qualité.

Si vous êtes prêt à vous investir dans ce nouveau challenge, adressez votre candidature, sous référence RQ 17, à notre Conseil P.G. Consultants, 17, rue Gallée 75116 Paris.

Angers, Bordeaux, Nantes,
Paris, Toulouse, Tours



SECTEUR PUBLIC

Collectivités Territoriales - Ministères

La Ville de
MARLY LE ROI
Un style de Ville
(Yvelines)

17 000 habitants,
20 km de la Défense,
micro PER - 350 agents
Budget 161 MF

(114 : fonctionnement et
47 : investissement)
recrute par voie statutaire
un attaché ou attaché
principal H/F son



directeur des finances

Directement rattaché au Secrétaire Général, vous encadrez une équipe de 7 collaborateurs et serez responsable des activités : - comptables : élaboration de documents budgétaires et suivi de l'exécution du budget, mise en place de la M14, suivi des régies et subventions ; - finances : gestion de la dette et de la trésorerie, analyses financières diverses et simulations budgétaires ; - suivi budgétaire d'organismes subventionnés par la Ville. A 35/40 ans, Bac + 4/5 en finances/comptabilité publique (M12/M14) et prévue, vous avez une expérience de 5 ans minimum dans une fonction similaire. Vous maîtrisez le management d'équipe et l'utilisation de l'outil informatique vous est familière. Rigueur, adaptabilité, souplesse et disponibilité vous permettront de réussir dans ce poste. Nous vous offrons une rémunération statutaire complétée par les primes liées à la fonction.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV) sous réf. 2045 à : Monsieur le Maire, à l'attention de Mme LEFEUVRE - Hôtel de Ville - 78160 MARLY LE ROI.



INGENIEURS D'AFFAIRES GRANDS COMPTES INTERNATIONAUX

Filiale d'un grand Groupe, nous nous positionnons comme l'un des premiers acteurs du marché international des télécommunications.

Nous recherchons plusieurs Ingénieurs d'Affaires, chargés de commercialiser l'ensemble de nos services de télécommunications auprès de nos clients Grands Comptes.

Ces professionnels coordonneront le montage d'offres complexes (grands projets internationaux) en s'appuyant notamment sur nos ingénieurs support, nos équipes marketing et juridique, ainsi que nos antennes commerciales implantées sur les cinq continents.

Ingénieur de formation, vous justifiez d'environ 5 à 8 ans d'expérience professionnelle. Après avoir occupé des fonctions techniques en début de carrière, vous avez aujourd'hui la responsabilité commerciale de projets majeurs dans les domaines de l'informatique ou des télécommunications, en environnement international.

Une formation complémentaire de troisième cycle en commerce ou gestion constituerait un atout supplémentaire.

Professionnalisme, ténacité, implication personnelle, talents de négociateur, esprit d'équipe, autant de qualités requises pour ces postes basés en proche banlieue parisienne et à pourvoir rapidement.

Anglais courant indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence 3008 G à notre conseil Arco Technologies - 15, rue Pierre 1^{er} de Serbie - 75116 Paris.



La Caisse Régionale d'Assurance
Maladie d'Ile de France

recherche

UN DIRECTEUR D'ETABLISSEMENT DE L'ENFANCE INADAPTEE

pour prendre en charge le CENTRE "LE COTEAU - G. AMADO"
sis à VITRY SUR SEINE (VAL DE MARNE)

D'une capacité globale de 173 lits et places, cette structure médico-sociale est composée de 3 secteurs d'activités :

- un Internat de 72 lits,
- un Externat de 46 places,
- et un Centre d'Accueil Familial Spécialisé de 55 places.

Salaire brut annuel minimal (coefficient 390) 227.488 F sur 14 mois.

Convention Collective des Personnels des Organismes de Sécurité Sociale.
Logement de 5 pièces assuré sur place.

Les postulants devront satisfaire aux conditions prévues par l'article 10 du décret n° 89-798 du 27 octobre 1989 relatif aux dispositions techniques d'autorisation des Etablissements prenant en charge des enfants inadaptés (annexe XXIV).

La possession du Certificat d'Aptitude aux fonctions de Directeur d'Etablissement Social ou de l'Enfance Inadaptée serait appréciée.

Pour tous renseignements, s'adresser à Monsieur Pierre GAILLARD, Directeur des Etablissements de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Ile de France (Tél. 40.05.32.52), Madame JURET, Directeur actuel de l'Etablissement (Tél. 46.81.19.00).

Merci d'adresser votre candidature manuscrite accompagnée de tous les documents justificatifs et d'un curriculum vitae à Monsieur le Directeur Général de la C.R.A.M.I.F., 17/19, rue de Flandre - 75964 Paris cedex 19.

هكذا من الأصل

LE MONDE DES CADRES

GRUPE



Impact
Médicin

20, boulevard
du Parc
92521
Neuilly-sur-Seine
Cedex

LE GROUPE IMPACT MÉDECIN RECHERCHE

UN CHEF DES ACTUALITÉS PROFESSIONNELLES ET POLITIQUE POUR SON QUOTIDIEN (réf. imq)

Journaliste expérimenté, vous avez une bonne connaissance du secteur de la santé et vous aimez animer un service.

UN RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT POUR SON HEBDOMADAIRE (réf. imh)

Médecin ou scientifique de formation, vous avez une expérience similaire dans la presse médicale ou grand public.

Envoyez votre candidature sous référence (CV, lettre manuscrite, photo) au Groupe Impact Médicin

LE F.R.A.C. DE BOURGOGNE RECRUTE SON(SA) DIRECTEUR(TRICE)

Compétences requises : de bonnes connaissances en histoire de l'art et une solide expérience administrative et de gestion financière, une expérience de gestion d'une collection et d'animation d'un lieu de diffusion de l'art contemporain, une connaissance du milieu et des réseaux de l'art contemporain en France et à l'étranger, et une connaissance de la situation et des acteurs de l'art contemporain en Bourgogne. Qualités humaines et pratique du travail en équipe indispensables. Anglais souhaité. Permis de conduire nécessaire.

Missions : conserver, gérer, enrichir et diffuser la collection du F.R.A.C. de Bourgogne d'une manière prospective. Une note relative aux missions détaillées et aux conditions de recrutement sera adressée aux candidats sur simple demande (F.R.A.C. de Bourgogne, 80-67-18-18, D.R.A.C. de Bourgogne : 80-72-53-41, Conseil Régional de Bourgogne : 80-44-33-91). Clôture des candidatures : 3 semaines à dater des premières parutions dans la presse.

Chaque candidat(e) doit fournir un curriculum vitae détaillé et une lettre de motivation, en trois exemplaires : à M. le président du F.R.A.C. de Bourgogne, 49, rue de Longvic, 21000 Dijon, à M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Bourgogne, 41, rue Vannerie, 21000 Dijon, à M. le Président du Conseil Régional de Bourgogne, 17, bd de la Trémouille, BP 1602, 21035 Dijon Cedex.

CONDUITE DE CHANGEMENT ET STRATÉGIE INTERNE

CONSULTANTS ASSOCIÉS

Nous recherchons des consultants expérimentés en conduite de changement et stratégie interne pour accompagner les entreprises dans leur développement.

- de 10 à 20 ans d'expérience professionnelle
- de 10 à 20 ans d'expérience professionnelle
- de 10 à 20 ans d'expérience professionnelle

Trois domaines d'expertise :

- La conduite de projets d'investissement et de développement
- La conduite de projets de restructuration et de réduction des coûts
- La conduite de projets de développement et de croissance

Les candidats :

- Ils ont une expérience professionnelle de 10 à 20 ans
- Ils ont une expérience professionnelle de 10 à 20 ans
- Ils ont une expérience professionnelle de 10 à 20 ans

Nous recherchons des consultants expérimentés en conduite de changement et stratégie interne pour accompagner les entreprises dans leur développement.

- de 10 à 20 ans d'expérience professionnelle
- de 10 à 20 ans d'expérience professionnelle
- de 10 à 20 ans d'expérience professionnelle

Nous cherchons des personnes :

- de 10 à 20 ans d'expérience professionnelle
- de 10 à 20 ans d'expérience professionnelle
- de 10 à 20 ans d'expérience professionnelle

Se sachant aussi faire la promotion et la vente de notre société.

Nous vous proposons :

- une rémunération attractive
- une rémunération attractive
- une rémunération attractive

IECI

DEVELOPPEMENT

Strasbourg - 67000

Strasbourg - 67000

Strasbourg - 67000

Strasbourg - 67000



RISC International France S.A.

Cherche à pourvoir plusieurs postes de

Directeur(trice) d'étude et consultant(e)

Pour réaliser des interventions d'étude et de conseil en stratégie marketing auprès des clients de RISC, grandes multinationales des secteurs de biens et services de grande consommation.

Les candidats doivent :

- Avoir travaillé plusieurs années à l'étranger,
- Parler couramment deux langues étrangères,
- Avoir une expérience de marketing stratégique,
- Avoir de bonnes connaissances en statistique et sociologie,
- Avoir une excellente capacité à intégrer une équipe dynamique et montrer un fort niveau d'implication dans les missions qui leur seront confiées,
- Etre âgés d'environ 30 ans.

Envoyer CV, photo et prétentions à :
RISC International France S.A.
63, avenue de Villiers - 75017 PARIS

AGERIS INTERNATIONAL

Filiale de COMDISCO N°1 mondial du secours

qui assure la pérennité des activités des plus grandes Entreprises Européennes et dans le monde recherche :

des CONSULTANTS

pour étoffer son département conseil

- Expérience opérationnelle ou en tant que consultant des différentes branches de l'entreprise (Direction Générale, Finances, Commercial, Production, ...)
- Expérience opérationnelle ou en tant que consultant de métiers spécifiques (Banque, Assurance, distribution, VPC, Industrie etc...)
- Connaissance de la sécurité informatique
- Expérience ou désir de s'investir dans le domaine du conseil
- Expérience de l'informatique en tant qu'utilisateur, concepteur ou organisateur
- Désir de s'investir en collaboration avec les équipes commerciales et techniques d'AGERIS International
- Bonne pratique de l'Anglais

Nous sommes prêts à étudier toute formule y compris en coopération et sous-traitance avec des experts des domaines décrits ci-dessus.

Envoyer CV, photo et lettre manuscrite à :

AGERIS International, Département DRH - Odette DACUNHA
83, Cours des Petites Ecuries
77185 LOGNES - MARNE LA VALLEE

CHARGÉ DE RELATIONS PUBLIQUES

Une Agence
Conseil
spécialisée
dans les
relations
publiques et la
communication
d'entreprise
renforce ses
structures et
recherche, un
chargé de
relations
publiques.

Agé d'environ 30 ans, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur type Sciences Po, CELSA, ESC... et avez une expérience d'au moins deux ans dans une fonction similaire, en Entreprise ou en Agence. Vous aurez pour mission de concevoir, mettre en œuvre et piloter des opérations de relations publiques en étroite relation avec nos clients, et d'assurer notamment tous les contacts Médias. Pour ce poste basé à Paris, adressez votre candidature (lettre + CV + photo), en précisant sur l'enveloppe la référence 915 M, à COMMUNIQUE - 50/54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT cedex.

RESPONSABLE MARKETING PRODUITS senior

Leader dans notre domaine, nous sommes l'une des premières entreprises françaises de services. Au sein de la Division Développement des Marchés de notre Direction commerciale, vous définissez les nouveaux produits, à partir des données statistiques, quantitatives et qualitatives. Vous proposez les stratégies de développement, définissez les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs prévus, assurez le pilotage des actions de lancement, ainsi que le suivi et le contrôle des résultats. A 30/35 ans, de formation supérieure (école de Commerce) très à l'aise avec

les chiffres, vous possédez un bon niveau en anglais et justifiez impérativement d'une expérience réussie en marketing d'au moins 5 ans dans le domaine des services (VPC, Banque...) et dans la conception de produits.

Ouverture d'esprit, créativité, sens de l'analyse et une excellente expression à l'écrit sont autant de points forts pour vous intégrer et réussir dans cette mission.

Pour nous rejoindre, adressez votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence D5684 à EUROMESSAGES, BP 80, 92105 BOULOGNE cedex.

CABINET DE CONSEILS EN PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE recherche

2 Traducteurs brevets

à temps partiel
Anglais/Français - Français/Anglais

Un traducteur spécialisé en mécanique, électronique, et informatique. Réf. TM

Un traducteur spécialisé en chimie, biologie, et biotechnologie. Réf. TC

Pour ces postes en télétravail, une expérience de la traduction de brevets est indispensable et de sérieuses références sont exigées. Salaires motivants.

Envoyer lettre manuscrite, CV photo et prétentions sous la référence du poste choisi à EGGO Conseils 10, rue de Pouy - 75013 Paris - Tél 45 80 37 37 - Fax 45 89 68 87.

Confidentialité assurée.

EGGO Conseils

CONSEIL EN GESTION DE RESSOURCES HUMAINES

- RECRUTEMENT • FORMATION
- OUTPLACEMENT • BILANS
- PROFESSIONNELS • GESTION
- PRÉVISIONNELLE DES EMPLOIS
- AUDITS HUMAINS ET SOCIAUX

Nathalie Valera-Gil et son équipe ont le plaisir de vous communiquer leurs nouvelles coordonnées dans le cadre du développement de leur agence :

META CONSEIL

Parc industriel et technologique de La Pompiègne - rue de la Vieille-Poste bât. T4 - 34055 Montpellier Cedex 1.
Tél. 67 34 43 00
Fax 67 34 42 30.

META
conseil

JURISTES

Juriste relations sociales

Au sein de notre direction des relations humaines, vous serez l'interlocuteur des directions du siège et des directeurs d'agence. Vos qualités d'écoute et de contact, votre disponibilité et votre pragmatisme s'associent à un réel esprit d'analyse. Vous jouerez un véritable rôle de conseil et proposerez des solutions concrètes à des questions complexes dans le domaine des relations sociales.

Animateur et pédagogue, vous saurez manager et motiver une petite équipe.

Juriste en droit social, vous avez acquis une expérience significative d'au moins 4 ans dans le domaine du conseil juridique en matière d'instances représentatives du personnel, au sein d'une entreprise à établissements multiples. Vous possédez également une bonne connaissance du droit du travail.

Ce poste est basé à Paris-La Défense.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous référence HUMIN/J.4, à Agnès Gelibert, Société Générale, service du recrutement, 7 rue Caumartin, 75009 Paris.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

Avec 44 000 collaborateurs, 2000 agences et plus de 500 implantations dans 70 pays, la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, groupe international, est présente dans tous les métiers de la banque et de la finance.

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Gestion - Finance - Ressources Humaines



RENAULT V.I., un des premiers constructeurs mondiaux de véhicules industriels, implanté en Europe et aux Etats-Unis, recherche pour Lyon des

Jeunes Auditeurs

Au sein de la Direction Financière du groupe, des missions d'audit vous seront confiées, où votre sens de la pédagogie, de la rigueur et votre autonomie seront pleinement valorisés. Votre implication professionnelle vous permettra d'apporter des recommandations pour améliorer les systèmes de contrôle interne et d'accompagner leur mise en œuvre. Cette très belle opportunité s'adresse à des candidats âgés d'environ 25 ans, de formation supérieure de

type HEC, ESSEC, ESCP... Votre expérience, impérativement acquise au cours d'une à deux saisons en cabinet d'audit international, vous rend opérationnel. L'environnement international du poste impose une bonne maîtrise de l'anglais, une seconde langue serait un atout supplémentaire. Les conditions de rémunération ainsi que de réelles perspectives d'évolution du poste sauront attirer des candidats de valeur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature : CV et lettre manuscrite sous la réf. 2547 à notre Conseil

PA Consulting Group - Laurent REIS - L'Européen
19, bd Eugène Deruelle 69003 Lyon.



RENAULT V.I.

Leader mondial, avec environ 1 500 personnes, nous sommes présents dans 105 pays et offrons aujourd'hui plus de 15 gammes de produit sur notre marché.

Responsable juridique

Au sein de notre siège social de Bobigny et sous la responsabilité du directeur administratif et financier, vous agissez en tant que support juridique pour nos différents services. Votre mission couvrant tout les aspects de notre société et de notre groupe, elle est ainsi très diversifiée :

- gestion des marques
- suivi des brevets
- gestion et suivi des contrats, des procédures et des litiges
- optimisation fiscale
- veille juridique
- supervision des assurances...

d'expérience, d'une bonne pratique du droit des sociétés - particulièrement dans le domaine de la distribution - ainsi qu'une bonne connaissance du droit du travail. Organisé et rigoureux, vos capacités à communiquer et votre proactivité vous permettent d'être disponible et d'intervenir de façon efficace afin d'éviter les contentieux. La pratique de l'anglais courant est nécessaire.

Titulaire d'une maîtrise et d'un DJCE (ou équivalent), vous disposez de 5 ans

Merci d'adresser votre candidature sous la référence 9503, à DELSEY, Service recrutement, 23 rue Saint-André 93012 Bobigny.



Société de Service Ingénierie Informatique, leader sur son marché, recherche son

Juriste droit du travail

Au sein de la Direction des Ressources Humaines, vous avez vocation à intervenir en droit du travail, en particulier :

- vous êtes chargé de la veille sociale et du respect des obligations légales (bilan social, élections professionnelles, etc.),
- vous avez un rôle de conseil auprès des opérationnels, en particulier afin de prévenir tout litige et suivre le contentieux,
- vous élaborerez et veillerez à la mise en place des outils de gestion prévisionnelle de l'emploi.

□ vous mettez à jour le guide des procédures et réalisez divers études en droit du travail.

Agé de 30 ans environ, de formation juridique supérieure complétée par un troisième cycle en droit du travail, vous justifiez d'une expérience de 4/5 ans en droit du travail acquise de préférence en entreprise.

Excellent juriste, autonome, ouvert d'esprit et ayant le goût du service, vous souhaitez vous investir dans une entreprise performante.

Contactez Stéphanie Dru au (1) 47.57.24.24 ou adressez lettre man. + CV + photo + n° de tél + rem. actuelle à Michael Page Tax & Legal, 3 boulevard Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou tapez votre CV sur le 3617 code MPage ss réf. SD11609



Michael Page Tax & Legal

Le spécialiste du recrutement Juridique et Fiscal

TRANSEDEV

Deuxième groupe français de Transport Public urbain et interurbain (groupe Caisse des Dépôts), gérant 3,7 milliards de CA, nous recherchons pour accompagner notre croissance deux spécialistes

Responsable Ingénierie Financière

Rattaché au Directeur Grand Projet et à la Direction Financière, vous serez chargé de :

- l'analyse des risques et de la rentabilité des opérations dans la réponse aux appels d'offres et aux montages de projets,
- le montage des projets (recherche de financements et de partenaires),
- le suivi de la réalisation et le contrôle des projets.

De formation supérieure (Grandes Ecoles, spécialisation finance) et âgé de 28/32 ans, vous avez une expérience de 5 ans minimum dans l'élaboration et le suivi de projets d'investissement dans les services aux collectivités, dans une banque ou dans une entreprise. (réf. PI 95/4).

Consultant Juridique et Fiscal

Rattaché au Directeur Juridique, vous serez chargé de :

- participer à la mise en place des montages juridiques et fiscaux élaborés par le groupe, concernant l'exploitation et la réalisation d'infrastructures de transport,
- élaborer et suivre les contrats.

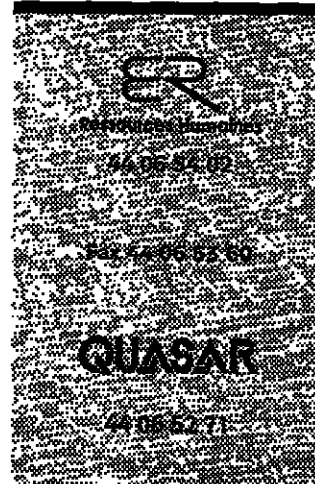
Agé de 28/32 ans et possédant une formation juridique (3ème cycle), vous êtes capable de travailler en équipe. Vous avez une expérience de 3 à 5 ans dans la mise en place de montages opérationnels et une connaissance des marchés publics. (réf. PI 95/5).

Pour ces postes des déplacements de longue durée sont à prévoir en France et à l'étranger selon les contrats, vous êtes en mesure de travailler en anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo, lettre de motivation et prétentions) à notre Conseil PALMER INTERNATIONAL, 111 bis rue de Courcelles, 75017 PARIS, sous référence du poste choisi.

Palmer

INTERNATIONAL



Eliane Rolland,
Jean-Louis Bertrand,
Bertrand de Maillard
et leurs partenaires

vous informent
de leur changement d'adresse :

62, rue Jeanne d'Arc 75013 Paris

هكذا من الأصل

هنا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 19 AVRIL 1995 / XIII

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Gestion - Finance - Ressources humaines

Spécialiste CONSOLIDATION

NANTERRE

LE GROUPE LYONNAISE DES EAUX RASSEMBLE 1 000 ENTREPRISES, 140 000 COLLABORATEURS ET RÉALISE UN CHIFFRE D'AFFAIRES DE 100 MILLIARDS DE FRANCS. NOUS INTERVENONS DANS LE DOMAINE DES SERVICES ET DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN.

Agé de 30-35 ans, de formation supérieure en comptabilité (DESCF ou expertise comptable), vous avez une expérience de 3 à 5 ans en consolidation et une bonne maîtrise des clôtures de compte et de l'analyse de bilan.

En rejoignant la direction de la consolidation du groupe, vous prendrez une part active à l'élaboration des comptes consolidés (analyse de points complexes, assistance aux filiales) et participerez au développement des procédures de consolidation du groupe. Vous pourrez bénéficier de réelles possibilités d'évolution.

Rigueur et qualités relationnelles sont nécessaires ainsi que la connaissance de l'anglais. Une autre langue serait un plus.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et prétentions), sous référence LD2, à Lyonnaise des Eaux, Direction des Ressources Humaines, 72, avenue de la Liberté, 92753 Nanterre Cedex.



LYONNAISE
DES EAUX

Membre
du groupe ABN-AMRO,
l'un des tout premiers groupes bancaires européens,
NSM est une banque commerciale privée
à forte vocation financière.

ATTACHÉ Clientèle Entreprises Lille

Banque de Neufitze, Schumberger, Mallet

ABN-AMRO

Notre succursale de Lille offre à un Attaché de Clientèle désireux d'élargir son champ d'action une mission d'envergure.

Dynamique dans votre approche commerciale, vous développerez notre activité auprès de moyennes et grandes entreprises françaises et internationales.

Faisant preuve d'autonomie et d'aisance dans les contacts, vous apporterez à notre clientèle un conseil de qualité.

A 30 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur ou de formation professionnelle équivalente, vous justifiez impérativement d'une expérience bancaire de 5 ans minimum en exploitation Entreprise.

Votre audace et votre sens du risque vous permettront de relever ce nouveau challenge.

Votre parfaite connaissance de la langue anglaise et vos qualités de manager joueront un rôle déterminant dans votre réussite au sein de notre groupe.

Isabelle Morenne vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, curriculum vitae et prétentions) sous référence AEL/LM/04-95 - NSM 75410 PARIS Cedex 08.

Directeur financier

GROUPE IMMOBILIER ET FINANCIER

Après votre formation supérieure de type gestion finance, votre parcours professionnel vous a permis d'approfondir et de maîtriser les différents aspects de la fonction (finance, gestion, comptabilité, fiscalité, juridique), et vous a confronté au montage d'opérations immobilières.

Rattaché au Directeur Général, vos responsabilités essentielles couvriront : « l'élaboration et la mise en œuvre de l'ingénierie financière nécessaire au Groupe » la direction financière et le contrôle de gestion des sociétés. Votre première mission consistera à auditer les situations financières des sociétés et les adapter aux objectifs économiques et obligations légales, ainsi qu'à harmoniser les procédures d'élaboration des budgets.

Savoir-faire technique, compréhension des besoins et capacité à apporter des réponses efficaces, sens du management, sont les qualités indispensables pour réussir dans cette fonction.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (CV, lettre de motivations et photo), sous référence JYL/DF, à notre Conseil : FORCE 14, rue Moreau 75012 Paris.

Groupe
FORCE

Consultants Confirmés

PARIS BORDEAUX LYON TOULOUSE

PEREIRE CONSEIL :

4 implantations

et une équipe de

15 Consultants

partageant

leur passion

pour les

Ressources

Humaines.

Notre croissance

sereine se

construit

sur l'expérience,

l'exigence,

la convivialité et

l'enthousiasme.

■ Nous menons des opérations en matière de recrutement par approche directe et annonce, bilan de compétences, audit social, gestion et développement des Ressources Humaines.

■ Professionnel de la gestion des Ressources Humaines en cabinet, vous savez, comme les grands groupes et les PME qui nous font confiance, que la dimension conseil ne se décrie pas : elle s'acquiert et se démontre jour après jour par la qualité des réalisations.

■ Si vous souhaitez exprimer votre savoir-faire et votre expertise dans un équilibre efficace entre autonomie et esprit d'équipe, merci d'écrire, sous réf. IM/99 à Patrick Peneleau PEREIRE CONSEIL - 62/64, boulevard Péreire 75017 Paris.

PEREIRE CONSEIL

CYCLERGIE, FILIALE
DU GROUPE EDF
ET DE LAURENT BOULLET
INGÉNIEUR, SOCIÉTÉ
SPÉCIALISÉE DANS
LA CONSTRUCTION ET
L'EXPLOITATION D'USINES
DE TRAITEMENT DES
DÉCHETS. RECHERCHE :

Adjoint au secrétaire général

Rattaché directement au secrétaire général et en prise directe avec les responsables d'usines vous prendrez en charge la gestion de nos centres d'exploitation (assistance technique, achats, facturation clients et fournisseurs, contentieux). Par ailleurs, vous participerez à la rédaction et à la négociation des contrats avec nos clients et avec nos fournisseurs et sous-traitants, pour tout ce qui concerne la construction des usines.

Enfin, vous assurerez la souscription et le suivi des différentes polices d'assurances tant pour la construction que pour l'exploitation des usines.

A 35/40 ans, vous êtes ingénieur, possédant une solide formation juridique complémentaire. Vous avez une expérience professionnelle polyvalente, acquise dans une société de BTP, d'ingénierie ou en PME.

A vos qualités relationnelles, vous ajoutez celles d'excellent négociateur.

Ce poste évolutif est basé à Rueil-Malmaison. Merci d'adresser votre lettre manuscrite et CV à Françoise Quélier, EDF-GDF, Département Recrutement, 16 rue de Monceau 75008 Paris.

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin que l'on puisse transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.



Nous sommes l'un des tout premiers groupes français spécialisé dans le financement et les services aux particuliers et aux entreprises. Nous bénéficions sur les marchés d'une signature reconnue.

Pour participer au programme d'émission du groupe, dans le cadre de sa politique de refinancement, nous recherchons un jeune

Opérateur Trésorerie Francs

Intégré à la petite équipe de la salle des marchés, vous intervenirez sur le refinancement court terme en francs, du groupe et de ses filiales françaises et étrangères.

Vos relations avec les autres opérateurs, le back et le middle-office, vous apporteront une polyvalence et une connaissance élargie du refinancement et des activités de l'ensemble du groupe. De formation Bac + 5, vous avez acquis une première expérience de 1 à 3 ans dans la négociation de produits dérivés francs.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 5042M, à notre conseil

SENANQUE
103 rue La Fayette - 75010 Paris.

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

ÉTABLISSEMENT FINANCIER DE PREMIER PLAN, DIVISION DES MARCHÉS

Cadres Comptables

Back-Office

Le très fort développement des marchés nous amène à renforcer notre Direction des Back-Offices sur nos activités Comptabilité-Résultats-Contrôles.

Nous souhaitons rencontrer :

• des candidats désireux de débiter leur carrière sur les marchés financiers, après avoir effectué des stages dans ce domaine.

• des professionnels du Back-Office qui ont acquis, au sein d'une Banque ou en Cabinet d'Audit, une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine des marchés financiers.

Suivant les postes, une connaissance des Valeurs Mobilières, du Marché Monétaire et des Produits Dérivés est exigée.

Pour tous les candidats, une formation supérieure (Bac + 4/5, Ecole de Commerce ...), avec une spécialisation en comptabilité/gestion type MSTCF, DECF ou DESCF ... est impérative.

Une bonne maîtrise de l'anglais et de la micro-informatique est souhaitée.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite et CV), en précisant sur l'enveloppe la référence 914 à COMMUNIQUE 50/54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT cedex, qui transmettra.

Structure prestataire de services de haut niveau, filiale d'un grand groupe parapublic recherche pour Paris son

RESPONSABLE FUSION ACQUISITION

Il aura pour mission, en appui à la Direction Générale du groupe et à celle de ses filiales :

- de contribuer aux différentes phases d'une transaction (de l'évaluation à l'intégration),
- de participer aux négociations,
- de mobiliser les compétences sectorielles nécessaires à la réalisation d'une transaction (dans et hors groupe).

Vous avez une expérience réussie de plusieurs années en ingénierie globale des fusions/acquisitions dans une banque d'affaires ou un cabinet spécialisé et maîtrisez parfaitement l'anglais.

Votre ouverture, votre capacité à dénouer des situations complexes, à convaincre, à faire partager votre enthousiasme et votre technicité seront des atouts indispensables à la réussite de cette mission, ainsi qu'à votre évolution au sein du groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (CV, photo et prétentions) à notre conseil :



DMHE
(Développement et Management des Hommes et des Entreprises),
Département Recrutement.

29, RUE DE MIROMESNIL - 75008 PARIS

GRUPPE FRANÇAIS À VOCATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE
À FORT FINANCEMENT
INTERNATIONAL RECHERCHE
POUR SON CIBLÉ SOCIAL, BASÉ
À 100 KM DE PARIS

L'Adjoint du Directeur Financier

Associé à l'ensemble des dossiers conduits par la Direction Financière, vous prendrez plus particulièrement en charge la gestion financière du Groupe et assurerez :

- le suivi des filiales et participations,
- les prévisions à moyen terme du groupe et le suivi des grands équilibres financiers,
- la réalisation des tableaux de bord, le rapport annuel et la préparation du Conseil d'Administration,
- vous pourrez être amené, ponctuellement, à conduire les dossiers de contentieux et de création de filiales ou de joint venture.

De formation grande école de commerce ou équivalent, vous avez acquis une solide expérience d'environ 5 à 10 ans dans une fonction similaire dans un grand groupe ou dans une société de conseil.

Outre vos compétences en finance, vous disposez de connaissances juridiques opérationnelles. Une bonne pratique de l'anglais est souhaitable.

Merci d'adresser votre candidature, lettre

manuscrite et CV, sous réf. AS/ADF,

à notre Conseil ORHUS INTERSEARCH

25, rue Michel Salles - 92210 SAINT CLOUD.

InterSearch
ORHUS

responsable administratif et financier

Cette entreprise de 120 personnes, filiale d'un important groupe industriel, est spécialisée dans le domaine de la santé. Elle crée le poste de responsable administratif et financier.

Rattaché au directeur de cette société et à la tête d'une équipe de 8 personnes, vous aurez pour mission de superviser les activités financières et comptables, l'administration générale, la paie et la gestion du personnel, le service informatique et l'administration des ventes. Vous veillerez à l'amélioration des procédures de gestion et à l'optimisation des solutions informatiques.

Agé d'au moins 35 ans, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur comptable et financier. Votre expérience de généraliste acquise dans un emploi et une entreprise de taille similaires vous permet de maîtriser l'ensemble des activités rattachées à cette fonction.

Pour ce poste basé dans une agréable ville du Sud-Ouest, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo), en précisant sur l'enveloppe la référence 918 à COMMUNIQUE 50/54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT cedex, qui transmettra.

GESTIONNAIRE DE RISQUES ET D'ASSURANCES (H/F)

Important

Groupe

Industriel

et

Financier

recherche

taille

Intégré(e) à la structure existante, rattaché(e) à la Direction Générale du Groupe, vous serez chargé(e) de la gestion des risques et des assurances.

Agé(e) de 35/40 ans environ, de formation supérieure (École d'ingénieur ou de Gestion) complétée par une formation d'actuaire, vous disposez d'une solide pratique de l'assurance industrielle IARD et de la prévoyance collective auprès de courtiers internationaux, de compagnies d'assurances ou de groupes industriels.

Une bonne connaissance du financement des risques, de l'informatique de gestion et de l'anglais sera appréciée.

Rigueur, efficacité, capacités de négociation et de management seront les garants de votre évolution.

Ce poste est basé à Paris avec des déplacements ponctuels en France et à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence 237/LM à PARANNONCES

13, rue Charles Lecoq - 75737 Paris cedex 15, qui transmettra.

Un groupe français présent à l'international cherche :

Directeur du contrôle de gestion siège

Mission : élaborer et adapter en permanence des outils d'analyses, des indicateurs et des procédures de contrôle de gestion dans un contexte de décentralisation.

Il est demandé : une expérience du contrôle de gestion d'au moins dix ans dont deux ou trois années en tant que directeur du contrôle de gestion, l'exercice de la fonction en milieu industriel tant en filiale qu'en maison mère, la capacité à travailler en anglais, une formation grande école de commerce ou université (HEC, Dauphine).

Il est offert : l'opportunité d'une carrière évolutive dans un groupe diversifié.

Merci d'envoyer votre candidature, sous la référence 60897/LM (à mentionner sur la lettre et sur l'enveloppe), à Bernard Krief Executive, 115 rue du Bac, 75007 Paris.



BERNARD KRIEF EXECUTIVE

Un département de Bernard Krief Consulting Group

Adjoint au Responsable Trésorerie

■ **LE POSTE :** Responsable du «front office» à la tête d'une petite équipe, vos principales responsabilités seront la préparation des rapports de synthèse sur les positions financières du groupe en Europe, la stratégie de couverture de risque de taux et de change, le suivi des opérations de trésorerie courantes dont le mouvement des comptes bancaires, l'implication dans la gestion de l'endettement du groupe par un refinancement croissant des filiales européennes et nord-américaines dans le cadre de leur intégration dans la trésorerie groupe, ainsi que l'intervention ponctuelle sur les marchés financiers.

■ **LE CANDIDAT :** De formation supérieure et fort d'une première expérience réussie de 5 et 8 ans dans la fonction trésorerie en entreprise (ou en banque dans une fonction proche des clients industriels), vous êtes familier en particulier de la gestion de devises. Ce poste évolutif nécessite un fort potentiel de développement technique et humain.

■ Merci de contacter notre conseil Ivor ALEX au (1) 42.89.09.17 ou lui envoyer un dossier complet de candidature en mentionnant la référence 1866/TCM à NORMAN PARSONS, 6 rue Paul Baudry, 75008 Paris.



Norman Parsons
GROUPE ROBERT HALF

LEADER MONDIAL DU RECRUTEMENT FINANCIER AVEC PLUS DE 160 BUREAUX SUR 3 CONTINENTS

مركز العمل